LA

QUESTION ROMAINE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Nous espérons que personne ne sera surpris de notre aveu si nous disons que ce n'est point sans une sorte de tremblement que nous approchons d'une question aussi grande que la question romaine. Toutes les révolutions sont une cause d'angoisse pour ceux qui sont appelés à s'y associer par un acte de leur pensée. Il y a quelque chose de douloureux et de redoutable à vouloir arracher leur secret à ces sphinx que les vicissitudes humaines font sans cesse renaître. Combien le doute, l'hésitation, les scrupules, ne sont-ils point plus naturels au milieu d'une révolution qui, bien que suivant notre conviction profonde elle ne doive que modifier la forme temporelle de la papauté, s'attaque pourtant à une des formes les plus anciennes, les plus achevées du christianisme, et renverse l'œuvre des siècles en portant l'alarme dans les consciences!

Il faut surmonter sans doute cette timidité, qu'on pourrait dire religieuse : il faut la vaincre dans l'intérêt des consciences troublées par la nouveauté et par la grandeur du problème. Ce problème, les événemens l'ont mis à l'étude et en pressent la solution en dépit des volontés humaines. Croirait-on qu'il fût habile, sage, honnête même, oserais-je dire, de laisser écouler le torrent des faits en s'entêtant dans une immobilité fataliste? De quoi ont servi les protestations chagrines à ceux qui depuis trois années se sont mis à la queue des événemens? Les esprits éclairés qui croient défendre les

vrais intérêts du catholicisme en donnant la réplique aux faits par ces éloquentes, mais impuissantes protestations, pensent-ils qu'ils n'eussent pas mieux agi, si, plus alertes, ils eussent devancé les événemens pour les regarder en face, en saisir le caractère, en déterminer les conséquences? Ce n'est en effet qu'à cette condition que l'on peut avoir quelque influence sur la direction des affaires humaines. Le moment est venu de renoncer, pour la question romaine, à une aveugle et stérile tactique qui consiste à attendre que le fait soit accompli pour le maudire en le subissant. La continuation de l'occupation de Rome par nos troupes laisse encore un court intervalle à l'emploi des moyens moraux par lesquels peut se préparer la solution équitable de la question. C'est ce répit que, pour notre compte, nous allons essayer de mettre à profit. Nous le ferons en nous aidant des idées qu'a bien voulu nous communiquer un Romain des plus distingués, qui a longtemps réfléchi sur ces graves matières. Notre correspondant a eu l'honneur de faire partager ses opinions à M. de Cavour; il les a même essayées sur l'esprit des membres les plus éclairés et les plus pieux de la cour de Rome, et il voudrait qu'elles fussent exposées en France, où tant de choses ont été dites sur la question romaine, « une question, nous écrit-il, qui, après tout, me concerne un peu plus que ceux qui s'en sont occupés chez vous. »

Les Romains sont à coup sûr plus intéressés que nous à la solution de la question romaine; cette solution est pourtant entre les mains de la France. En attribuant à la France une si grande influence sur le maintien ou la cessation du pouvoir temporel de la papauté, nous n'entendons point faire allusion à la forme matérielle et brutale de cette influence, à celle qui s'exerce par la présence de notre drapeau à Rome, ou qui pourrait se manifester par la retraite de nos troupes, à celle en un mot qui dépend des résolutions du gouvernement français. Nous voulons parler uniquement de notre influence morale. C'est dans l'opinion publique de la France, nous irons plus loin, c'est dans l'opinion des catholiques français qu'il importe que la question du pouvoir temporel de la papauté soit résolue. L'opinion des catholiques français a certainement été sans efficacité pour prévenir ou arrêter le mouvement national italien, qui n'a plus aujourd'hui à réclamer que la sécularisation de Rome; mais cette opinion a jusqu'à présent pesé d'un grand poids dans les conseils de la cour romaine. Elle a encouragé le gouvernement pontifical dans sa funeste politique de résistance, elle n'a que trop malheureusement contribué à le détourner de toute pensée de transaction avec le gouvernement nouveau de l'Italie. C'est à cette opinion que nous voulons loyalement nous adresser.

Nous nous souvenons des paroles que Bossuet écrivait au cardinal d'Estrées au temps des disputes de 1682 : « Les tendres oreilles de Rome veulent être ménagées. » Alors pourtant Rome était encore puissante. Malgré le conflit qu'elle engageait avec Louis XIV dans le domaine du temporel, elle pouvait espérer de voir le protestantisme expulsé de France : elle allait assister à la révocation de l'édit de Nantes; elle avait quelque raison de croire qu'un souverain catholique étoufferait bientôt le protestantisme au cœur de l'Angleterre. Si à cette époque la bienséance et la politique conseillaient pourtant les ménagemens envers la cour romaine, les circonstances actuelles, nous le savons et nous le sentons, circonstances si fâcheuses pour l'antique papauté temporelle, commandent des attentions plus respectueuses, des précautions plus tendres encore, dans le langage que l'on se croit autorisé à lui tenir. Il n'est qu'équitable, suivant nous, d'étendre ces ménagemens aux catholiques français, qui ont si vivement épousé la cause du pouvoir temporel. Nous le pouvons d'autant mieux, qu'il nous est facile de nous rendre compte des sentimens, des intérêts, des griefs particuliers qui ont agi sur les catholiques français, et les ont en quelque sorte conduits au point de vue d'où ils envisagent maintenant la question romaine.

Il est bon en toute controverse, et dans celle-ci plus qu'en aucune autre, d'entrer dans les raisons de ses adversaires. Les opinions en politique sont toujours complexes; plusieurs causes d'inégale importance concourent à les former : les circonstances diverses en varient le caractère; les accidens leur impriment des impulsions qui souvent ne correspondent point aux intérêts sur lesquels elles sont fondées; les passions naturellement excitées s'y mêlent à la raison et lui viennent faire violence. Les esprits de bonne foi ne peuvent ni s'indigner ni s'étonner à la vue de l'alliage qui s'introduit ainsi dans les opinions. C'est par l'analyse de cette diversité d'élémens qui agissent sur la formation et la conduite des opinions qu'on s'explique un des phénomènes les plus singuliers et pourtant les plus fréquens de l'histoire : je veux dire la contradiction qui se manifeste si souvent entre les résultats que les opinions actives produisent et les fins qu'elles s'étaient proposées. La position de l'église et des catholiques de France dans la question romaine doit être ainsi expliquée.

Tout le monde sait que, depuis la révolution française, l'ultramontanisme a gagné chez nous à peu près l'universalité du clergé et des laïques qui dans nos luttes politiques se sont efforcés de représenter et de défendre les intérêts de l'église. L'ultramontanisme du clergé et du parti catholique français a souvent excité la surprise des clergés étrangers et même des églises italiennes. Cet entraîne-

ment ultramontain de la France a eu pourtant une raison dont on ne saurait méconnaître la légitimité. C'est pour défendre la liberté du spirituel contre les empiétemens du pouvoir temporel que l'église de France est devenue ultramontaine. Avant 1789, l'église avait en France dans sa constitution des garanties d'indépendance envers le pouvoir qui lui font aujourd'hui défaut : les immunités dont elle jouissait vis-à-vis du pouvoir lui permettaient de garder vis-à-vis de Rome cette attitude indépendante et respectueuse que l'on définissait par le nom de gallicanisme. La révolution et surtout les gouvernemens qui en sont sortis ont profondément altéré cette situation. L'église a cessé d'avoir les conditions matérielles de l'indépendance; elle a même perdu quelques-unes des conditions morales de sa liberté, en se trouvant annexée à la centralisation administrative exagérée qu'ont organisée la république et l'empire. Par une réaction naturelle, l'église de France, jalouse de son indépendance, en a cherché la revendication en s'unissant de plus en plus à une centralisation d'une autre nature, qui absorbe dans l'autorité de la cour de Rome l'ancienne autonomie des églises particulières : elle s'est faite ultramontaine. L'excès a appelé l'excès; mais si l'on veut être juste, si l'on veut sincèrement se rendre compte du mouvement qui a fini par s'emparer du clergé et des apologistes laïques du catholicisme en France, il faut en voir où nous les signalons la cause et l'origine. L'ultramontanisme français a eu pour cause véritable le souci de l'indépendance de l'église : en exaltant à outrance l'autorité de Rome, en exagérant toutes les prétentions de la papauté, l'ultramontanisme au fond poursuivait à sa manière, suivant le tour de la circonstance et l'impulsion du moment, l'accomplissement de la convention sur laquelle repose le christianisme, convention qui sépare le spirituel du temporel et réclame l'indépendance de l'église, convention divine et sainte suivant les uns, mais auguste pour tous, car elle a introduit dans la civilisation moderne un souffle impérissable de liberté.

Nous nous exposons à être accusé de soutenir un paradoxe en attribuant au désir généreux d'assurer l'indépendance du spirituel les progrès que l'ultramontanisme a faits dans ce siècle au sein du clergé français. Nous avons pourtant le sentiment que nous sommes dans l'exacte vérité. On ne perd rien, quand on recherche soi-même avec désintéressement la vérité dans la discussion, à reconnaître les nobles mobiles qui seuls peuvent entraîner des multitudes d'esprits et susciter de grands mouvemens d'idées. Si l'on tient à comprendre la position des catholiques français dans la question romaine, la justice veut que l'on aille encore plus loin.

Cherchant dans la papauté la garantie de leur indépendance re-

ligieuse et de ce qui est leur véritable liberté de conscience, les catholiques français ont été logiquement conduits à attacher une importance singulière au pouvoir temporel de la papauté. Dans la sphère des choses humaines, la forme suprême de l'indépendance est la souveraineté. Le pape, chef de l'église catholique, étant en même temps souverain temporel, possédait aux yeux des catholiques cette garantie formelle de l'indépendance humaine. L'autorité que les catholiques reconnaissent dans le pape et l'indépendance religieuse que cette autorité suppose sont, il est vrai, placées par eux bien au-dessus des fragiles conditions auxquelles s'attache l'indépendance humaine. C'est en effet une autorité surhumaine que les catholiques reconnaissent dans le souverain pontife; d'après la croyance catholique, ce sont des promesses divines qui assurent l'autorité et par conséquent la liberté pontificales. Et qu'est-ce auprès de telles promesses que la condition essentiellement contingente de ces expédiens variables qui s'appellent en ce monde des souverainetés? Cependant la souveraineté temporelle du pape était un fait. Ce fait, quelque contestable qu'en fût l'importance réelle, était aux yeux des catholiques un surcroît de garantie humaine ajouté aux garanties surhumaines d'indépendance qu'ils attribuent à la papauté. Ce n'était pas d'eux évidemment qu'il fallait attendre la suppression spontanée de ce fait; ce n'étaient pas eux qui pouvaient en contester la légitimité. L'émotion dont ils ont été saisis en le voyant mis en péril était au contraire naturelle.

Il faut faire encore la part des causes immédiates de l'ébranlement de la papauté temporelle, des circonstances au milieu desquelles cet ébranlement s'est opéré, et des dispositions dans lesquelles ces causes et ces circonstances sont venues surprendre les catholiques français. Nous entrons ici sur le terrain politique. Les événemens qui, depuis 1859, ont changé la face de l'Italie ont été pour les catholiques de France une surprise, c'est le mot, un vrai coup de tonnerre dans un ciel serein. Ce serait, on en conviendra, exiger l'impossible de la nature humaine que de vouloir que les catholiques français eussent jugé les questions soulevées par la guerre de 1859 avec une impartialité philosophique, en se plaçant exclusivement au point de vue des besoins, des intérêts et des vœux de l'Italie, et qu'avec un désintéressement angélique ils eussent condamné ce qu'ils étaient habitués à regarder comme leur cause même. Il ne faut pas attendre de tels miracles d'abnégation de la part des corps ou des hommes réunis en partis pour la défense d'une cause. Il ne faut pas leur demander avec sévérité la prévoyance et les condescendances que la prévoyance inspire. La prévoyance en politique est le don de quelques personnes; les corps, les partis,

les masses, ne l'ont jamais. Leur obstination se justifie même par des motifs respectables. Les associations d'idées et d'intérêts qui forment les opinions collectives entrelacent les âmes par mille liens enchantés; couper soi-même ces racines invisibles où l'on a puisé la vie morale est un suicide qui surpasse la force ordinaire de l'homme. Les associations militantes, religieuses ou politiques, ne se laissent dompter que par la nécessité, lorsque la nécessité s'impose à elles avec l'inexorable puissance du fait consommé. Ainsi au commencement des révolutions d'Italie les catholiques de France, à peu d'exceptions près, ne pouvaient guère les apprécier que du point de vue auquel l'église de France s'était accoutumée à juger ses propres intérêts.

Ce point de vue fondamental, devenu, pour les motifs que nous avons dits, ultramontain, était naturellement le maintien du pouvoir temporel du pape; mais l'opinion des catholiques français sur l'importance du pouvoir temporel a été aigrie, exaspérée, pourrait-on dire, par des circonstances particulières. Ces circonstances sont les promesses que le clergé français avait reçues au commencement de la guerre de 1859, et la position que la masse du parti clérical avait prise dans notre politique intérieure avant cette époque. Les déclarations du gouvernement français au début de la campagne avaient donné à croire aux catholiques que le pouvoir temporel du saint-père n'aurait rien à souffrir de cette guerre. La suite a prouvé que dans cette révolution les événemens ont été ou plus francs ou plus forts que les hommes, et la déception dont ils sont victimes a redoublé l'irritation des catholiques contre les hommes et contre les événemens. La masse du parti clérical se plaint d'une déception d'une autre sorte, et pour celle-là c'est lui-même, à notre avis, qu'il devrait surtout accuser. Cette méprise, douloureusement ressentie par le parti clérical français, provient en effet de l'illusion qu'il avait nourrie sur sa position vis-à-vis du pouvoir. Nous pensons avoir le droit de le dire au parti catholique sans l'offenser : sa conduite politique en France a été de notre temps bien pauvrement inspirée. Nous avons vu l'ultramontanisme aller en politique aux plus contraires excès. Il y a eu une époque, qui n'est point éloignée de nous de la mesure d'une vie d'homme, où l'on tentait d'appuyer l'autel sur le trône. Dans la première phase de son ultramontanisme, qui a laissé au sein du clergé des traces si profondes, M. de Lamennais prêchait l'absolutisme théocratique. Dans la seconde phase de sa carrière, cet orageux esprit invoqua la liberté illimitée et s'emporta jusqu'à l'extrême démocratie. Ce brusque revirement, promptement désavoué par Rome, n'eut point la même force de prosélytisme que le premier ultramontanisme lamennaisien.

Il ne resta dans le catholicisme politique et militant qu'un petit nombre d'esprits, nous allions dire de tempéramens, enclins au libéralisme. Cependant le prosélytisme religieux n'eut rien à perdre à la pratique des institutions libres. Ce qu'il put gagner en force morale sous le régime de 1830 est dans toutes les mémoires; ce qu'il obtint sous la république frappe encore les yeux. La majorité du clergé et le gros du parti catholique eurent-ils la clairvoyance de leurs véritables intérêts? comprirent-ils ce que leur rapportait la liberté politique? Non, ils pourchassèrent jusqu'à la mort le gouvernement de 1830 et la république. Les institutions libérales avaient été surtout fécondes pour eux; ils les virent briser avec une insultante joie. Tombant, à l'égard de la vérité politique, dans un scepticisme brutal, oubliant même le lien sacré qui unit la politique à la morale, ils affectèrent de ne chercher dans les diverses formes d'institutions que des expédiens à leur usage, et parmi ces expédiens ils eurent le triste courage de préférer avec ostentation ceux qui, dans leur espérance, paraissaient devoir leur assurer un facile triomphe en les affranchissant des labeurs qu'il faut soutenir et des blessures que l'on est exposé à recevoir dans les luttes à armes égales. Il y eut sans doute parmi les catholiques une petite élite qui ne se laissa point tenter aux séductions de la fortune : nous admettons qu'à mesure que l'expérience marchait et que les désenchantemens se sont succédé, ce groupe a dû progressivement s'accroître; nous ne pensons point pourtant que cette épreuve ait ramené la masse du parti clérical à des sentimens plus justes envers la liberté. Nous ne serions pas surpris que le plus grand nombre dans ce parti n'en fût encore à compter pour relever ses affaires sur un *évêque* quelconque *du dehors*. Quoi qu'il en soit, il est aisé de comprendre le trouble et l'amertume que des erreurs de cette sorte ont dû jeter dans les jugemens portés par le parti clérical français sur la question italienne et sur la question romaine.

On voit assez que nous ne sommes point disposé à diminuer ou à travestir les mobiles qui dirigent le parti catholique dans la controverse où s'agite le sort du pouvoir temporel de la papauté. Nous reconnaissons la légitimité de ce qu'il y a d'essentiel dans cette opinion, à savoir le principe de l'indépendance du pouvoir spirituel. Nous ne méconnaissons pas ce qu'il y avait de plausible dans la garantie prêtée à l'indépendance du pouvoir spirituel par les attributs de la souveraineté temporelle tant que cette souveraineté était incontestée, et n'était point répudiée par ceux sur lesquels elle s'exerçait. Nous accordons que la question italienne et la question romaine, qui en est le suprême élément, ont été engagées d'une façon qui a pu mécontenter justement les catholiques fran-

çais. Nous ne nous posons point en apologiste de tous les procédés qui ont été employés dans la question italienne ; nous abandonnons les hommes aux rancunes, aux ressentimens, à la colère même, si l'on veut, des catholiques. La hauteur des intérêts principaux engagés dans ce problème nous permet de faire bon marché des points secondaires. Mais, après leur avoir fait toutes ces concessions, nous pensons avoir le droit de rappeler les catholiques eux-mêmes à la considération de ces intérêts primordiaux au nom desquels ils prétendent agir. Les tenant pour sincères, nous nous croyons autorisé à leur dire : « Prenez garde de sacrifier dans votre cause le principal à l'accessoire. Certains acteurs dans les récens événemens d'Italie ont manqué, dites-vous, aux paroles qu'ils vous avaient données, ont trompé la confiance que vous aviez placée en eux : dénoncez leur duplicité, retirez-leur votre confiance, soit; mais, dans une question où il va des plus vitaux intérêts de votre foi, n'allez pas jusqu'à vous laisser distraire du fond des choses par la diversion des questions personnelles. De mauvais moyens, à votre gré, ont été mis en usage : condamnez-les; mais n'allez pas vous laisser offusquer sur le caractère peut-être providentiel des résultats par le vice des procédés, vous surtout dont les théologiens sont si ingénieux à expliquer par quel art mystérieux et sûr Dieu sait faire servir le mal à la production du bien. Revenez à la grande et véritable question, à celle qui vous est posée par des événemens pressans, par une nécessité irrésistible; appliquez-vous à l'examen des conditions essentielles de l'indépendance du pouvoir spirituel. La souveraineté temporelle était à vos yeux une des garanties de cette indépendance; la suppression de cette souveraineté vous choque comme une innovation dangereuse. Nous ne disons point que votre opinion ait été jusqu'à ce jour déraisonnable, et nous comprenons la défiance et la répugnance que les innovations vous inspirent; mais la nécessité parle, la puissance temporelle est déjà démembrée : ce qu'il en reste ne peut plus satisfaire votre théorie et ne saurait durer qu'en prolongeant, pour une nation en révolution, pour l'Europe, pour le catholicisme lui-même, une situation pleine de périls et de maux. Pour relever la papauté temporelle, n'est-il pas dès à présent visible qu'il faudrait un miracle? Est-ce un miracle que vous attendez? Vous professez que l'église, incorruptible dans sa doctrine, s'est toujours prêtée avec une souplesse merveilleuse dans ses élémens variables aux nécessités diverses des temps et des lieux. Le pouvoir temporel a été précisément un des appendices variables de l'église, puisqu'il n'a point toujours existé et qu'il a éprouvé dans le cours de son existence des modifications nombreuses. Il y a plus : le pouvoir temporel, avec ses accidens, a réagi à son tour sur les

formes de l'église et a introduit dans sa constitution des modifications dont la sanction du temps n'a point toujours justifié la valeur. Là où il a été innové dans le cours des siècles, est-il interdit d'innover encore? S'il est démontré que les nécessités du gouvernement temporel ont altéré défavorablement l'économie du gouvernement spirituel, n'est-il point permis de rechercher ce que le spirituel pourrait gagner à être affranchi des nécessités du temporel? Voilà la question dans sa vérité et dans sa grandeur; c'est en ces termes que, dans leur sollicitude pour les intérêts permanens de leur foi, les catholiques éclairés doivent commencer dès à présent à l'envisager. L'église n'a pas le droit de compter sur des miracles dans l'ordre de ses conditions temporelles, accidentelles, changeantes, qui est régi par les lois générales de l'humanité et de l'histoire. En acceptant les changemens que ces lois lui imposent, les épreuves peuvent devenir pour elle des crises salutaires de régénération et de rajeunissement; voilà le seul miracle auquel elle doive aspirer. »

C'est ce que, pour notre compte, nous croyons pouvoir démontrer en examinant rapidement la condition générale de la hiérarchie romaine dans les pays catholiques, les changemens que la possession du temporel a introduits et dans cette hiérarchie et dans l'économie du pouvoir spirituel, la situation faite aujourd'hui à la papauté par l'association du temporel au spirituel, enfin la solution qui répond le mieux à la fois aux intérêts du catholicisme et à l'esprit des sociétés modernes.

II.

Un caractère extérieur a plus fortement distingué l'église romaine des religions de l'antiquité et des autres églises chrétiennes. Dans celles-ci, le sacerdoce a été ou est toujours national; de là les relations intimes qui l'unissent ordinairement au gouvernement qui représente le pays. Là le sacerdoce ressent les mêmes influences que la nation, a les mêmes besoins, obéit aux mêmes instincts, suit les mêmes inspirations. Telle était la condition des sacerdoces antiques; telle est celle de la plupart des églises chrétiennes, de l'église orientale, des églises protestantes. La condition même des clergés de ces églises les empêche de s'éloigner jamais beaucoup des voies dans lesquelles marche la nation à laquelle ils appartiennent.

Telle n'est point la situation du clergé catholique romain. Ce clergé, répandu sur différens pays, dominant religieusement diverses nations qui ne sont même pas toutes de race latine, se reconnaît à ce trait, qu'il forme un seul corps, ayant partout, malgré la diversité des contrées, mêmes principes, mêmes doctrines, mêmes

tendances, et jusqu'à un certain point des intérêts identiques. En tout pays, il a du moins cette uniformité, qu'il relève d'un chef étranger, vivant au dehors, placé ainsi hors du cercle des besoins, des instincts et des tendances de la nation particulière dont le clergé fait partie, chef étranger, qui a pour règle de ses appréciations, de ses jugemens et de sa conduite des principes, des intérêts ou des nécessités qui, on l'admettra du moins pour l'ordre temporel, peuvent être fort éloignés des pensées et des mobiles d'action de tel ou tel des peuples dont il dirige le gouvernement spirituel. Voilà le fait dans sa simplicité. Nous nous bornons à le rappeler sans arrière-pensée et sans prévention défavorable à l'église catholique romaine. Ce fait s'explique au contraire par les plus nobles origines du christianisme.

Dès le commencement, le christianisme eut la haute et vaste ambition qui était pour ainsi dire inhérente à ses doctrines. Il n'était pas, comme les religions antiques, un amas de rites et de superstitions ayant perdu, s'ils l'avaient jamais eue, la vertu d'améliorer les hommes et les sociétés. Avec son spiritualisme élevé et sa sublime morale, le christianisme parlait à l'homme tout entier, s'emparait de lui et devait pénétrer dans la vie civile et sociale des peuples. Cette vertu civile et sociale du christianisme fut aperçue instinctivement dès l'origine par le gouvernement de l'empire romain, et, au sein de la société polythéiste la plus tolérante qui ait jamais existé, provoqua contre la religion nouvelle ces persécutions féroces qui, au lieu d'abattre la foi chrétienne, ne servirent qu'à en démontrer la valeur morale, à en exciter l'énergie, à en hâter le triomphe. L'influence civile et sociale qui appartenait à l'esprit du christianisme dut dès le principe assurer au sacerdoce chrétien une importance, une prépondérance extraordinaires. Les circonstances politiques que le monde traversait alors contribuèrent encore à grandir le rôle de la hiérarchie chrétienne.

L'empire romain se décomposait sous l'étreinte de l'absolutisme et de la centralisation, deux causes de mort auxquelles ne résistent pas les sociétés les mieux douées. Constantin, ne trouvant plus de ressources suffisantes pour s'opposer aux irruptions des Barbares dans l'Occident, où la centralisation plus forte avait plus promptement usé les ressorts de la vie, eut la pensée d'aller demander ces ressources à l'Orient, où la civilisation grecque n'avait jamais admis dans toute leur étendue les principes de la centralisation latine. Ce fut sans doute la préoccupation politique qui le décida à porter à Byzance le siége de l'empire. On veut, dans certaines publications récentes, qu'il ait fui Rome de peur d'y être éclipsé par la grandeur du pape : explication puérile, où l'on oublie

que la pensée politique qui dirigea Constantin n'était point neuve dans l'empire, et avait été conçue par Dioclétien, peu suspect assurément de tendresse pour les chrétiens et de vénération pour les papes, lequel avait eu le projet de désigner une nouvelle capitale et de la fixer à Andrinople ou à Césarée. Or, tandis que la liberté périssait dans l'empire, elle se réfugiait ou, pour mieux dire, elle naissait au sein de l'église. Pour la première fois, les principes de la spontanéité humaine et de la liberté morale s'y allumaient au foyer d'une religion. Le principe de l'égalité des hommes devant Dieu, qui devait un jour s'emparer de la société civile et y introduire l'égalité devant la loi, était vivant dans l'église chrétienne. L'église nourrissait aussi dès lors cet autre principe de l'égalité et de la fraternité des nations qui devait enfanter plus tard les droits des peuples, que la tâche de notre siècle est de faire prévaloir. L'église en outre avait un autre principe de vie, elle vivait du principe d'élection. Les évêques puisaient dans l'élection cette force vivace qui s'était éteinte dans la société civile sous le poids de la centralisation et du despotisme. Ce furent les véritables sources de la puissance et de la grandeur du sacerdoce chrétien. Les Barbares arrivent, la puissance centrale tombe, l'empire est effacé de l'Occident. La puissance des évêques demeure seule debout, car c'était dans l'empire la seule force qui procédât de la spontanéité humaine, qui vécût par la liberté, qui se retrempât sans cesse par l'élection dans le peuple. Aussi l'évêque nous apparaît partout durant l'invasion des Barbares comme le représentant, le patron, en même temps que le pasteur des populations conquises, et comme un médiateur entre les villes subjuguées et les conquérans.

Ainsi s'exerça l'influence et s'agrandit le rôle vivace de la hiérarchie catholique et de la papauté jusqu'au moyen âge; ainsi, par la médiation du sacerdoce et de l'épiscopat chrétiens, les gouvernemens des successeurs des Barbares, représentans de la conquête, s'imprégnèrent progressivement de la civilisation des vaincus. La conquête avait été accomplie par des tribus diverses : l'Europe s'était de la sorte trouvée partagée en plusieurs nationalités et constituée sous des gouvernemens différens; mais les vaincus, fils de l'empire unique, reconnaissaient toujours avec un sentiment de consolation et de fierté l'ancienne unité survivant dans l'unité de l'église, dans cette organisation sacerdotale et épiscopale reliée à un pouvoir unique et central, celui du pape. C'était aussi pour les clergés locaux un grand avantage de pouvoir au besoin recourir au patronage d'un chef vénéré, dont l'éloignement augmentait le prestige. Au milieu des luttes où les engageaient fréquemment leurs intérêts et ceux des populations qu'ils représentaient, ils trouvaient une

grande force dans ce recours extérieur, et ils concouraient naturellement à soutenir et accroître un pouvoir lointain, qui fortifiait leur propre puissance.

Il faut se garder de confondre cette organisation de l'église après l'invasion et aux débuts du moyen âge avec le mécanisme ecclésiastique que nous avons sous les yeux. Dans les luttes où s'organisa l'église pendant la première partie du moyen âge, l'intérêt politique était le plus souvent le mobile principal sous l'apparence religieuse : au fond, c'était la grande lutte de la race conquise et de la race conquérante. Les intérêts généraux, qui prenaient la papauté pour organe, couvraient les intérêts locaux, défendus par les évêques. Quelquefois la papauté se servait de ces intérêts locaux pour s'agrandir; le plus souvent c'était l'élément romain, survivant et se débattant çà et là sur la surface de l'Europe, qui cherchait dans la papauté un moyen de résistance ou d'ascendant et un surcroît de force morale. L'organisme de l'église dans ces temps de barbarie se prêtait admirablement aux efforts de vie qui de la circonférence venaient retentir au centre. Les conciles étaient alors pour l'église le grand moyen de concert et de gouvernement. Or, si les conciles étaient formés par les évêques, ceux-ci étaient élus par les peuples; ils étaient par conséquent les représentans et les mandataires des idées et des intérêts des populations. La papauté, elle aussi, était élective. L'obéissance à l'église n'était donc alors que le triomphe même des idées et des intérêts populaires, dont l'autorité de l'église, au moyen des divers degrés d'élection et de représentation, était une émanation véritable. Il faut bien s'entendre quand on dépeint le moyen âge comme l'époque de la soumission absolue de l'univers à Rome. C'est le contraire qui serait plutôt la vérité : le moyen âge a été l'époque, à proprement parler, de la soumission ou, si l'on veut un mot plus respectueux, de l'acquiescement de Rome aux idées de l'univers, manifestées par une série de représentations : les conciles, l'épiscopat électif, les clergés locaux.

Mais depuis ce temps une immense révolution s'est accomplie lentement dans l'église et dans la papauté. La civilisation renaissante rendit peu à peu les relations de peuple à peuple plus délicates et plus compliquées. Les nationalités prirent une assiette plus définie, et la réunion des conciles universels devint chaque jour plus difficile. A mesure que les diverses sociétés politiques et civiles se délimitaient avec une netteté plus grande et accusaient davantage les traits qui les distinguaient les unes des autres, une tendance correspondante se prononça dans l'église et dans la papauté. L'action de la circonférence sur le centre alla en diminuant; l'action du centre sur la circonférence alla en augmentant au sein de la société chré-

tienne. Il se fit un mouvement de centralisation où l'initiative du pontificat romain dut gagner tout ce que perdait l'initiative locale et populaire. Au système des premiers temps de l'église, système que dans le langage politique de nos jours on appellerait libéral, puisqu'il entretenait la spontanéité et la vie universelle dans la chrétienté, puisqu'il était le catholicisme dans le vrai sens du mot, se substitua peu à peu au profit de Rome un système de centralisation. Ce mouvement fut secondé par la diffusion des ordres religieux démocratiques, indépendans de l'épiscopat. A mesure qu'il se développa, on vit s'altérer dans l'église le principe électif, on vit l'élection des évêques passer successivement des peuples aux clergés, puis aux chapitres, enfin aux rois et aux papes. L'église devint elle-même une monarchie, et la papauté finit par être une sorte de royauté absolue. Le romanisme, ou ce que l'on appelle chez nous l'ultramontanisme, prit la place du catholicisme primitif. Nous ne voulons pas traiter ici une question d'histoire ecclésiastique : nous n'essaierons donc pas d'indiquer par quelle succession de faits, par quelle dégradation de nuances s'opéra cette grande et lente altération du gouvernement de l'église, qui d'ailleurs concordait avec les changemens analogues qui s'accomplirent dans la société civile et politique européenne. Nous nous contentons de signaler cette révolution, œuvre du temps. On n'en peut nier le caractère et le résultat général. Pour en démontrer la réalité, il n'est point nécessaire de faire appel aux lumières des écoles historiques et critiques de ce siècle : il suffirait de confronter avec ce qui existe ce qui est rapporté sur les commencemens de l'église par l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury.

III.

La révolution que nous venons de signaler et qui s'est accomplie à travers le cours des siècles au sein du gouvernement de l'église et dans la papauté est assurément d'une grande conséquence. Elle prend un aspect plus grave encore si on la rapproche d'une autre altération qui s'opéra simultanément, sinon dans le principe, du moins dans le caractère et dans l'action de la papauté.

Nous venons de voir le pouvoir se déplacer dans le gouvernement de l'église, et, de l'épiscopat élu uni au pape, élu également, passer au pape seul, l'élément populaire demeurant éliminé de l'élection des évêques et du pape. C'est là sans doute un changement considérable. Si du moins il n'y eût eu que celui-là, le pouvoir ne sortait point des mains ecclésiastiques, et son action ne s'exerçait que pour les intérêts de l'église; mais, par une révolution qui ne fut pas moins

lente que la première à se consommer, et qui se produisit par un mouvement parallèle, un autre caractère vint s'ajouter dans le pape au caractère pontifical. Il ne fut plus seulement le chef de l'église, à la fois évêque de Rome et pontife de la catholicité; il devint prince laïque, souverain territorial, monarque régnant sur une petite population, soumis dès lors non-seulement à tous les devoirs qui lient un prince laïque envers ses sujets, mais à toutes les obligations fondées sur le droit public qui lient entre eux les souverains, — les souverains dont plusieurs, par les croyances qu'ils professent, sont en même temps les sujets du pape au point de vue religieux.

Nous ne nous appesantirons point sur l'histoire du pouvoir temporel des papes. On veut en voir les premiers germes au VIII[e] siècle, sous le pontificat de Grégoire II, dans une juridiction accordée volontairement par les populations à l'évêque de Rome, juridiction qui d'ailleurs ressemble à celle qui en ce temps-là était partout attribuée aux évêques. On ne voit un véritable pouvoir exercé sur Rome par les papes, d'accord au surplus avec le patrice, le sénat ou toute autre magistrature, que dans le X[e] et le XI[e] siècle, au milieu de criminels désordres et de la corruption la plus honteuse et la plus révoltante. Ce n'est qu'après les conquêtes de Riario et de César Borgia que vers la fin du XV[e] siècle la cour de Rome, héritant de ce butin de trahisons et de crimes, s'empare des Romagnes, des Marches et de l'Ombrie, et y exerce une vraie souveraineté, souveraineté limitée toutefois par des institutions plus ou moins libérales, qui allaient par exemple, à Bologne, jusqu'au partage du pouvoir entre le pape et les magistrats municipaux. Depuis la restauration de 1814, la papauté a repris les états de l'église sans tenir compte des institutions antérieures à la révolution française, en les regardant comme des pays conquis et assujettis sans condition, en les gouvernant à son bon plaisir, avec l'autorité la plus arbitraire et la plus absolue.

Le gouvernement de l'église devait inévitablement être affecté par l'adjonction d'un principat temporel à l'institution primitivement toute religieuse de la papauté. Il n'est point nécessaire de chercher pas à pas dans l'histoire les diverses traces de l'influence que les intérêts du pouvoir temporel ont exercée sur le gouvernement religieux de l'église : nous nous contenterons de mettre en lumière les deux résultats les plus généraux et les plus apparens de cette influence, ceux qui sont aujourd'hui visibles et dans l'institution de la papauté et dans la constitution du corps qui fournit à l'église des papes et à la papauté son conseil permanent, nous voulons parler du cardinalat. Il est évident que les intérêts du prince temporel, que les nécessités auxquelles est assujetti le pouvoir politique, ont dû constamment agir sur le pontife. Il a fallu trouver des combinaisons, des compro-

mis, pour concilier tant bien que mal deux vocations d'un ordre si différent et deux natures d'intérêts qui peuvent être si divergentes. Il est malheureusement certain que dans ces compromis l'intérêt véritablement religieux est celui auquel ont été imposés les plus grands sacrifices.

Parmi ces sacrifices, le plus important est celui qui a resserré dans les bornes de l'Italie le personnel où la papauté se recrute. Quoi de plus contraire qu'un tel fait au génie cosmopolite du catholicisme? Quoi de plus antipathique à la nature d'un pontificat alimenté par l'inspiration divine que de tracer à cette inspiration des limites et de la contraindre à ne trouver ses élus qu'au sein d'une seule nation, la nation italienne? Ainsi l'a voulu pourtant la nécessité politique, et telle est la condition que l'intérêt du pouvoir temporel a imposée au génie et à l'intérêt catholiques. Le chef d'une principauté italienne ne pouvait décemment être un étranger : il a fallu en conséquence que le chef de l'église universelle fût un Italien. Nous savons bien que l'exclusion qui ferme la papauté aux candidats étrangers à l'Italie n'est point formulée en loi. Elle n'est pas une loi, mais elle est un fait : c'est la pratique des trois derniers siècles. Cette pratique est née au moment où le pouvoir temporel a été véritablement constitué, et ce qui prouve qu'elle est une des charges que les nécessités du pouvoir temporel font porter à l'église, c'est qu'on ne s'en est pas départi une seule fois depuis trois cents ans, et qu'elle a régné jusqu'à ce jour. On a imaginé un correctif à cette pratique; mais ce correctif n'est qu'une nouvelle servitude infligée à l'intérêt religieux, et c'est encore la liberté de l'église qui en a fait les frais. Le pape était Italien, le pape était souverain d'un état; la raison politique a dit que ce prince, investi d'une double autorité, enclavé dans le système politique d'une région particulière, pourrait bien avoir des vues et des desseins capables de troubler la paix des autres états et des autres princes. L'on a donc trouvé naturel et légitime que les autres princes et les autres états catholiques intervinssent dans l'élection des papes en exerçant une fois par conclave le droit de veto ou d'exclusion. Ainsi les élus du Saint-Esprit, par cela seul qu'ils sont devenus chefs d'un pouvoir temporel, ont été obligés de soumettre au contrôle des autres pouvoirs temporels la liberté du Saint-Esprit dans l'élection des papes. Conçoit-on une concession plus répugnante à l'indépendance de l'église, plus humiliante pour la liberté religieuse, plus sacrilége, dirait-on, si l'on se croyait autorisé à parler au nom de la foi catholique?

Voilà le pontificat suprême du catholicisme affaibli et restreint dans son origine et son essence par les exigences du pouvoir temporel. Après la papauté, il n'y a pas dans l'église d'institution plus

haute que le sacré collége, pépinière des papes et leur conseil permanent dans l'administration des affaires ecclésiastiques. La nature et la composition du sacré collége n'ont pas été moins gravement altérées par les nécessités du temporel. Le gouvernement politique d'un état est une œuvre laïque de sa nature; à faire des œuvres laïques, on devient nécessairement laïque en dépit de la dénomination et du costume. Le gouvernement temporel devait donc introduire dans la cour de Rome un élément essentiellement laïque, et à la faveur de la confusion des deux pouvoirs, cet élément laïque devait fatalement s'insinuer dans le gouvernement même de l'église. C'est ce qui est arrivé par la carrière de la prélature et par le recrutement du sacré collége au sein des prélats. Ceux-ci sont les fonctionnaires du pouvoir temporel : ils n'ont d'ecclésiastique que la robe et le célibat; ils peuvent n'être pas dans les ordres. Ce sont des préfets, des gouverneurs de province (légats ou délégats); ils deviennent des ministres de la police (*governatore di Roma*), de la guerre (*prefetto delle armi*); ils sont magistrats (*auditore di Rota*), préfets des eaux et forêts ou des archives, administrateurs d'hôpitaux (*prefetto delle acque, degli arcivi, commendatore di San Spirito*, etc.). Le cardinalat est le couronnement obligé de ces carrières toutes laïques. Au bout d'un certain temps passé dans ces emplois, ces fonctionnaires, qui n'ont jamais rempli de missions ecclésiastiques, doivent entrer dans le sacré collége. Le degré le plus élevé de l'apostolat, la charge la plus auguste sur laquelle s'appuie l'infaillibilité de l'église, sont ainsi marqués comme le dernier terme d'avancement et le bâton de maréchal des petits fonctionnaires administratifs ou politiques d'un petit état. Et qu'on ne veuille point atténuer la gravité de cette intrusion de l'élément laïque dans le gouvernement de l'église, qui a été la conséquence du pouvoir temporel. Depuis Sixte-Quint, l'église, dont la papauté a concentré en elle tous les pouvoirs, est gouvernée surtout par l'intermédiaire des congrégations de cardinaux, la plupart fondées par ce pape, et que les papes consultent toujours lorsqu'ils ont à prendre de graves décisions. En droit, sans doute le pape n'est point lié par l'avis des congrégations; mais en fait il n'y a pas d'exemple qu'un pape se soit écarté de la décision d'une congrégation, lorsque celle-ci y a persisté. Or les congrégations ne peuvent être formées que de cardinaux *in curia*, comme on dit à Rome, et parmi les cardinaux *in curia* sont en majorité ceux qui sont parvenus par les fonctions laïques au sacré collége. Il y a maintenant vingt-neuf cardinaux *in curia;* sur ce nombre, dix-sept ont eu une carrière exclusivement laïque; six ont parcouru une carrière mixte et ont rempli des fonctions laïques et ecclésiastiques; six seulement n'ont occupé que des emplois ec-

clésiastiques. On le voit donc, la majorité du sacré collége, qui, réparti en congrégations, décide des affaires ecclésiastiques, est l'émanation réelle du temporel; elle est formée de ces personnages étranges, à la fois faux laïques et faux ecclésiastiques, qui, avant d'être cardinaux, portaient le nom de prélats. On pourra équivoquer sur le mot, il est impossible de contester le fait : à coup sûr, cet élément qui domine parmi les cardinaux *in curia* est un élément étranger à l'église, à l'épiscopat, à la charge des âmes, à l'apostolat dont le sacré collége doit être la plus haute expression.

Montrons un autre effet de la confusion des deux pouvoirs, où les intérêts de l'église sont encore subordonnés à ceux du temporel. Comme chef de l'église et comme prince temporel, le pape, dans ses rapports avec l'étranger, se sert du même ministre, qui est en même temps le principal, sinon le seul ministre réel des affaires de l'état dont le pape est souverain. Le dualisme des fonctions qui se réunissent sur un pape prince temporel, dualisme aussi radical que celui qui sépare l'église de l'état, la révélation de la raison, la foi de la science, les choses de Dieu des choses du monde, vient ainsi s'incarner en un seul homme, dans la personne du secrétaire d'état. Le cardinal secrétaire d'état correspond avec tous les nonces et les ministres de la cour de Rome à l'étranger, et par là avec l'universalité des évêques. C'est lui qui, de l'univers catholique au pape et aux congrégations, rapporte les affaires, et c'est lui qui transmet les décisions des congrégations et du pape aux nonces et aux évêques. On saisit l'importance d'une pareille fonction au point de vue religieux, puisqu'elle est l'intermédiaire obligé du gouvernement de l'église. Le caractère de celui qui la remplit ne saurait être indifférent, et il semble que c'est surtout aux qualités et à la direction religieuses de sa vie que l'on devrait demander le signe de son aptitude. Depuis 1815, sauf de très courts intervalles, dans un espace de près d'un demi-siècle, la secrétairerie d'état a été gérée par des cardinaux. Cinq cardinaux ont occupé ce ministère, Consalvi, Bernetti, Albani, Lambruschini, Antonelli. Sur les cinq, un seul, Lambruschini, avait suivi tous les degrés de la carrière ecclésiastique : prêtre, théologien, évêque, nonce, archevêque, cardinal. Les quatre autres sortaient de la carrière civile et étaient parvenus au pouvoir et au cardinalat par les emplois laïques et la prélature. Quatre fois sur cinq, durant le dernier demi-siècle, c'est donc du pouvoir temporel qu'est sortie la direction suprême qui s'est étendue au gouvernement des affaires ecclésiastiques; quatre fois sur cinq, c'est le faux laïque ou le faux ecclésiastique, quelque définition qu'on en veuille donner, qui a eu dans les mains les relations de la papauté avec l'église. Aujourd'hui même, dans la crise que traverse le pouvoir de la papauté, c'est

l'élément fourni par le temporel qui domine le gouvernement de l'église, puisque le cardinal secrétaire d'état et la majorité des cardinaux qui forment les congrégations, au lieu de représenter la vocation sacerdotale et apostolique, sont sortis des carrières politiques et civiles.

Dans l'ordre de son organisation temporelle, variable, soumise à la mobilité des circonstances,— nous croyons avoir le droit d'exiger des plus orthodoxes qu'ils nous l'accordent, — l'église a subi la double et lente transformation dont nous avons indiqué les traits. Au lieu de se gouverner, comme à l'origine, par l'épanouissement universel de la foi au sein des peuples, au lieu de se développer dans cette unité dont le consentement de tous fait la vivace énergie, et dont le système électif est la forme, l'église peu à peu, en traversant le milieu politique où s'élaborait l'Europe moderne, s'est rangée autour du siége de Rome, autour du pape, devenu presque, par les progrès de son autorité centralisatrice, la personnification de l'église elle-même, du pape procédant de l'élection d'un corps très restreint de cardinaux. C'est la première révolution. La seconde est l'acquisition du pouvoir temporel. Les nécessités du temporel réagissent et sur la papauté et sur la composition du collége où elle se recrute. Il n'y a plus pour papes que des Italiens. Le cardinalat accueille un élément laïque, lequel lui est fourni par les emplois civils et politiques que comporte et rend nécessaires l'administration du petit état gouverné par le saint-père. Malgré la subalternité de son origine et de sa destination naturelle, cet élément laïque prend une part prépondérante à l'élection des papes, peut fournir des papes lui-même, et en tout cas a imposé et impose, à l'heure qu'il est, à l'église catholique les instrumens les plus nombreux, les plus actifs et les plus influens de son gouvernement central et suprême. Tels sont les faits, considérons-en les résultats.

IV.

Lorsque l'on réfléchit sur l'histoire de la papauté, on est bientôt frappé de ces deux faits qui ont caractérisé sa destinée : aux temps où l'influence même politique de la papauté a été le plus éclatante et le plus bienfaisante, les papes n'avaient pas de pouvoir temporel, ou bien leur pouvoir était placé dans les conditions les plus précaires; à mesure, au contraire, que le pouvoir temporel s'est assis et consolidé, à mesure que la papauté, investie d'une souveraineté mondaine, a été entraînée à se faire exclusivement italienne, le prestige moral de la papauté s'est affaibli, et le cercle de son ascendant spiri-

tuel s'est rétréci. Chose curieuse, la papauté a nui de deux façons contraires aux intérêts du catholicisme par le caractère exclusivement italien que le pouvoir temporel lui a donné. Elle a nui au catholicisme au XVI[e] siècle, parce que, s'étant placée à la tête de la civilisation italienne, elle en avait contracté tous les vices; elle nuit aujourd'hui à sa mission religieuse, parce qu'elle veut survivre à cette forme condamnée de la civilisation italienne, parce qu'en s'obstinant à la possession d'une souveraineté temporelle, qui n'est plus que le dernier débris d'une organisation politique de la péninsule usée par le temps, elle s'oppose intempestivement à la reconstitution de l'Italie, que veulent le présent et l'avenir. Son malheur est d'avoir été trop italienne autrefois et de ne pas l'être assez aujourd'hui.

On sait de quelle immense puissance morale les papes ont joui au moyen âge et comment ils ont souvent exercé cette puissance dans le domaine politique d'une façon élevée et profitable aux peuples. Le moyen âge n'a mérité ni tout le bien ni tout le mal que l'on a dit de lui. Le moyen âge, quoi qu'en pensent quelques-uns de ses apologistes, ne connut jamais cette liberté savante et douce dont notre siècle a eu la conception, mais qu'il a tant de peine à réaliser. Ce fut pourtant, dans sa belle période, une époque de liberté naïve, instinctive sous ses formes grossières et brutales. C'était une barbarie en travail d'une civilisation; tout y était en lutte, tout y était effort, et rarement dans l'histoire les énergies naturelles des sociétés et des individus se sont si vigoureusement déployées. Féodalité, royauté, bourgeoisie, tout se débrouillait à peu près partout de la même façon, suivant un plan dont les acteurs n'avaient guère conscience, mais qui était commun à presque toutes les populations européennes. La religion surtout étendait un principe dominant d'unité sur cette confusion vivace. Ses représentans et l'expression la plus haute de l'organisation catholique, la papauté, y apportaient en général l'idée de la justice : ils défendaient les faibles, ils résistaient aux puissans. Leur force était surtout une force d'opinion : c'était l'opinion des masses qui les plaçait au-dessus des dominations de la terre, qui leur déférait la suprématie sur les empereurs et sur les rois. Le propre des forces morales, des forces d'opinion, est de n'être jamais plus grandes et plus irrésistibles que lorsqu'elles ont le moins de force matérielle à leur disposition. Voyez les grands papes du moyen âge, les Grégoire VII, les Innocent III. Au moment où ils ébranlaient des nations, où ils déposaient des souverains, ils n'avaient chez eux, sous leur main, aucun des attributs et des instrumens de la force matérielle; ils étaient à la merci d'une émeute de la populace ou des insultes de quelque baron féodal. Les humiliations, les oppressions qu'ils subissaient

dans leur situation personnelle n'affaiblissaient point le pouvoir moral qu'ils exerçaient jusqu'aux dernières limites de la chrétienté. L'affection, le respect des peuples redoublaient plutôt pour ces apôtres persécutés de la justice et de la vertu, et, en traversant la foi et la reconnaissance des masses, leur faiblesse matérielle était un ressort ajouté à leur puissance morale. Un trait éminent de la papauté dans ces temps orageux et féconds, c'est qu'elle ne portait l'attache d'aucune nationalité distincte, qu'elle ne pouvait avoir de prédilection intéressée pour aucun peuple et pour aucune forme de gouvernement, qu'elle participait elle-même à cette unité qu'elle contribuait à donner à la civilisation du moyen âge, qu'elle était essentiellement cosmopolite. Elle s'appuyait d'ailleurs sur les conciles; ceux-ci, formés d'élémens pris chez tous les peuples, ne donnaient pas seulement à l'église une représentation unitaire : par leur composition, ils mettaient l'église à l'abri de la prédominance d'une nation sur les autres et la préservaient d'une grande cause de corruption et de ruine. Une nation, en effet, a une civilisation et des destinées déterminées; après des périodes de vie et de splendeur, elle a des périodes de décadence et de dissolution. La papauté n'étant point enfermée dans le cadre d'un système politique national, les conciles étant la représentation de tous les peuples chrétiens, l'église échappait à la contagion des maux qui pouvaient atteindre telle ou telle société particulière. La corruption ne peut gagner à la fois toutes les civilisations et tous les peuples; avec la représentation catholique de l'église au moyen âge, les élémens vicieux fournis par une nation démoralisée venaient donc s'atténuer et se fondre dans la séve vivace des nations saines. Les institutions chrétiennes ainsi pratiquées assuraient à l'église, même au point de vue humain, le caractère d'indéfectibilité que son dogme lui attribue. Voilà où furent, aux beaux jours du moyen âge, les conditions de vitalité de la papauté et de l'église.

Si imparfaite, si grossière qu'elle eût été, la civilisation du moyen âge eut sa décadence. La liberté barbare des temps féodaux avait donné une sorte de civilisation uniforme aux divers peuples de l'Europe. Cette uniformité disparut. Chaque peuple, à travers une nouvelle barbarie qui dura du XIV[e] siècle jusqu'à la renaissance, tendit non-seulement à se constituer dans ses limites, mais à développer isolément sa civilisation propre et originale. Après l'épanouissement, après l'unité mobile et variée du moyen âge, ce fut une nouvelle ère de confusion, de souffrances et de tristesse que ce mouvement où chaque peuple s'efforça péniblement et obscurément de trouver et de creuser sa voie séparée. L'église subit, elle aussi, l'influence de cette malheureuse époque. Déjà, sur la fin du moyen âge, la pa-

pauté avait en quelque sorte codifié, en les exagérant, les attributions que la force de l'opinion lui avait prêtées. Après avoir pratiqué une puissance morale illimitée, dont la légitimité dépend des circonstances et n'a pour sanction que l'adhésion de ceux sur qui cette puissance est exercée, les papes avaient voulu la formuler en droits écrits. De là ces constitutions, ces canons, ces décrétales, telles que les fausses décrétales d'Isidore, la collection du moine Gratien, celle de Saint-Raymond de Pennafort, les décrétales de Clément V, publiées en 1317 par Jean XXII, qui érigeaient la catholicité en une théocratie dont le pape était le chef. Une fois écrites, ces prétentions exorbitantes ne pouvaient plus être oubliées ni tout à fait abdiquées, et devaient devenir une cause incessante de conflits entre les papes et les souverains et les peuples; mais cette théocratie s'affirmait au moment où les nouvelles conditions politiques de l'Europe allaient lui enlever sa puissance. En même temps que l'unité du moyen âge se brisait, la papauté elle-même se déchirait. Les nouveaux gouvernemens qui s'élevaient, les nations qui s'isolaient en se constituant, favorisaient les schismes. Ce fut l'époque des anti-papes. Quand, après de grands efforts et après le travail du dernier des conciles du moyen âge, la papauté recouvra l'unité, elle suivit le mouvement des autres souverainetés européennes : elle se créa une souveraineté temporelle, elle se fixa dans le cadre politique exclusif d'un système national, elle se fit italienne.

En devenant, au XVI[e] siècle, par l'intérêt de son principat politique, exclusivement italienne, la papauté perdait, au point de vue religieux, ce caractère d'universalité et de cosmopolitisme qui, au moyen âge, avait fait sa grandeur. Souveraineté temporelle, elle se soumettait aux chances des vicissitudes politiques, et c'était déjà un grand péril pour son autorité religieuse; souveraineté temporelle fixée au sein des intérêts italiens, au cœur de la civilisation italienne, elle se liait aux destinées de l'Italie et s'exposait à un double péril, soit qu'elle s'abandonnât aux tendances d'une civilisation si originale et si exclusive, soit qu'un jour elle s'exposât à les contrarier et à soulever contre elle l'antipathie du peuple au milieu duquel elle occupait une si grande place. Et dans les deux cas c'était son autorité religieuse, son apostolat sacré, sa mission la plus haute, qu'elle compromettrait inévitablement dans les accidens de son pouvoir politique.

Les maux que cette nouvelle forme de la papauté devaient causer au catholicisme et à l'église éclatèrent tout de suite. L'époque où la papauté devint exclusivement italienne fut justement celle où la corruption morale avait empoisonné la magnifique et séduisante civilisation de l'Italie. Jamais la floraison de l'art n'avait été plus ex-

quise, rarement littérature fut plus polie et plus raffinée; la science était profonde, l'industrie et le commerce versaient leurs richesses sur ce beau pays, et cette société, au milieu de ses splendeurs, était rongée par l'immoralité la plus effrénée et par l'incrédulité religieuse la plus cynique. L'attrait du plaisir était sa seule loi; les passions n'y connaissaient plus de frein. C'était le temps des crimes subtils et féroces, des débauches ardentes et sanguinaires, des savantes perfidies, des empoisonnemens sournois, des meurtres sacriléges. Les hommes, mélange des plus belles facultés qui aient été données au génie humain et des âmes les plus perverses, s'appelaient Raphaël, Michel-Ange, Bembo, Castiglione, Guichardin, Machiavel, Riario, Sixte IV, Alexandre VI, César Borgia, Jules II, Léon X. C'est aux destinées de cette société que la papauté devenue italienne, que le pape devenu un de ces *princes* suivant l'idéal rêvé par Machiavel liait son sort et celui de l'église. C'est au sommet de cette civilisation, et pour en reproduire dans leur éclat le plus grandiose les beautés et les vices, que se plaçait le gouvernement spirituel du catholicisme. La papauté devint le foyer de tous les enchantemens, de toutes les ambitions, de toutes les corruptions de l'Italie. La réaction contre cette ivresse d'ambition et de culture italienne où s'étourdit la papauté produisit la réforme, et la moitié de l'Europe fut perdue pour le catholicisme

Ceux qui soutiennent que le pouvoir temporel est indispensable au pontificat suprême peuvent-ils oublier une coïncidence si cruelle? L'époque dont nous parlons est la grande époque du pouvoir temporel des papes, et c'est celle où s'est accompli l'irréparable divorce du protestantisme! Que l'aveugle égoïsme du pouvoir temporel ait provoqué cette immense révolution et l'ait sans cesse aggravée, cela se lit à toutes les pages de l'histoire des papes qui ont précédé et suivi immédiatement la réforme. Depuis un siècle, les esprits les plus élevés, les âmes les plus saintes, demandaient un concile et la réforme de l'église. Comment les papes dont nous parlons, ces papes qui au point de vue politique ont possédé une puissance plus étendue et ont joué un rôle plus actif et plus prépondérant que les pontifes romains d'aucune autre époque, répondaient-ils aux vœux de la chrétienté? Sixte IV voulait constituer une principauté à l'un de ses neveux : pour y réussir, il trempait dans la conspiration des Pazzi, il se faisait complice de l'assassinat de Julien et de Laurent de Médicis, consommé dans une église, à l'élévation de l'hostie, par des prêtres payés eux-mêmes par le pape, l'archevêque Salviati et le cardinal Riario. Alexandre VI, ne travaillant qu'à la grandeur de sa maison, tramait les trahisons et osait les crimes qui ont rendu exécrable le nom de Borgia. Jules II ne pensait qu'à conquérir des ter-

ritoires et des cités; il abandonnait le soin du spirituel ou n'y cherchait qu'un instrument pour son ambition et ses vengeances. La papauté, pour acquérir ce temporel que l'on représente aujourd'hui comme nécessaire à la prospérité de la foi, l'achetait par la perte du spirituel dans la moitié de l'Europe. Ce fut surtout en effet pour subvenir aux guerres dans lesquelles la possession et l'agrandissement de cette souveraineté politique avaient jeté ses prédécesseurs, ce fut pour payer les dettes léguées par ces guerres autant que pour défrayer ses somptuosités et les embellissemens de Rome, que Léon X fit prêcher la vente des indulgences et fournit le prétexte au schisme. Comment Clément VII travailla-t-il à en arrêter les progrès? Pour défendre ses états contre les convoitises de Charles-Quint, il combattit les décrets de Spire, et contribua ainsi à donner au protestantisme une existence légale et politique. Plus tard, par haine contre Ferdinand d'Autriche, il s'allie aux protestans, qui forcent ce prince à signer la paix de Kaschau, et par sa faute la révolution protestante gagne le Palatinat, le Wurtemberg, la Poméranie et le Danemark. Charles-Quint précipite sur Rome Bourbon et ses lansquenets. Clément VII s'enferme au château Saint-Ange, puis se sauve à Orvieto. Il se ravise : il conclut à Bologne une alliance avec Charles-Quint. Cette alliance, dictée par la politique, coûte au catholicisme de nouveaux sacrifices. Quand il avait voulu entraîner Henri VIII dans la guerre contre l'empereur, Clément lui avait laissé espérer l'annulation de son mariage. Devenu l'allié de Charles-Quint, il la lui refuse, et jette dans l'hérésie, dont ce roi avait été un si ardent adversaire, Henri VIII et avec lui l'Angleterre. Voilà les avantages que le temporel a procurés au catholicisme, voilà les services que lui doit l'indépendance de l'église, voilà, aux débuts même de sa constitution moderne, les faits qui ont mérité de le rendre respectable et cher aux âmes pieuses!

On dira qu'il y a longtemps que les orages du XVIe siècle sont calmés, et que l'astuce et les violences de l'ambition politique ont déserté la tête et le cœur des papes. Pourtant dans les siècles qui ont suivi, à travers la médiocrité politique où les papes étaient tombés, il ne serait pas difficile de relever des actes de leur gouvernement qui sont en contradiction flagrante avec les principes de vérité morale que leur prétention, comme leur devoir, en qualité de chefs du catholicisme, est de représenter sur la terre. Au XVIIe siècle, par exemple, on sait la querelle qui s'engagea entre Louis XIV et Alexandre VII à propos de l'affaire des gardes corses et du duc de Créqui. Dans le traité de Pise, qu'il signa avec la France en 1664, Alexandre déclara lui-même *atroce* et *détestable* l'attentat dont se plaignait Louis XIV. Il chargea son neveu, le cardinal Chigi, de présenter au roi, avec

ses excuses et son désaveu de cet acte, les professions « les plus humbles et les plus sincères de vénération, de révérence et de dévotion. » Aux paroles il ajouta des actes, des cessions de territoire : il abandonna les duchés de Castro et de Ronciglione. De telles déclarations, venant d'un pontife, devaient, ce semble, être tenues pour sincères. Cependant, dans le mois où il avait signé ce traité, le même pape déposait dans les archives du château Saint-Ange une longue protestation qui en était le désaveu. Le pape y alléguait les menaces dirigées contre son pouvoir temporel, ses efforts infructueux pour résister à ces menaces par ses ressources et celles de ses alliés; placé sous cette contrainte, il s'était cru délié, et c'était l'avis de ses cardinaux, des obligations que lui imposaient les constitutions et les décrets de Pie V, d'Innocent IX et de Clément VIII, ainsi que les sermens conformes prêtés par lui à son avénement. Il déclarait en conséquence non valables les déclarations et les cessions consignées au traité; il protestait devant Dieu et les glorieux apôtres Pierre et Paul de la nullité de tout ce qu'il avait accordé, stipulé, signé! — C'est la fourberie de la faiblesse, dira-t-on devant l'hypocrisie de cette restriction mentale, de ce démenti porté en secret à une parole publiquement et solennellement donnée. Soit, et nous conviendrons que c'est là une peccadille de la papauté temporelle : mais qu'est-ce qui imposait à celui qui occupait alors « la chaire de vérité » un mensonge aussi répugnant à l'esprit chrétien, si ce n'est la possession d'une souveraineté politique?

C'est que le pouvoir temporel dans sa faiblesse ne fait pas moins de tort à la papauté religieuse et aux intérêts spirituels de l'église qu'il ne lui a fait de mal dans sa force. La faiblesse, en politique surtout, n'est pas toujours inoffensive. Les faibles ont des séductions particulières qui leur attirent les âmes généreuses, et nous ne nous dissimulons point le nombre et la qualité des sympathies que sa faiblesse présente attire à la papauté; mais il faut se défendre contre cette illusion dangereuse, il faut savoir distinguer la débilité d'une institution, devenue une cause de malaise moral et de désordre politique, de l'infortune personnelle, digne de tout intérêt, des hommes sous lesquels l'institution condamnée tombe en ruine. C'est donc sans amertume et, nous l'espérons, sans injustice contre des personnes vénérables que nous oserons indiquer le mal moral que, par sa faiblesse même, la papauté politique a été amenée de nos jours à commettre, mal moral qui rejaillit partout contre les intérêts de l'église.

La papauté temporelle a été, dans sa force, trop italienne; dans sa faiblesse, elle est devenue, par la nécessité de son intérêt politique, anti-italienne. Elle a fait comme toutes les institutions politiques qui

n'ont point la puissance de se transformer : voyant dans les transformations qui se préparaient et s'accomplissaient autour d'elle une menace pour son existence, elle y a résisté par tous les moyens, elle a ainsi augmenté et envenimé les antagonismes qui la cernaient et la pressaient de toutes parts. Elle s'est placée dans un état d'hostilité irréconciliable vis-à-vis de l'organisation politique et de la forme de civilisation auxquelles aspire l'Italie. Cette hostilité l'a condamnée en fait à ne se maintenir depuis quarante ans que par le secours de forces étrangères, par une sorte de vicariat militaire que l'Autriche et la France ont été, tour à tour ou simultanément, appelées à exercer auprès d'elle. Nous ne nous arrêterons point à répéter ce qui a été tant de fois démontré à propos de ces occupations étrangères qui frappent réellement d'inanité la fiction du pouvoir temporel. Il nous suffira de prouver, par un petit nombre de faits, comment la papauté, devenue besoigneuse de secours étrangers, a pu être amenée à subordonner l'intérêt religieux du catholicisme à l'intérêt politique de sa précaire conservation.

Un exemple remarquable de cette subordination d'un véritable intérêt religieux à un douteux intérêt politique se rencontre au début du pontificat de Grégoire XVI. En 1831, des mouvemens insurrectionnels avaient éclaté dans les Romagnes et dans les Marches. A la même époque, la Pologne s'était soulevée contre la Russie, et la lutte était encore douteuse. L'Autriche désirait intervenir dans les états de l'église pour y comprimer l'insurrection; mais retenue par le principe de non-intervention que la France de 1830 avait proclamé, elle voulait, avant de rien entreprendre de décisif et de s'exposer à une guerre contre la France, s'assurer du concours actif de la Russie. Le tsar Nicolas donna en effet cette garantie à l'Autriche; mais qui paya le prix d'une alliance qui permettait à l'Autriche d'intervenir au profit du pape, souverain politique? Ce fut le pape, chef de la religion. On se rappelle la fameuse allocution de Grégoire XVI contre toutes les libertés modernes et sa triste encyclique aux évêques polonais, où la nationalité d'un peuple catholique, son patriotisme, son courage, son héroïque infortune, étaient sacrifiés au tsar Nicolas, au chef du schisme oriental, à l'acharné persécuteur des catholiques. Cette fatale complaisance enleva bientôt au catholicisme des millions de Grecs-unis, de Ruthènes, qui, sous la pression de l'empereur Nicolas, passèrent au schisme.

Un tel fait suffit pour montrer quelles cruelles blessures l'obstination du pouvoir temporel jointe à sa faiblesse peut faire aux plus manifestes intérêts religieux du catholicisme. Nous voudrions nous arrêter là : il nous en coûterait de chercher des faits analogues dans

le règne de Pie IX, de ce pontife doux et malheureux sur lequel vient se résoudre la crise de l'antagonisme de la papauté temporelle et de l'Italie; il nous serait pénible de récriminer contre les blessures qui ont été faites au libéralisme français par les complaisances du gouvernement romain et du parti catholique pour les réactions de 1852. La situation même de Pie IX en face de la nation italienne, celle qui résulte de la fatale position que lui a faite sa souveraineté temporelle domine tout. La prédilection si marquée depuis 1849 de Pie IX pour le roi Ferdinand de Naples, tandis que depuis la même époque le roi Victor-Emmanuel et son gouvernement étaient traités avec tant de colère par la cour de Rome; toutes les faveurs, tous les témoignages d'affection prodigués à un prince violateur de ses sermens et tyran de ses sujets, que son règne corrupteur a laissés dans un état de démoralisation qui excite le dégoût du monde; toutes les remontrances amères, toutes les condamnations injurieuses réservées au roi patriote qui a épousé les sentimens de son pays et qui deux fois a tiré l'épée pour l'Italie: sont-ce les exemples de discernement moral et d'équité qui devaient être donnés du haut de la chaire de saint Pierre? Deux fois en onze années l'Italie a rencontré son ennemi, l'étranger, l'Autriche, sur les bords du Mincio, et deux fois à ce moment critique de sa destinée une parole de découragement ou d'anathème a été lancée du Vatican sur des soldats qui allaient se battre pour une cause nationale. Était-ce la voix de la charité qui se faisait entendre? Non, c'était celle d'une politique funeste. Jamais devant un autre peuple placé dans des circonstances semblables, soutenant une cause pareille et tentant les mêmes efforts, le cœur de Pie IX n'eût laissé voir des sentimens tels que ceux dont il n'a pas retenu l'expression douloureuse contre l'Italie nationale et libérale. Et quel est le peuple qui eût éprouvé un pareil traitement de la part du chef de sa religion sans en être, comme l'Italie, ébranlé dans sa foi? Hélas! nous ne cesserons de le répéter, ce n'est point Pie IX qu'il faut accuser, c'est la fatalité du pouvoir temporel : c'est l'aveugle pouvoir temporel qui, aux abois, ne recule pas même devant une extrémité aussi terrible que la ruine de la foi catholique en Italie!

Nous n'appuierons pas sur cette plaie vive; nous ne voulons point passionner la controverse élevée autour du pouvoir temporel de la papauté en la compliquant des griefs particuliers et des querelles secondaires qui s'y rapportent : notre objet est au contraire de ramener des esprits ulcérés à la calme appréciation des inconvéniens que présente, au point de vue des intérêts religieux, le mélange des deux autorités dans le pontificat apostolique. Nous serions aussi maladroit qu'injuste si nous nous abandonnions nous-même à des

récriminations subsidiaires analogues à celles dont nous demandons le sacrifice. Il nous suffit d'avoir montré les effets généraux de la souveraineté politique de la papauté, tels que l'histoire les révèle et qu'ils apparaissent dans le présent. L'alliage que les nécessités de la souveraineté politique des papes introduisent dans la vie, l'organisation et le gouvernement de l'église, n'est point d'une nature telle que les catholiques, en s'élevant au-dessus des passions et des malentendus de l'heure présente, doivent le regarder comme inhérent à l'essence du catholicisme ou conforme à ses intérêts. Voilà notre conclusion, et nous pensons avoir le droit de l'exprimer sans encourir de la part des plus orthodoxes un reproche de témérité, une accusation d'injustice. Il nous reste, pour arriver à l'esquisse d'une solution de la question romaine, à examiner de plus près l'état présent des choses en Italie. Les catholiques convaincus refuseront-ils de nous accompagner dans cette recherche? En discutant une question politique qui ne touche à la sphère religieuse que par la superficie, auraient-ils peur de se laisser égarer par le leurre des utopies? Les esprits auxquels nous faisons allusion sont peut-être à leur façon plus utopistes qu'ils ne pensent; nous ne les en blâmons pas. Dégoûtés d'un présent qui a si peu de quoi satisfaire les âmes délicates et les grands cœurs, ils s'y dérobent et l'oublient en de pieuses évocations du passé. N'est-on pas frappé des œuvres auxquelles ce sentiment a donné naissance de nos jours parmi les apologistes les plus distingués du catholicisme? Que font-ils, ces ardens catholiques, fuyant un présent dont les réalités leur répugnent, lorsqu'ils vont fouiller avec une sollicitude rêveuse les ruines du christianisme le plus lointain? Les formules extérieures qu'ils en rapportent, les reliques qu'ils ressuscitent et qu'ils raniment d'une vie éphémère par leur vénération, leur amour et leur talent, — comparées aux choses présentes auxquelles elles ont cessé d'être applicables, — ne sont-elles point de véritables utopies rétrospectives? Il y a un tour d'esprit chimérique à contempler sans cesse un passé pour toujours évanoui. Chimère pour chimère, nous préférerions, nous, les utopies qui regardent l'avenir en face : celles-ci du moins ont la chance d'être fécondes. Pourquoi les âmes religieuses en seraient-elles effrayées? pourquoi s'interdiraient-elles d'interroger l'avenir en consultant avec vigilance les vœux et les nécessités du présent? Les grands pressentimens des transformations futures ont toujours été un des plus nobles dons de l'esprit religieux : toujours la foi a inspiré des prophètes.

E. Forcade.

LE PAVÉ

NOUVELLE DIALOGUÉE.

AVANT-PROPOS.

Certaines situations de la vie intime ou certaines émotions individuelles sont plus aisément retracées par le dialogue que par le récit, et sans songer à sortir du cadre du roman, nous avons quelquefois senti le besoin de leur donner la forme d'une conversation entre un petit nombre de personnages. Ces essais ne méritent ni le titre de *proverbes*, qui semble indiquer la mise en action d'une idée générale, ni celui de *saynètes*, qui promet une action particulière assez vive et spécialement dramatique. Nous nous contenterons donc de celui de *nouvelles dialoguées*, qui doit bien faire comprendre que ceci n'a jamais été destiné au théâtre.

Pourtant ces dialogues ont été récités sur la scène, mais entre amis, et devant un public d'amis intimes, fort restreint par conséquent, et il s'est produit là quelque chose d'intéressant. Convaincu que tout sujet est bon quand il est honnête et bien compris, nous nous plaisions à demander d'avance aux acteurs la donnée du dialogue qu'ils voulaient dire, et sur cette donnée, la plus simple étant toujours, selon nous, la meilleure, nous leur indiquions dans un canevas détaillé les raisonnemens et les contradictions, les volontés et les imprévus, les efforts et les spontanéités que leurs sentimens et leurs caractères nous semblaient devoir comporter. C'était un travail d'analyse qui leur plaisait, et comme ils étaient libres de développer nos indications, nous les avons vus souvent composer leur rôle avec une rare intelligence, et trouver dans la liberté de leur étude, et même dans la chaleur de l'improvisation, les accens d'une vérité très frappante, ou les aperçus d'une appréciation très ingénieuse.

Nous avons pensé souvent à récrire ces dialogues, non pas tels que nous les avons entendus sur le théâtre de Nohant (*verba volant*), mais sous l'im-

pression qui nous en est restée, et de les publier en recueil pour les loisirs des réunions d'amateurs à la campagne.

Nous disons campagne avec intention. Ces petits essais conviendraient moins aux salons de Paris, où il faut de l'esprit et point du tout de naïveté, de l'art un peu factice comme les rapports superficiels que le monde exige, et très peu d'étude des passions. A la campagne, on devient tôt ou tard plus sérieux et plus simple. Ce n'est pas un mal, comme disent les bonnes gens.

Nohant, 26 juillet 1861.

PERSONNAGES.

M. DURAND.	JEAN COQUERET, son valet.
LOUISE, sa servante.	UN VOISIN de campagne.

(La scène est dans une maison de campagne. Intérieur d'un cabinet de travail. Rayons chargés de minéraux, de fioles, de livres et de divers instrumens à l'usage d'un amateur naturaliste. Bureau encombré, fauteuil de cuir; porte au fond donnant de plain-pied sur un jardin; porte à droite conduisant à une chambre à coucher; fenêtre à gauche. Un fusil de chasse et un carnier à la muraille.)

SCÈNE PREMIÈRE.

LE VOISIN, parlant à la cantonade. Au fond.

Bien, bien, Rosalie! Je me reposerai, j'attendrai un peu, et s'il ne revient pas, ma foi, je m'en irai. (Il entre.) Ce diable d'homme! il me tarde de savoir s'il a fait la démarche. Ma sœur m'écrit qu'elle ne l'a pas vu; mais la lettre est du 25, nous voici au 30,... et puisqu'il a dit ici qu'il reviendrait au bout de huit jours... Voilà les huit jours écoulés. Sans doute il s'est décidé à se présenter à sa future. Dès lors il a quelque affaire à régler chez lui, sa maison à mettre en ordre... Pourvu que les fantaisies, les manies de la science ne l'y retiennent pas trop longtemps!... Mais je suis là pour le réveiller, moi! Ah! c'est lui.

SCÈNE II.

M. DURAND, LE VOISIN.

LE VOISIN.

Que diantre apportez-vous là? Un pavé? Ah! oui, la minéralogie, la géologie... Allons, bonjour, ami Durand!

DURAND, posant son pavé sur la table. Il est en costume de voyageur à pied.

Ah! voisin, je suis content de vous voir! Ouf! bouf! quelle charge! Ça va bien chez vous?... Et ici, avez-vous vu mon monde ici? Moi, je n'ai encore vu que ma cuisinière,... et je ne sais pas...

LE VOISIN.

Je peux vous en dire autant. Je n'ai vu qu'elle, mais je sais que vos autres serviteurs se portent bien.

DURAND, à part.

Pourquoi donc Louise n'est-elle pas ici quand j'arrive?

LE VOISIN.

Vous paraissez tout préoccupé : que cherchez-vous?

DURAND.

Rien. Si fait,... mon manteau de voyage. Je le tenais tout à l'heure.

LE VOISIN.

Vous l'avez sur les épaules, ce qui est fort étrange par la chaleur qu'il fait.

DURAND.

Ah! tiens! c'est singulier!

LE VOISIN.

Vous êtes toujours distrait? Fi! c'est devenu vulgaire. Si j'étais savant, moi, je voudrais me distinguer par une tenue excellente et une continuelle présence d'esprit, afin de montrer aux gens que j'ai la tête assez forte pour porter mon savoir.

DURAND.

C'est ce que Louise me dit. Grâce à ses remontrances, je me tiens fort propre, comme vous voyez; mais il m'est impossible de ne pas égarer ou perdre mes effets. Voyons, cette fois je suis bien sûr de n'avoir rien oublié en route; tout était dans mon sac. Permettez que je m'en débarrasse. Ils m'ont mis des courroies neuves qui me coupent les épaules. J'ai été obligé deux ou trois fois de l'ôter pour le porter à la main. (Il cherche à se débarrasser du sac qu'il n'a pas.)

LE VOISIN, riant.

Qu'est-ce que vous croyez donc avoir sur le dos?

DURAND, se tâtant.

Je n'ai rien, c'est vrai! Je vous jure que je croyais sentir les courroies. Il faut qu'elles m'aient blessé aux entournures.

LE VOISIN.

Mais le sac, où est-il?

DURAND.

Je viens de l'ôter apparemment dans le vestibule. Oui, oui, je me souviens : j'ai dû le mettre au porte-manteau. (Il va pour sortir et s'arrête

devant une étagère.) Bon! qu'est-ce que c'est que ça? La grauwacke schisteuse dans les roches primitives!.. Cet imbécile de Coqueret! Jamais il ne saura remettre en place un échantillon que son stupide plumeau fait tomber! Ah! quelle rage d'épousseter! Il est vrai que Louise veut cela, et qu'il faut bien s'y soumettre. Pourvu que tout ne soit pas bouleversé! (Il examine et range.)

LE VOISIN.

Ah çà! dites donc, ami Durand, pensez un peu moins à vos pierres et faites-moi la grâce de m'écouter. Je suis venu pour vous parler d'autre chose, moi.

DURAND.

Parlez, parlez, mon cher ami, je suis tout à vous... Seulement attendez... mon marteau! Ah! il est resté dans mon sac; mais je trouverai bien ici... (Il ouvre un tiroir et prend un marteau.) Ah! ah! maître Jean Coqueret se sera exercé en mon absence. Voilà un outil ébréché, hors de service!... l'animal!... (Il en prend un autre.)

LE VOISIN.

C'est votre faute, vous voulez faire de vos valets des minéralogistes...

DURAND.

Mon cher, celui-là, j'aurais juré qu'il avait des dispositions étonnantes : il a ce que nous appelons familièrement *de l'œil*, c'est-à-dire qu'il a le sens oculaire admirablement développé; mais dès qu'on veut lui mettre un nom exact ou une saine notion dans la cervelle, c'est un idiot!

LE VOISIN.

Eh bien! cela devrait vous faire rire!

DURAND.

Ça me fait rire quand je suis en train de rire! Croiriez-vous qu'il appelle le mica du nougat et les encrinites des *encritoires?*

LE VOISIN.

Et Louise, est-ce qu'elle y mord à tous vos noms barbares?

DURAND, avec feu.

Louise! c'est un phénix d'intelligence, mon cher. Ah! si je m'étais occupé plus tôt de l'instruire! Je n'y songeais pas : pourvu qu'elle fût ma ménagère, je croyais qu'elle en saurait toujours assez; mais ne voilà-t-il pas que tout dernièrement je m'avise de lui dire : Que ne sais-tu un peu de minéralogie? tu ferais de l'ordre dans mes matériaux, que je n'ai pas trop la patience de ranger, et que ce petit laquais me place de manière à représenter l'image du chaos primitif. Eh bien! mon cher ami, vous me croirez si vous voulez, en trois mois Louise, cette petite paysanne qui sait tout au plus lire et écrire proprement, s'est mise à étudier mon *Index me-*

thodicus, vous savez, l'ouvrage élémentaire que j'ai publié l'année passée, et la voilà qui connaît les roches principales et une bonne partie de leurs modifications aussi bien que vous et moi.

LE VOISIN.

Aussi bien que moi! merci. Je n'en sais et n'en veux pas savoir le premier mot. Pauvre fille! cela doit bien l'ennuyer.

DURAND.

L'ennuyer, elle! Vous ne savez pas ce que c'est que Louise! Quel trésor de dévouement, d'abnégation! Pourvu qu'elle se rende utile, elle est heureuse, n'ayant pas d'autre idée, pas d'autre instinct que le désir de servir et de contenter ceux qu'elle aime.

LE VOISIN.

Vous en parlez avec feu.

DURAND.

Eh bien! pourquoi donc pas? Y entendez-vous malice?

LE VOISIN.

Non. Je vous connais pour le plus rigide des hommes dans vos principes et dans vos mœurs; mais je me demande si, l'aimant à ce point, vous ne songez pas à l'épouser.

DURAND, riant.

L'épouser, moi! Ah! la bonne idée! Il n'y a que vous pour avoir des idées pareilles.

LE VOISIN.

A mon tour, je vous dirai : Pourquoi donc pas? Vous êtes sans préjugés, vous!

DURAND.

Je ne sais pas ce que vous appelez des préjugés, mais je sais que j'aime cette enfant d'un sentiment trop pur, trop paternel pour jamais songer à imposer mes quarante-cinq ans à sa verte jeunesse. Non, non, diable! à moi une jeune femme! Et le ridicule, et l'avenir, et le catarrhe, et le clabaudage, et la corruption inévitable autour des ménages mal assortis! Est-ce qu'une fille d'Ève, dans une pareille situation, peut sans désespoir rester fidèle à un vieillard? Non, vous dis-je! Laissons Thérèse à Jean-Jacques Rousseau. Ces escapades ne sont permises qu'aux hommes de génie, lesquels eux-mêmes ne s'en trouvent pas toujours fort bien.

LE VOISIN.

Puisque vous êtes dans de si sages idées, je vois que je peux vous parler raison. Une femme de trente-deux ans est ce qu'il vous faut. Avez-vous vu ma nièce à la ville ?

DURAND, qui travaille son pavé.

Gryphée arquée! Trigonie gibbeuse...

LE VOISIN.

Qui? ma nièce? une gryphée, une bossue! Qu'entendez-vous par là, je vous prie? Il n'y a ni griffes ni gibbosités dans ma famille!

DURAND.

Eh! je ne vous parle pas de votre nièce, mon cher! J'examine ce que contient ce magnifique bloc d'oolithe; c'est une vraie trouvaille que j'ai ramassée sur la grande route au moment où le cantonnier allait l'employer. Ce sont des pavés de rebut qu'ils brisent pour ferrer la voie. En détruisent-ils, ces malheureux, des échantillons précieux et rares! Et pourquoi, je vous le demande? Si tout le monde avait le bon sens de voyager à pied, comme je fais en tout pays et en toute saison...

LE VOISIN.

Vous êtes allé à la ville à pied et vous êtes revenu de même?

DURAND, examinant son pavé.

Parbleu! — dix-sept espèces de débris dans une seule pierre! Et quand je dis débris, beaucoup de sujets sont dans un état de conservation parfaite! Voici la térébratule épineuse, la pholadomya fidicula, nerinea hieroglyphica, cidaris coronata...

LE VOISIN.

Et patati, et patata!... Mon ami, vous devenez insupportable, et puisqu'il n'y a pas moyen de vous arracher une parole qui ait le sens commun,... je suis votre serviteur! (Il prend son chapeau.)

DURAND.

Non, voisin! Allons donc, pardonnez-moi! Un moment de patience... Il y a là quelque chose qui m'intrigue... Est-ce la dent palatale d'un poisson, ou bien?...

LE VOISIN.

Tenez, vous n'êtes peut-être pas si distrait que vous en avez l'air! Vous faites la sourde oreille pour ne pas me répondre; mais je vous dis, moi, qu'il est temps de vous décider. Vous avez laissé faire des démarches, et j'apprends de ma sœur qu'étant allé à la ville pour voir sa fille, vous avez tout simplement oublié de leur rendre visite.

DURAND.

Eh bien! je n'ai rien oublié du tout. Je n'ai pu me résoudre, il est vrai, à faire cette visite embarrassante; mais j'ai vu votre nièce à la promenade. Je l'ai trouvée fort bien, et, comme le mariage est une chose grave qui demande réflexion, je suis revenu chez moi pour réfléchir un peu.

LE VOISIN.

A quoi diable voulez-vous réfléchir? Vous savez tout ce qui concerne cette jeune veuve. Elle est de bonne famille, elle n'a pas

d'enfans, son âge est assorti au vôtre; elle est sage, belle, instruite, aimable. Il n'y a qu'une voix sur son compte, elle est au moins aussi aisée que vous...

DURAND.

Tout cela est vrai, mon voisin. Pourquoi vous enflammez-vous? Est-ce que je vous contredis? Je vous dis que je l'ai vue! C'est une grande blonde, mince, élégante, un peu maigre par exemple!

LE VOISIN.

Que diable me dites-vous là?

DURAND.

Oui, oui, elle est un peu maigre,... c'est dommage!... Et très blonde... Je l'eusse préférée brune!

LE VOISIN.

Ah çà! voisin, vous qui parlez du sens oculaire, je vous déclare que vous en êtes tout à fait dépourvu. Élise est petite, brune et d'un aimable embonpoint, comme on disait de mon temps. C'est une autre que vous avez regardée; c'est son amie, Mme de Saintos, que vous avez prise pour elle!

DURAND.

Ah!... Alors votre nièce est cette brunette qui lui donnait le bras? Oui, oui, j'ai fait attention aussi à celle-là... Diantre, elle est jolie!... Un peu trop brune et un peu trop petite... Pourtant j'y penserai, elle le mérite... J'y pense! Donnez-moi le temps de m'habituer à l'idée d'une petite brune, moi qui, depuis trois jours, ne cessais de méditer sur les particularités physiologiques d'une grande blonde.

LE VOISIN.

Durand, voulez-vous que je vous dise ma façon de penser? Vous ne vous souciez ni des brunes ni des blondes. Vous n'avez pas la moindre envie de vous marier, et vous vous êtes dépêché de revenir pour n'avoir plus à y songer.

DURAND.

Non; je suis un homme sincère, et je n'ai fait aucun raisonnement pour me dispenser de prendre un parti. Je suis revenu,... ma foi, parce que mes jambes m'ont ramené ici. Que voulez-vous? l'habitude, le besoin de travailler, l'impossibilité de rester oisif, d'aller dîner en ville, de faire ma cour... Je n'entends rien à tout cela, moi, que diable! Je n'ai jamais tenu de propos galans à une femme, je crains d'être l'âne qui contrefait le petit chien; j'ai senti qu'on allait me trouver parfaitement ridicule, et je me suis dit,... non, je ne me suis rien dit. J'ai pris mon sac de voyage, je me suis mis à marcher, et me voilà arrivé sans trop savoir pourquoi ni comment.

LE VOISIN.

Si vous ne le savez pas, je vais vous le dire, moi! Vous avez le mariage en horreur, et vous préférez rester vieux garçon. Je devais m'attendre à cela de la part d'un original de votre étoffe. Vous m'avez fait faire un pas de clerc en me priant d'écrire à ma sœur...

DURAND.

Ah! permettez, je ne vous en ai pas prié du tout; c'est vous qui me l'avez offert en me persuadant que je devais accepter.

LE VOISIN.

Vous n'avez pas dit non!

DURAND.

Je n'ai pas dit oui!

LE VOISIN.

Et à présent vous ne dites ni oui, ni non? Eh bien! ma nièce n'est pas faite pour attendre votre bon plaisir, entendez-vous?... Elle ne manque pas de prétendans, elle ne vous connaît pas, et elle ne vous eût donné la préférence que pour me faire plaisir.

DURAND.

Oh! en ce cas, voisin, c'est pour le mieux! Je n'ai pas de scrupule à hésiter.

LE VOISIN.

Dispensez-vous d'hésiter davantage; ma nièce n'est pas pour vous. Je vais lui écrire sur l'heure de se décider pour un autre, en lui demandant pardon de la sotte démarche que mon amitié pour vous m'avait suggérée.

DURAND.

Oh! si vous vous fâchez...

LE VOISIN.

Eh! pardieu, oui, je me fâche! J'en ai le droit.

DURAND.

Non.

LE VOISIN.

Si fait, et je suis bien aise de vous dire, en vous quittant, que vous gâtez à plaisir votre existence avec des billevesées! Voilà un homme bien heureux et un citoyen bien utile, qui ne se plaît qu'à remplir sa maison de pavés de rebut et de coquilles cassées! Je vous avertis, moi, que vous ferez une sotte fin, que vous deviendrez un pédant ridicule, un cœur sec et frivole, un cerveau romanesque, un fantasque et un Cassandre!...

DURAND, riant.

Diable! voilà bien des maux à la fois.

LE VOISIN.

Oui, oui, et que vous tomberez dans quelque déplorable folie, car

l'homme est fait pour la famille, pour la société, et celui qui ne veut pas vivre comme les autres, celui qui n'a pas le goût des choses raisonnables... Je ne vous dis que cela, monsieur Durand, je ne vous dis que cela, et souvenez-vous de ce que je vous dis! (Il sort.)

SCÈNE III.

DURAND, seul.

En voilà une kyrielle! Faut-il que j'aie de la patience! Mais il faut bien endurer quelque chose avec un homme en cheveux blancs, quand on est plus jeune d'une dizaine d'années et qu'on n'en a pas, de cheveux blancs. Ne dirait-on pas que c'est demain matin que je vais devenir cacochyme, que je dois me presser de chercher un bâton de vieillesse? Eh! allez vous promener avec vos sermons! Avant de prendre un parti, il faut bien au moins que je consulte mon monde, mes parens, mon entourage, Louise même, Louise surtout, qui est nécessaire au repos et au bien-être de ma vie. Si elle craignait d'être rudoyée par une maîtresse acariâtre? Louise s'est dévouée à moi, toujours, en toutes choses, jusqu'à mordre à la science pour m'être utile. Quelle autre eût eu ce bon sens et cette générosité? (Regardant sa collection.) Quand je pense qu'une femme ignorante et taquine pourrait jeter tout cela par la fenêtre et me forcer à m'occuper de ses chiffons, vouloir me mener au bal!... Mais où donc est Louise? Elle est peut-être malade!... Et ce drôle de Jean Coqueret, pourquoi n'est-il pas là? (Appelant.) Coqueret!... Coq...

SCÈNE IV.

DURAND, COQUERET.

COQUERET, portant le sac de M. Durand sur ses épaules.

Voilà, monsieur! Bonjour donc, monsieur! Monsieur est revenu?

DURAND.

Apparemment... Bonjour, mon garçon. Où est Louise?

COQUERET.

Très bien, monsieur. Et vous-même?

DURAND.

Je te parle de Louise!

COQUERET.

En vous remerciant, monsieur! Et vous pareillement?

DURAND.

Quand tu auras fini tes salamalecs, tu me répondras peut-être. Je te demande où est Louise.

COQUERET, agité.

Monsieur est bien bon. Louise est... Je ne sais pas, monsieur, où elle est, la Louise; mais je peux bien dire à monsieur qu'elle et moi on est comme frère et sœur, ni plus ni moins!

DURAND.

Tiens, je l'espère bien! (A part.) Est-ce qu'il y entendrait malice? Non, il est trop simple. (Haut.) Ah çà! trouve-moi mon sac, qui doit être quelque part par-là.

COQUERET, qui a posé le sac sur la table.

Le v'là, monsieur, je l'ai trouvé!

DURAND.

Je l'avais donc perdu?

COQUERET.

Oh! monsieur ne l'avait pas perdu; il l'avait laissé au bord de la route, sur un tas de pierres. Je m'en revenais du pré, où j'avais été conduire la vache avec Louise.

DURAND.

Alors Louise est restée dans le pré? Pourquoi disais-tu que tu ne savais pas où elle était?

COQUERET.

Moi, j'ai dit ça?

DURAND.

Oui, tu l'as dit.

COQUERET.

C'est étonnant, cela, monsieur. Je croyais bien avoir dit : Elle est avec sa vache.

DURAND.

Et pourquoi s'occupe-t-elle encore des vaches? Je l'en avais dispensée.

COQUERET.

Oh! monsieur, elle ne veut pas faire la demoiselle! Elle aime tant les bêtes!

DURAND.

Enfin pourquoi m'as-tu dit : *Je ne sais pas?*

COQUERET.

J'ai cru que monsieur me demandait où était la cuisinière.

DURAND.

Allons, tu seras toujours aussi fou, aussi distrait! Une vraie tête de linotte!

COQUERET.

Oh! non, monsieur! Depuis huit jours que monsieur s'est absenté, je ne suis plus de moitié si bête!

DURAND.

C'est-à-dire que c'est moi qui te rendais bête?

COQUERET.

Oh! non, monsieur, toute la faute était à moi! Mais depuis que Louise a entrepris mon éducation...

DURAND.

Ah! Louise a entrepris...

COQUERET.

Oui, monsieur. Elle m'a dit comme ça : Vois-tu, Jean, tu impatientes notre maître avec ta bêtise, faut te forcer l'esprit pour lui complaire, faut apprendre! Moi, j'ai appris à seule fin de t'enseigner, et je vais t'enseigner bien vite, du temps que monsieur n'y est pas.

DURAND.

Alors,... selon toi, elle ne s'est donné la peine d'apprendre qu'à ton intention?

COQUERET.

Oui, monsieur, c'est comme je vous le dis.

DURAND, avec dépit.

Elle est, ma foi, bien bonne!

COQUERET.

Oh! oui, monsieur, elle est diantrement bonne, c'est la vérité!

DURAND, (Il prend son marteau et travaille sa pierre avec humeur.) à part.

Et moi qui attribuais ce beau zèle à son dévouement pour moi!... Mais c'est pour l'encourager, ce qu'elle lui a dit là... Au fond, elle ne songeait qu'à le rendre moins impatientant pour moi; c'était encore une manière de me servir. Excellente fille! (Haut.) Voyons, que t'a-t-elle appris, Mlle Louise?

COQUERET.

La Louise? Elle m'a commencé par le commencement, par les...

DURAND.

Par les granites?

COQUERET.

Oui, monsieur.

DURAND.

Eh bien! qu'est-ce que le granit?

COQUERET.

Ce que c'est, ce que c'est! c'est ce qu'on place au commencement des livres et au numéro 1 sur les rayons. C'est les montagnes du côté de Saint-Pierre.

DURAND.

Bien! Après? Cela se compose de...

COQUERET.

Ça se compose de,... ça se compose de... trois choses qui sont le...

trois choses, qui sont le... le... (Il prend divers échantillons et les montre à Durand.)

DURAND.

Allons! tu ne sais pas les noms, tu ne les apprendras jamais; mais l'œil et la mémoire du fait y sont toujours. Il faudrait au moins avoir une idée de l'histoire du globe... D'où est sorti le granit au commencement des choses?

COQUERET.

Oh! je sais, monsieur. Ça est sorti de l'eau, ou du feu, ou de l'air, c'est comme vous voudrez.

DURAND.

Comment! c'est comme je voudrai?

COQUERET.

La Louise m'a dit : Monsieur n'est pas sûr, mais il aime mieux que ça soit sorti du feu, et ce sera ce que monsieur décidera.

DURAND, à part.

On dirait qu'à eux deux ils se sont moqués de moi? Au fait, je n'ai là-dessus que des hypothèses! (Rêvant en regardant le granit que Coqueret lui a apporté.) Qui résoudra à coup sûr le premier des problèmes? Qui a présidé au spectacle de ces étonnantes formations? O granit! la plus vulgaire et la plus mystérieuse des pierres! tu es la clé qui ouvre tout, sauf le point de départ! Derrière toi, il n'y a de prouvé que la fantaisie de nos systèmes! Tu es le poème fabuleux (Louise entre) de nos rêveries, le témoin impénétrable des jours qui ne sont plus, le...

SCÈNE V.

Les Mêmes, LOUISE.

LOUISE, qui a interrogé Coqueret du regard en entrant, et à qui celui-ci a fait signe que leur maître était dans les espaces. De la part de Coqueret, cet avertissement n'a rien d'ironique, il est au contraire respectueux et admiratif.

Bonjour, monsieur...

DURAND, tressaillant et quittant son pavé.

Ah! bonjour, ma Louise, bonjour, ma bonne fille! (Il l'embrasse au front, presque respectueusement.) Es-tu un peu contente de me revoir?

LOUISE.

Oh! oui, monsieur, bien contente.

COQUERET, bas à Louise.

Pourquoi est-ce que tu ne l'embrasses pas, toi? Embrasse-le donc!

LOUISE, bas.

Non!

DURAND, à Coquéret.

Pourquoi lui parles-tu tout bas? (A Louise.) Qu'est-ce qu'il te disait?

LOUISE.

Rien, monsieur, des bêtises!

COQUERET.

Ah! non, monsieur, c'était pas des bêtises! Je lui disais d'embrasser monsieur. C'était pour faire plaisir à monsieur! Vrai!

DURAND, un peu ému.

Non! elle a raison d'être plus réservée, plus sérieuse dans ses manières, à présent qu'elle est grande.

COQUERET.

C'est donc ça qu'elle ne veut plus que je l'embrasse, moi? Mais avec monsieur, qui est âgé, c'est pas la même chose.

DURAND.

Agé,... âgé!...

LOUISE.

Voyons, monsieur, mettez-vous donc à votre aise! (A Coqueret.) Va lui chercher sa veste et ses pantoufles. (Coqueret sort en courant par la porte de droite qui conduit à la chambre de M. Durand.)

SCÈNE VI.

DURAND, LOUISE.

LOUISE.

Si vous êtes venu de la ville à pied, vous devez être las!

DURAND.

Las, moi? Ah çà! M. Coqueret, ton élève, t'a donc persuadé que je suis bien vieux?

LOUISE.

Vous n'êtes pas vieux, mais vous n'êtes plus tout jeune. Et votre vilain rhume que vous ne voulez pas soigner! Vous avez déjà toussé trois fois depuis trois minutes.

DURAND.

Bah! qu'est-ce que ça fait? Avec un petit mal chronique, on vit cinquante ans de plus! Voyons, qu'as-tu fait de bon en mon absence? Tu t'es faite l'institutrice de Coqueret, à ce qu'il m'a dit?

LOUISE.

Ah! il vous a dit...

DURAND.

Que tu l'avais entrepris sur le granit; mais c'est peine perdue : tu n'en feras jamais rien qu'un âne.

LOUISE.

Pardon, monsieur, je vous en ferai un bon serviteur, car il est doux, courageux, de bonne volonté, et il vous aime. C'est bien quelque chose!

DURAND.

Oui, sans doute, il a de bons instincts; mais il ne sortira jamais de la vie d'instinct.

LOUISE.

Et quel besoin avez-vous d'un savant pour vous servir? Est-ce que je ne suis pas là pour réparer ses petites gaucheries?

DURAND.

Oh! toi, Louise, c'est autre chose! Tu as une belle mémoire, une docilité admirable. C'est un plaisir de t'enseigner quelque chose. Tu es beaucoup pour moi, ma chère Louise. Tant de soins, d'attentions! Être servi comme un prince, dorloté comme un enfant, compris par quelqu'un qui s'intéresse à vos travaux, qui se prête à vos innocentes passions... Eh bien! qu'est-ce que tu as? Tu es triste?... A quoi penses-tu?

LOUISE.

A rien, monsieur, je regardais ce pavé, c'est une belle pièce.

DURAND, vivement.

N'est-ce pas? Figure-toi qu'il y a là une dent fossile... Je m'imagine qu'il y aura une mâchoire entière, et que ce pourrait bien être le... Mais tu ne m'écoutes pas, tu parais souffrante!

LOUISE.

Non, monsieur.

DURAND, regardant le pavé.

Si c'était ce que je pense,... ce serait une rareté... Mais tu es triste, et cela m'ôte la joie du cœur. Tu travailles trop, je parie!

LOUISE.

Moi! Il me semble au contraire que je ne fais rien pour vous payer de vos bontés. Après ce que vous avez fait pour moi, m'élever, m'instruire, me traiter toujours si doucement, avoir recueilli et soigné ma pauvre mère jusqu'à son dernier jour... Ça, voyez-vous, une pauvre femme que tout le monde repoussait et que vous m'avez appris à aimer et à respecter malgré tout le monde... Après une chose comme ça, si je n'avais pas bonne envie de vous servir et de vous soigner quand vous serez comme elle vieux et infirme...

DURAND.

Moi? je ne serai jamais infirme. Avec la vie active et sage que je mène...

LOUISE.

Tant mieux! Mais je voudrais que vous eussiez besoin de moi : vous verriez si je me souviens!

DURAND.

Toi! tu es un ange, et je suis loin d'avoir fait pour toi ce que j'aurais dû faire. Je t'ai vraiment négligée jusqu'à présent. Je ne voyais pas combien tu es intelligente. Je te traitais comme une paysanne ordinaire. Je te tenais à distance, derrière la porte pour ainsi dire, me persuadant que c'était assez de t'assurer le bien-être matériel, ne devinant pas que ton esprit avait besoin de culture et qu'un jour je pourrais causer avec toi comme avec une amie. Oui, oui, je mérite des reproches. J'ai été absorbé par mes livres, et il n'y a pas plus de deux ou trois mois que j'ai commencé à t'apprécier, à t'écouter, à te regarder!...

LOUISE, à part.

Ah! comme j'ai eu tort de ne pas rester derrière la porte!

DURAND.

Pourquoi rêves-tu quand je te parle? Ne vois-tu pas que j'ai à cœur de réparer ma négligence? Ne te dois-je pas cela? Ne m'as-tu pas fait un bien immense? Tu m'as ouvert le cœur à l'amitié, à un sentiment plus doux encore, que sans toi je n'aurais jamais connu, le sentiment paternel! C'est vrai, cela. Vieux piocheur, je me serais desséché, pétrifié avec mes cailloux, n'est-ce pas? Je serais devenu sombre, hypocondriaque, insupportable! Ça commençait. J'avais des momens d'humeur, même avec toi. Tu dis que j'ai toujours été bon! Tu oublies que bien souvent je t'ai traitée de niaise et d'étourdie; mais ça ne m'arrivera plus, va, je t'en réponds!

LOUISE, à part.

Hélas! tant pis.

DURAND.

Non, non!... Je n'aurai plus la folie,... je n'aurai même plus la pensée de te faire pleurer, pauvre enfant! J'ai ouvert les yeux. J'ai reconnu... Oui, je pensais à cela tantôt en revenant ici.

LOUISE.

Vous pensiez trop. Vous avez laissé votre sac de voyage au beau milieu de la route!

DURAND.

Méchante, tu me grondes. Que veux-tu? je pensais à toi. Je me disais : Une femme douce, instruite et charmante est un trésor dans une maison, un rayon de soleil dans la vie d'un pauvre ermite!... Qu'ai-je besoin d'aller chercher une compagne à la ville, quand tout près de moi?...

LOUISE.

Ah! vous aviez l'idée de vous marier? Votre voisin me l'avait dit. Eh bien! est-ce que vous y renoncez?

DURAND.

Oui, oui, sois tranquille! Personne autre que toi ne commandera ici!

LOUISE.

Mais, monsieur, au contraire, je...

DURAND.

Sois tranquille, je te dis! Mais je crois que j'ai faim, Louise; je ne sais pas si j'ai déjeuné ce matin. Je me sens la poitrine tout en feu...

LOUISE.

Je parie bien que vous n'y avez pas songé! Votre repas vous attend. Allez donc, monsieur, allez donc vite.

DURAND.

Mais,... tu vas venir, n'est-ce pas? Je n'entends plus que tu me passes mon assiette, c'est l'affaire de M. Coqueret. Tu causeras avec moi, tu me parleras de tes poules, de ton chevreau. Il va bien, ton petit chevreau?

LOUISE.

Oui, oui, monsieur, allez!

DURAND.

Ah! ma foi, j'ai le cœur content d'être revenu, de revoir ma maison, mon jardin, et toi surtout! Au revoir, Louisette! (Il sort par le fond.)

SCÈNE VII.

LOUISE, seule.

Y a-t-il sur la terre un meilleur homme, un plus doux maître que celui-là? Non, il n'y en a pas, et plus il me gâte, plus j'ai de crainte et de souci! Le bon Dieu sait pourtant que ça n'est pas de ma faute, ce qui arrive! Jamais je n'aurais pensé...

SCÈNE VIII.

LOUISE, COQUERET.

LOUISE.

Il est temps d'arriver!

COQUERET, qui apporte la veste et les pantoufles.

Ne me gronde pas, Louise! Ce n'est pas ma faute. Je ne pouvais pas trouver les pantoufles, je n'en trouvais qu'une. C'est les rats qui avaient promené l'autre jusque sous le lit. Dame! c'est la faute à monsieur! Il ne veut pas souffrir de chats dans la maison depuis

ce gros matou qui t'avait mis le bras tout en sang, mêmement que monsieur en était sens dessus dessous, et que...

LOUISE.

Cours donc le servir, bavard! Il est en train de déjeuner! M'entends-tu? A qui est-ce que je parle?

COQUERET.

Eh bien! qu'est-ce que je fais? J'y cours; mais écoute un mot, Louise! T'as pas voulu écouter dans le pré ce que je voulais te dire. Tu m'as renvoyé très durement, faut m'entendre ici!

LOUISE.

Non! nous n'avons pas le temps.

COQUERET.

C'est le temps qu'il faut prendre, monsieur vient d'arriver, il est de bonne humeur, je vais lui dire ça tout chaud.

LOUISE.

Comment? Quoi? Qu'est-ce que tu veux lui dire?

COQUERET.

Je lui dirai que je t'aime, que je suis affolé de toi, que j'en deviens imbécile!...

LOUISE.

Oui! essaie de lui dire ça, si tu veux qu'il t'envoie promener!

COQUERET.

Ça ne fait rien, ça sera dit, et si tu veux dire comme moi...

LOUISE.

En voilà assez. Je t'ai dit que ça ne se pouvait pas, que je ne me voulais point marier de si tôt, et qu'il n'y fallait point du tout penser. Ne me parle donc plus de ça, je te le défends! (Coqueret, qui a mis la veste et les pantoufles sur une chaise, s'assied dessus avec désespoir et se met à pleurer, la tête dans ses mains. Louise le regarde un instant, se détourne et se cache pour pleurer aussi. On entend sonner. Louise essuie ses yeux.) Monsieur sonne; allons! va!

COQUERET.

Non, je ne veux plus servir, je me veux faire mourir!

LOUISE.

Allons! es-tu fou? Veux-tu faire attendre monsieur?

COQUERET.

Il y a dix ans que je l'attends tous les jours, il peut bien m'attendre une fois!

LOUISE.

Tu veux me faire de la peine?

COQUERET.

Je peux bien t'en faire, je ne t'en ferai jamais autant comme tu m'en fais!

LOUISE, sévère.

Alors tu n'as plus d'amitié pour moi; c'est fini?

COQUERET.

Pourquoi est-ce que j'aurais de l'amitié pour quelqu'un qui me déteste?

LOUISE.

Tu ne dis pas ce que tu penses. Nous avons été élevés ensemble, et tu sais que je t'aime beaucoup; mais je ne peux pas t'épouser. Ça ne dépend pas de ma volonté... Allons!...

COQUERET.

Tu mens! tu n'as plus ni mère, ni parens, ni rien! tu ne dépends que de la volonté de monsieur, qui fait tout ce que tu souhaites, et si... (On sonne encore.)

LOUISE.

Allons, tu ne veux pas obéir. J'y vais, moi! (Elle sort.)

SCÈNE IX.

COQUERET, seul.

C'est comme ça? Elle ne m'aime point? C'est donc qu'elle en aime mieux un autre? Quel autre? Elle n'en connaît guère d'autres que moi; elle ne sort point, je ne la quitte point, je suis bien sûr que personne ne lui en conte! Alors c'est que je lui déplais, je suis trop sot pour elle! Ah! si je m'écoutais... (Il prend le marteau de M. Durand.) Je me casserais... (Menaçant les collections.) tout ce qu'il y a ici! Oh! oui-da! non! ça ferait trop de chagrin à monsieur! et si je me fendais la tête, ça le contrarierait; un si brave homme! En voilà un homme! C'est pas lui qui dirait : C'est bien fait. Il serait dans le cas de me pleurer, et s'il savait la peine que j'ai, il commanderait à la Louise de m'aimer. Eh bien!... ma foi, c'est ça! Je vais lui dire la chose comme elle est. Bon, le v'là! je vais lui dire,... et tout de suite. Ah! bien oui, mais!... j'ose pas!

SCÈNE X.

DURAND, COQUERET.

DURAND, à la cantonade.

Non, non, ma fille, je ne veux pas manger davantage, ce n'est pas mon heure... Envoie-moi le café ici. (Haut à Coqueret.) Ah! tu es là, toi? Pourquoi ne viens-tu pas quand je sonne, au lieu d'envoyer Louise à ta place? C'est elle qui prend toute la peine!

COQUERET.

Oh! mon Dieu! Louise et moi, c'est bien la même chose, monsieur; la peine de l'un, c'est la peine de l'autre, et...

DURAND.

Hein? Comment l'entends-tu?

COQUERET.

Je l'entends,... je l'entends que monsieur m'excusera, j'étais indisposé.

DURAND, qui ôte ses guêtres et met ses pantoufles.

Ah! monsieur était indisposé? Louise ne m'a pas dit cela.

COQUERET.

C'est pour ne pas faire de peine à monsieur.

DURAND, souriant.

Tu crois donc que je t'aime bien tendrement?

COQUERET.

Je sais que monsieur m'aime beaucoup, parce qu'il sait que je l'aime encore plus que beaucoup, et comme monsieur a un bon cœur...

DURAND, qui a endossé sa veste.

Allons! si tu le prends comme ça, tu n'as pas tort de compter là-dessus. Tu es insupportable, et pourtant tu es un bon garçon! Qu'est-ce que tu as, voyons? la migraine?

COQUERET.

Non, monsieur.

DURAND.

Une courbature, un refroidissement?

COQUERET.

Non, monsieur.

DURAND.

Eh bien! quoi alors?

COQUERET.

Je ne sais pas.

DURAND, impatienté.

Où as-tu mal?

COQUERET, intimidé.

Nulle part, monsieur. Ça va mieux, ça se passe.

DURAND.

Enfin que sentais-tu tout à l'heure? Parleras-tu? Te moques-tu de moi?

COQUERET.

Oh! monsieur, par exemple!

DURAND.

Tiens, sais-tu? tu as le cerveau fêlé, voilà ta maladie.

COQUERET.

Oui, monsieur, justement; c'est ça.

DURAND.

Tâche de guérir, ou tu ne seras plus bon à rien. Allons, va me chercher mon café... et mon journal; dépêche-toi!

COQUERET, à part.

Je n'oserai jamais!... Faut que je trouve une idée! (Il sort.)

SCÈNE XI.

DURAND, seul.

On se donne bien de la peine pour trouver le bonheur, on le cherche toujours où il n'est pas. Ah! les philosophes ont très bien qualifié nos vaines convoitises en les appelant l'amour des faux biens! C'est très profond, ce mot si vulgaire! Certes il y a quelque chose de menteur et de factice dans les satisfactions que donnent la fortune, l'ambition, la vanité. Quel besoin l'homme sage et bien portant a-t-il de ce luxe énervant des villes, de ces spectacles frivoles, de ces amours où le cœur n'est pour rien? La plus simple fleur des champs...

SCÈNE XII.

DURAND, COQUERET.

COQUERET.

Monsieur, voilà votre café avec une lettre pour vous. (Pendant que Durand ouvre la lettre, à part.) J'ai trouvé mon idée, et elle est fameuse celle-là! Si ça ne réussit pas, ma foi! j'aurai du malheur! (Il s'éloigne un peu.)

DURAND, à part, ouvrant la lettre.

Ah! c'est de mon voisin! Est-ce un cartel qu'il m'envoie, ce vieillard terrible? (Lisant.) « Je devrais n'avoir jamais aucun rapport avec vous; mais en ce moment j'ai la main forcée. Des personnes qui désirent vous connaître et qui viennent de descendre chez moi veulent absolument que je vous invite à dîner. Comme c'est la seule occasion qui vous reste de réparer vos torts, je compte que vous ne me refuserez pas. Je vous attends à six heures. » Ah! que le diable les emporte, ces personnes-là! Que faire? Je ne peux pourtant pas me brouiller avec ce brave voisin...

COQUERET.

Monsieur, on attend la réponse.

DURAND, avec dépit.

Dis que j'irai.

COQUERET, à la fenêtre, criant.

Monsieur ira. (Revenant, à part.) Il faut que je me dépêche de lui parler, puisqu'il va sortir. (Haut.) Monsieur... (A part.) Il ne m'écoute pas, il lit dans son journal. (Haut.) Monsieur, vous êtes un bon maître,... un homme d'esprit,... un grand savant... (A part.) Il ne m'entend pas du tout! Je vais me plaindre un peu. (Il fait de grands soupirs.)

DURAND.

Eh bien! qu'est-ce? Tu as mal aux dents?

COQUERET.

Non, monsieur, c'est dans le cœur.

DURAND.

Bah! c'est la croissance.

COQUERET.

Non, monsieur. Monsieur me prend toujours pour un enfant; j'ai vingt-deux ans et demi passés.

DURAND.

Tiens! c'est possible au fait. Eh bien! qu'est-ce que tu sens au cœur? des élancemens?

COQUERET.

Oui, monsieur, ça me pique, ça me brûle et ça me poignarde!

DURAND.

Il y a quelque temps que tu éprouves cela?

COQUERET.

Il y a déjà quelque temps, oui, monsieur.

DURAND.

C'est quand tu te fatigues?

COQUERET.

Non, monsieur, c'est quand je pense à la Louise.

DURAND, tressaillant.

Ah! oui-da! vous vous permettez d'aimer Louise, monsieur le drôle!

COQUERET.

Bon! il a deviné ça tout de suite, ça va bien!

DURAND, tremblant de colère.

Répondez, faquin! Vous...

COQUERET, effrayé.

C'est pas moi, monsieur, c'est elle.

DURAND.

Comment, c'est elle? Qu'osez-vous dire là!

COQUERET, se montant la tête.

Oui, monsieur, c'est elle qui a idée de m'épouser. Moi, je ne m'en souciais déjà pas tant. Je lui disais : Nous sommes trop jeunes; mais elle a dit comme ça : « Nous sommes en bon âge, moi dix-sept ans, toi vingt-trois; c'est ce qu'il faut. » Mais moi, j'allais toujours disant : C'est trop tôt, Louise, c'est trop tôt! Pour lors, monsieur, elle est tombée dans un chagrin que, tout le temps que vous avez été absent, elle n'a fait que geindre et pleurer, si bien que je me suis laissé attendrir et que la pitié m'a rendu triste et malade, et que j'ai consenti à vous en parler, monsieur, pour lui faire plaisir, à cette pauvre fille, car pour elle, jamais elle n'oserait vous dire combien elle m'aime, mêmement que si vous la questionnez, elle est dans le cas de vous répondre que j'ai pris ça sous mon bonnet; mais faut croire ce que je vous dis et pas ce qu'elle vous dira, et comme je vois bien qu'elle en mourra, me voilà dans l'idée de l'épouser, et je viens vous le dire comme au meilleur de mes amis, à seule fin que vous lui commandiez le mariage, et comme elle vous est obéissante, aussitôt que vous aurez dit : *il faut!* elle sera décidée, et vous aurez fait son bonheur. Voilà ce que c'est, monsieur; pardonnez-moi si j'ai dit quelque bêtise.

DURAND, après un moment de silence, d'une voix altérée.

Sortez! (Coqueret, stupéfait, hésite. Durand hors de lui.) Sortez donc! (Coqueret sort tout penaud.)

SCÈNE XIII.

DURAND, seul.

C'est impossible! Louise!... oh! Louise!... aimer ce garçon-là! Non, il est fou! Je le chasserai, je chasserai Louise s'il est vrai que... je la tuerai! (Silence.) Mais qu'est-ce que j'ai donc, moi? qu'est-ce que cela me fait?... Cela me fait... cela me fait qu'elle est en quelque sorte ma fille adoptive, et que la fille de mon cœur et de mon intelligence ne peut pas se mésallier de la sorte! Quoi! descendre des hauteurs où ma tendresse et mon admiration l'avaient placée pour tomber dans les bras d'un rustre!... Ah! les femmes! On me l'avait bien dit que c'étaient les derniers êtres de la création! Et moi qui faisais d'elle un ange, une sainte! Voilà comme les savans n'entendent rien, mais rien, à la vie réelle... Mais non, non! cent fois non! Cela n'est pas, cela ne peut pas être. Il faut que je lui parle, là, tout de suite, que je l'interroge jusqu'au fond de l'âme, et que je la foule aux pieds si elle avoue... Mais qu'est-ce que j'ai donc? je n'ai jamais ressenti une pareille colère! C'est une colère fondée, oui, très fondée, très raisonnable. Une colère raisonnable!... Non,

la colère ne l'est jamais. Je veux me calmer, je veux prendre l'air, marcher, respirer; oui, je vais chasser un peu, pour me remettre. (Il prend son fusil.) Après quoi... de sang-froid, avec calme... Sortons! je me sens très mal! (Il croit sortir, fait le tour de la chambre et tombe accablé devant son bureau, la tête dans ses mains, son fusil près de lui.)

SCÈNE XIV.

LOUISE, DURAND.

LOUISE.

Monsieur,... puisque vous dînez dehors, je crois qu'il serait temps de vous habiller. (Durand lui fait signe de ne pas le déranger.) Ah! il travaille, il travaille à réfléchir. Pauvre maître! il souffre peut-être... Non, il ne se rend pas compte;... mais je vois le danger, moi, et je ne sais plus comment me conduire... S'il m'aime, c'est qu'il est décidé à m'épouser. Quel malheur pour moi! J'en mourrai de chagrin!... Car de lui dire non après tout ce qu'il a fait pour moi, ça n'est pas possible. Je serais une ingrate, une lâche, un mauvais cœur! Si je m'en allais!... Ça serait pire, il aurait trop de chagrin; mais si je reste,... ce pauvre Jean!... Mon Dieu! mon Dieu!... Pourquoi faut-il que monsieur ait pris tant d'amitié pour une pauvre fille qui aurait pu être si heureuse à son service avec?... Ah! le voilà qui se réveille de ses pensées... Comme il est pâle! Est-ce qu'il serait malade?... Il ne me manquerait plus que ça!

DURAND, brusquement.

Qu'est-ce que tu fais là?

LOUISE.

J'attendais pour vous dire l'heure, mais... Est-ce que monsieur n'est pas bien?

DURAND, brusquement.

Moi?... Tu es folle!

LOUISE.

Pourtant...

DURAND.

Ne me parle pas. Je suis préoccupé... Je travaille!... Va, laisse-moi! (Louise veut sortir.) Où vas-tu?

LOUISE.

Vous me dites de m'en aller.

DURAND.

Ce n'est pas une raison pour ne pas te demander où tu vas.

LOUISE.

J'irai où vous voudrez.

DURAND.

Ce n'est pas là une réponse... Où allais-tu?

LOUISE.

Mais vraiment je ne sais pas, moi! Je n'avais pas d'idée : je me retirais d'auprès de vous pour vous obéir, voilà tout.

DURAND, désarmé.

Écoute, Louise. (Il la regarde.) Non, rien, une autre fois... Je ne me sens pas disposé... (A part.) C'est incroyable, c'est absurde comme je souffre! (Il se rassied accablé.)

LOUISE.

Si vous avez quelque reproche à me faire,... le plus tôt serait le mieux, monsieur; je me dépêcherais bien vite de ne jamais recommencer.

DURAND, irrité.

Ah! tu plaisantes! Tu répètes les mots de M. Jean Coqueret!

LOUISE.

Je voudrais vous faire rire. Quand vous riez, ça vous fait du bien!

DURAND.

Je n'ai aucune envie de rire. Assieds-toi, et réponds... Allons, réponds sérieusement.

LOUISE.

A quoi, monsieur?

DURAND.

A quoi, à quoi!... N'as-tu rien à me dire, aucune confidence à me faire?

LOUISE.

Mais,... non.

DURAND.

Tu hésites! Tu mens!

LOUISE.

Vous me faites peur aujourd'hui. Je ne sais que vous dire, ne sachant pas ce que vous me demandez.

DURAND.

Tranchons le mot. Veux-tu te marier, oui ou non?

LOUISE.

Moi? Est-ce que j'ai jamais parlé de ça?

DURAND.

Je t'en parle, moi; il faut répondre.

LOUISE.

Eh bien!... non! Je ne souhaite pas me marier.

DURAND.

Pourquoi cela? Réponds donc!

LOUISE.

Je ne sais pas... Est-ce que vous voulez que je me marie?

DURAND.

Il ne s'agit pas de moi.

LOUISE.

Si fait, monsieur. Il ne s'agit que de vous... Tout ce que vous me commanderez sera bien, tout ce que vous me défendrez sera mal... Je ne considère que vous, je n'ai pas de volonté pour moi.

DURAND.

C'est trop de soumission. Elle me trompe! (Haut.) Alors,... si je te disais... que je te conseille de te marier,... sans quitter la maison, bien entendu,... car je sais que tu m'es attachée.

LOUISE.

Il faudrait me dire aussi : « Je le veux, et je veux que ce soit avec telle personne. » Autrement je n'ai rien à vous répondre.

DURAND, avec effort.

Eh bien! si je te disais : « Je veux que tu épouses... ce garçon qui me sert? »

LOUISE.

Dame!... ce garçon est très honnête, très doux...

DURAND, éclatant.

Ah! enfin nous y voilà! Elle l'aime!

LOUISE, à part.

C'était pour m'éprouver! (Haut.) Monsieur, je n'ai pas dit que je l'aimais.

DURAND.

Tu l'as dit.

LOUISE.

Non, monsieur.

DURAND.

Tu le lui as dit à lui-même.

LOUISE.

Je vous jure que non!

DURAND.

Il me l'a dit.

LOUISE.

Il a menti!

DURAND.

Prends garde! je vais le lui faire répéter devant toi!

LOUISE.

S'il le fait, c'est qu'il a perdu l'esprit.

DURAND. (Il sonne.)

J'en aurai le cœur net! Louise, il en est temps encore. Confesse-toi à moi, cela vaudra mieux qu'un scandale.

LOUISE.

Ah! mon Dieu! mon Dieu! Mais de quoi donc m'accusez-vous? Je n'ai rien à me reprocher. Je ne peux pas confesser ce qui n'est pas!

DURAND.

Il vient!

LOUISE.

Qu'il vienne! (A part.) Pauvre Jean! qu'est-ce qu'il a donc pu dire?

SCÈNE XV.

DURAND, LOUISE, COQUERET.

COQUERET.

Monsieur!

DURAND.

Avance et réponds, maître Jean Coqueret: veux-tu épouser Louise?

COQUERET, vivement.

Oui, monsieur!

DURAND.

Et penses-tu qu'elle y consente?

COQUERET.

Oui, monsieur, si vous lui faites entendre la vérité. Pourquoi ne voudrait-elle point de moi? Elle n'est pas plus que moi. Elle n'est pas même tant. Elle est une champie, et moi j'ai mes père et mère. Elle est plus savante que moi, parce que vous l'avez rendue savante; mais qu'elle me rende savant, je ne demande pas mieux. Vous lui donnez de bons gages, mais vous m'en donnez aussi plus que je n'en mérite. D'ailleurs j'ai une dot. Nous nous convenons donc assez bien. Je l'aime, elle ne peut pas me détester. Je suis un honnête homme, elle le sait bien; vous aussi, monsieur, vous me connaissez. Par ainsi dites-lui que ça vous contente, et elle fera son contentement de vous obéir.

DURAND, à Louise.

Tu l'entends! Vous vous convenez, vous vous aimez, et vous n'attendez tous deux que ma permission pour vous marier.

COQUERET.

Oui, monsieur, c'est ça, vous parlez très raisonnablement!

DURAND, à Louise, avec colère.

Allons! n'essaie plus de mentir!

COQUERET.

Ne la grondez pas, monsieur. Si vous la grondez, elle n'osera pas se confesser!

DURAND.

Je la gronde parce qu'elle manque de franchise, et que je ne sais rien de plus lâche et de plus bas que le mensonge!

COQUERET.

Parle donc, Louise, ou dis-moi de me jeter à l'eau, si je t'offense.

LOUISE.

Jean, vous vous y êtes mal pris pour réussir! Vous pouvez m'aimer, je ne dis pas non, et je ne nie pas l'estime que je fais de vous; mais je vous ai dit tantôt dans le pré et ici tout à l'heure encore que je ne me voulais point marier de longtemps et que je vous défendais de m'en reparler. Vous ai-je dit cela, oui ou non?

DURAND, à Coqueret.

Te l'a-t-elle dit? Réponds, parle! Allons donc!

COQUERET.

C'est vrai qu'elle l'a dit.

DURAND.

Et pourquoi m'as-tu fait le mensonge qu'elle était folle de toi, qu'elle pleurait, qu'elle t'avait fait les avances, et qu'elle n'osait pas me le confier?

LOUISE.

Tu as inventé tout ça! C'est très vilain de mentir!

COQUERET.

J'espérais que monsieur te conseillerait à mon idée!

DURAND.

Eh bien! c'est une infamie, et pour cela je vous chasse!

COQUERET, pâlissant.

Ah!... Et toi, Louise?

LOUISE, émue.

Moi, je...

DURAND.

Elle aussi vous congédie! Dehors au plus vite!

COQUERET, très sombre.

C'est bien, monsieur, on y va.

DURAND.

Attends! tes gages!...

COQUERET.

Merci, je n'en ai pas besoin. (Il sort.)

SCÈNE XVI.

DURAND, LOUISE.

LOUISE, courant après lui.

Jean! écoute... écoute donc!

DURAND, la prenant par le bras avec violence et la faisant rentrer.

Laisse-le partir! De quoi te mêles-tu? Quand je te débarrasse d'un bavard et d'un menteur dont la sotte langue te déshonorait!...

LOUISE.

Il ne l'a pas fait à mauvaise intention, monsieur. Vous voyez bien qu'il a perdu la tête! Pauvre garçon! Il vous servait bien, il vous aimait. Sa simplicité vous divertissait plus souvent qu'elle ne vous impatientait... Vous le regretterez, monsieur! Et qui sait si vous ne vous reprocherez pas...

DURAND.

Qu'est-ce que j'aurai à me reprocher? Voyons! tes regrets? Ils sont donc bien grands?

LOUISE.

Il ne s'agit pas de moi, monsieur! Je ne vous parle jamais de moi, je ne vous ai jamais rien demandé pour moi!... Mais pour vous-même ne dois-je pas... N'est-ce pas bien sévère de renvoyer un bon sujet qui vous sert avec franchise depuis dix ans,... depuis son enfance, pour une seule faute, pour un petit mensonge qui ne vous fait aucun tort, et dont moi seule aurais le droit de me fâcher?

DURAND.

Ainsi tu le lui pardonnes? On peut être insolent avec toi...

LOUISE.

Il ne l'a jamais été.

DURAND.

Ce n'est pas la dernière des impertinences de se vanter de ton affection?

LOUISE.

C'est selon comme il en parle. Il ne sait guère s'expliquer. S'il vous a dit que je l'aimais de grande amitié, il n'a pas menti. N'avons-nous pas été élevés ensemble, sous vos yeux, par la bonne Rosalie? Ne dois-je pas le regarder comme mon frère?

DURAND.

Non! car je ne le considère pas comme mon fils. Il est trop au-dessous de toi par l'intelligence.

LOUISE.

Bah! l'esprit!... C'est une belle chose, je n'en disconviens pas; mais ça n'est pas tout : la bonté vaut encore mieux, et je n'oublierai jamais que, quand tous les autres enfans de mon âge me repoussaient en me traitant de champie, les pauvres enfans, sans savoir ce qu'ils disaient et croyant me faire une grande honte, il y en avait un qui me consolait et me protégeait toujours, et celui-là, c'était Jean! Jean tout seul, pas d'autre que lui!

DURAND, avec douleur.

Et moi! et moi! Je ne t'ai donc pas consolée, je ne t'ai donc pas protégée, moi?

LOUISE.

Vous, cela n'est pas étonnant, un homme comme vous, qui n'a que l'idée de bien faire, et qui est au-dessus de tout le monde!... C'est comme le bon Dieu, il n'a pas de mérite à être ce qu'il est, il ne pourrait pas être autrement; mais ce pauvre petit Jean, qui, avant d'entrer chez vous, n'avait pas été mieux élevé qu'un autre...

DURAND, à part.

Ah! toujours lui, toujours ce Jean, cet imbécile, ce Jocrisse, ce Pierrot! Oh! les femmes! les femmes! Il y a de quoi devenir fou! (Regardant Louise qui se penche à la fenêtre.) Eh bien! tu lui parles, tu l'appelles?

LOUISE.

Non, monsieur, je le regarde, je le suis des yeux. Savez-vous que ça m'inquiète de l'avoir vu sortir en refusant ses gages et en me regardant d'un air... Le voilà qui se promène du côté de l'eau!...

DURAND, ému.

Est-ce que tu le crois capable...?

LOUISE.

De s'y jeter? Ma foi, que sait-on? Il m'en a menacée deux fois aujourd'hui. Il n'a pas la tête bien forte... Être chassé comme ça de chez vous, qui êtes si juste et si bon, c'est une grande honte, et on est capable de croire dans le pays qu'il a fait quelque chose de bien mal! Le voilà déshonoré pour un mot dont il n'a pas senti la conséquence, pauvre Jean!

DURAND, jaloux.

Louise, tu pleures!

LOUISE.

Eh bien! oui, monsieur, je pleure... C'est mon camarade, mon ami d'enfance, mon bon compagnon de travail, mon pareil, à moi!

DURAND, prenant machinalement son fusil.

Ah! malheureuse! c'est de la passion que tu as pour lui, et je ne sais ce qui me retient... (Il fait un pas vers la fenêtre.)

LOUISE.

Vous voulez le tuer? Eh bien! vous me tuerez d'abord!

DURAND, quittant son fusil, à part.

Mon Dieu! mon Dieu! préservez-moi, sauvez-moi! J'ai eu envie de la tuer aussi! (Haut.) Voyons, ne crains rien, quitte cette fenêtre...

LOUISE.

La quitter?... mais non, monsieur! Voyez, le voilà qui court tout

droit vers la rivière... Monsieur! rappelez-le, pardonnez-lui!... (Criant.) Jean! reviens!... Monsieur te pardonne, Jean!... Il ne m'écoute pas!... Ah! ce n'est pas possible de le laisser faire! (Elle sort en courant.)

SCÈNE XVII.

DURAND, seul.

Elle en est folle, la maudite créature! folle de ce nigaud, de cet écervelé, de ce manant!... J'ai eu beau m'en moquer, le rabaisser à ses yeux, l'humilier devant elle : il est jeune, il est beau garçon, et cela suffit! Elle l'aime parce qu'il a vingt ans, parce que, le premier, il a osé lui parler d'amour! Elle l'aime parce que cela me révolte! oui, par esprit de contradiction, pour me faire souffrir, pour me désespérer!... Pourtant si c'était seulement de la bonté, de la pitié... J'ai eu un accès de violence... Certes je lui ai fait peur... (Regardant par la fenêtre.) Ah! les voilà qui reviennent, il la suit comme un chien... Ils ne se parlent pas... Elle le ramène ici! Quoi! je vais le voir, lui parler?... Non, je ne peux pas, je le hais, ce misérable!... Les voilà qui s'arrêtent,... ils causent ensemble... Que peuvent-ils se dire? Peut-être se moquent-ils de moi... Malheur à eux, s'ils s'entendent pour exploiter ma faiblesse!... Si je pouvais surprendre... Non, ils entrent dans la maison;... mais de ma chambre... j'écouterai, oui! J'entendrai peut-être ce qu'ils diront ici, et s'ils ont l'audace de me railler,... eh bien! je les tuerai tous les deux!... Ah! c'est horrible!... Non! je... je ne sais pas ce que je ferai. J'ai envie de me tuer tout de suite pour me préserver de la démence... (Il sort par la porte de droite en emportant son fusil d'un air égaré. Louise et Coqueret entrent par la porte du fond.)

SCÈNE XVIII.

LOUISE, COQUERET.

LOUISE.

Voyons, entre, n'aie pas peur, remets-toi... Il n'est pas là... Ne lui montre pas ta peine, parle-lui honnêtement, et surtout ne pleure pas, car de te voir pleurer, ça me fait perdre la tête, je ne sais plus ce que je dis ni ce que je fais!... Laisse-moi arranger tout cela du mieux que je pourrai.

COQUERET.

Tu ne peux rien arranger, puisque tu me hais!

LOUISE.

C'est faux! je t'aime!

COQUERET.

Oui, tu m'aimes comme ton petit chien, comme tes poules! Tu as bien pleuré quand la pigeonne blanche a été mangée par la belette!

LOUISE.

Tu dis des folies, des sottises! Je t'aime comme tu le mérites; mais tu vois bien que monsieur...

COQUERET.

Quoi! monsieur, monsieur, toujours monsieur? Qu'est-ce que ça lui fait, tout ça, à monsieur? Est-ce que ça le regarde? est-ce qu'il me prend pour un mauvais sujet? est-ce qu'il ne me connaît pas? est-ce qu'il ne sait pas que je l'aime autant que tu peux l'aimer, que je me flanquerais dans le feu pour lui comme pour toi, et que, si j'étais à sa place et lui à la mienne, je le marierais avec toi, comme je souhaite qu'il nous marie?

LOUISE.

Ne parle pas si haut, Jean; monsieur est peut-être par là dans sa chambre! Tout ce que tu dis là, c'est justement ce qu'il ne faut pas lui dire! C'est ça qui le fâche! Il ne veut pas,... il ne veut pas de gens mariés à son service, tu sais bien; il y a des maîtres qui n'aiment pas ça!

COQUERET.

Oui, oui, des mauvais maîtres qui ne pensent qu'à eux; mais ça n'est pas des maîtres comme M. Durand, qui veut qu'on soit heureux chez lui. Vois-tu, Louise, s'il est fâché, c'est ta faute! Si tu avais dit comme moi;... mais tu ne pouvais pas dire comme moi, puisque tu ne veux point de moi.

LOUISE.

Ça n'est pas ça, Jean! Voyons! écoute-moi... (L'attirant vers la fenêtre et lui parlant à demi-voix.) Je t'épouserais bien s'il le voulait, et je...

COQUERET, avec joie.

Vrai!... bien vrai, Louise?

LOUISE.

Bien vrai! mais ça n'est pas si aisé que tu crois! il y a des raisons que tu ne devines pas, que je n'ose presque pas deviner moi-même, et que j'ose encore moins te dire. Est-ce que tu ne peux pas faire un effort pour les deviner! Voyons! si monsieur, en me voyant devenir grande, avait pensé malgré lui...

COQUERET, haut sans intention.

Louise! ça n'est pas bien, ce que tu veux me donner à entendre. Comment, tu crois,... tu t'imagines!... Non, ça n'est pas bien; c'est

faux! Monsieur est un homme raisonnable, et tu le prends pour un fou; c'est un homme qui a de l'esprit plus que toi et moi, et tu le prends pour une bête; enfin monsieur est le plus honnête homme que la terre ait jamais porté, et tu t'es mis dans l'idée qu'il avait de mauvaises idées sur toi? Tiens! ça me fâche, ça me met en colère!... Si un autre que toi me disait ça, il aurait déjà mon poing sur la mâchoire!

LOUISE.

Allons! tu ne comprends donc pas encore? Je te dis que monsieur a certainement l'idée de m'épouser. Est-ce que, sans cela, il serait jaloux de moi? Non, va! je le connais aussi bien que toi: c'est le plus grand cœur d'homme que le bon Dieu ait fait, et jamais il ne m'empêcherait d'aimer quelqu'un d'honnête, s'il n'était pas décidé à me prendre pour sa femme!

COQUERET.

Eh bien! ça n'est pas vrai, Louise, ça ne se peut pas! Songe donc! Monsieur t'aurait donc élevée comme ça à la brochette pour te dire un beau matin : Te voilà jeune fille et me voilà vieux homme, tu vas me payer mes bontés, mes soins, tout ce que j'ai fait pour toi,... c'est-à-dire pour moi, puisque je t'ai élevée pour moi,... et tu ne pourras pas me refuser, car j'ai été bon pour ta mère, et je te prendrai par le plus sensible de ton pauvre cœur, et encore que tu aimes le petit Jean, faudra l'oublier pour n'aimer que moi. Non, non! Louise, ça serait d'un égoïste, et, mordieu! monsieur ne l'est pas. Va-t'en le trouver, dis-lui que tu m'aimes, et tu verras. Oui! j'en mets ma main au feu, monsieur te dira : « Louise, je n'ai eu qu'une idée en te prenant chez moi, c'est de te rendre heureuse, et si tu pensais le contraire, cela serait un affront et une injustice que tu me ferais. » Voilà ce que monsieur te répondrait, si tu avais le courage de m'aimer franchement; mais tu ne m'aimes pas assez pour l'avoir, ce courage-là, et peut-être que l'ambition te tire par un bras pendant que l'amitié te retient par l'autre.

LOUISE.

Eh bien! non, Jean, ça n'est pas comme ça! Je n'ai point d'ambition, et j'étais entre deux amitiés sans savoir à laquelle entendre; mais ce que tu viens de me dire change mes idées, et je vois que tu n'es en rien au-dessous de monsieur, puisque tu ne veux pas douter de lui. Qui sait même si ce n'est pas lui qui est pour le moment au-dessous de toi?... Tu as bien parlé, Jean, tu vaux mieux que moi, et c'est pour ça que me voilà décidée. Va-t'en m'attendre au jardin, je veux lui parler tout de suite, et, sois tranquille, je ne craindrai plus tant de lui faire de la peine. Tu m'as fait comprendre que, s'il ne surmontait pas cette peine-là, il ne serait plus lui-même, et ne

mériterait plus de nous tant d'estime et de respect. Va vite, et ne crains rien! Je t'aime, mon bon Jean! je t'aime de tout mon cœur!

JEAN.

Oh! merci, merci, ma Louise. (Il sort.)

SCÈNE XIX.

LOUISE, seule. Elle va pour entrer chez Durand.

Tiens! pourquoi donc a-t-il ôté sa clé? Il ne l'ôte jamais. Il sait bien que personne n'entrerait chez lui sans frapper. Est-il malade qu'il s'est enfermé comme ça? (Elle frappe.) Monsieur, c'est moi, Louise; il ne répond pas, il ne bouge pas, il dort peut-être... Dormir dans le jour, ce n'est pas sa coutume. Il n'aime pas ça. Il faut donc qu'il soit bien fatigué? Cela m'inquiète! S'il a entendu ce que nous disions... Non! on n'entend pas de sa chambre à moins de se mettre tout près de la porte, et monsieur n'est pas homme à écouter comme ça! Et d'ailleurs Jean n'a dit sur lui que de bonnes paroles,... des paroles que je veux lui dire à lui-même... Aurai-je ce courage-là? Il souffrait tant tout à l'heure! Ah! il souffrait bien, puisqu'il était méchant! Pauvre homme, mon Dieu! je ne sais plus que faire!... Est-ce que... mais oui! il a repris son fusil! Qu'est-ce qu'il avait besoin d'emporter son fusil dans sa chambre? Bah! je suis folle!... J'aurais bien entendu!... Pourtant j'ai été un peu loin pour chercher Jean. Du temps que je courais, il aurait pu... (Appelant.) Monsieur! monsieur! (Elle frappe.) Pas de réponse! Ah! ça me fait une peur que j'en deviens folle! Monsieur!...

SCÈNE XX.

DURAND, LOUISE.

DURAND, un livre à la main.

Eh bien! qu'as-tu donc? Est-ce que le feu est à la maison?

LOUISE, confuse.

Mon Dieu, monsieur, excusez-moi, je me figurais... Je pensais que vous dormiez!

DURAND.

N'ai-je pas le droit de me reposer, et faut-il me faire un pareil vacarme? Que veux-tu? à qui en as-tu?

LOUISE.

C'est que... comme vous dînez en ville...

DURAND.

Après?

LOUISE.

Il faudrait vous habiller, monsieur! Vous n'allez pas sortir avec vos pantoufles et votre habit du matin?

DURAND.

Bah! à la campagne!

LOUISE.

Et puis, monsieur,... c'est... c'est Jean qui est revenu.

DURAND, feignant la préoccupation.

Quel Jean? Ah! monsieur Coqueret! Eh bien!

LOUISE.

Monsieur l'avait chassé, et moi...

DURAND.

Je l'avais chassé, et toi... Je n'y suis plus du tout. (Il affecte de regarder son pavé.)

LOUISE, à part.

Le voilà retombé dans sa fantaisie, Dieu soit loué! (Haut.) Alors monsieur ne pense plus du tout...

DURAND.

Voyons! tu me déranges, tu me tourmentes, il faut en finir. J'ai chassé Coqueret pour un mensonge. S'est-il justifié? se repent-il?

LOUISE.

Oh! oui, monsieur, beaucoup, et...

DURAND.

Et tu lui as pardonné? Ça te regarde, ma chère enfant, ça te regarde, si tu le juges digne de pardon...

LOUISE.

Bien certainement, et même...

DURAND.

Tu comprends que je ne peux pas attacher à cela une grande importance, moi! C'est à toi de réfléchir, et si tu crois devoir...

LOUISE.

Monsieur, vous êtes encore fâché contre lui ou contre moi!

DURAND, sèchement.

Où prends-tu ça, ma chère?

LOUISE.

Dans votre air d'indifférence. Je ne veux pas me marier si ça contrarie monsieur; mais si monsieur voulait me permettre de lui expliquer la conduite de Jean...

DURAND, jouant mieux son rôle.

Ma chère enfant, tu me conteras cela un autre jour. Tu vois que je n'y ai pas la tête aujourd'hui. J'ai mille préoccupations beaucoup plus graves : un travail à terminer, des affaires à régler, des préparatifs,... car tu sais qu'il est question pour moi d'un mariage avantageux.

LOUISE.

Ah! vraiment, monsieur? vous voilà décidé? Quel bonheur!

DURAND.

Quel bonheur, quel bonheur!... Pour moi, oui, peut-être! mais pour toi? Si tu déplais à ma femme?...

LOUISE.

Oh! que non, monsieur! Je l'aimerai tant! je la servirai si bien! Vous verrez qu'elle m'aimera aussi!

DURAND.

Espérons-le. Pourtant... tu es jeune... tu n'es pas... précisément jolie... Es-tu jolie? passes-tu pour jolie, toi? J'avoue que ne m'y connais guère, et que l'habitude que j'ai de ta figure fait que je ne la juge pas.

LOUISE.

Eh bien! monsieur, je ne suis pas du tout jolie; mais qu'est-ce que cela peut faire à madame?...

DURAND.

Ah! tu sais, il y a des femmes jalouses,... ridicules! Si la mienne allait se persuader que je t'ai remarquée, que j'ai du plaisir à te regarder! Ce serait assurément une grande folie, une grande erreur! De ma vie je n'ai songé...

LOUISE.

Oh! monsieur, je le sais bien, et madame verra bien vite qu'elle peut être tranquille là-dessus, surtout si je suis mariée...

DURAND.

Ah! voilà. C'est ce qu'il faudrait; mais tu ne veux pas! tu hésites du moins.

LOUISE.

Oh! mon parti est pris. Du moment que ça peut être utile, nécessaire même au repos et au bonheur de monsieur, je suis bien contente de pouvoir contenter monsieur.

DURAND, avec ironie.

Il ne faudrait pourtant pas te sacrifier!

LOUISE.

Non, monsieur, je ne me sacrifie pas, et si vous me permettez de suivre mon inclination...

DURAND, fronçant le sourcil.

Ton inclination?... (Se remettant.) Allons, je suis fort aise que tu veuilles bien en convenir à la fin! Je vois que Jean ne m'avait pas trompé, et que tout s'arrange pour le mieux! Ce garçon est un excellent sujet, une bonne nature... Dis-lui que je regrette de l'avoir mal jugé,... et dis-lui aussi que c'est ta faute plus que la mienne.

LOUISE.

Ça, c'est vrai! je n'aurais pas dû le démentir.

DURAND.

Va le trouver, et laisse-moi travailler. J'ai encore une demi-heure avant le dîner de mon voisin.

LOUISE.

Votre voisin! Mais le voilà, monsieur, il vient vous chercher.

DURAND.

Alors laisse-nous. (Louise fait la révérence au voisin qui entre. Elle sort.)

SCÈNE XXI.

DURAND, LE VOISIN, puis COQUERET, puis LOUISE.

LE VOISIN.

Vous n'êtes pas plus prêt que ça? Je parie que vous alliez oublier de tenir votre promesse!

DURAND.

Non, cher voisin, pas du tout. Mais est-ce que vous exigez que je sois en toilette?

LE VOISIN.

Oui, certes; les personnes qui veulent faire connaissance avec vous sont des dames.

DURAND.

Alors c'est différent. (Il sonne.) Vous ne m'aviez pas dit... (A Coqueret qui entre.) Mon habit noir, une cravate blanche! (Coqueret entre dans la chambre à droite.)

LE VOISIN.

Est-ce que vous n'êtes pas bien? Je vous trouve la figure allongée depuis ce matin.

DURAND.

C'est possible. J'ai éprouvé une grande secousse.

LE VOISIN.

Quoi donc? Un accident?

DURAND.

Oui! un pavé...

LE VOISIN, montrant le pavé.

Ah! vous pensez toujours à vos gryphées, à vos gibbosités!

DURAND.

Non! c'est un autre pavé qui, en parlant par métaphore, m'est tombé sur la tête, un pavé bien plus lourd, et qui m'a surpris dans mon rêve de bonheur égoïste! Mais vous aviez raison, mon ami, les rêves nous égarent, et il faut quelquefois faire comme tout le monde. (Regardant Coqueret, qui lui présente son habit.) Les gens les plus simples en savent quelquefois plus long sur la morale du cœur et les délicatesses de la conscience que les plus orgueilleux savans. (Passant son habit.) Vous permettez? (A Coqueret.) Merci, mon garçon! Et la cravate?

LOUISE, qui est entrée avec la cravate.

Voilà, monsieur!

LE VOISIN, pendant que Durand met sa cravate.

Je suis content de vous voir dans le vrai. Avec un homme d'esprit comme vous, il y a toujours de la ressource... J'étais fâché contre vous tantôt! oh! mais très fâché. Je le disais à ma sœur...

DURAND.

Tiens! Elle est donc chez vous, votre sœur?

LE VOISIN.

C'est elle qui veut vous voir. Sans elle et sans ma nièce, qui a pris votre parti...

DURAND, qui met des souliers avec l'aide de Coqueret.

Et votre nièce aussi est chez vous? Diable!...

LE VOISIN.

Comment, *diable!...* allez-vous me dire encore qu'elle est trop grande, trop petite, trop brune, trop blonde? Tenez! ces dames ont voulu venir vous enlever. Elles sont là, dans ma voiture. Regardez! (Il le mène à la fenêtre.)

DURAND.

Comment! c'est là votre nièce? Eh bien! ce n'est pas elle que j'avais vue! Je ne la connaissais pas du tout.

LOUISE, près de la fenêtre.

Ah! monsieur, elle est belle comme un ange, cette dame!

DURAND.

Oui, certes! une beauté sérieuse et douce!

LOUISE.

Vous voyez bien que vous avez des yeux!.

LE VOISIN.

Rendez grâce à votre étoile, mon cher! Elle est entichée de science,

car, sans vous avoir vu, et rien que sur le bien qu'on lui a dit de vous, elle s'est fourrée dans les livres depuis huit jours, et sa mère craint qu'elle n'en devienne folle.

DURAND, ému.

Ah! vous croyez qu'elle s'intéressera... (A Coqueret.) Attache donc ce cordon de soulier... (Au voisin.) Et elle a la bonté de...

LOUISE.

Attendez, monsieur, votre cravate va très mal! Et puis il ne faut pas avoir l'air d'un ébouriffé! (Elle lui arrange les cheveux.)

DURAND.

Ne la faisons pas attendre! Partons, partons, voisin!

COQUERET.

Et notre mariage, monsieur?

DURAND.

En même temps que le mien, mon garçon! Bientôt!

LE VOISIN.

Ah! vous les mariez? Vous faites bien! (Ils sortent.)

SCÈNE XXII.

LOUISE, COQUERET.

COQUERET.

Eh bien! qu'est-ce que je te disais, ma Louise? Tu vois bien que...

LOUISE.

Oui, mon Jean, tu avais raison! Monsieur a sauvé sa dignité, et tu as sauvé notre bonheur!

GEORGE SAND.

LA

CAMPAGNE DE 1815

LES HISTORIENS DE L'EMPIRE.

PREMIÈRE PARTIE.

I. — LA FATALITÉ.

Celui-là rendrait à la raison publique un véritable service, qui, sans crainte, sans éblouissement et sans colère, rétablirait la logique et l'enchaînement des choses dans l'histoire de Napoléon. Nous avons tant de goût pour la fable que nous ajoutons des merveilles aux événemens merveilleux. Nous aimons tant la force que nous sommes toujours prêts à l'assister, à l'augmenter des pouvoirs de notre imagination. Tout homme qui a courbé les autres sous sa main traîne après lui une légende qui le grandit par-delà les limites de la nature humaine, soit que nous pensions que, pour nous faire courber la tête, il faille absolument des demi-dieux, soit que nous soyons si naturellement courtisans que notre fantaisie s'exalte à la seule vue du plus fort. Nous lui prêtons à l'envi le secours de notre crédulité et de nos superstitions.

Napoléon nous connaissait bien lorsqu'en racontant ses prospérités ou ses revers, il ne parlait jamais que d'*étoile*, de *destin*, de *coups de foudre*, comme s'il s'agissait non d'une histoire arrivée sous nos yeux, mais d'un monde supérieur, où notre raison n'a rien à démêler. Ce langage, plus conforme à l'antiquité païenne qu'à notre époque de critique et de philosophie, nous l'avons conservé. Et quelle peine n'avons-nous pas à nous en délivrer! Pour les autres

époques des temps modernes, nous consentons à chercher une explication simple et naturelle des faits; mais pour ce que nous appelons l'épopée de l'empire, nous rejetons cette méthode raisonnable, nous aimons à laisser dans le mystère la raison des événemens. Il semblerait que nous ferions déchoir cette épopée si nous rattachions simplement les effets à leurs causes. Nous brisons la chaîne qui les unit, prenant je ne sais quel plaisir qui tient du vertige à contempler ces prospérités, ces adversités, ces sommets et ces abîmes, comme si aucun lien ne les rattachait les uns aux autres, et que le hasard, ou ce que nous appelons une fatalité inexplicable, une bizarrerie du destin, eût seul changé la face des choses. Les ouvrages les plus considérables de notre temps sur l'histoire de l'empire ne se sont point encore entièrement affranchis de cette méthode asiatique.

Comment s'en étonner? Cette méthode est celle de Napoléon lui-même; son esprit pèse encore sur les nôtres. Non-seulement il a fait pendant vingt ans l'histoire, mais il l'a racontée à sa guise. Jamais homme d'action n'a tant parlé, raisonné, écrit sur ce qu'il a fait, et de même qu'il a ébloui le monde par ses actes, il l'a jeté dans un autre éblouissement par la manière dont il les a commentés, en sorte que nous sommes restés sous le double joug de ses actions et de sa pensée.

Napoléon n'a pas été un de ces Taciturnes qui maîtrisent la terre sans rien dire. Lui seul au contraire parlait dans un monde muet, et ses explications allaient retentir partout. Aussi longtemps qu'il a parlé dans la victoire, ses réflexions se sont accordées avec la nature des choses. Il a montré admirablement pourquoi il a vaincu à Lodi, à Arcole, à Rivoli, à Marengo; mais c'est surtout après la défaite qu'il a parlé au monde, et il est incroyable combien il a mis d'obstination à prouver que la fortune a eu tort, que les rois et les peuples se sont trompés, car on ne voit pas qu'il ait accepté une seule des leçons de l'adversité. Au contraire jusqu'au bout il l'a gourmandée comme une coupable qui, par un caprice de femme, a détruit les combinaisons les meilleures de la sagesse et du génie.

Dans une situation si fausse, décidé à soutenir cette lutte à outrance contre le ciel et la terre, j'admire qu'il ait conservé intacte la trempe de son esprit.

Si l'on ne cherche que le drame, c'en est un assurément de voir Napoléon, sur son rocher, repousser comme des outrages les leçons de la mauvaise fortune et s'envelopper de fictions plutôt que d'accepter une seule des vérités qu'elle apporte avec elle. Cette obstination à se tromper l'a servi aux yeux du plus grand nombre. Se proclamer infaillible jusque dans le fond de l'abîme, voilà une sorte de

grandeur qui ne manquera jamais d'éblouir le monde. Et l'éblouir, c'est l'asservir encore.

Mais pouvons-nous, devons-nous imiter cette inflexibilité dans un système impossible? Pauvres ilotes, ivres de la gloire d'autrui, voulons-nous prolonger pour notre compte cette résistance à l'évidence, à la vérité? Non certes! Si Napoléon a pu sans péril pour sa gloire condamner la raison des choses sous le nom de destin, nous ne pourrions l'imiter en cela sans dommage pour notre intelligence. Affranchissons-nous donc du servage d'un grand esprit quand il s'aveugle; travaillons à émanciper au moins l'histoire. La vérité! la vérité! voilà le règne de la liberté durable. Cherchons à y rentrer.

Il devient visible à tous qu'il y a en France, dans le domaine de l'histoire, un premier effort de l'esprit français pour échapper à la légende et empêcher qu'une certaine mythologie ne remplace la vérité. Peu à peu la figure réelle de Napoléon se dégage au milieu des traditions fictives qui l'ont plus ou moins voilée. Les intelligences plus mûres la ramènent forcément aux proportions purement historiques. Il me semble que vous ne pourriez citer un ouvrage important sur cette matière qui ne fasse descendre Napoléon de son piédestal de nuages pour le soumettre aux conditions et aux lois de la critique ordinaire. Sans parler des *Mémoires du roi Joseph*, tous les ouvrages récens, les *Souvenirs* de M. Villemain, l'*Histoire parlementaire* de M. Duvergier de Hauranne, les derniers volumes de M. Thiers, *la Campagne de* 1815, par M. le colonel Charras, aboutissent par des voies différentes à un résultat semblable, la critique formelle du héros, une sorte de révolte contre la tyrannie de sa mémoire, ou du moins un besoin manifeste d'échapper aux éblouissemens de la renommée. C'est là un signe des temps, bien faible assurément, mais où il est permis de lire avec quelque sécurité dans l'avenir.

Vous pouvez en induire déjà que l'esprit français ne restera pas enveloppé, ébloui dans les rayons de Napoléon, ainsi que cela est arrivé chez d'autres peuples qui n'ont pas su se dégager à temps de l'étreinte d'un grand homme. L'esprit grec a été irrémédiablement gâté par Alexandre et a pris avec lui la robe orientale. Après César, l'esprit italien est resté césarien jusque dans le moyen âge. Après Charlemagne, la légende carlovingienne s'est répandue. Elle a grandi, elle a régné, elle a possédé les imaginations pendant des siècles. Elle s'est substituée à la réalité, à l'histoire, à la vie elle-même, sans que les intelligences aient fait aucun effort sérieux pour ressaisir la vérité. Chacun de ces grands hommes a projeté après lui une grande ombre dans laquelle des nations entières ont disparu; éclipsées par des mémoires trop pesantes, elles n'ont eu la force ni de les porter ni de les répudier.

Napoléon n'exercera pas cet empire absolu sur les âmes. Déjà plus d'une s'est relevée et a osé le regarder en face. Soit que notre époque entière répugne à ces sortes de superstitions, soit que l'esprit français y soit particulièrement opposé, chaque jour amène un nouvel effort pour ressaisir impartialement l'histoire et disputer la place à la légende; mais ces efforts ont besoin d'être soutenus, il faut surtout qu'ils s'appliquent aux événemens où la conscience publique est le plus aisément complice de l'artifice ou de la fable. Expliquons-nous sur cela clairement.

II. — LA LÉGENDE ET L'HISTOIRE.

Qu'est-ce que la légende napoléonienne? Il y en a plusieurs sortes. Et d'abord il y a celle qui, née simplement de l'ignorance, forme l'histoire pour les grandes masses du peuple. A cette espèce appartient la tradition fabuleuse qui par exemple attribue à Napoléon tous les actes utiles, toutes les lois bienfaisantes, toutes les batailles de la révolution française. Cette sorte de fiction rentre dans la classe de celles du moyen âge sur Charlemagne, Attila, Théodoric de Berne. On peut y voir un effort ingénu des masses pour produire de notre temps une mythologie que tout rend impossible. Ce n'est pas de ce genre de fable que j'ai à parler ici.

Il est une autre sorte de légende napoléonienne, celle des classes cultivées, des lettrés, des savans, des historiens même. Elle ne se forme pas ingénument, comme celle de la foule; mais, pour être presque aussi insoutenable que la première devant la raison, elle n'est guère moins tenace. J'appelle de ce nom le parti-pris d'arranger l'histoire de Napoléon en dépit des dates, des époques, des lieux, des distances, de la géographie, des documens les plus authentiques, une certaine manière de présenter les choses dont on ne veut plus sortir malgré l'évidence contraire; les grandes maximes du genre humain qui régissent tous les autres peuples exclues de cette histoire et tenues pour inapplicables; une volonté fixe de rejeter le sens commun dès qu'il s'oppose à notre échafaudage; avec plus de connaissances que la foule, le même mépris de l'esprit de suite, la même logique fantasque, souvent le même oubli des faits réels, sans avoir pour excuse l'imagination ou la poésie de la fable.

Par exemple, nous répéterons à satiété que le 18 brumaire était nécessaire pour sauver la France de l'invasion étrangère, et nous savons pourtant à merveille que la France venait d'être sauvée par la bataille de Zurich. Il y a quelques jours, je visitais ce champ de bataille. En revoyant presque intacts, au passage de Diéticon, recouverts d'une épaisse végétation, les vastes travaux de l'armée à sa

tête de pont, je n'ai pu m'empêcher de me dire : « Celui qui verra ces travaux, ces redans, ces bastions faits pour un jour, avec une solidité qui a bravé plus d'un demi-siècle (car ils semblent faits d'hier), celui-là pourra juger de la prudence consommée qui se mêlait aux entreprises les plus hardies des armées républicaines, et il ne pourra guère songer que ces armées eussent grand besoin du 18 brumaire pour sauver chez elles la discipline ou les traditions de l'art militaire. »

Nos historiens acceptent le 18 brumaire dans son principe, ils en font la pierre fondamentale de l'édifice; c'est à leurs yeux le salut et la grandeur renaissante de la France. Je le veux bien; mais alors qu'ils gardent une certaine conséquence avec eux-mêmes, sans laquelle l'histoire perd sa propre dignité.

S'il est juste, s'il est heureux qu'un homme seul ait pris sur lui, au 18 brumaire, la responsabilité des destinées de la France, s'il est sage et glorieux que tous les autres se soient démis devant lui et soient rentrés, les yeux fermés, dans la poussière; si c'est une félicité qu'il ait, dès le commencement, détruit, renversé tout obstacle à sa fantaisie; si vous n'avez pour cette journée que des louanges ou des acclamations, veuillez donc considérer que vous vous ôtez par là le droit de blâmer ce même homme, quand il tire les conséquences nécessaires de cette prise de possession de la patrie et des lois. Pourquoi dès lors l'accuser quand il agit en maître? Après l'avoir mis au-dessus des lois, pourquoi lui reprocher de s'en faire un jeu? Vous le placez au pinacle, au-dessus de tous les sermens jurés; est-ce à vous de le condamner s'il est pris de vertige? Où est la logique? où est la conscience? où est le simple sens commun?

Vous l'avez fait seul juge de sa grandeur et de votre propre salut. Vous-même, vous avez déchaîné cet Alexandre. De quel droit le gourmandez-vous s'il s'enivre dans la coupe de Darius? Pourquoi voulez-vous l'arrêter à l'Elbe? pourquoi au Niémen? pourquoi lui fermer les Pyrénées, le retenir plus longtemps à Vitepsk, le ramener si tôt sur le Rhin? Vous lui avez lâché la bride et vous vous plaignez qu'il vous emporte plus loin que vous ne vouliez aller. Que signifient ces lamentations sur sa dureté, sa tyrannie, son aveuglement, s'il n'écoute pas vos avis? Vouliez-vous lui donner la toute-puissance pour qu'il ne s'en servît pas? Qu'êtes-vous pour entrer dans ses conseils? Vous l'avez fait de vos mains vous-même de la race des Cambyse. Ces hommes ne prennent point de conseillers. Ils vont, ils poussent les autres devant eux; ils les ensevelissent à leur gré dans la neige ou dans le sable de Jupiter Ammon. Nul n'a donc à leur demander compte de ce qu'ils ont fait.

Voilà la logique de l'histoire. Aussi je ne puis comprendre un his-

torien qui, ayant lui-même ouvert la barrière à l'un de ces hommes et mis les lois sous ses pieds, prétende tout à coup le retenir, lui barrer le passage et en faire un despote modéré. L'intervalle immense que vous avez placé entre cet homme et vous ne peut plus être comblé, car cette différence se compose non-seulement de sa grandeur, mais de votre abaissement; ce que vous appelez maintenant son égarement, sa folie, qui vous dit si ce n'est pas une sagesse supérieure à la vôtre?

Que les Français de 1799, sous le poids de l'heure présente, sous l'impression immédiate de la force, ignorant d'ailleurs les conséquences que réservait l'avenir, aient accepté aveuglément une œuvre de violence et de ruse dissimulée par la gloire, il faut bien se résigner à le comprendre; mais que nous, après un demi-siècle, quand nulle nécessité ne nous presse, quand la lumière s'est faite, quand chaque faute a engendré sa part de calamités ou d'opprobres, que nous fermions les yeux à la lumière du ciel pour nous replacer au point de vue nécessairement borné des contemporains; que de l'expérience si durement acquise nous ne fassions rejaillir sur les actes passés aucune lueur de justice ou même de raison, voilà une chose vraiment extraordinaire! Si nos pères, après le premier abandon de la liberté conquise, sont tombés sous un régime dur, quoique glorieux, que méritons-nous donc, nous qui, après soixante années d'expérience, applaudissons encore à cet abandon du droit dans la journée du 18 brumaire, et nous y associons de nouveau sans avoir pour nous l'excuse de l'ignorance ou de la surprise? Qu'est-ce qui nous est réservé, si, dans cet intervalle rempli de tant d'enseignemens, nous n'avons rien appris? Dans l'histoire, nous ajoutons à la servitude des temps passés la servilité de nos âmes; de tout cela se forme dans nos narrations un ensemble pire cent fois que la réalité que nous avions à décrire.

N'imitez plus Napoléon dans le récit qu'il fait du 18 brumaire. Ce récit, nu, pauvre, haché, mesquin, est la seule de ses œuvres où l'on ne sente pas même la vertu de la force. La nécessité où il s'est condamné de divulguer lui-même ses rôles appris, ses fausses caresses, ses dissimulations à table, au lit, au conseil, abaissent outre mesure son esprit. César n'a pas écrit les anecdotes cavalières du passage du Rubicon.

Cette manière de concevoir l'histoire de Napoléon n'est pas seulement la destruction de la logique, c'est surtout la destruction de toute idée de dignité et de justice, car s'il est peu raisonnable de condamner sans merci les vertiges du pouvoir absolu que l'on a fait soi-même, il est peu juste et peu digne de se plaindre d'avoir eu à en souffrir. Il serait trop commode que l'on pût à son gré déchaîner

ou retenir de tels maîtres et frapper l'univers avec ces marteaux de Dieu sans en ressentir pour son compte aucun dommage. Cela ne se peut et cela ne se doit pas. L'exemple serait trop mauvais pour le monde, si un peuple pouvait s'abandonner aux fantaisies d'un seul sans avoir rien à souffrir ni dans sa dignité, ni dans sa paix, ni dans sa prospérité.

Ainsi, dès le commencement, notre conception de l'histoire de Napoléon chancelle dans sa base. Cette conception n'a aucune force logique, elle appartient à la fantaisie toute seule, non pas à la raison. Nous voulons le germe et nous ne voulons pas l'arbre. Nous voulons bien la servitude, mais nous voulons qu'elle s'exerce à notre caprice. Nous consentons de grand cœur à être esclaves, mais nous voulons brider le maître. Nous acceptons la cause, nous rejetons l'effet. Voyons s'il n'est aucun moyen d'accorder l'une et l'autre.

III. — PRINCIPES DES CAMPAGNES DE 1812, 1813, 1814.

En ramenant l'histoire de Napoléon aux conditions de toute autre histoire humaine, il faut bien reconnaître que le 18 brumaire contient en soi l'empire et que l'empire contient tout ce qui a suivi jusqu'à sa chute, en y comprenant les deux invasions de 1814 et de 1815. Cette proposition est si simple, qu'on s'étonne d'avoir à la rétablir dans nos histoires, puisqu'elle n'est rien autre chose que l'exposition abrégée des faits.

En même temps qu'ils acceptent le 18 brumaire comme la source d'où découlent leurs récits, nos historiens déclarent que la France était incapable de se régir par elle-même; il lui fallait se remettre entre les mains d'un sauveur qui penserait et agirait pour elle. Tout l'avenir prochain allait donc dépendre du caractère, du tempérament de ce sauveur, et si la nature en a fait le plus grand homme de guerre des temps modernes et le plus impatient de domination, il est évident que les conquêtes deviendront l'occupation de sa vie, la loi de sa destinée. Si d'ailleurs par ses origines, par sa descendance étrangère, il a dans son esprit un certain idéal de pouvoir que lui seul possède, il n'est pas moins évident qu'il se servira de toutes les forces de la France pour réaliser cette idée particulière. Si de plus cette idée se trouve fausse et irréalisable, il est encore manifeste qu'il se servira de la France comme d'un instrument, jusqu'à ce que cet instrument se brise entre ses mains dans une œuvre impossible. La logique sera maintenue dans l'histoire, parce qu'on y verra les causes produire leurs effets, et la justice aussi sera sauvée, parce qu'un grand peuple sera puni de ses complaisances pour un seul, et un homme de ses caprices au détriment de tous. Par là,

les choses seront liées entre elles. Elles contiendront la raison des événemens. Ce sera une base ferme et sensée sur laquelle vous pourrez asseoir le récit des faits sans crainte d'être en perpétuelle contradiction avec vous-même et de voir votre œuvre se ruiner à mesure qu'elle avance.

Si cela est vrai, il reste à savoir quelle était l'idée propre à Napoléon, celle qui n'appartient qu'à lui, à quelle forme de pouvoir il aspirait naturellement par son origine. Ce n'est pas répondre que de dire qu'il aspirait à la domination, au pouvoir absolu, comme tant d'autres conquérans. Non, il faut préciser davantage. La forme de pouvoir à laquelle aspirait Napoléon n'avait rien de vague; elle avait un caractère, un nom particulier, une tradition déterminée. Elle s'appelait le grand empire.

Or à quelle tradition française appartient l'idée de ce genre de pouvoir? Elle n'appartient à aucune époque suivie de la France du moyen âge ou de la France moderne. Parmi tous les hommes qui ont pu rêver chez nous la puissance absolue, Louis XI, Richelieu, Louis XIV, il n'en est aucun qui ait rencontré ou imaginé cette forme; elle n'est pas française.

D'où vient-elle donc? J'ai montré ailleurs (1) que Napoléon demeure inexplicable, si l'on ne voit en lui son origine italienne, qui a marqué son esprit du sceau des grands Italiens. C'est dans son ascendance florentine, gibeline, qu'il a trouvé cet idéal invétéré chez lui du grand empire gibelin, carlovingien, que ne pouvait lui donner aucune des formes, aucune des magistratures de la révolution française, ou même de la monarchie moderne. Cet empire sans limite, *qui n'est pas même circonscrit par l'Océan,* se trouve au fond de l'esprit de presque tous les hommes importans d'Italie; cette même pensée s'est naturellement retrouvée et développée dans Napoléon à mesure qu'il s'est vu maître de donner un libre cours à ses fantaisies par l'abdication de la France.

Construire l'empire gibelin, carlovingien, tel qu'il a été rêvé par le génie renaissant de l'Italie, lui conquérir ses frontières imaginaires, faire servir à ce résultat impossible les forces de la révolution française, voilà quel est devenu le but du grand Italien qui s'est servi du bras de la France. Et comme cette idée appartient à l'imagination plus qu'à la raison, voilà pourquoi vous voyez cette chose surprenante, une politique si fantasque, si impossible chez un homme d'un si grand calcul, car cette pensée de l'empire gibelin, universel, étant chez lui une tradition de race, en avait la ténacité; il lui parut légitime de jouer la fortune de la France pour cette imagination.

(1) *Les Révolutions d'Italie*, liv. IV, ch. II.

Si vous ne vous placez au foyer même de l'esprit de l'Italie, il est impossible de s'expliquer la conception de Napoléon, ce qu'elle a de chimérique pour nous, ce qu'elle avait de saisissant, d'entraînant, d'irrésistible pour lui. La *monarchia del mondo*, cette idée qui se montre chez le moindre chroniqueur italien et fait le fond de la politique de Dante, devient aussi le fond des entreprises de Napoléon; mais si cette fantaisie ruineuse n'avait pas détruit l'ouvrage du poète, elle ne pouvait manquer de détruire l'ouvrage du conquérant.

Nous ne comprenons pas que Napoléon n'ait pas voulu s'arrêter à telle frontière, écouter tel conseil que la sagesse la plus vulgaire aurait entendu. Si nous descendions plus avant dans sa pensée, nous y trouverions l'explication du vertige; nous nous apercevrions qu'il voyait des yeux de l'esprit cet empire légendaire, qu'il s'était identifié avec cette imagination d'une race d'hommes, et se sentait périr s'il en laissait la moindre partie. Chose étrange! c'est précisément ce fond chimérique qui a séduit le plus l'imagination des hommes, comme si d'être sacrifiés pour une fumée leur semblait la destinée pour laquelle ils sont faits!

Rien de plus effrayant qu'une idée fausse qui se rend maîtresse d'un grand esprit; elle y prend des proportions gigantesques. Ce qui fut d'abord entamé dans Napoléon, c'est le politique. Il modela son empire sur l'empire légendaire, non de l'antiquité, mais du moyen âge, et comme il avait des barons et des ducs, il voulait aussi avoir des rois vassaux et un pape vassal, ce qui fit que ses conquêtes n'avaient aucune solidité; car, comme il désespérait ses adversaires et qu'il ne les détruisait pas, comme il humiliait les peuples et qu'il ne les possédait pas, il ne pouvait manquer d'arriver que tous ses ennemis, qu'il laissait subsister, se relèveraient contre lui à la première occasion. Baylen souleva toute l'Espagne, Moscou toute l'Europe.

Ce qu'il y eut de décisif, c'est que les fausses idées qui altéraient sa politique finirent par altérer ses combinaisons militaires. Dès lors l'empereur perdit le général. Et cela se reconnaît dès le commencement des affaires d'Espagne. Quand on voit ces trois ou quatre armées d'Andalousie, du centre, d'Aragon, de Portugal, agir séparément, sans presque aucun lien entre elles, on cherche sans les retrouver les principes des campagnes précédentes : ils commencent à passer chez l'ennemi. De notre côté, le besoin d'avoir l'air de posséder ce que nous ne possédons pas nous entraîne à occuper toutes les provinces à la fois au risque de n'en garder aucune.

Dans les campagnes d'Italie, vous admirez un général qui ne donne rien à la fumée, à l'apparence, aux vaines imaginations. Tout est réservé pour l'utile. Il refuse d'aller occuper Rome, grande occasion pourtant de vain éclat et d'inutile renommée. Combien en

Espagne on est loin déjà de cette sagesse accomplie! Ce n'est plus un général décidé à vaincre, c'est avant tout un monarque qui doit faire croire au monde qu'il tient toutes ses provinces dans sa main. Le politique ruine déjà le capitaine.

Pour pallier le désastre de Baylen, avant-coureur de Moscou et de Leipzig, la légende imagine que ce champ de bataille est un défilé, une gorge hérissée au milieu de montagnes inaccessibles, et cette géographie fabuleuse devient le fond de presque tous les récits. J'ai vu ces lieux funestes : c'est une plaine à peine ondulée, et semée de champs d'oliviers ouverts de toutes parts. Malgré l'évidence, la légende persistera dans sa topographie imaginaire. Que dirait-on d'un historien qui s'obstinerait à élever des *sierras* impraticables entre Paris et Saint-Denis?

Si Napoléon a accusé l'hiver dans la campagne de 1812, il n'a pu accuser que lui-même dans celle de 1813, car alors ses plus belles combinaisons militaires, ses plus heureuses inspirations, ont été visiblement entamées et corrompues par les fausses imaginations qui obsédaient son esprit en ce temps-là.

On demande pourquoi la stratégie intéresse par elle-même, indépendamment de la cause à laquelle elle s'applique. En voici la raison : l'art militaire est une géométrie vivante dans laquelle la raison s'exerce avec toute sa plénitude. La moindre erreur de calcul, la moindre disproportion entre la conception et la réalité, sont punies dans cet art par des châtimens foudroyans. Toute prédominance de l'imagination sur le possible, tout désaccord entre le but et le moyen, détruisent en même temps l'œuvre et l'ouvrier. Or il est certain que les conceptions militaires de Napoléon en 1813 ne donnent plus à votre esprit cette sécurité, cette satisfaction, qui naissent de l'accord véritable, mathématique, entre les moyens et le but. Napoléon ne se contente plus du possible, il veut regagner d'un seul coup de dé tout ce qu'il a perdu. Il fait entrer le hasard dans ses combinaisons pour une part qu'il ne lui avait jamais accordée.

Et d'abord, pour accomplir la vision du grand empire et en tenir les frontières imaginaires, il faut bien ensevelir 190,000 de ses meilleurs soldats, qu'il ne reverra plus, dans les garnisons de la Vistule, de l'Oder, de l'Elbe, 30,000 à Dantzig, 40,000 à Hambourg, 30,000 à Dresde, 20,000 à Magdebourg, autant à Torgau. Cette base vicieuse, chimérique, donnée à sa conception générale de la campagne, ne pourra être corrigée par aucun succès de détail, ni par Lutzen, ni par Bautzen. De ce moment, vous voyez un esprit inépuisable qui enfante, sous le coup de la nécessité, des plans grandioses, et ces plans les plus magnifiques se retournent contre lui, parce qu'il leur a ôté la base solide qui les rendait possibles. Plus ses conceptions sont hautes, plus elles retombent avec fracas

sur lui pour l'écraser. Là où un esprit médiocre eût pu sauver de grands débris, se retirer à temps, imposer peut-être une paix honorable, le plus beau calculateur du monde ne peut que précipiter sa chute, car il y fait servir sa force entière. Il lui faut un Marengo, un Austerlitz, ce qu'il appelle *un coup de foudre*. Pour ressaisir ce tonnerre dont la mémoire l'obsède et l'éblouit, il foulera aux pieds ses propres règles, il enflera ses projets. Nous voulons bien, s'il le faut, admirer la pensée de se rejeter contre l'armée de Silésie après avoir battu à Dresde l'armée de Bohême; mais cette entreprise démesurée n'en est pas moins cause qu'il laisse la victoire de Dresde inachevée et qu'il précipite Vandamme dans le gouffre de Culm.

Il y eut un autre malheur dans cette campagne : les ennemis ont enfin appris de lui l'art par lequel il les a vaincus. Ce sont eux qui, par cette marche concentrique sur Leipzig, appliquent ses maximes. C'est lui qui les enfreint par la dissémination de ses forces aux extrémités de son empire imaginaire, — non qu'il ne sût mieux que personne comment il fallait vaincre, mais parce qu'il était la proie d'une idée fausse, parce qu'il comptait sur l'étoile de l'empire, sur le soleil d'Austerlitz, et qu'il faisait entrer pour une trop forte part sa grande imagination dans un art qui l'exclut. Si dans les campagnes d'Italie, en 1796, 1797, il eût agi comme dans la campagne de 1813, si, au lieu de se concentrer autour de Vérone, il eût voulu à la fois continuer le siége de Mantoue, occuper Rome, menacer Naples, s'assurer la Toscane, c'est-à-dire éblouir au lieu de frapper, il eût trouvé en 1797 Leipzig à Arcole et à Rivoli.

Tout événement de guerre étant, d'après Napoléon, un drame qui a son commencement, son milieu et sa fin, la campagne de 1812 a été le premier acte de l'invasion de la France; la campagne de 1813 a été le second. Celle de 1814 a un caractère particulier qu'il faut signaler aussi. Comme tous les hommes qui sont consommés dans une science ou dans un art dont ils ont outre-passé les limites, Napoléon en 1814 a fini par demander à son art ce que celui-ci ne peut donner en aucun cas, la puissance de remplacer un peuple dans la défense de son territoire contre l'univers conjuré. Napoléon s'est obstiné à croire dans cette campagne que la science de la guerre possède ce secret, qu'elle pouvait faire ce miracle et remplacer une nation armée. Il a cru à la toute-puissance de la stratégie; cela n'a pas servi médiocrement à le perdre et nous par lui et avec lui. Au moindre succès, il comptait sur la restauration subite du grand empire chimérique de Hambourg à Rome. A Châtillon, il se revoyait sur la Vistule, et il est de fait que jamais peuple ne fut tenu endormi dans une pareille ignorance du danger de mort qui pesait sur lui. En Espagne, en Russie, en Allemagne, les peuples étrangers avaient été armés pour la défense de leurs foyers; pour nous, nous étions

déjà enveloppés que nous ne soupçonnions pas même qu'il pût s'agir de nous. Nul appel, nul avertissement, nulle parole de confiance à cette nation sur qui on avait déchaîné les colères du monde. On attendait pourtant quelque chose, mais vaguement. Je me souviens que, moitié insouciance d'enfant, moitié attente, je m'acheminai sur la grand'route. Il pleuvait. Je vis des cavaliers en manteaux blancs qui s'approchaient et formaient une longue file jusqu'à l'extrémité de l'horizon : c'était l'invasion qui s'étendait silencieusement sur notre bourgade! La France était aux mains de l'ennemi que nous n'en savions rien encore.

IV. — RELATIONS ÉCRITES PAR NAPOLÉON. — LES HISTORIENS RÉCENS.

Nous voici arrivés par une pente irrésistible à la seconde invasion; nous touchons à 1815 et à Waterloo. C'est là que je veux m'arrêter, puisqu'aussi bien, depuis six ans (1), j'ai ce champ de bataille pour unique horizon, et que, dans ce long intervalle, j'ai eu autant d'occasions que personne de réfléchir sur ce désastre et d'en chercher les causes. Moi aussi, je connais ce tombeau, parce que je l'habite.

Lorsque de pareilles calamités se renouvellent coup sur coup, il est peu raisonnable d'imaginer qu'elles ont été produites par une circonstance fortuite, un ordre oublié ou négligé, un orage, une pluie qui s'obstine. Non, la fortune, toute capricieuse qu'on la fait, ne l'est pas à ce point. Elle est mobile, elle n'est pas insensée. Quand de semblables désastres se répètent, avouons qu'un vice profond, irrémédiable, était dans les choses et dans l'homme. Il y a eu non pas seulement une faute (car la fortune est quelquefois assez bonne pour ne pas les punir toutes), mais une accumulation de fautes qui sont devenues irréparables à cause de leur nombre même.

Napoléon a raconté avec une complaisance visible ses premières campagnes : Toulon, l'Italie, l'Égypte, Marengo, forment dans ses *Mémoires* un récit continu. Évidemment il s'est plu à décrire avec sérénité, dans le langage transparent des mathématiques, cette géométrie héroïque, dans laquelle chaque théorème est une bataille. Par malheur, il s'est arrêté à la première moitié de sa vie; il a pris Marengo pour borne, soit que le mal de l'exil qu'il avait fait connaître à tant d'autres l'ait saisi à son tour et l'ait dégoûté même de la renommée, soit que la maladie l'ait empêché de dicter plus longtemps. On peut aussi penser qu'il a voulu s'arrêter sur ce sommet de Marengo, où aucun nuage ne se montrait encore; il aura refusé d'attacher trop longtemps son esprit et ses yeux sur cette

(1) Écrit en 1857.

pente rapide de l'empire, qui, à travers la toute-puissance, le menait si vite au dénoûment de Sainte-Hélène. Quoi qu'il en soit, vous ne trouvez dans ses récits aucune trace du second intervalle de sa carrière. Le long espace compris entre 1800 et 1815, c'est-à-dire tout l'empire, reste vide dans ses *Mémoires*, comme s'il eût tenu voilées les victoires déjà trop achetées d'Essling, Wagram, Friedland, la Moscova. Sans doute, ces journées approchaient trop de la catastrophe; elles la lui dissimulaient trop mal. Et c'est la raison pour laquelle il s'est attaché exclusivement dans son récit aux deux époques extrêmes de sa vie : à la première parce qu'il y goûtait une gloire sans ombre et sans appréhension, à la dernière parce qu'il y avait trouvé sa ruine, et qu'il fallait s'en justifier devant lui-même et devant la postérité.

Aussi la campagne de Waterloo a-t-elle pris une grande part dans ses travaux d'historien. Après le long silence gardé sur tout l'empire, il est revenu à diverses reprises sur cette campagne. Il en a fait au moins deux relations achevées, sans compter les versions qui ne sont pas venues jusqu'à nous. La première de ces relations a été rapportée de Sainte-Hélène par le général Gourgaud; elle a même paru sous son nom. C'est elle qui a fixé l'opinion sur cette matière. Tous les faits que cette relation a avancés ont été admis sans contrôle. Tous les hommes qu'elle a accusés sont restés condamnés sans examen. La foule, le peuple, les gens du monde, les écrivains, les historiens ont été saisis de la même passion de crédulité et quelquefois d'injustice. Personne, pour ainsi dire, n'en est revenu encore, tant un grand capitaine qui écrit son apologie est d'abord invincible! car, à la première lecture de ces pages nerveuses, hâtives, impérieuses, qui flétrissaient la fortune, il n'est aucun de nous qui n'ait reconnu la main d'où elles sortaient, et qui ne se soit écrié : C'est lui!

Cependant cette première relation, ardente encore du feu de la bataille, n'était qu'un premier jet, une ébauche de Napoléon. Il a fait une seconde histoire de la campagne de 1815, et cette fois lentement, revenant, avec une patience dont on ne l'eût pas cru capable, sur le fond et sur la forme des choses. Que ceux qui ont avancé qu'il s'inquiétait peu des conditions de l'écrivain l'ont mal connu! Plût à Dieu qu'il n'eût pas possédé cet art dans sa plénitude! Il eût moins aisément ébloui la postérité sur ses fautes, il eût laissé une plus entière liberté de jugement, car pour le coloris, pour la force d'exposition, le mouvement, l'art de surprendre la raison, de convertir en drame les incidens de la stratégie, Napoléon n'a point de maîtres. Comment m'étonnerais-je de l'éblouissement que cette narration a causé? Toutes les fois que je la relis, la grandeur majestueuse du récit, l'émotion des détails, le pathétique des choses, me ga-

gnent à mon tour. Moi aussi, pris au piége du génie, je suis près de n'accuser que l'aveugle fatalité. Je ne trouve aucune faute dans celui qui s'enveloppe de cette magie; j'oublie la raison, j'oublie la vérité, j'ajourne la justice, la liberté; il faut pourtant y revenir.

Au reste, quelque supériorité de tout genre que cette seconde relation ait sur la première, elle passa inaperçue. Un petit nombre d'hommes du métier la lurent; le public l'ignora, il l'ignore encore aujourd'hui. Combien de personnes éclairées, instruites même, confondent encore les *Mémoires* de Napoléon avec le *Mémorial* de Las Cases! L'impression que le monde avait reçue était fixée, il ne voulait plus s'en départir. Napoléon lui-même n'eût rien pu changer à cette première émotion causée par le premier écrit de Napoléon à Sainte-Hélène.

Outre le besoin de l'apologie, il y avait une autre cause qui avait dû altérer profondément l'histoire de cette campagne. Le chef de l'armée n'avait plus revu ses lieutenans depuis le moment du désastre; il n'avait pas entendu de leurs bouches le récit des faits auxquels ils avaient participé, leurs explications, leurs excuses, quelles difficultés ils avaient rencontrées, à quel moment ils avaient reçu les ordres, à quel autre ils les avaient exécutés. Réduit pour la première fois à la connaissance des choses qui s'étaient passées immédiatement sous ses yeux, il restait dans l'incertitude sur toutes les autres. Il était obligé de combler le vide en imaginant ce qu'il n'avait pu connaître. Souvent ces imaginations, envenimées par l'adversité, étaient tout l'opposé du vrai. C'est ainsi, et par d'autres raisons de ce genre, que cette relation, si riche de coloris, de mouvement, composée avec un art infini, a entraîné les historiens à se jouer avec elle des lieux, des temps, des distances, car tous ne firent que la répéter ou la transcrire, sans que l'idée soit venue chez nous à personne d'y appliquer les règles les plus simples de la critique ordinaire.

En 1840 seulement, c'est-à-dire vingt-cinq ans après l'événement, un homme qui a trop peu vécu, déjà cher à l'armée, poussé alors par un sentiment pieux envers un père illustre, fit une première tentative pour détromper la France. M. le duc d'Elchingen, dont une partie de la vie a été employée à scruter profondément cette journée des Quatre-Bras dans laquelle on a voulu ensevelir la mémoire du maréchal Ney, publia un ouvrage important sous un petit volume. Ce n'était point des récriminations, comme on pouvait s'y attendre, mais les papiers mêmes de l'état-major du maréchal Ney, les ordres de marche, de mouvement, d'attaque, les lettres, les instructions de Napoléon durant les quatre journées de la campagne de 1815. Le duc d'Elchingen avait eu l'heureuse idée de faire une sorte d'enquête auprès des commandans de corps, Reille, d'Erlon,

auprès des aides-de-camp de l'empereur, Flahaut, Dejean, chargés de porter les ordres, auprès du major-général Soult, et il donnait les réponses originales de ces généraux aux questions précises qu'il leur avait posées. Par là il assurait à l'histoire le témoignage de quelques-uns des principaux acteurs pendant qu'ils vivaient encore. Avec une discrétion, une modération que, pour ma part, je ne puis trop admirer dans une cause si poignante, le duc d'Elchingen se contenta d'ajouter à ces documens précis, à ces pièces officielles, un commentaire en peu de lignes sur les dates, les distances à parcourir. Il n'y avait là aucune de ces argumentations à double tranchant où la stratégie se complaît quelquefois, car elle aussi a ses sophismes. C'était un simple appel à l'évidence, au sens commun. Ce recueil de documens authentiques était la première base solide pour une histoire militaire de la campagne de 1815.

Admirez ici la puissance invétérée de la légende dans les classes même savantes. Il vous semble que tout le monde eût dû être frappé de voir les ordres authentiques de Napoléon, le 15, le 16, le 17 juin 1815, en pleine contradiction le plus souvent avec les récits de Napoléon à Sainte-Hélène. Il semble au moins que les historiens de profession eussent dû prêter quelque attention à ces faits si graves, soudainement révélés, les discuter au moins, les accepter ou les nier. Il n'en fut rien. En dépit des documens officiels, authentiques, placés sous leurs yeux, les historiens s'obstinèrent à ne pas même en faire mention : ils ne les regardèrent pas, ils ne les contredirent pas. Leurs yeux étaient éblouis par la version de Sainte-Hélène, leur siége était fait; ils continuèrent de la transcrire sans y changer un mot.

Un seul écrivain militaire et, il est vrai, l'un des plus considérables, le général Jomini, grand admirateur de Napoléon même après avoir passé dans le camp ennemi, fut ému, ébranlé par ces faits qui venaient à la lumière. Il reconnut que ces faits jetaient un *nouveau jour* sur la campagne de Waterloo. Bien que son siége aussi à lui fût achevé, bien que son *Précis historique et militaire* fût déjà imprimé, il n'hésita pas à corriger ses vues; il eut la rare bonne foi d'y faire d'importans changemens, comme on peut le voir dans sa correspondance avec le duc d'Elchingen, sur laquelle je serai forcé de revenir plus tard.

Ainsi quelques mots, quelques notes timides, voilà tout ce que la vérité et l'évidence avaient pu gagner chez nous en un quart de siècle sur les versions et les imaginations de Sainte-Hélène; tant on avait peur de diminuer Napoléon ou plutôt de le contredire, certain que l'on aurait contre soi les superstitions de la foule, qui aime son aveuglement et ne veut point en guérir.

Il fallait pourtant sortir à la fin de cette sorte d'incantation, s'il est

vrai que l'histoire est, non pas un jeu, mais une vérité. Après quarante ans, il était temps de regarder en face cette grande catastrophe, et, si Napoléon y est pour quelque chose, le moment était venu de le dire, de le montrer et de le publier sans mollir. Pour moi, j'avoue que j'attendais avec impatience qu'un écrivain se livrât à ce travail de critique, qui m'avait semblé, dès la publication du duc d'Elchingen, une des nécessités de notre époque. Dans mon trop d'impatience, j'en avais même ébauché quelques points dès 1844. Je comptais d'ailleurs sur la clairvoyance de M. Thiers pour satisfaire ce besoin de vérité que tous les récits de Waterloo avaient excité en moi sans y répondre. Ayant ouï dire, à tort, que M. Thiers ne traiterait pas de la campagne de 1815, je désespérais presque de voir, de mon vivant, cette restauration attendue de l'histoire militaire des cent jours, lorsque je sus qu'un homme parfaitement compétent et préparé, M. le colonel Charras, avait pris cette tâche. Il me semble l'avoir remplie avec la vigueur d'esprit nécessaire en pareille matière.

Pour cela, il fallait des conditions qui se rencontrent rarement, car on ne trouve point ici, pour se guider, l'immense correspondance de Napoléon qui, en d'autres époques, vous conduit presque à coup sûr. Au milieu de cette mêlée de plaintes, d'accusations, de justifications entre Napoléon et ses lieutenans, entre les apologistes de Ney et Gourgaud, entre Grouchy et Gérard, entre les Anglais et leurs alliés qui se disputent leur part de victoire, comme les autres se renvoient leur part de défaite, le discernement militaire est presque aussi nécessaire que sur le champ de bataille. Il fallait donc un écrivain qui eût passé une partie de sa vie dans les camps, à l'école de nos meilleurs généraux. Officier en Afrique depuis 1841, chef des affaires arabes après s'être distingué dans le combat de Djida et dans la belle opération qui réduisit le califat Sidi-Embarek, l'auteur remplissait la première de ces conditions. Elle ne suffisait pas; il devait en outre avoir manié les ressorts de l'administration d'une grande armée. Les circonstances avaient aussi donné cet avantage à l'auteur, qui, en qualité de sous-secrétaire d'état, avait contribué à mettre l'armée sur le pied de guerre et à la préparer à tout événement. Après avoir aperçu la vérité, il s'agissait d'oser la dire. Pour cela, il était nécessaire que l'amour de la vérité et de la France l'emportât sur toutes les considérations ordinaires de complaisance, de routine ou de vanité. Enfin, et par-dessus tout, il fallait être libre d'idolâtrie envers Napoléon. A chacun de ces points de vue, l'histoire critique de la campagne de 1815 ne pouvait tomber en de meilleures mains que celles de M. le colonel Charras.

J'ai entendu faire deux objections à son ouvrage. La première est

singulière. C'est le sujet même que l'on conteste. Pourquoi, disent quelques personnes, raconter un désastre tel que celui de Waterloo? N'est-ce pas un devoir de l'ensevelir dans l'oubli? Le patriotisme, n'est-ce pas de dire avec le poète :

Jamais son nom n'attristera mes vers?

J'avoue que je suis d'une opinion bien opposée. Je crois que nous avons assez gémi sur cette journée pour avoir acquis le droit d'en scruter les causes et d'en chercher l'auteur. Il me semble que toute la génération à laquelle j'appartiens a été conduite par des raisons à peu près semblables à la même pensée. Une marque de force chez un peuple, n'est-ce pas de sonder ses plus grandes blessures? C'est du moins la chose la plus utile quand le moment est venu de la faire avec maturité. Il y a un grand courage à manier stoïquement ses plaies, et la France ne doit manquer d'aucune sorte de courage. Qui jamais a reproché à Thucydide d'avoir décrit en deux livres le désastre de la campagne de Sicile, le Waterloo des Athéniens?

La seconde objection est presque aussi étrange. On voudrait que l'auteur eût été plus avare de détails militaires, qu'il eût moins accordé à la stratégie et plus à la politique. Fallait-il donc retrancher du sujet le sujet lui-même? Le côté neuf de cette histoire, fait pour attirer un esprit solide, est précisément le côté militaire. C'est là que tout est en litige, excepté l'incomparable bravoure des combattans. Napoléon est-il, oui ou non, responsable du désastre de l'armée française? Telle est la question : ample matière non encore épuisée, à peine effleurée chez nous.

Je suppose que l'auteur a dû être tenté plus d'une fois de s'étendre outre mesure en considérations générales sur les cent jours; il aurait eu besoin, j'imagine, de peu d'efforts pour se laisser aller à cette pente. Je le loue d'y avoir résisté. Il a bien fait de s'attacher principalement au nerf de son sujet, et de réserver, pour le traiter à fond, ce qu'il a d'énergie stoïque et de précision dans l'esprit. Par cette réserve, il a échappé au reproche d'avoir composé un ouvrage de parti. Ceux même qui eussent été le plus disposés à lui adresser ce reproche seront obligés, je crois, de reconnaître que la science pratique des faits, la recherche minutieuse des détails, la vue de l'ensemble, l'intelligence des grandes opérations, l'approximation patiente de la vérité, peuvent difficilement être portées plus loin, et ils en concluront que l'auteur s'est placé par cet ouvrage au premier rang des écrivains militaires de notre temps. J'ai vu, revu tous les lieux dont il parle; j'ai fait mesurer de longues distances sur lesquelles on dispute encore; je n'ai pu le prendre en faute sur un point de quelque importance. Quant à l'exactitude dans l'exposé des

détails de guerre, d'autres l'ont déjà constatée : « c'est la première fois que je comprends une bataille à la lecture, » disait un général qui en a gagné plusieurs.

On ne risque rien à affirmer de ce livre que personne désormais ne s'occupera de la campagne de 1815 sans le connaître et l'étudier à fond. J'aurais voulu l'analyser; l'abondance des choses m'en a empêché. Un récit vif, coloré, éloquent, entraînant, ne se résume pas. Ce que je puis, c'est de m'attacher aux points décisifs de cette campagne; c'est de présenter les questions principales qu'elle soulève avec les solutions diverses que le temps et la pénétration des historiens ont indiquées chez les peuples les plus intéressés, les Français, les Anglais, les Prussiens, les Hollandais, les Belges.

Je me serais fait scrupule de revenir sur des points qui viennent d'être approfondis, éclairés avec une supériorité incontestable, si je ne savais que d'autres ouvrages du même genre se préparent et ne tarderont pas à paraître. La France, je pense, ne veut pas, ne peut pas rester étrangère plus longtemps à la vaste enquête qui s'est ouverte en Europe, depuis près d'un demi-siècle, sur des événemens où elle est bien aussi pour quelque chose. D'ailleurs il est des événemens inépuisables par leur nature même; ils prennent la forme de chacun des esprits qui les racontent. L'erreur enracinée ne se détruit pas d'un seul coup; il faut plus d'un effort pour l'abattre. La preuve la meilleure du mérite et de la vitalité d'un livre tel que celui de M. le colonel Charras sera toujours d'inspirer, non pas seulement une adhésion stérile, mais d'autres travaux entrepris dans un même esprit de dévouement à la France et d'équité pour le reste du monde (1).

(1) Outre l'ouvrage capital de M. le colonel Charras, les principaux de ceux que j'ai consultés sont les suivans :

Le général Gourgaud, *Campagne de 1815;* Paris 1820.

Napoléon, *Mémoires pour servir à l'histoire de France,* tome IX; Paris 1830.

Le duc d'Elchingen, *Documens inédits sur la campagne de 1815;* Paris 1840.

Correspondance entre M. le général Jomini et M. le duc d'Elchingen; décembre 1841.

Le général Gérard, *Quelques documens sur la bataille de Waterloo, dernières observations;* Paris 1829.

Le général Jomini, *Précis politique et militaire de la campagne de 1815;* Paris 1839.

De Grouchy, *Observations sur la relation de la campagne de 1815 publiée par le général Gourgaud;* Paris 1829.

E. van Löben Sels, *Précis de la campagne de 1815 dans les Pays-Bas;* La Haye 1849.

V. Damitz, *Geschichte des Feldzugs von 1815;* Berlin 1837.

V. Clausewitz, *Hinterlassene Werke.* VIII. Band. Berlin 1835.

Carl von Plotho. *Der Krieg des verbündeten Europa;* Berlin 1818.

Gurwood, *the Dispatches of the field-marschal duke of Wellington*, tome XII; London 1838.

W. Siborne, *History of the War in France and Belgium in 1815;* London 1844.

Le général Renard, *les Allégations anglaises;* Bruxelles 1857.

V. — RESTAURATION DE 1814.

Au commencement de 1814, les Français s'étonnaient encore d'avoir été vaincus; ils cherchaient sur qui ils pourraient faire peser la responsabilité de leur défaite. Bientôt la maison de Bourbon, qui avait le plus profité des désastres, en parut la première complice. Dès lors cette dynastie put voir combien c'est un don funeste et difficile à garder que celui d'un trône reçu de la main de l'étranger. En peu de mois, la nation avait fait cette découverte que son principal ennemi c'était son gouvernement. Chacun sentait déjà ce qu'il y a d'insupportable dans une paix imposée. Ceux qui avaient espéré goûter au moins le repos dans la restauration s'étonnaient de trouver en toutes choses une guerre intestine, l'étranger, d'autres mœurs, un autre siècle, et comme une autre race d'hommes que l'on ne connaissait plus. De son côté, la légitimité reprochait comme une félonie aux hommes de la révolution l'attachement qu'ils gardaient à leurs souvenirs et à leurs intérêts.

La sincérité même des passions de la restauration était pour elle une cause de faiblesse. Nul gouvernement n'a mis tant de bonne foi et de franchise dans ses haines: il a combattu à visage découvert le siècle nouveau; par là, il a été le plus éloigné de l'esprit politique qui a fini par prévaloir. La restauration a toujours ignoré ce grand secret que nous avons si bien appris, qu'en accordant aux hommes de nos jours les mots, les apparences, il est possible de leur enlever les choses, presque sans qu'ils s'en doutent. Le caractère du gouvernement de la légitimité est d'avoir attaché aux mots, aux couleurs, aux cocardes, aux oripeaux, à ce qui frappe les yeux de la multitude, autant d'importance qu'aux affaires elles-mêmes. La moindre concession de langage sur ces points lui était odieuse; elle mit ainsi tout le monde dans la confidence de l'horreur qu'elle éprouvait pour les bienfaits de la révolution. Il en est résulté que tout est devenu signe de ralliement contre une dynastie qui procédait avec la témérité passionnée d'un autre siècle au milieu des calculs du nôtre.

Quand le peuple lui-même eût voulu se tromper, il n'aurait pu y réussir. La restauration, en affichant partout sa victoire, la dénonçait à la haine publique. Le gouvernement des Bourbons, pour le vain plaisir d'humilier ses anciens adversaires, risquait à chaque moment son existence. Il jouait pour une cocarde le trône de France. Même les numéros des régimens leur furent ôtés, comme si on leur eût enlevé par là leurs souvenirs!

Quelle n'a pas été l'influence du drapeau blanc substitué au drapeau de la révolution! Le peuple, qui ne lit pas, juge de tout par les signes, par l'apparence, et d'ailleurs une certaine simplicité, qui

était le fond de l'esprit français, l'avait protégé jusque-là contre les subtilités : la nation portait dans la lutte la même loyauté que son gouvernement. Tous les deux ne suivaient que leurs passions crédules, sans y mêler presque aucun artifice. En voyant arboré le drapeau de l'ancien régime, les masses voyaient déjà en imagination le retour de la dîme, de la corvée, des droits féodaux, de la noblesse et du clergé, c'est-à-dire de tout ce que l'on avait appris à haïr et à craindre depuis un quart de siècle. Au contraire, les couleurs proscrites réveillaient en un clin d'œil les espérances les plus éloignées. Il faut avoir vécu dans ce temps-là pour savoir ce que produisait sur la foule l'apparition d'un lambeau de drapeau enfoui et sauvé par hasard. C'était la bonne fortune, l'honneur, la vie heureuse, qui revenaient, car on avait déjà oublié le sang versé. Que serait-ce donc si ce drapeau était rapporté miraculeusement de l'île d'Elbe!

Ainsi la nation se sentait blessée dans les petites choses autant que dans les grandes, et comme l'occasion ne manque jamais pour les premières, la blessure était de chaque instant; l'irritation croissait à vue d'œil. La honte, le ressentiment de la défaite chez un peuple alors fier, qui avait subi des calamités, mais point encore de flétrissure, la menace perpétuellement suspendue de perdre ce que l'on avait sauvé, l'intérêt, la peur même, tout ce qui peut exciter l'esprit d'une nation se réunissait peu à peu contre le gouvernement de la restauration; plusieurs l'appelaient déjà le gouvernement de l'invasion. Avec sa mobilité surprenante, Paris avait oublié qu'il s'était pavoisé des couleurs de l'ennemi, du moins il s'efforçait déjà de le faire oublier aux autres.

Dans ces circonstances, les germes des passions et des haines qui devaient renverser ce gouvernement par la main de la nation elle-même en 1830 étaient déjà tout formés. En se développant, ces germes ne pouvaient manquer de détruire un édifice si mal cimenté, qui, à peine commencé, penchait déjà vers sa ruine; mais il pouvait aussi se faire que cette ruine fût hâtée, précipitée avant l'heure même par l'effort d'une volonté seule.

Si, avant que la nation soit prête à faire explosion, il se trouve un homme qui serve de ralliement aux passions nouvelles, qui ait gardé dans sa chute le prestige de la prospérité; si, usant de l'habileté qui a manqué à la restauration, il s'enveloppe de ces signes, de ces apparences, de ces drapeaux, qu'elle a rejetés, et s'il confond ainsi sa cause avec celle de la France, alors cet homme pourra devancer de quinze ans l'œuvre de la nation entière.

Qu'il vienne, qu'il se montre seulement! Sans lui demander de gages, tous l'accepteront d'abord comme une délivrance, par cela seul qu'il s'agit d'un changement. Les ressentimens s'uniront pour lui ouvrir le chemin. Ce ne sera pas l'acclamation naïve d'un peuple

entier qui n'a jamais été trompé! Ce sera le silence d'un peuple qui attend un vengeur; et comme la haine et non l'amour sera le principal mobile des actions, la concorde ne se montrera qu'un moment. Tous seront unis jusqu'à ce que le gouvernement imposé soit renversé; celui qui doit le détruire ne trouvera point d'obstacles. Les difficultés ne recommenceront pour lui que lorsqu'il sera redevenu le maître.

Cependant au congrès de Vienne les empereurs de Russie, d'Autriche, les rois, les princes, les plénipotentiaires de tous les états d'Europe refaisaient, parmi les fêtes, la carte du monde. L'Angleterre, la plus avide, se payait, sur tous les rivages, de ses subsides, par Malte, le Cap, l'Ile-de-France. La France perdait ses frontières du Rhin; elle restait ouverte à la Prusse, à l'Autriche, à la Bavière. La Pologne disparaissait, quoiqu'on lui laissât son nom; l'Italie était rendue à l'Autriche, la Sicile à Naples, les Espagnols étaient livrés poings liés à Ferdinand VII. Et dans cet abandon de tout droit c'était le peuple le plus libéral, — les Anglais, — qui exigeait comme sa récompense la servitude du monde. Ceux-là surprirent par leur facilité à oublier leurs promesses. Toute leur haine se montra quand on les vit, eux puissance protestante, demander impérieusement que la France fût soumise au bras séculier du catholicisme sans mélange de liberté pour les autres cultes. L'aversion fut ce jour-là plus sincère que la foi. Un si grand désir de nuire et d'offenser sous des paroles pieuses étonna, quoiqu'on s'y attendît. Au reste, dans cette paix encore sanglante, un point semblait menacer. Cachée dans les flots, l'île d'Elbe effrayait par le voisinage. Quelques-uns cherchaient un lieu de proscription qui ne pût être aperçu d'aucun rivage; ils avaient déjà prononcé le nom de Sainte-Hélène.

VI. — RETOUR DE L'ÎLE D'ELBE. — L'ACTE ADDITIONNEL.

« Napoléon a débarqué à Cannes le 1er mars! » J'entends encore à mon oreille le retentissement de ces mots la première fois qu'ils furent prononcés devant moi. Pendant quelques jours, les nouvelles restèrent interrompues. On ne savait que penser, lorsqu'on apprit que l'empereur était à Grenoble, et presque aussitôt à Lyon, à Mâcon, à Châlons. On le sent passer invisible à quelques lieues comme un tourbillon qui entraîne tout après soi. Les détachemens, les bataillons, les régimens que l'on voulait éloigner de lui s'arrêtent, ils se retournent, ils ont changé de cocarde, ils rentrent dans son orbite. Ce fut une force d'attraction irrésistible, aveugle; l'étonnement d'abord, puis l'éblouissement, puis l'admiration nous conquirent presque tous au même moment.

Mais ce moment fut court; il dura aussi longtemps que la marche

merveilleuse de Cannes à Paris. Dès que le succès fut assuré et qu'il n'y eut plus lieu de craindre pour l'entreprise elle-même, l'imagination tomba; les plus enthousiastes cédèrent à la réflexion. Napoléon et la France se regardèrent en face et se trouvèrent changés, comme s'ils eussent été séparés par des générations nouvelles. Ils eurent peine à se reconnaître l'un l'autre.

Napoléon ne revenait pas tel qu'il était parti; il avait appris une grande chose dans l'exil : son génie tout seul, soutenu de son art consommé, ne suffisait plus à porter le poids des difficultés. Pour y faire face, il fallait le concours de la volonté et des énergies de la nation française. Revenait-il converti à la liberté? Ce serait se montrer trop crédule de le penser; mais il avait entrevu qu'elle peut être une force; à ce titre il consentait à en faire l'essai.

Pour nous, nous avions non pas goûté, mais aperçu la liberté comme une espérance, et cette chose si nouvelle nous avait séduits déjà par son ombre même. Il semble donc que l'accord dût être facile entre l'ancien maître, qui proposait de se réconcilier avec la liberté parce qu'elle pouvait lui être utile, et la nation, qui la voulait aussi parce qu'elle la croyait alors le premier des biens et le plus nécessaire, celui sans lequel tous les autres ne sont rien; mais cet accord fut au contraire le point impossible à réaliser. Chacun devait apprendre bientôt à ses dépens qu'il n'est rien de plus illusoire que de prétendre changer la nature des choses.

Le jour de la rentrée de Napoléon dans Paris, Benjamin Constant, qui venait de l'attaquer la veille, se crut perdu. Je tiens de celui-là même qui lui fournit alors un refuge que Benjamin Constant ne songeait qu'à en finir avec la vie; déjà il avait commencé ses apprêts, certain qu'il ne ferait que devancer ainsi de quelques heures le châtiment. Une dépêche le mande aux Tuileries. Il obéit non sans crainte. Napoléon le reçoit d'un air riant. « C'est à lui qu'il veut parler de liberté et de constitution; c'est à lui qu'il veut s'ouvrir. Et d'abord il lui dira ce qu'il ne dit à personne, que la guerre est inévitable. D'ailleurs pourquoi serait-il opposé à la liberté? Il la veut, puisque la France croit la vouloir; mais elle ne l'a pas toujours voulue. » Et sachant qu'il s'adresse à un écrivain, c'est la liberté de la presse qu'il invoque; il est pleinement converti sur ce point. L'interdire serait un acte de folie. Qu'au reste Benjamin Constant lui apporte ses idées, ses vues; il est prêt à accepter ce qui est possible. Tout cela entremêlé de sourires et de caresses, comme en ont les maîtres du monde. Ces discours ne durèrent pas moins de deux heures. Le tribun se retira ébloui des confidences et de la conversion du maître. Il ne pense plus à mourir. De cet éblouissement va sortir le préambule de l'acte additionnel, compromis funeste qui perdra tout à la fois la liberté et le despote.

Était-ce en effet pour Napoléon une nécessité de se réconcilier en 1815 avec la liberté ? Le devait-il? le pouvait-il? Au lieu de convoquer les chambres, que ne se contentait-il de réunir les armées? Qu'avait-il à gagner à changer sa nature? Y réussirait-il? Était-il sage, après avoir désespéré quinze ans les amis de la liberté, de les prendre pour appui? N'était-ce pas tout perdre que de renoncer au pouvoir absolu, qui avait été jusque-là la règle de sa vie? Toutes les fois que ces questions et d'autres de ce genre se sont présentées à l'esprit de Napoléon, il a renvoyé pour y répondre à ce qu'il appelle le livre X de ses *Mémoires*, où ces matières, dit-il, *sont approfondies* et *longuement traitées*; mais ce livre X, qui devait contenir le secret de sa pensée, où est-il? Il n'existe pas. Napoléon n'en a pas écrit une seule ligne. Pour savoir ce qu'il devait contenir, nous sommes réduits à nos seules conjectures.

Aujourd'hui que nous avons appris combien les hommes aiment à se payer d'apparence, combien ils préfèrent les mots aux réalités, nous devons être étonnés que la constitution donnée par Napoléon sous le nom d'acte additionnel ait été si mal accueillie par les contemporains. Il semble qu'ils eussent dû savoir gré de ses concessions à un despote qui revenait de si loin, puisque tous les mots qui servent à prendre les hommes sont prodigués à chaque ligne de l'acte additionnel. Quelques historiens ont cru que le mal est venu de certaines dispositions particulières qu'il eût été facile de changer. En cela, ils se trompent. L'acte additionnel eût été la plus parfaite des constitutions, que la répugnance du public eût été à peu près la même, car cette répugnance se propageait de bouche en bouche, sans examen; tel qui était le plus opposé à la charte bonapartiste n'en avait pas lu une ligne.

Ce n'est point l'œuvre qui inspirait le doute, le soupçon : c'était l'auteur. De quelque formule de liberté qu'il eût fait usage, l'incrédulité fût restée la même, parce qu'un certain bon sens disait à tous que le despotisme ne se corrige pas. Plus ses promesses eussent été magnifiques, plus on eût refusé de croire qu'il devait les tenir. Ainsi ce n'était point l'acte qui blessait, mais l'homme qui n'avait pas qualité pour le faire. Il était trop visible aux plus simples que le maître de 1809, de 1810, de 1811, ne pouvait devenir un roi débonnaire. En dépit de sa volonté, cette impossibilité éclatait à tous les yeux, aussi bien qu'à lui-même. Dans la charte de liberté, on s'ingéniait à voir une machine de servitude, et cela ôtait toute force à la situation; il n'en pouvait sortir aucun principe d'énergie et de salut public. Bien au contraire, ce jeu, si ce fut un jeu, ne renfermait que des périls. Si ces générations de 1815, enthousiastes du grand capitaine, restèrent sévères et incrédules pour le maître converti, s'il lui fut impossible de les éblouir par l'apparence, si elles

démêlèrent avec un discernement qui doit nous sembler prodigieux l'ancien despotisme sous les couleurs nouvelles, cela vient, je pense, de ce que ces générations, longtemps sevrées de la liberté, en étaient avides; elles avaient conservé l'instinct de ce qui leur avait le plus manqué. Au contraire, des générations fatiguées d'une liberté qu'elles ont été incapables de garder perdent quelquefois dans cette prompte satiété la conscience et même l'instinct des choses les plus claires.

Cette évocation de la liberté que tout le monde sentait illusoire ne prêta aucune force réelle à Napoléon. Dès le premier jour, elle embarrassa ses pas. Le lendemain, elle devait précipiter sa chute. Que pouvait un appel mensonger aux énergies de la révolution? Au moment suprême, Napoléon se souvint des conventionnels qui vivaient encore; il les sollicita de sortir de l'obscurité pour exciter un moment l'opinion. Je vois encore un de ces hommes partir à cet appel pour se *rallier* à ce qu'il nommait *les principes*. C'était lui qui avait appelé Hoche au commandement général et donné à la France la rive gauche du Rhin. Que fit-on des talens de cet homme de bonne volonté? On le plongea dans je ne sais quel bas-fond de la police, d'où il ne sortit que pour mourir en exil. Je cite cet exemple parce qu'il marque clairement combien ce prétendu retour aux grands instincts de la révolution était peu fait pour entraîner les foules.

Certes il est étonnant qu'un aussi grand esprit que Napoléon se soit abusé sur le parti qu'il pouvait tirer de la liberté et n'ait point aperçu d'avance que le nom seul devait lui être fatal. J'imagine que, dans ce mystérieux livre X, sa principale excuse pour avoir altéré sa nature, répudié le despotisme, désarmé le bras de l'empereur, énervé par les lois, par les chambres, par la presse, par les garanties individuelles, son pouvoir absolu, c'eût été qu'il ne pouvait faire autrement; c'est sans doute sur le sentiment de cette impossibilité qu'il se fondait pour demander grâce à la postérité d'avoir démenti l'inflexible unité de son caractère et de sa vie. Il croyait à un réveil de la liberté européenne; il ne vit pas que, dans tous les cas, il n'avait plus rien à démêler avec elle. En ranimer la mémoire, c'était se condamner lui-même. La révolte des chambres ne devait pas tarder à le lui démontrer, puisqu'il l'ignorait encore, car les événemens intérieurs de 1815 ont prouvé qu'il n'est pas si facile qu'on pourrait le croire de se réconcilier avec la liberté lorsqu'on l'a une fois offensée à ce point. On ne peut la ressusciter pour s'en servir quand on l'a soi-même ensevelie. Elle a meilleure mémoire des injures qu'il ne semble. Le plus sage est donc, quand on l'a renversée, de la poursuivre à outrance, jusqu'à ce qu'on l'ait extirpée du souvenir des hommes.

Les contemporains sont unanimes sur l'effet manqué du *champ de mai*. On l'avait remis au 1[er] juin. Le mot lui-même, emprunté à la vieille France, cette fausse imitation d'une assemblée franke, le costume féodal, le manteau du moyen âge qui cachait l'empereur, étaient en désaccord complet avec l'état des esprits et des choses; il n'y avait là de saisissant que les régimens de la garde qui allaient mourir. Le serment prêté par Napoléon aux *constitutions* de l'empire parut un serment à l'ancien despotisme; il n'était pas besoin des Évangiles pour attester que le maître se resterait fidèle à lui-même. Napoléon, fatigué de l'attirail byzantin dont il s'était enveloppé, rejeta brusquement le manteau impérial. Il s'approcha du bord de l'estrade et montra le soldat. Les troupes le reconnurent, elles le saluèrent de leurs acclamations au milieu d'un grand bruit de fer. Ce changement de scène rendit à tous les assistans le sentiment de la situation. Les voiles tombèrent; la vérité apparut menaçante et terrible, après les illusions du prince et des sujets.

Pendant que la défiance se montrait ainsi déjà en France dans une partie du peuple, la haine des rois, des chefs des gouvernemens étrangers, n'avait pas attendu un instant pour éclater; leurs peuples étaient aussi impatiens qu'eux-mêmes de renverser celui qui venait de reparaître sur le pavois. On ne prenait plus la peine de déguiser l'agression sous l'apparence du rétablissement de la liberté. Ces mots avaient perdu leur puissance depuis que les victoires et les promesses de 1814 n'avaient servi qu'à appesantir partout le joug sur ceux qu'on s'était vanté de délivrer; mais, quoique abusés, les peuples ne croyaient pas encore l'être, et même ils ne l'étaient qu'à demi, car ils étaient poussés par le même ressentiment que leurs chefs, par la même ambition de représailles, et pourvu que cette ambition fût satisfaite, ils ne demandaient rien de plus, tant le désir de vengeance est aveugle.

Ainsi une même passion réunissait les rois et les peuples; elle faisait oublier toutes les causes de dissentiment entre eux. La même incrédulité que Napoléon trouvait chez une partie des Français, il la trouvait auprès des étrangers. Les uns ne pouvaient croire que le despote fût devenu soudainement un homme de liberté, les autres que le conquérant du monde en fût devenu le pacificateur. Les rois le revoyaient déjà chercher une revanche dans leurs capitales; d'ailleurs fût-il sincère dans ses déclarations de paix, pouvaient-ils pardonner leurs longues humiliations, leurs craintes, leurs exils, leurs royautés errantes, renoncer à en tirer vengeance? On n'était séparé de Leipzig et de l'occupation de Paris que par quelques mois! Se laisserait-on enlever par surprise la sécurité, la gloire inespérée conquise l'année précédente? L'ébranlement d'un million d'hommes, la terre entière soulevée de ses fondemens, l'invasion de la France,

la prise de Paris, la déportation de Napoléon dans une île, ne tourneraient qu'à la gloire de Napoléon, à l'opprobre des rois et des puissances étrangères! Avait-on oublié déjà qu'il pouvait être vaincu? Sans plus délibérer, par un accord unanime, tous se réunirent dans le même parti.

Les propositions de paix de Napoléon ne seront pas même écoutées, ses courriers seront arrêtés aux frontières : pour les peuples, Napoléon c'est la tyrannie; pour les rois, l'usurpation; pour tous, c'est la guerre. Le jour même où la nouvelle de son débarquement est connu, l'ordre est donné à la garde russe de reprendre le chemin de Paris. Le gros de l'armée est encore à trente marches, mais celle de l'Autriche se rassemble. Les Anglais et les Prussiens se cantonnent en Belgique; ce sont les plus impatiens. Huit cent mille alliés entrent en ligne. Les deux généraux les plus entreprenans, ceux qui sont le plus avant dans la confiance des monarques, le duc de Wellington et le maréchal Blücher, se concertent; ils promettent d'entrer en France au plus tard dans les premiers jours de juillet.

VII. — PLAN DE CAMPAGNE. — ÉTAT MILITAIRE DE LA FRANCE.

Napoléon garda longtemps pour lui seul le secret du péril et de tant de haines amassées. Autour de lui, on croyait encore à l'amitié renaissante d'Alexandre, à la complaisance de l'empereur d'Autriche, au retour de l'opinion des whigs en Angleterre, et même au bon vouloir des peuples, quand il savait déjà qu'il ne pouvait regagner tout cela que par une victoire foudroyante.

Pour briser le cercle qui s'était reformé autour de lui, il se présentait deux partis à suivre, et Napoléon les avait mûrement pesés l'un et l'autre dans le temps même où il parlait à tout le monde des bienfaits de la paix. Il pouvait gagner du temps, attendre sous Paris l'agression des puissances étrangères; on opposerait ainsi à l'ennemi une armée régulière de 300,000 hommes; la masse entière du peuple serait appelée aux armes. On organiserait une guerre nationale sur toute l'étendue du territoire; à mesure que l'ennemi pénétrerait sur le sol sacré, il serait assailli, usé en détail par la résistance de chaque bourgade, de chaque département, de chaque province. Quand il arriverait au cœur du pays, il trouverait en ligne une armée bien formée, commandée par Napoléon, et l'on n'aurait sans doute pas de peine à détruire des masses nombreuses, il est vrai, mais épuisées par l'effort de toute la France.

Tels étaient les avantages qu'offrait ce premier parti. En voici les inconvéniens : ce système avait réussi aux Espagnols, aux Russes; En serait-il de même des Français? Avaient-ils le génie propre à cette guerre de chicane? Il faudrait donc voir sans sourciller l'invasion

d'une moitié des provinces, l'Artois, la Picardie, la Bourgogne, l'Alsace, la Lorraine, le Dauphiné. Et si, au lieu de porter à l'extrême l'enthousiasme national, l'occupation d'une si grande partie du territoire allait au contraire répandre le découragement? Ces inconvéniens tenaient à la nature du génie français. Il y en avait d'autres qui tenaient à la situation et à la nature d'esprit de Napoléon. Était-il assez sûr du dévouement de la France pour l'exposer à se voir déchirée sans s'émouvoir? Tant qu'il ferait la guerre au dehors, il pouvait jusqu'à un certain point compter sur l'esprit public; mais, s'il laissait entamer le territoire, comprendrait-on qu'il le fît volontairement et par système? Ne le croirait-on pas vaincu d'avance, et n'était-ce pas l'être en effet que de laisser croire qu'il le fût un moment? Une dernière raison emportait toutes les autres. S'il déchaînait les masses dans une guerre nationale, était-il bien assuré de les retenir, même victorieuses, sous sa dépendance? N'était-ce pas mettre le sort de la France dans les mains de la France? Et dès lors il n'était plus le seul libérateur, il disparaissait dans la victoire populaire, il détruisait ainsi et son système et ce pouvoir si difficilement reconquis. Cette raison, jointe à celles qui précèdent, ne laisse guère de doute sur l'opinion à laquelle s'arrêtera Napoléon dans le système de défense.

Il y en avait un second qui présentait des avantages différens : ne pas attendre l'ennemi, le devancer, le surprendre dispersé dans ses cantonnemens, le déconcerter par une attaque furieuse, rompre dès lors toutes ses combinaisons. On engagerait tout, il est vrai, sur une seule journée, sur une grande bataille, après laquelle la question serait décidée, et il faudrait agir avec les seules forces que l'on avait sous la main; mais cette bataille, n'avait-on pas quatre-vingt-dix chances sur cent de la gagner? Elle rallierait les partis, elle électriserait la France; elle ferait sortir de terre des légions innombrables; elle briserait la coalition, elle terminerait la sanglante mêlée où l'empire avait failli disparaître! Et quoi d'ailleurs de plus conforme au génie impétueux de la France! C'est ainsi, et non par une levée en masse suivie d'une guerre de détails, que la coalition avait été brisée à Marengo, à Austerlitz, à Wagram. Il n'y avait donc pas à hésiter davantage sur le choix du système de défense. Napoléon s'arrêtera à celui qu'il a pratiqué toute sa vie; il lui doit la gloire, le trône, et la France impériale son salut.

Cette résolution suppose, il est vrai, qu'on a mis dans les préparatifs une énergie égale au danger, et cela se peut-il quand, pendant le premier mois, l'empereur cache à la France que la guerre est imminente? Comment la nation fera-t-elle des efforts surhumains pour se préparer à la guerre quand le gouvernement assure en mars, en avril et même en mai, que la paix *sera consolidée?* En

avril, un décret ordonne la formation de trois mille cent trente bataillons de garde nationale qui devront donner 2,250,000 hommes. Ce décret fit une profonde impression sur l'étranger. On crut revoir la France se soulever tout entière encore une fois contre l'Europe; mais soit que cette levée en masse fût impossible à effectuer, soit que les moyens de l'armer manquassent, soit aussi que cet appel direct à la nation se trouvât trop contraire au tempérament de l'empire, ces grandes mesures furent presque aussitôt abandonnées que prescrites. Il est certain que pendant que les rois de la vieille Europe se confiaient pleinement à leurs peuples et appelaient chez eux la levée en masse dans la *landsturm*, Napoléon, qui se disait l'empereur de la démocratie, ne voulut pas mettre sur pied la masse même de la nation : il craignait de ne plus pouvoir la régir. Les trois mille cent trente bataillons, épouvantail un moment de l'Europe, se réduisirent en mai à la mobilisation de quatre cent dix-sept bataillons. Ceux-ci formèrent seulement une réserve de 146,880 gardes nationaux, destinés à la défense des places fortes de l'est.

On sait en quelles masses irrésistibles s'étaient levés les Français en 1793, en 1794. On avait vu quelque chose de semblable en Prusse en 1813. Par la *landwehr*, l'armée avait été augmentée en quatre mois de 150,000 hommes (1). Après 1812, l'armée française, en sept mois, avait été augmentée de 200,000 hommes, après Leipzig, en trois mois, de 150,000 hommes. On n'atteignit pas ces chiffres en 1815. L'effectif de l'armée sous la restauration était de 155,000 hommes disponibles, prêts à entrer en campagne. Ce même effectif fut porté sous Napoléon à 198,000 hommes. L'armée de ligne n'avait donc été augmentée que de 43,000 hommes pendant les deux mois et demi que Napoléon avait eus pour se préparer à la lutte suprême. Ce résultat est loin des états de situation qui se trouvent dans les écrits de Sainte-Hélène; il est loin surtout des prodiges que la révolution française avait accomplis, lorsqu'elle avait été obligée de tout créer de rien en quelques jours.

Pour répondre d'avance à cette comparaison inévitable, Napoléon affirme que si la révolution eût été attaquée comme lui par un million d'hommes, elle eût été vaincue comme lui. Cette supposition se détruit d'elle-même. La révolution française ne pouvait, dans aucun cas, déchaîner contre elle un million d'ennemis; elle n'avait soulevé que les cabinets; elle n'avait pas réuni contre elle aux passions des princes les passions des peuples, qui maintenant produisaient d'eux-mêmes comme un déluge d'hommes.

Napoléon fut-il dès lors au-dessous de sa tâche? Quelques-uns l'affirment avec autorité. Je lis dans l'historien le plus récent que

(1) Voyez Carl von Clausewitz, *Der Feldzug* von 1815, p. 5.

« ce qui manqua dans les préparatifs, ce furent l'activité, l'énergie, car la moitié de l'armée extraordinaire était nue, le tiers sans armes. Le dénûment, la honte, la crainte même de n'être pas traités en soldats par l'ennemi, accroissaient chaque jour la désertion. » Et que l'on ne dise pas que l'auteur ici se presse trop d'accuser, car il allègue des témoins irrécusables, jusqu'ici trop peu consultés, les lettres de Suchet, les états de situation de Rapp, de Lecourbe. S'il en coûte trop de condamner Napoléon sur ces indices, contentons-nous d'avouer qu'il y a des choses impossibles à un seul homme. Quand il s'agit de supprimer ou de remplacer le temps, une nation seule en est capable.

On lira dans l'ouvrage que je viens de citer des pages lumineuses, pleines de faits, d'observations, de vues, sur les ressources de la France, sur la composition des armées en 1815. Ces pages sont un riche arsenal où les historiens iront souvent puiser. Jamais le dénombrement des différentes forces qui vont se trouver aux prises n'a été calculé avec tant de précision et de fermeté. C'est là qu'il faut avoir un coup d'œil éprouvé pour distinguer l'apparence de l'effectif réel, ce qui a été fait de ce qui aurait pu l'être, tant Napoléon est habile à montrer qu'il n'a rien omis de ce qui était possible. Au milieu de ces chiffres se détachent, nets et vigoureux, les portraits, les caractères des principaux chefs d'armée. Pour moi, sans entrer dans une analyse désormais épuisée, je me bornerai à un rapide tableau des forces en présence.

VIII. — COMPOSITION ET SITUATION DES ARMÉES FRANÇAISES, ANGLAISES ET PRUSSIENNES.

Contre quelle partie de la ligne ennemie seront portés les premiers coups? Cette question se trouvait résolue d'avance par la position des armées étrangères. Napoléon négligera toutes celles qui sont encore éloignées des frontières; il ne leur opposera qu'un rideau. Rapp, avec 20,000 hommes, couvrira l'immense frontière de l'est; Suchet, avec 16,000 hommes, Lyon, le Dauphiné et les débouchés des Alpes; Brune, avec 6,000, la Provence et le Var; Clausel, avec 4,000, les débouchés des Pyrénées orientales et occidentales. Lecourbe couvrira le Haut-Rhin de son nom et des souvenirs de ses campagnes des Alpes plus que de son armée, car il n'aura que 5,000 hommes à opposer à l'Autriche; 25,000 des meilleures troupes seront données à Lamarque pour étouffer la révolte royaliste de la Vendée : il serait trop imprudent de la laisser se développer. L'absence de ces 25,000 hommes, en partie d'élite, laissera un vide profond dans le système de défense. Peut-être leur intervention serait décisive à l'heure de la bataille!

Au lieu de ce simulacre de force, plusieurs ont soutenu qu'il eût

mieux valu laisser les frontières vides, sans un seul homme, et tout concentrer dans l'armée d'opération. Cette censure est excessive et mal fondée, car ces faibles corps, revêtus de grands noms, firent assez longtemps illusion à l'ennemi, qui sans cette précaution n'eût pas manqué de se jeter dès le premier jour sur le territoire français. Les faibles divisions de Rapp, de Lecourbe, de Suchet, de Clausel, étaient des têtes d'armées destinées à grossir à mesure que les levées se feraient et que la conscription rendrait ce que l'on devait en attendre. Elles donnaient un point d'appui à l'esprit public, elles prêtèrent de la consistance aux bataillons de gardes nationales qui devaient les rejoindre dans les places-frontières, et raisonnablement pouvait-on moins faire que d'opposer 49,000 hommes aux 800,000 ennemis qui s'avançaient à marches forcées contre la France dans la direction de l'est, du sud, de l'ouest? Ce peu d'hommes seront, il est vrai, hors d'état de repousser la nouvelle invasion de barbares; mais ils suffiront pour en retarder les approches.

Ces précautions prises, Napoléon se décide à se jeter à l'improviste, avec ce qui lui reste de forces, sur les armées qui étaient le plus près de lui : c'était l'armée anglaise et l'armée prussienne, toutes deux cantonnées en Belgique. Elles appartenaient aux peuples qui avaient montré aux Français le plus de haine, qui leur avaient fait le plus de mal en 1814. Ainsi la fortune ou le choix du chef mettait les Français en face de ceux qu'ils étaient le plus impatiens de rencontrer sur un champ de bataille.

L'armée anglaise en Belgique était forte de 105,950 hommes (1), y compris 9,000 hommes de réserve hanovrienne, laissés dans les garnisons d'Anvers et des villes de Flandre.

On y comptait 82,062 fantassins, 14,482 cavaliers, 8,166 artilleurs, 1,240 soldats du génie. Elle était divisée en deux corps : le premier de quarante bataillons, vingt-trois escadrons, sous le prince d'Orange; le second de trente-huit bataillons, douze escadrons, sous le lieutenant-général lord Hill. La réserve générale était, pour l'infanterie, de 23,748 hommes, sous la main du duc de Wellington, pour la cavalerie, de 9,913 cavaliers, *d'aussi bons qu'il y eût au monde,* sous lord Uxbridge. L'artillerie, répartie entre les dif-

(1) On varie beaucoup sur l'évaluation précise de cette armée. Napoléon dit 104,200 combattans, Jomini 99,900, V. Damitz 100,000, le colonel Charras 95,503, van Löben Sels 91,000. Le chiffre que je donne ici, en y comprenant la réserve hanovrienne que le duc de Wellington aurait pu attirer à lui, revient à celui que présente le colonel Charras, d'accord avec les dépêches du duc de Wellington et avec les documens officiels contenus dans les archives du ministère de la guerre des Pays-Bas. C'est aussi l'évaluation fournie par l'historien anglais Siborne. Quant au chiffre si inférieur de 91,000 donné par van Löben Sels, la différence provient de ce que cet historien hollandais, si exact, si consciencieux, n'a pas compté l'effectif de l'artillerie, du génie et du grand parc; au reste, il en avertit clairement de manière à empêcher toute erreur.

férens corps, se composait de cent quatre-vingt-seize bouches à feu.

La moitié au moins de cette armée était de vieilles troupes éprouvées dans la guerre d'Espagne, et pour celles-là une discipline implacable, telle que l'aristocratie sait l'imposer : nul espoir, nulle possibilité d'avancement pour les sous-officiers, retenus, quoi qu'ils fassent, à jamais dans les mêmes grades inférieurs. De là des guerres sans espérance, sans joie, sans récompense, mais aussi sans ambition et sans mécompte, le devoir pour les meilleurs, la crainte du châtiment pour les autres, tenant lieu d'avenir. Une obéissance aveugle lie ces troupes à leur chef, dont elles semblent avoir le tempérament. Froid, plein de sens, circonspect, le duc de Wellington ne se laissait jamais emporter ni abattre. Comme il n'avait jamais fait la guerre contre Napoléon en personne, il n'avait pour ainsi dire rien appris à son école. Il faisait la guerre méthodique et sûre des Marlborough, du prince Eugène; il y portait la patience inébranlable d'une vieille aristocratie.

Tout n'était pas homogène dans son armée. On y comptait au plus 32,700 hommes de race anglaise; le plus grand nombre, selon la coutume des armées britanniques, était étranger. La légion allemande avait fourni 7,500 hommes, Hanovre 15,800, Nassau 7,300, Brunswick 6,700, commandés par le duc Frédéric-Guillaume. La plupart avaient donné des gages de fidélité sur les champs de bataille; à la solde de l'Angleterre, ils en avaient contracté l'esprit avec certaines habitudes de tactique, par lesquelles ses troupes se séparaient encore de celles du continent.

Une autre masse d'étrangers, c'était le contingent de la Belgique et de la Hollande, qui amenaient en ligne 30,000 hommes. Les historiens anglais ont montré envers ces alliés une dureté qui touche à l'ingratitude. Pour réponse, ceux-ci ont compté et nommé (1) leurs morts. Longtemps ces troupes ou du moins beaucoup de leurs officiers ont servi avec honneur dans l'armée française, et qui sait s'ils ne s'en souviendront pas au moment décisif? qui sait si la mémoire de tant de victoires remportées ensemble n'étouffera pas le ressentiment des dernières années? La vue d'anciens compagnons d'armes, celle du drapeau sous lequel on a combattu tant de fois n'ébranlera-t-elle pas de vieux soldats? Les Hollandais et les Belges, que tout sépare, ne profiteront-ils pas du désordre de la guerre pour briser une union formée d'hier et déjà odieuse? Ce qui est un danger pour les uns ne semblera-t-il pas une délivrance aux autres? Autant de choses douteuses encore, et que l'événement seul peut éclaircir.

(1) Voyez le général Renard, *les Allégations anglaises*, van Löben Sels, 1854; *passim*.

Au reste, la prévoyance du chef va au-devant de ces motifs de crainte. En mêlant dans le même corps les brigades anglaises, hollandaises, belges, hanovriennes, saxonnes, et en les faisant combattre les unes à côté des autres, il empêchera qu'aucun esprit de race ne prévale, excepté celui de l'Angleterre, qui contiendra de sa forte discipline tant d'élémens divers. Le grand nom d'Orange lui répond de la fidélité de tous les Néerlandais. Quant aux autres, s'il y a encore des incertains, la nécessité, le danger, l'impossibilité du retour, surtout la rapidité de l'attaque, les décideront bientôt.

L'unité, qui manquait à l'armée anglaise, se trouvait au plus haut degré dans l'armée prussienne. Là tout est Allemand de langue, de cœur, de passion. Cette armée de 124,074 combattans, partagée en quatre corps, le premier sous Ziethen, le second sous Pirch, le troisième sous Thielmann, le quatrième sous Bulow, comptait cent trente-six bataillons, cent trente-neuf escadrons, trois cent douze bouches à feu. On peut remarquer dans cette distribution de l'armée l'absence d'une réserve générale, comme si tout était donné à l'impétuosité de l'attaque, et rien à la temporisation.

Il y avait un grand nombre de gardes nationales mobilisées sous le nom de *landwehr*. Dans ces troupes, qui avaient fait la campagne de Leipzig et de France, le sombre enthousiasme des années 1813, 1814, allait jusqu'à la fureur. La vengeance semblait un devoir, car toute l'Allemagne les avait chargées de venger ses hontes, et le général en chef, le feld-maréchal Blücher, partageait les passions du soldat; il les exagérait encore. Ses soixante et dix ans n'avaient attiédi en rien son ardeur. Au contraire, l'âge redoublait en lui l'impatience de représailles et de renommée. Il serait difficile de dire s'il y avait en lui plus d'enthousiasme pour la patrie allemande ou plus de haine pour la France. Je crois pourtant que la haine l'emportait. Dans tous les cas, il était l'opposé du duc de Wellington. Violent, effréné, immodéré dans l'attaque, toujours prêt à tourner ses revers en victoire, il s'était familiarisé sur les champs de bataille de Lutzen, de Bautzen, de Leipzig, avec la tactique de Napoléon, dont il imitait au moins l'élan, la rapidité, l'impétuosité, ce qui lui avait fait donner par ses soldats le surnom de maréchal *En avant*.

Avec des qualités si opposées dans les deux chefs d'armée, on peut présumer qu'ils se contrarieront l'un l'autre. De cette profonde différence sortiront des incidens dont Napoléon ne manquera pas de s'emparer; mais au contraire, s'ils s'entendent, si la même passion les réunit, que ne pourra la circonspection de l'un, aiguillonnée par l'impétuosité de l'autre!

Telles étaient les deux armées de Wellington et de Blücher. Voici celle que leur oppose Napoléon : le 10 juin, l'armée du Nord comp-

tait dans les rangs 89,415 fantassins, 22,302 cavaliers, 12,371 artilleurs et soldats du génie, 3,500 hommes dans le grand parc, total 128,088 hommes, 346 bouches à feu. Elle était divisée en cinq corps, le premier commandé par d'Erlon, le deuxième par Reille, le troisième par Vandamme, le quatrième par Gérard, le dernier par Lobau.

Outre la cavalerie répartie entre eux, on avait formé quatre corps de cavalerie de réserve, sous Pajol, Excelmans, Kellermann, Milhaud. Cette masse de 103 escadrons, ou 11,826 cavaliers, presque tous hommes d'élite, est réunie sous le commandement du maréchal Grouchy.

La garde présentait en ligne 12,941 fantassins, 3,689 cavaliers, 52 bouches à feu. Grâce à la distribution savante de ses forces, Napoléon s'est ménagé ainsi une réserve de 30,000 hommes qu'il jettera à propos dans la balance. L'artillerie est fournie d'un simple approvisionnement, car les chevaux manquent, et l'on a dû même faire une réquisition de chevaux de poste pour le grand parc. Les soldats les plus jeunes datent de Lutzen, les plus vieux de Marengo, plusieurs chefs de Jemmapes. Si vous considérez individuellement les hommes, les armes, l'équipement, c'est une des plus belles armées qu'ait possédées la France. Elle n'en avait pas eu depuis la révolution où le moral eût été plus exalté, disposition admirable, qui peut, par son excès même, devenir un danger; car on n'avait pas vu depuis longtemps de troupes si ardentes, si ombrageuses, si raisonneuses. Celles-ci se rendaient compte avec anxiété de tous les mouvemens prescrits, comme si elles avaient à commander autant qu'à obéir. L'armée ayant fait la révolution de 1815, il lui restait le tempérament d'une foule agitée. Elle était peuple plus qu'aucune autre. Inquiète, soupçonneuse à l'excès, parce qu'elle avait refait à elle seule l'empire, qu'elle en était responsable, elle veillait sur son ouvrage. Surtout elle se souvenait d'avoir été vaincue, sans pouvoir le comprendre. Elle avait vu ses chefs passer avec une rapidité inouie dans des camps opposés, et ce qu'elle ne s'expliquait pas, elle l'appelait trahison. Un seul homme avait conservé la confiance entière du soldat : c'était l'empereur. La merveille du retour de l'île d'Elbe avait encore accru la magie de ses aigles.

Quant à tous les autres, il dépendait de la moindre apparence pour qu'on les soupçonnât. Les plus illustres étaient Soult, Ney, Lobau. Quelques-uns craignaient que le duc de Dalmatie, accoutumé depuis longtemps à une sorte de royauté militaire exercée au loin et sans contrôle, dédaignât les détails secondaires de l'état-major-général, abandonnés auparavant à la patience éprouvée de Berthier. Et qu'arriverait-il si, tous sachant commander, nul ne

s'inquiétait de l'exacte transmission des ordres? Les plus grandes opérations pourraient être compromises par une négligence de l'état-major. Une dépêche oubliée serait la perte de la France.

Au reste, on était sûr que des caractères militaires tels que celui de Ney se remontreraient invulnérables sous le canon. Les soldats le saluaient familièrement du surnom de *Rougeot* lorsqu'il passait devant les rangs; ils oubliaient à sa vue leurs défiances, leurs ombrages, ils se sentaient invincibles. Lobau et lui avaient à conserver leur vieille renommée, Vandamme à relever la sienne, tous à sauver leurs noms mêmes, sans parler de leurs têtes proscrites d'avance. Kellermann, négligé pendant la bonne fortune, avait enfin expié Marengo; on lui avait pardonné d'avoir partagé un moment une gloire qui ne devait pas avoir de rivale. Dans l'adversité, on s'était souvenu de lui; heureuse occasion pour un tel homme de se montrer au-dessus de l'injustice et de recommencer la dernière heure de Marengo! Malgré sa renommée, il ne commande, comme un simple divisionnaire, qu'un petit corps de huit régimens de grosse cavalerie; mais il sait qu'un plus petit nombre suffit quelquefois pour décider à propos la fortune dans une grande journée.

D'autres, tels que le maréchal Grouchy, ont à justifier la faveur récente dont ils ont été l'objet; d'autres enfin, tels que le général Foy, le général Gérard, sont désignés par le respect de l'armée et par le choix encore secret de Napoléon à devenir les jeunes maréchaux d'empire; mais le sentiment de la patrie, au bord du gouffre, laisse à peine une place à l'ambition permise dans les temps glorieux ou assurés.

IX. — LA BELGIQUE AU POINT DE VUE STRATÉGIQUE. — CANTONNEMENS ANGLAIS ET PRUSSIENS.

Le terrain sur lequel les armées vont se rencontrer se divise de lui-même en trois parties : au nord, des plaines unies, défendues par la Lys, par l'Escaut, ou plutôt une vaste plage, des terres basses facilement inondées, et, si l'on avance plus loin, les fleuves sinueux, les bras de mer qui enlacent la Hollande; au midi, sur la droite de la Meuse, un pays montueux, difficile, coupé de ravins, de bois, qui s'élève jusqu'aux Ardennes; au centre, en face de Charleroi, des plateaux d'abord unis, bientôt ondulés, que couvre à peine la Sambre, et par-delà ses bords marécageux, des routes nombreuses qui toutes aboutissent à Bruxelles, la capitale des Pays-Bas. Cette zone intermédiaire entre l'Escaut et la Meuse a presque toujours été le grand chemin suivi par les armées dans les guerres de Louis XIV et de la révolution française. Ni la nature ni l'art n'opposent presque

aucun obstacle à un envahisseur entreprenant. Une raison décisive fera choisir à Napoléon ces mêmes lieux pour ouvrir la campagne.

Les cantonnemens de l'armée anglaise prouvent que le duc de Wellington n'a aucun pressentiment des projets qui le menacent; soit méprise, soit disposition naturelle dans un Anglais à s'appuyer de la mer, et crainte d'en être séparé, le duc de Wellington prolonge au loin ses cantonnemens vers l'Escaut. C'est de ce côté qu'il attend l'ennemi; trompé par cette idée, qui résistera longtemps chez lui à l'évidence contraire, il a disséminé ses troupes sur l'immense ligne de Nivelles à Mons, à Ath, à Audenarde. Sa réserve est dans les environs de Bruxelles, où il a établi son quartier-général. Il lui sera impossible de rassembler son armée en moins de quatre jours.

Blücher occupe au midi une ligne presque aussi étendue, de Charleroi à Namur, à Ciney, à Liége. Son quartier-général est à Namur. Il lui faudra trente-six heures pour réunir ses quatre corps. La cause en est l'impossibilité de faire vivre ses troupes dans un plus petit rayon à cause de l'hostilité sourde des habitans. Voilà l'excuse du général prussien. Quant au général anglais, il n'a pas songé à se justifier, par oubli, par dédain, ou parce qu'à ses yeux la victoire a tout couvert.

Quoi qu'il en soit, c'était pour Napoléon une grande tentation de percer des lignes si démesurément allongées. Il est difficile qu'il ne profite pas des chances presque assurées que lui offre l'imprévoyance de l'ennemi; mais où rompra-t-il cette longue chaîne de cantonnemens? S'il débouche par Mons sur l'extrême droite des Anglais, il pourra sans doute les séparer de la mer, leur patrie, leur refuge; mais il les refoulera sur l'armée prussienne, et ne fera ainsi que hâter la jonction qu'il redoute. Même résultat s'il attaque la gauche prussienne sur la Meuse : Blücher sera rejeté sur Wellington; les forces ennemies seront encore une fois rassemblées dès l'entrée en campagne.

Napoléon ne débouchera ni sur la droite anglaise, ni sur la gauche prussienne. Il se placera entre les deux armées, au centre de la ligne, c'est-à-dire à l'extrême droite des cantonnemens prussiens. Par là le duc de Wellington et le maréchal Blücher seront séparés dès la première heure. L'occasion, le moment décidera sur laquelle des deux armées il faudra frapper les premiers coups. Que les deux masses ennemies soient d'abord partagées, après quoi on renouvellera contre elles, l'une après l'autre, la manœuvre de Castiglione, tant de fois couronnée de succès. Ce mouvement portera l'armée française de l'autre côté de la Sambre sur la grand'route de Bruxelles; on y trouvera partout des populations amies, prêtes sans doute à se prononcer dès le moindre succès. Et, chose aussi de bon augure!

dès le premier pas, on rencontrera Fleurus, armé des deux victoires de Louis XIV et de la république. Elles salueront au passage l'armée impériale.

Ainsi Napoléon, avec 110,000 hommes, marche au-devant des armées anglo-hollandaises et prussiennes fortes de 220,000 hommes. C'est un homme contre deux. Il n'y a rien là qui puisse étonner une armée française commandée par le vainqueur de l'Europe; mais c'est le chef qui devra surtout rétablir la balance au profit du petit nombre. Il faudra chez lui avant tout non pas seulement la même fécondité de conception (personne ne doute qu'il l'ait gardée), mais la même confiance dans la fortune, la même ardeur foudroyante à la saisir, la même divination pour pénétrer le secret de l'ennemi, la même inspiration soudaine qu'à Arcole, à Ulm, à Ratisbonne.

Quand Napoléon compte les cent victoires dont il marche environné, quand il se souvient de ce qu'il a fait à Dresde et l'année précédente dans la campagne de France, il calcule que sa présence à l'armée vaudra cent mille hommes; surtout il sent un juste orgueil en face des deux généraux ennemis. Peut-être aussi les estime-t-il trop peu. A force de répéter aux autres que Wellington est un général sans talent, Blücher un officier de hussards, il finit par le croire à moitié: pente funeste qu'une si grande disposition à mépriser! En dédaignant trop l'ennemi, en se plaçant trop au-dessus de lui, on risque de ne plus apercevoir ses projets.

Déjà il se plaint que ses lieutenans ont été ébranlés par les désastres; mais lui-même n'en a-t-il reçu aucune atteinte? est-il bien sûr d'être resté ce qu'il était? Quelques-uns soutiennent (et parmi eux le général Lamarque, le colonel Charras) que l'ennemi n'a devant lui dans cette campagne qu'une ombre de Napoléon. Examinons à ce point de vue, en nous donnant le plaisir de l'impartialité, les quatre jours qui vont suivre, puisque la campagne n'a pas duré davantage. Comptons les heures, les minutes; chaque moment renferme les destinées de la France.

Dira-t-on que l'infaillibilité du chef fait partie de la gloire nationale? On substituerait ainsi l'idolâtrie à la raison publique. La gloire des Romains, était-ce de consacrer toutes les fautes de César? était-ce de mettre Dyrrachium à côté de Pharsale? La gloire de la Prusse, est-ce de ne faire aucune différence entre la campagne de Torgau et les autres campagnes de Frédéric? Les anciens, les modernes, César, Frédéric, Napoléon lui-même, ont pensé le contraire.

EDGAR QUINET.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

DE

L'INFLUENCE LITTÉRAIRE

DANS LES BEAUX-ARTS

M. JOHN RUSKIN ET SES IDÉES SUR LA PEINTURE.

Modern Painters (*les Peintres modernes*), 5 vol. in-4°, 1843-1860. London, Smith, Elder.

En parlant, il y a quelque temps, dans la *Revue*, de l'homme remarquable qui depuis dix-sept années entretient en Angleterre une sorte d'*agitation* pour la réforme des beaux-arts, je me proposais surtout de faire connaître ses idées sur l'architecture (1). Quant à la théorie générale d'esthétique qui sert de base à ces idées, je m'étais borné à l'indiquer, en remarquant que, pour en voir ressortir nettement la portée et le caractère, il fallait l'étudier dans ceux des écrits de M. Ruskin qui ont plus spécialement trait à la peinture. Depuis cette époque, ce sont précisément ses vues sur la peinture qu'il a achevé de développer en publiant le cinquième et dernier volume de ses *Peintres modernes*, et aujourd'hui je voudrais profiter de la circonstance pour discuter plus à fond ses principes. Je le fais d'autant plus volontiers que, sans nous éloigner de M. Ruskin, nous entrerons en plein dans une question intéressante et à peine soulevée jusqu'ici, celle de l'influence que les esprits littéraires ont exercée sur les artistes. Évidemment les temps héroïques de la peinture sont passés. Quoique dans ces dernières années elle ait eu un beau réveil, que sous le rapport de l'habileté elle ait fait d'inces-

(1) Voyez la livraison du 1er juillet 1860.

sans progrès, les sources du génie et de l'inspiration ne coulent plus pour elle comme autrefois. Nul ne semble contester ce fait, et jamais même la philosophie n'avait aussi activement cherché que de nos jours les moyens de remettre l'art dans la bonne voie, jamais elle ne s'était tant occupée à lui apprendre ce qu'il doit être. Seulement il est une chose que la philosophie a moins songé à examiner, c'est la part qu'elle-même avait pu avoir à l'épuisement de l'art. Et cependant il y avait lieu de regarder de ce côté, car s'il existe des différences entre la position de l'artiste moderne et celle de l'artiste primitif, ces différences se résument presque toutes dans l'empire que la pensée abstraite et les penseurs du dehors ont pris peu à peu sur la direction des peintres.

Jusqu'au XV[e] siècle, l'artiste pouvait être lui-même un poète ou un philosophe; mais, comme artiste, il vivait dans une sorte de sanctuaire : il appartenait à une confrérie qui avait ses secrets et formait un monde à part; il recevait par initiation les traditions des devanciers, et en peignant il ne reconnaissait pour juges que ses maîtres et ses pairs. D'ailleurs les hommes d'alors en étaient encore à cet âge où les idées abstraites ont peu de prise sur l'esprit, et c'étaient les images ou les statues, c'était l'art avec ses histoires peintes du ciel et de la terre qui donnait l'impulsion à la pensée des masses plutôt qu'il ne suivait le mouvement de l'intelligence répandue dans les sociétés. Maintenant tout est diamétralement changé. Dès la renaissance, la réflexion et le raisonnement avaient envahi les artistes eux-mêmes, et chaque jour la corporation autrefois souveraine a perdu de plus en plus non-seulement son rôle d'initiatrice, mais encore son indépendance. Dans ces deux derniers siècles surtout, les expositions, les critiques de journaux et l'activité générale des esprits ont décidément soumis les hommes de la palette et les facultés plastiques à la juridiction du public qui ne peint pas, à la loi des hommes de jugement et des facultés intellectuelles. Est-ce là un bien ou un mal? Est-ce là ce qui a été cause de la décadence, ou ce qui doit amener la régénération de l'art? Il me semble que connaître M. Ruskin, c'est avoir à cet égard les meilleurs renseignemens, car il est lui-même comme le dernier mot de l'esprit littéraire appliqué aux choses de l'art. Tous ses efforts, nous le verrons, n'ont tendu qu'à renouveler la peinture en assimilant entièrement les tableaux aux livres, en exigeant d'eux tout ce que les esprits qui ne s'occupent pas d'art peuvent aimer dans les écrits des poètes, ou des savans, ou des philosophes, et j'ajouterai que, par ses défauts comme par ses qualités, par sa logique, qui pousse tout à l'extrême, comme par la variation de ses idées, qui l'ont porté aux deux pôles de la pensée, M. Ruskin est presque une ex-

pression complète du bien et du mal que l'influence littéraire peut faire aux arts plastiques. Je trouve chez lui ce que les penseurs du dehors peuvent fournir de meilleur à la peinture et ce qui peut seul la défendre contre les routines d'atelier et l'idolâtrie des procédés, ces deux fâcheuses influences auxquelles les artistes sont exposés en restant comme enfermés dans leur caste. J'y trouve au plus haut point le sentiment des conditions morales que le peintre lui-même doit remplir pour pouvoir tirer profit de ses facultés; mais en même temps j'aperçois aussi chez M. Ruskin l'erreur radicale qui a sans cesse condamné la raison abstraite à se tromper du tout au tout sur ce que doivent être les tableaux : j'y vois, dans tout le danger de ses conséquences, cette illusion littéraire qui consiste à méconnaître le domaine spécial de la peinture, et qui à mon sens menace de lui porter le dernier coup en achevant d'enlever au peintre la conscience de sa vocation.

Le grand ouvrage de M. Ruskin sur la peinture a le grave inconvénient d'avoir été commencé en 1843, alors que le gradué d'Oxford n'était pas encore âgé de vingt-quatre ans, et d'avoir été terminé seulement en 1860 : dans l'intervalle de ces dix-sept années, l'auteur a dû certainement élargir son horizon et mieux lire en lui-même. L'intention première de M. Ruskin avait été surtout de venger Turner des critiques qui l'avaient assailli, et de démontrer à l'Angleterre qu'elle possédait en lui un peintre de génie, un maître destiné à marquer à côté des Giotto, des Michel-Ange et des Titien, comme le créateur d'une ère nouvelle. A cette époque aussi, le paysage absorbait presque exclusivement l'attention du jeune écrivain; c'était l'amour de la nature qui l'avait mené à l'amour des œuvres d'art où la nature est représentée, et dans une large mesure il se contentait d'appliquer à toute la peinture des goûts et des idées qui n'avaient été éveillés en lui que par une des branches les plus restreintes de cet art. Plus tard, entre son premier et son second volume, un assez long séjour en Italie, où il avait déjà fait pourtant plusieurs voyages, l'étude des maîtres primitifs et l'influence des arts gothiques apportèrent à ses idées d'importantes modifications. L'ouvrage, qui d'abord avait été entrepris pour répondre à un article de *revue*, fut continué par intervalles, et comme M. Ruskin a toujours maintenu la lettre de ses premières décisions, tout en modifiant plus ou moins le sens, comme il y est toujours revenu tout en posant de nouveaux principes, ses cinq volumes ressemblent un peu à une zone de terrain qui renferme dans son sein des fossiles de différens âges, des êtres appartenant à des créations successives séparées l'une de l'autre par des cataclysmes. Des opinions qui n'ont pu résulter que d'une expérience incomplète, des idées qui à mon gré représentent seulement

la première idée qu'on se fait de la peinture, reçoivent une interprétation et sont appuyées par des raisons qui dénotent un esprit pleinement ouvert, pleinement arrivé à voir et sentir ce qui ne se laisse découvrir qu'en dernier lieu.

Pour qui se contenterait de feuilleter *les Peintres modernes*, le livre serait une énigme insoluble. A lire par passages le premier volume, celui où M. Ruskin a définitivement arrêté les formules de sa théorie, on serait tenté à chaque instant de le prendre pour un réaliste à la française, pour un adepte de cette école positiviste qui met un tronçon de chou bien rendu au-dessus de toutes les pensées, de toutes les affections de l'âme humaine, et qui, j'en ai peur, est bien moins inspirée par l'amour du vrai que par un sourd besoin de ravaler toute la partie morale de notre être, par ce cynisme qui ose prétendre qu'il ne s'agit pas de rechercher ce qui est beau et bon, et que la seule bonne chose est d'être un habile homme. En tout cas, on sait que son programme se réduit à étouffer dans l'art toute imagination, à demander que les tableaux n'expriment aucune pensée et ne soient en rien une création de l'homme. Que M. Ruskin ait jamais partagé les intentions de ce réalisme, je ne le prétends point; toujours est-il qu'il arrive souvent à parler le même langage : il ne répète pas seulement que l'unique but de l'art est de faire connaître la réalité telle qu'elle est, il semble prendre plaisir à rabaisser l'homme pour grandir les choses; il s'irrite à la seule pensée qu'un artiste puisse se permettre d'entretenir le public des petites conceptions de son petit cerveau; il est décidé d'avance à croire que tout le mérite de l'artiste ne peut être qu'un compte-rendu, que tout ce qui n'est pas un compte-rendu ne peut être qu'un défaut et une honte. L'erreur toutefois serait grande si l'on jugeait M. Ruskin sur ces apparences. Il suffit de tourner un feuillet, et voilà que le disciple de M. Comte se change en une sorte de mystique. Ce même homme qui veut que la peinture regarde tout entière le monde extérieur, qui ne conçoit pas même qu'elle puisse être vraie en exprimant la nature humaine, il se trouve qu'il accorde à peine le nom de vérité à l'apparence matérielle des choses. Ce même homme qui demande sans cesse la réalité, toute la réalité, rien que la réalité, il se trouve qu'il la demande au nom de la foi religieuse et par zèle pour la dignité humaine. S'il ferme à l'artiste ce qu'on appelle le monde de l'idéal, c'est pour que l'art soit fondé sur l'oubli de nous-mêmes, sur la sympathie qui porte toute notre attention et toutes nos affections vers ce qui n'est pas nous. S'il est le plus absolu des réalistes, c'est parce que les réalités sont l'œuvre de Dieu, parce que le devoir de l'homme est de consacrer humblement toutes ses facultés à pénétrer leurs divines significations, parce que la plus

noble attitude pour lui est de s'agenouiller à leurs pieds pour écouter comme un disciple et adorer comme une créature, au lieu de prétendre, comme Satan, opposer ses propres conceptions à celles du Très-Haut.

Le fait est qu'il y a chez M. Ruskin deux instincts contraires qui ne sont jamais parvenus à s'entendre, et qu'il n'a jamais cherché à concilier qu'en apparence. Au lieu de les mettre réellement d'accord en les tempérant l'un par l'autre, il a préféré se déguiser leur conflit par d'éternelles confusions d'idées. Faut-il attribuer à l'âge seul les tendances réalistes qui dominaient le gradué d'Oxford au moment où il a conçu sa doctrine? Non, ces tendances tiennent évidemment à une soif d'observations et de connaissances qui fait partie intégrante de sa nature. Cependant je ne puis m'empêcher de croire que, dans le principe, il avait beaucoup cédé aussi à ce penchant de jeunesse qui est bien une des sources du mauvais réalisme, penchant tout négatif qui, à notre premier contact avec la vie, s'empare plus ou moins de nous tous, parce que tous, plus ou moins, dans notre enfance nous n'avons fait que rêver au gré de nos désirs, penchant irrité qui se venge de ces rêves trompeurs en traitant de mensonge tout ce qui ressemble à un sentiment et en ne voulant plus estimer que le talent de voir juste ce qui est. Et pourtant dès cette époque j'aperçois déjà chez M. Ruskin toutes les tendances du moraliste. Tandis que l'influence de son âge, ajoutée à ses besoins intellectuels, le pousse vers un art qui ne songe qu'à rendre compte des faits, l'ensemble de son caractère le porte et l'oblige à évaluer toute œuvre humaine d'après l'état moral qu'elle manifeste. L'effet qu'un tableau peut produire n'est pas ce qui le frappe le plus : ce sont plutôt les facultés qui ont contribué à produire le tableau. Ainsi s'explique pour moi l'origine de sa théorie : elle m'apparaît comme un résultat de ce conflit, comme un effort involontaire pour satisfaire à la fois ces deux instincts.

I. — LA VÉRITÉ.

Et d'abord qu'est-ce au juste que la *vérité* dont M. Ruskin est bien près de faire l'*alpha* et l'*oméga* de l'art? La question avec lui n'est point superflue, car à chaque instant il confond les faits et nos idées des faits, le phénomène extérieur et la pensée qu'il éveille en nous. En parlant des montagnes, qui nous font songer à la brièveté de la vie et à notre néant, aux générations qui ont contemplé avant nous le colosse de granit, à celles qui le verront encore debout quand nous ne serons plus, il appelle ces réflexions et ces impressions la *vérité de la montagne :* il les considère comme un pa-

thétique qui fait positivement partie de sa substance. Il est donc bon de se tenir sur ses gardes, et ici en particulier on se méprendrait du tout au tout, si l'on supposait que la vérité sur laquelle il insiste est purement celle du trompe-l'œil, celle qui fait illusion, en nous donnant la *sensation* de la réalité. Il n'a que mépris pour ce misérable talent dont la plus haute ambition est de « mettre nos sens en contradiction l'un avec l'autre, de faire dire à nos yeux qu'un objet est rond quand nos doigts disent qu'il est plat, et dont le plus sublime effort est de nous causer un plaisir absolument semblable à celui que nous cause un tour de jonglerie. » Son grand ouvrage tout entier pourrait être considéré comme une longue polémique contre l'erreur populaire qui ne voit dans la peinture qu'un art d'imitation. La thèse qu'il développe, c'est que la recherche de la vérité d'apparence est précisément ce qui a perdu les peintres du passé, ce qui les a précipités dans toutes les faussetés où ils sont tombés sur le fond des choses, et que la gloire de Turner, comme le principe de son génie, est d'avoir visé plus haut que cette vulgaire ressemblance de superficie. « Les Salvator, les Claude, les Cuyp et les Poussin, dit-il, avaient parfaitement compris la voie où la peinture devait s'engager de leur temps pour accomplir un nouveau progrès. Après les penseurs du XIVe siècle, les dessinateurs du XVe et les coloristes du XVIe, c'était bien du côté des effets de la nature qu'il leur restait à tourner leurs efforts; mais tandis qu'il eût fallu retracer les mouvemens de lumière et d'atmosphère et sous leurs prestiges passagers laisser entrevoir le caractère permanent des choses, ils n'ont su rendre les effets qu'en dénaturant les objets. Devant la nature, ils n'avaient d'yeux que pour ce qui pouvait se prêter à une imitation littérale; tout ce qui ne pouvait pas servir à faire valoir leur talent d'exécution, ils le regardaient avec une apathie absolue, ou plutôt ils passaient sans le regarder. » Poussin rangé parmi les peintres qui ont trop sacrifié à la vraisemblance! c'est là un de ces écarts comme l'imagination de M. Ruskin s'en permet parfois, un de ces papillons roses qui, pour son œil ébloui, dansent autour du soleil, qu'il regarde trop fixement. Cela toutefois n'enlève rien à la solidité de sa plaidoirie contre l'imitation. Entre autres remarques qui demanderaient à ne pas être oubliées, il fait admirablement voir que l'espèce de ressemblance qui trompe l'œil tient purement au relief apparent, et que de la sorte elle est au plus une vérité partielle du plus bas étage, une vérité même qui, avec les moyens limités de notre palette, ne peut être obtenue qu'au détriment des vérités les plus caractéristiques et les plus importantes. D'ailleurs c'est par elle-même que l'imitation est littéralement le contraire du vrai, en ce sens qu'au lieu de chercher à nous faire connaître l'objet repré-

senté, elle tend à emporter notre pensée loin de lui. « Que l'artiste ait peint le héros ou son cheval, notre jouissance, en tant qu'elle est causée par la perfection du faux-semblant, est exactement la même : nous ne la goûtons qu'en oubliant le héros et sa monture pour considérer exclusivement l'adresse de l'artiste... Vous pouvez envisager des larmes comme l'effet d'un artifice ou d'une douleur, l'un ou l'autre à votre gré, mais l'un et l'autre en même temps, jamais : si elles vous émerveillent comme un chef-d'œuvre de mimique, elles ne sauraient vous toucher comme un signe de souffrance. »

Au fond, M. Ruskin, malgré ses attaques passionnées contre les Allemands et contre tout idéalisme, n'est lui-même qu'un idéaliste d'une espèce particulière, ou du moins un intellectualiste, si l'on me passe ce mot. Ce n'est pas seulement du trompe-l'œil qu'il fait bon marché, il ne tient malheureusement guère plus de compte de la vérité d'effet. La vérité qui le préoccupe, c'est celle qui consiste surtout à rendre les significations des aspects, à faire comprendre tout ce qu'ils peuvent nous apprendre sur les fonctions, les rapports, la nature intrinsèque des choses. C'est la vérité qui définit à la manière de la science, qui, s'il est question d'un chêne, tâchera de nous en donner l'idée plutôt que l'impression, je veux dire qui le représentera tel qu'il apparaît à notre intelligence, lorsqu'elle l'a conçu et ramené à un ensemble de notions intelligibles, à certaines formes de feuillage, certains modes de ramification, qui sont pour elle les caractères du chêne, ou à des qualités plus spéciales qui caractérisent pour elle ce chêne particulier. En un mot, si M. Ruskin est réaliste, c'est un peu comme le platonicien pour qui les réalités, telles qu'elles nous frappent, sont une ombre vaine, et qui ne tient pour réel que les lois et les types, les vérités universelles et perpétuelles, dont les réalités sont aux yeux de la pensée une simple manifestation.

Du reste, à défaut de précision dans les mots, au moins les instincts de M. Ruskin ne sauraient faire doute. Ils sont écrits en gros caractères à chaque ligne de la vaste enquête qu'il a ouverte sur la nature, enquête où il ne tente rien moins que de la suivre dans l'ensemble de ses manifestations, et de donner en quelque sorte le vocabulaire des signes dont elle se sert pour nous communiquer ses secrets. Commençant par les faits généraux, il passe tour à tour en revue les *vérités de ton*, ou les relations que prennent les teintes des objets suivant les diverses conditions de l'atmosphère ; les *vérités de couleur*, ou la coloration propre des corps et les modifications qu'elle subit sous l'influence de la lumière, de l'ombre, de la perspective aérienne ; les *vérités de clair-obscur*, qui nous donnent l'impression du soleil, et qui, par l'échelle immense de leurs gra-

dations, accusent les variétés infinies des formes, des positions et des distances; les *vérités de l'espace*, ou l'impression de l'étendue en tant qu'elle dépend des limites de notre vue et de la direction du foyer de notre œil. De ces aperçus d'ensemble, il en vient aux élémens partiels du paysage, aux terrains, à la végétation, au ciel, avec ses trois zones de nuages qu'il parcourt l'une après l'autre, à l'eau enfin, ce Protée de la création, auquel il chante d'abord un hymne magnifique, pour l'étudier ensuite à la loupe dans ses incessantes transformations, dans les courbes et les nuances fugitives des flots, dans les phénomènes de réflexion dont il démêle patiemment la trame désespérante. A deux reprises il est revenu à cette œuvre d'amour, épelant la nature pour surprendre ses beautés, après l'avoir épelée pour déchiffrer ses vérités, et prodiguant partout les vastes vues et les minutieux détails avec la précision, la sûreté familière, la joyeuse abondance d'un homme qui a vu de ses yeux et qui a passé sa vie à regarder pour sa propre satisfaction, sans y être déterminé par aucun dessein. Il serait difficile d'exagérer le prix des observations dont il a ainsi rempli près de trois énormes volumes, car M. Ruskin est loin d'être un simple savant qui ne cherche qu'à connaître. Chez lui, l'œil du lynx est aiguisé encore et dirigé par les indicibles sympathies qui trouvent dans les couleurs et les formes une source de jouissances et d'irrésistibles affections. Et pourtant son point de vue évidemment n'est point celui de l'artiste, de l'homme qui reçoit des aspects une impression directe, et qui s'y arrête; c'est plutôt celui du poète qui, tout en les sentant, va au-delà, et qui se plaît surtout aux émotions d'imagination, à ces émotions plus vastes que nous causent non pas précisément les choses mêmes, mais les pensées de tout genre qu'elles évoquent en nous. Il y a chez M. Ruskin du Bacon et du Shakspeare : avant tout, c'est une intelligence très active doublée d'un vif sentiment dramatique. On sent que son bonheur est de scruter toute chose pour se donner la vision des forces qui y sont à l'œuvre, ou qui y laissent deviner l'histoire de leurs prouesses. Le trait important à ses yeux, c'est le trait éloquent, le document qui raconte les cataclysmes du passé, l'indice où se trahissent les puissances qui ont assisté à la naissance de la terre et qui prendront part à sa destruction. Ce qui l'attire et ce qui l'arrête, ce sont les angles et les courbes qui dénotent dans l'arbre la croissance, la résistance et la lutte; ce sont les nuances ou les contours qui manifestent la constitution vivante du nuage, l'action et la production des vents, ou qui entraînent l'esprit à mesurer les gigantesques promontoires et les colossales vallées de ces Himalayas de vapeur où la pensée ne peut s'engager sans épouvante. Une fois au milieu des montagnes, il ne se contente pas de relever les

grandes phases des annales de notre globe telles qu'elles sont écrites sur les pics supérieurs, sur les montagnes secondaires et sur les terres d'alluvion; il s'arrête aux moindres épisodes de la divine épopée, aux lignes de stratification et de fêlure qui révèlent la nature individuelle des roches, aux lignes d'éboulement et de projection qui nous montrent la montagne animée de mouvement et parcourant, elle aussi, la carrière des âges, aux lignes de corrosion et d'arrondissement qui témoignent de l'action constante des eaux et de l'atmosphère.

On voit que la *vérité* de M. Ruskin n'a nul rapport avec la *vérité* des réalistes. Son intention n'est point de réformer l'art en le rétrécissant et en lui interdisant toute pensée : il a une ambition bien autrement puissante et originale, une ambition qui implique au contraire une multitude d'exigences que nul peut-être n'avait jamais senties aussi vivement que lui. Pour la satisfaire, ce n'est point assez que l'artiste ne contredise pas les faits et les lois de l'univers, ce n'est point assez qu'il ait, « comme les maîtres du XVe siècle et comme les grands Vénitiens, de magnifiques motifs de paysage. » Il importe de ne pas confondre ces *abstractions de l'imagination* avec le paysage tel que Turner le premier nous l'a révélé, — avec celui qui est une exposition générale et complète de la nature. S'inspirer des cieux ou des montagnes et leur faire des emprunts partiels pour composer d'agréables tableaux, ce n'est point raconter les merveilles de la création. Il faut que l'artiste soit réellement l'historien des phénomènes, le révélateur des énergies cachées, le chantre et le prêtre des gloires de l'œuvre divine; il faut que dans chacune de ses productions, comme dans la succession de ses travaux, son but exprès soit d'enseigner la nature à l'homme et de la lui faire aimer, de le prendre par toutes ses facultés pour l'amener à elle, pour habituer son cœur et son esprit à y trouver leur plus chère joie et le texte de leurs incessantes méditations. Si M. Ruskin a un tort, c'est d'être insatiable et de ne pas tenir compte de l'impossible : vérités géologiques, botaniques, météorologiques, vérités physiques, physiologiques et hydrauliques, toutes les vérités de la science en un mot, en tant qu'elles se trahissent par les traits visibles des choses, rentrent dans le domaine qu'il assigne à l'art.

« Chaque herbe, chaque fleur des champs, dit-il, a sa beauté distincte et parfaite; elle a son habitat, son expression, son office particulier, et l'art le plus élevé est celui qui saisit ce caractère spécifique, qui le développe et qui l'illustre, qui lui donne sa place appropriée dans l'ensemble du paysage, et par-là rehausse et rend plus intense la grande impression que le tableau est destiné à produire... Chaque classe de roche, chaque variété de sol, chaque espèce de nuage doit être étudiée et rendue avec une exactitude

géologique et météorologique; cela n'importe pas seulement à la vérité du détail, cela est encore plus important pour obtenir ce caractère simple, sérieux et harmonieux qui distingue l'effet d'ensemble des sites naturels. Toute formation géologique a ses traits essentiels qui n'appartiennent qu'à elle, ses lignes déterminées de fracture qui donnent naissance à des formes constantes dans les terrains et les rochers, ses végétaux particuliers, parmi lesquels se dessinent encore des différences plus particulières par suite des variétés d'élévation et de température. De ces circonstances modifiantes résulte la multiplicité infinie des ordres de paysages, dont chacun présente un accord parfait entre ses parties... »

Ce sont là des conditions bien multiples à remplir, et pourtant M. Ruskin ne borne pas là ses exigences.

« De ce que toutes ces connaissances spéciales sont nécessaires au peintre, il ne s'ensuit pas qu'elles constituent le peintre, ni qu'un pareil savoir soit précieux en soi et abstraction faite de tout noble but. La même connaissance, qui n'est que méprisable quand elle est recherchée pour d'indignes motifs, peut être dans un autre esprit une acquisition de la plus haute valeur et qui porte avec elle l'influence la plus bienfaisante. C'est là ce qui distingue la science du simple botaniste de celle de l'artiste ou du poète. L'un constate les diversités des plantes et des fleurs dans l'intention d'enrichir son herbier, l'autre les considère pour s'en faire un moyen d'expression et d'émotion; — l'un compte les étamines et donne des noms, après quoi il est content et s'arrête; l'autre observe dans la plante tous les caractères de forme et de couleur, en envisageant chacun de ses attributs comme une donnée parlante; il saisit ses lignes de grâce ou d'énergie, de rigidité ou de repos; il note la faiblesse ou la vigueur, la sérénité ou le vague de ses teintes; il remarque ses habitudes locales, son amour ou sa répugnance pour telle exposition, les conditions qui la font vivre ou périr; il l'associe dans sa pensée à tous les traits des lieux qu'elle habite et aux opérations des influences nécessaires à sa subsistance. Désormais la fleur est pour lui un être vivant avec des annales inscrites sur ses feuilles et des passions palpitant dans ses mouvemens. Si elle intervient dans le tableau, ce n'est plus comme un simple point de couleur ou comme une étincelle insignifiante de lumière : elle est une voix sortant de la terre, un nouvel accord de la musique de l'âme, une note nécessaire dans l'harmonie de l'œuvre, qui contribue autant à sa tendresse qu'à son élévation, et ne concourt pas moins à sa grâce qu'à sa vérité. »

C'est dire qu'outre les vérités qui sont du ressort de la science, M. Ruskin fait rentrer dans la peinture les vérités du poète, les vérités du philosophe, les vérités de l'homme moral et de l'homme religieux. Ce qu'il demande en un mot, c'est la réalité commentée, sentie et aimée par l'âme humaine tout entière. Il veut qu'en relatant tout ce que l'œil et l'intelligence peuvent connaître de la nature des choses, l'artiste exprime encore tout ce que les choses peuvent

révéler à la pensée abstraite qui les questionne sur leurs lois et leurs portées, tout ce qu'elles peuvent suggérer à la conscience qui leur demande des enseignemens moraux, tout ce qu'elles peuvent dire au cœur ou à l'imagination qui y cherche le secret de la vie, le reflet de nos espérances et de nos misères, la révélation de notre destinée.

Mais d'un autre côté, en même temps que M. Ruskin accroît à l'infini les matériaux de la peinture, il semble prendre à tâche de rétrécir impitoyablement l'usage qu'elle en peut faire. S'il appelle toutes les facultés humaines à concourir aux créations de l'artiste, il exige que chez lui elles ne s'emploient toutes qu'à rendre compte des faits et des valeurs de la réalité. Il ne souffre pas que l'art ait ses romanciers, ses poètes, ses philosophes : toute la pensée, toute la poésie, toute l'imagination, ne doivent se traduire que sous la forme de l'histoire. Le seul mot d'invention fait peur à M. Ruskin. Il se plaît à redire que les grands maîtres n'ont été grands qu'en peignant les hommes, les choses et les costumes de leur temps, ce qu'ils avaient sans cesse sous les yeux, et que les meilleures figures de leurs tableaux ne sont que des portraits. Il s'étonne, il ne peut comprendre qu'un artiste dépense son temps et son talent à inventer des sites, lorsque tant de merveilles naturelles, qui dépassent tout ce que le génie humain imaginera jamais, en sont encore à attendre un œil qui les admire et un témoin qui les relate. Bien qu'il sache reconnaître le mérite d'une exécution large, la concession chez lui est presque toujours suivie d'une réserve qui revient à dire que, malgré tout, la valeur d'un tableau est strictement *en raison du nombre et de l'importance des renseignemens qu'il nous fournit sur les réalités.* De fait, tout ramène M. Ruskin à cette idée de *compte-rendu*, et dès qu'elle reprend possession de lui, il se laisse emporter à la retourner, à la développer, à l'épuiser, si bien qu'il en arrive à nier implicitement le second but qu'il attribuait lui-même à l'art, celui d'exprimer aussi l'âme de l'artiste. A l'entendre, c'est au plus strict sens du mot qu'il s'agit de *caractériser* les œuvres de Dieu, d'en faire connaître la nature intrinsèque avec la totalité des élémens qui en déterminent l'action dans tous les sens. La tâche du peintre n'est pas de définir l'effet produit sur nous, ce qui se trouve dans le reflet défiguré de notre miroir, dans l'image toute composée de lacunes et d'erreurs qui ne résultent que de nos incompétences, mais bien de montrer ce que la chose extérieure renferme vraiment, ce qui, en dehors de nous, la différencie de toutes les autres choses. M. Ruskin va même jusqu'à faire intervenir Locke et sa fameuse distinction entre les trois ordres de qualités qui existent dans les corps, à savoir : les qualités primaires, qui appartien-

nent tout entières à l'objet, comme le volume, la configuration, le nombre des parties, etc.; — les qualités sensibles, comme le parfum et la chaleur, c'est-à-dire les influences que les corps exercent sur nos sens; — enfin les autres propriétés par lesquelles ils peuvent modifier d'autres corps. Or, ajoute M. Ruskin, puisque le but de la peinture est de caractériser les réalités en elles-mêmes, il est évident que les qualités qui appartiennent tout entières à l'objet doivent passer avant celles qui dépendent autant de nos propres organes que de la nature de l'objet. Donc la couleur n'est qu'une vérité secondaire, donc toutes les magies analogues au parfum de la fleur, c'est-à-dire tout le côté émouvant des choses, tout ce qu'elles ont de puissances pour nous enivrer est justement ce qui a le moins d'importance pour le peintre.

Une pareille logique ressemble à de la colère, et ses excès sont d'autant plus frappans qu'en réalité M. Ruskin est vivement attiré par la couleur. Il ne lui a pas seulement rendu plus tard un chaleureux hommage, il n'en parle jamais sans trouver de ces mots qui ne peuvent être suspects, tant ils vont droit au cœur. Seulement il est une concession à laquelle M. Ruskin ne saurait se résigner. Si large qu'il fasse la part de l'imagination pour ce qui touche aux pensées abstraites et aux sentimens moraux, il ne veut pas admettre que la peinture soit *en partie une création*, *en partie une relation*, qu'elle soit non pas uniquement un compte-rendu de la nature et des pensées de l'homme, mais encore un art comme la musique, un art dans toute la force du terme, c'est-à-dire une invention tout humaine qui consiste à trouver des combinaisons faites pour l'homme, des combinaisons aussi inconnues à la nature que les harmonies du musicien, et dont la valeur dépend, non plus du rapport qu'elles peuvent avoir avec les réalités extérieures, mais du rapport qu'elles ont avec les lois et les sensibilités de notre propre nature. Il n'en a pas fallu davantage pour acculer M. Ruskin à d'insurmontables difficultés. Pour s'expliquer le prestige que les grands coloristes exercent sur lui par ces qualités toutes musicales, il est réduit à recourir aux causes surnaturelles d'une mythologie allégorique. Il est forcé de voir dans chaque teinte et chaque combinaison de teintes le symbole terrestre ou plutôt l'incarnation mystique d'une qualité morale qui est belle de sa beauté spirituelle et qui prête à son emblème la puissance qu'elle a sur notre esprit. Les couleurs en échiquier du moyen âge, les blasons gothiques avec leurs masses de rouge et de bleu qui se relient en s'entre-pénétrant l'une l'autre, sont pour lui le type de la grande loi de fraternité qui associe les peuples et les individus par la différence même de leurs facultés. Que dis-je? il y retrouve avec effroi un exemple et une preuve du

décret divin auquel l'humanité doit son rédempteur, son Dieu-homme, qui a uni en lui les deux natures pour nous apprendre à les réconcilier aussi en nous. Ou bien c'est un Titien du Louvre qui lui a causé une impression solennelle par ses ampleurs et ses contrastes de couleur, et il ne peut s'en rendre compte qu'en attribuant cet ascendant à je ne sais quelle vérité, à je ne sais quelle intention philosophique « qui a su exprimer tout un système de théologie dogmatique dans une rangée de dos d'évêques. »

En attendant, il raisonne toujours comme si les effets du coloriste ne pouvaient avoir de mérite que par l'idée qu'ils donnent des effets de la nature, comme s'ils ne pouvaient être harmonieux que parce qu'ils rapprochent seulement les mêmes teintes qui dans un paysage ont pu se produire à la fois par suite des lois de la lumière, parce qu'ils expriment justement les relations par lesquelles les colorations d'un ensemble d'objets concourent à révéler l'influence d'un même état atmosphérique. Toujours il aboutit dans ses axiomes à présenter la couleur comme une simple science, à nous laisser l'idée qu'elle est purement le talent de rendre avec nos matériaux les teintes difficiles de la nature, — et en dépit de ses yeux il reste fidèle à son système en vantant la palette des préraphaélites, de ces jeunes artistes anglais qui, entre tous les peintres peut-être, ont le plus tiraillé l'œil par l'ensemble de leurs tons, quoiqu'ils aient certainement excellé à reproduire certaines finesses et certaines vivacités des couleurs locales. C'est l'instinct de M. Ruskin de tout braver: dans l'incroyable audace de son idée fixe, il en vient à écrire textuellement que le génie coloriste surtout a pour condition la plus stricte véracité, que s'il est encore possible de conserver quelque mérite de forme en s'écartant de la réalité, la moindre infidélité au vrai sous le rapport de la couleur est infailliblement mortelle. Autant vaudrait soutenir en musique que l'unique valeur, l'unique but d'une mélodie est de reproduire le rhythme d'un sentiment, la manière dont il se scande en nous, et qu'en conséquence le morceau le plus mélodieux est celui qui nous donne la plus exacte idée du mouvement de la joie ou de la colère, lors même qu'il n'aurait nulle mélodie comme ensemble de sons perçus par notre oreille et notre esprit. — Et en vérité il y a plus qu'une analogie, il y a identité complète entre cette philosophie et celle de M. Ruskin : il loue Turner de sacrifier au besoin les accords de son tableau pour mieux indiquer les notes partielles d'un accord qui l'a frappé dans la réalité. Dans une sorte de prosopopée, du reste si belle que l'erreur de jugement disparaît sous les gerbes de feu de la poésie, il nous montre le grand artiste suivant de son mieux la nature, montant en quelque sorte au sommet de la montagne pour se rapprocher de ses splendeurs,

et là, les bras tendus vers elles, s'écriant avec désespoir : « Ce n'est pas ma faute si je ne puis saisir le soleil! ce n'est pas ma faute si je ne puis transporter sur ma toile le divin éclat qui complétait l'harmonie! Mon rôle était d'admirer et de témoigner, de vous dire fidèlement : Il y avait cette note, puis cette note, puis cette autre. Que votre imagination fasse le reste! J'aurais menti si, au lieu de l'ineffable effet, je m'étais permis de composer une autre harmonie. »

Je n'entrerai pas longuement dans l'application que M. Ruskin a faite plus tard de ces idées à la grande peinture. Je dois seulement faire remarquer que les vraisemblances et les convenances qui distinguent Raphaël des peintres primitifs n'ont rien de commun avec l'exactitude historique que M. Ruskin entend glorifier. C'est au contraire à Raphaël, « à l'artiste qui, en peignant son *Parnasse présidé par Apollon*, écrivait sur les murs mêmes du Vatican l'apostasie religieuse de la peinture, » qu'il fait commencer la révolution qui a détrôné *l'art de la vérité* pour le remplacer par *l'art des poses et du beau mensonge*. Les peintres du moyen âge, remarque-t-il, n'avaient visé qu'à raconter les événemens comme ils s'étaient passés, et leurs symboles conventionnels étaient une preuve de plus de leur véracité. Le meilleur moyen pour eux était celui qui expliquait le mieux ce qu'ils croyaient vrai à l'égard des faits et des objets...

« Du moment, ajoute-t-il, que la seule ambition des peintres était de déployer leur savoir-faire, de se montrer experts dans la science de l'anatomie, du clair-obscur et de la perspective; du moment qu'ils se servaient de leur sujet pour faire valoir leur exécution, au lieu d'employer leur exécution à faire valoir leur sujet, il était naturel qu'ils dédaignassent les brillans enfantillages de la peinture primitive, ses ornemens d'or bien brunis, ses couleurs vives soigneusement étendues en teintes plates. Ils n'avaient plus d'émotion religieuse à exprimer; ils pouvaient penser froidement à la madone comme à un admirable prétexte pour introduire des ombres transparentes et de doctes raccourcis... Ils pouvaient la concevoir, même dans son agonie maternelle, avec un discernement académique, esquisser d'abord son squelette, le revêtir avec la sévérité de la science des muscles de la douleur, puis jeter sur la nudité de sa désolation la grâce d'une draperie antique et compléter par l'éclat étudié des larmes et par une pâleur finement peinte le type parfait de la *Mater dolorosa*. — Avec une manière aussi scientifique d'élaborer un sujet, il fallait bien que l'artiste eût aussi plus de respect pour la vraisemblance. Il le fallait précisément pour qu'il pût faire ressortir tout son talent. Les *convenances*, l'*expression*, l'*unité historique* et toutes les autres décences devinrent donc pour le peintre des obligations du même genre et au même titre que la pureté de ses huiles et la justesse de sa perspective. On lui répéta que la figure du Christ devait être *digne*, celle des apôtres *expressive*, celle de la Vierge *pudique*, et celle des enfans *innocente*, et conformément aux nouveaux canons les peintres se mirent à fabriquer des combinaisons de sublimité apostolique, de douceur

virginale et de simplicité enfantine qui, par cela seul qu'elles étaient exemptes des bizarres imperfections et des flagrantes contradictions de l'ancien art, furent acceptées comme des choses vraies, comme une relation authentique des événemens religieux... Or les cartons de Raphaël, pas plus qu'aucune autre production de l'époque, n'étaient point des relations historiques, et ils ne cherchaient pas même à relater aucun fait réel ou seulement possible; ils étaient dans toute la force du terme des compositions, des agencemens à froid de beaux dehors et de grâces spécieuses suivant des formules académiques...

« L'art historique et le genre religieux, loin d'être épuisés, n'ont pas seulement commencé à exister... Moïse n'a jamais été peint, Élisée ne l'a jamais été, David non plus, si ce n'est comme un florissant jouvenceau, Déborah jamais, Gédéon jamais, Isaïe jamais. De robustes personnages en cuirasse ou des vieillards à barbe flottante, le lecteur peut s'en rappeler plus d'un qui, dans son catalogue du Louvre ou des *Uffizii*, se donnaient pour des David ou des Moïse; mais s'imagine-t-il que si ces peintures avaient le moins du monde mis son esprit en présence de ces hommes et de leurs actes, il eût pu ensuite, comme il l'a fait, sans aucune impression de peine ou de surprise, passer au tableau voisin, probablement à une Diane flanquée de son Actéon, ou à l'Amour en compagnie des Grâces, ou à quelque querelle de jeu dans un tripot? »

On sent à quel prix M. Ruskin met la palme qu'il nous reste à conquérir. Jusqu'ici les peintres n'ont songé qu'à être des peintres, et leurs pensées se sont concentrées sur les formes et les couleurs. Désormais il s'agit avant tout pour eux de devenir des historiens, de s'appliquer à remplir la tâche de l'histoire écrite en joignant à leur éducation d'artiste les études et les facultés de l'annaliste. L'art historique, comme le comprend M. Ruskin, consisterait à donner l'heure précise et la scène exacte de chaque événement, à combiner les groupes et les lignes du tableau en vue de faire connaître les vrais acteurs qui y ont pris part et le rôle que chacun y a joué. Ce serait enfin de représenter les faits humains de telle sorte que l'image pût révéler à l'historien, à l'homme d'état, au moraliste, tout ce que les faits eux-mêmes auraient pu leur apprendre, absolument comme le paysagiste devrait retracer un site de telle façon que le géologue et le botaniste pussent, d'après le tableau, décrire en toute sûreté la constitution géologique des terrains et les divers caractères de la végétation.

A tout cela, il n'y a qu'une réponse à faire : le rôle que M. Ruskin a conçu pour la peinture peut être en soi une belle et noble fonction, mais il a le tort de n'être pas possible. C'est un idéal qui ne saurait pas plus se réaliser que celui d'une musique qui, tout en nous remuant comme le peuvent faire des combinaisons harmoniques de sons, trouverait en même temps moyen de nous instruire comme la parole. Il faut oser le dire en bravant les fausses interpré-

tations : jamais la vérité, dans le sens usuel du mot, ne sera le but de l'art; jamais la valeur qu'un tableau pourra posséder comme moyen de nous faire connaître la nature des réalités n'aura rien de commun avec sa valeur comme œuvre d'art. La vérité, prenons-y garde, n'est point l'élément pictorial de la peinture; elle est au contraire le côté par lequel les tableaux s'adressent à l'intelligence ordinaire, à toutes les facultés générales que l'artiste partage avec les autres hommes, mais qui ne sont point son âme d'artiste, qui ne sont point la partie de notre être dont il s'engage, en prenant une palette, à devenir l'organe. Qu'il nous apprenne à mieux voir en voyant lui-même mieux que nous, c'est là autant de gagné, tant qu'il nous rend ce service sans manquer à sa tâche spéciale; mais quant à évaluer son mérite d'artiste d'après l'instruction qu'il nous transmet, quant à vouloir qu'il se propose précisément de rectifier et de compléter nos idées, rien ne saurait être plus faux et plus funeste, — et cela pour deux raisons principales : la première, c'est que si ses productions sont des leçons d'observation, l'effort qu'elles exigeront pour être comprises ne permettra plus au spectateur d'être ému; la seconde, qui est encore plus grave, c'est que le peintre lui-même, s'il est dominé par le parti-pris d'enseigner, ne pourra plus être inspiré par ses émotions. C'est la tâche du savant et du moraliste de nous guérir de nos ignorances et de nos défauts; ce n'est point celle de l'artiste, pas plus que ce n'est son rôle de nous apprendre la métallurgie quand il a occasion de peindre une usine, pas plus que ce n'est l'affaire du prédicateur de réfuter nos erreurs sur la chimie quand il prononce l'oraison funèbre d'un chimiste.

S'ensuit-il donc que le but de l'art soit le mensonge? Nullement. En partant sans cesse de l'idée qu'il n'existe que deux genres possibles de peinture, l'un qui représente les choses absolument comme elles sont et l'autre qui les représente comme elles ne sont pas, M. Ruskin nous emprisonne dans un dilemme tout gratuit. Représenter les choses comme elles sont, ce sont là des mots qui peuvent avoir tant de significations qu'ils n'en ont aucune. Si l'on veut dire *comme elles sont en elles-mêmes*, il n'y a que Dieu qui puisse connaître cette vérité absolue en dehors de laquelle il ne reste que le mensonge; mais pour nous, qui vivons dans le temps et qui voyons seulement comme dans un miroir, qui avons cinq sens et je ne sais combien d'organes moraux que nous sommes forcés de contrôler et de compléter l'un par l'autre, il existe une multitude de vérités différentes. Il y a la vérité de l'odorat, pour qui les choses ne sont qu'une odeur; il y a celle de l'œil, pour qui elles sont une apparence; celle de l'intelligence, pour qui elles sont une idée; celle du sentiment, pour qui elles sont une impression, et j'en omets bien d'autres, la vérité de l'imagination, la vérité de la conscience, la vérité de l'émo-

tion poétique, etc. Laquelle demande-t-on? Par rapport à quoi le peintre doit-il représenter la manière d'être des objets? Là est toute l'esthétique, et, faute de s'adresser cette question, M. Ruskin arrive à un résultat fort opposé à ce qu'il suppose. Il croit plaider pour le vrai contre le faux, et en réalité il ne plaide que pour la vérité intellectuelle contre la vérité de sentiment; il ne tend qu'à chasser de l'art la vérité qui est la sienne pour lui en imposer une qui est purement celle de la science.

A la science, dirai-je à peu près comme Wordsworth, appartiennent les faits, à l'art appartiennent les sentimens; tout ce qui nous donne l'intelligence d'une chose est de la prose, tout ce qui nous en donne l'impression est de la poésie. En d'autres termes, nous allons vers la science quand nous cherchons à nous dégager de nos émotions personnelles pour concevoir ce que sont hors de nous les objets; nous allons vers la poésie et l'art quand c'est notre émotion qui prend le dessus et qu'elle nous donne surtout conscience des mobiles de notre propre nature. Et il est vain de rêver entre ces deux vérités une union impossible; il est vain, parce qu'on les aime toutes deux, de vouloir qu'une œuvre définisse comme la science et soit émue comme la pensée. Descendons au fond de notre âme, dans le laboratoire obscur de nos conceptions, et nous verrons bien vite que la disposition qui nous rend artistes, quand elle est habituelle chez nous, ou qui à certain moment nous donne la seconde vue de l'artiste, consiste précisément à échapper à l'empire de notre intelligence, à devenir un homme qui ne juge plus, qui n'aperçoit plus les choses par les idées que son esprit peut s'en former, mais qui a seulement conscience d'un trouble et d'une ivresse inexpliqués, comme s'il sentait passer sur lui le souffle des puissances, des grâces et des dominations cachées sous l'enveloppe des réalités. Notre intelligence ne conçoit qu'en divisant, en étudiant l'objet fragment par fragment, en extrayant de plusieurs impressions successives tout ce qui nous semble un renseignement sur le fait extérieur, et en se bâtissant ainsi pièce à pièce une définition composée de petites définitions partielles. Quand c'est elle qui règne en nous, l'oiseau de paradis nous apparaît comme un petit animal à longue queue, comme un chaotique assemblage de formes géométriques, de nombres, de couleurs et d'autres formules. L'inspiration de l'art, c'est l'émotion dont l'étincelle électrique fond soudain dans notre esprit tous ces élémens distincts pour replacer devant nous la charmante créature dans sa vivante unité; la vérité de l'art, c'est la conception ou la mémoire du sentiment qui est le contraire même de la conception ou la mémoire du jugement : c'est l'intuition totale et soudaine de l'objet, comme il m'apparaît quand d'œil que j'étais je deviens un instrument sonore; c'est l'objet lui-même, tel qu'il me frappe quand

je le rencontre dans sa réalité, alors que je ne l'ai point encore analysé, et que de la sorte il s'offre à moi comme un tout compact qui agit mystérieusement et simultanément sur moi par toutes ses parties, par toutes les propriétés, encore confuses et indéfinies, qu'il possède pour m'affecter.

Il ne s'agit donc pas plus pour l'artiste de nous faire connaître la nature des œuvres de Dieu que de les représenter comme elles ne sont pas; il n'est pas plus question pour l'art d'être un compte-rendu de tout ce qui est que de s'en tenir exclusivement au beau. Le beau, ou du moins ce qu'on a désigné sous ce nom, n'est pas autre chose que l'agréable, que la petite catégorie des objets qui ont le privilége de causer une impression où domine le plaisir. Et ce n'est là qu'une des octaves de l'immense clavier de l'art. Le triste, le terrible, l'étrange et jusqu'au laid lui appartiennent au même titre que le gracieux, l'élégant ou l'admirable. Il embrasse toutes les *valeurs émouvantes*, toutes les espèces de qualités par lesquelles les choses réelles ou concevables sont susceptibles d'exercer sur nous un attrait ou une répulsion, et par là de déterminer en nous une affection.

Quant aux arts plastiques en particulier, peinture et sculpture, ils ont plus spécialement affaire à celles de ces valeurs qui sont intimement liées aux formes et aux couleurs, à celles qui sont surtout plastiques plutôt qu'abstraites, ce qui ne veut pas dire toutefois qu'ils n'aient commerce qu'avec les formes matérielles et avec les sensations où la pensée n'entre pour rien. Par valeurs plastiques, j'entends des valeurs essentiellement complexes, essentiellement composées d'élémens intellectuels, poétiques et pathétiques; j'entends toutes ces émotions, aux trois quarts morales, que nous ressentons sous l'influence immédiate des lignes et des couleurs. Ainsi l'impression qu'éveille en nous la physionomie d'un homme, impression plus ou moins mêlée de jugemens, d'affections et de visions d'imagination, est strictement plastique tant que ces sentimens et ces idées ont jailli spontanément à l'aspect du visage rencontré par nos yeux et tant qu'ils restent pour nous comme enveloppés dans le souvenir et l'image de ses traits; mais dès qu'il y a intervention d'une réflexion qui coupe court à l'émotion, dès que nous examinons les traits pour les interpréter, nous sortons de la vérité plastique. Notre esprit n'a plus alors devant lui que son interprétation abstraite, et bien que nous puissions encore être poète, si l'idée que les formes visibles nous ont fait concevoir met de nouveau en jeu notre sensibilité, cependant nous ne sommes plus dans la poésie des aspects, nous ne sommes plus peintre.

Ainsi compris, l'art est le complément aussi bien que l'antipode de la science, et de ses attributions résultent ses limites comme ses

libertés. Les pensées particulières qu'il doit exprimer sont des vérités; seulement toutes les vérités ne sont pas des valeurs plastiques, ni par conséquent des sujets de tableaux. Il n'importe d'ailleurs que l'artiste s'écarte de la vérité analytique, que son œuvre soit impropre à faire connaître exactement ce que l'intelligence peut discerner dans l'objet; — par rapport au but de l'art, il est vrai quand il nous affecte comme l'objet l'a affecté. Observons seulement que cette liberté n'a rien de commun avec la prétention d'embellir la nature. Toute réalité a son caractère plastique qui lui est propre. Elle peut se révéler à nos instincts d'artiste par une forme d'impression qui l'individualise entre toutes les autres réalités, absolument comme chaque substance, si notre odorat était assez délicat, aurait pour lui une odeur distincte. Prêter, comme on dit, à un objet une beauté idéale, c'est prouver seulement qu'on ne l'a pas senti; c'est manquer au devoir de l'art, qui est de découvrir la valeur propre de chaque chose. Or entre les mains de M. Ruskin que deviennent les libertés et les limites? que devient l'individualité du rôle de l'artiste? Avec son parti-pris d'envisager les tableaux au seul point de vue de leur signification, il déplace complétement le centre de la peinture, il en étend et du même coup il en rétrécit immodérément le domaine. Tout d'abord il la pousse hors de ses terres en lui attribuant les fonctions de la poésie, de l'histoire, de la philosophie et de la science. D'un autre côté, il enlève à l'art la moitié de sa sphère légitime en lui contestant le droit d'imaginer aussi bien que de relater, en lui refusant le privilége du romancier qui invente des fictions précisément pour mieux exposer ses vrais sentimens sur la vie. C'est une loi divine que toute faculté a son activité et sa passivité. Notre intelligence, en même temps qu'elle perçoit, est capable de concevoir; notre volonté, si elle subit des influences, prend également des résolutions; notre conscience, outre qu'elle approuve et blâme, se fait aussi des idées de bien et de mal. Il en est ainsi de nos facultés plastiques : elles ne sont pas uniquement un organe qui sent et voit des formes ou des beautés; elles ont aussi leurs affections et leurs conceptions, leurs désirs et leurs rêves, qui demandent à s'exprimer, et qui sont même la source des plus nobles et des plus puissantes créations. Ce n'est pas que l'œuvre idéale vaille mieux en soi que l'œuvre de Dieu : elle serait très mauvaise, si elle devait exister comme réalité sur la terre; mais elle vaut mieux que la réalité, elle est mille fois plus vraie et plus éloquente comme manifestation de nos sympathies propres et comme moyen de toucher les mêmes fibres chez nos semblables. Bien plus, ce n'est pas seulement l'art d'imagination proprement dit, c'est aussi l'art réel, le plus réel où nous puissions atteindre, que les principes de M. Ruskin rendraient impossible. Une chose est là sous mes yeux, et elle me fait éprouver

un attrait ou une répulsion d'abord indéfinie : aussitôt je me retourne sur moi-même pour me demander ce que j'ai éprouvé, ou plutôt c'est la corde touchée en moi, c'est la sensibilité charmée ou choquée par l'objet qui cherche elle-même à se connaître, et qui pour cela se met à rêver tout haut son rêve, à nommer l'idéal de qualité qui répond à son aspiration. Quand je dis qu'une fleur est belle ou que mon chien est fidèle, c'est comme si je disais : Je ne sais pas ce qu'est en soi la réalité que je vois ; mais je sais que j'y sens quelque chose qui attire en moi l'instinct, dont le propre est d'aimer ce que j'appelle la beauté ou la fidélité. Que je peigne ou que je parle, je suis soumis aux mêmes nécessités : je parle d'un objet en employant des mots qui ne représentent que des êtres de raison, des notions abstraites de genre et de qualité : je peins en exprimant, non pas l'objet, mais les idées de formes et de couleurs qu'il a éveillées en moi.

En dernier terme, au bout de ces principes du gradué d'Oxford, nous avons une théorie de l'art qui aspire surtout à ravaler l'élément plastique. Partant d'une remarque très juste de Reynolds, « qu'il faut soigneusement distinguer chez le peintre les mérites qu'il a en propre comme peintre de ceux qu'il peut avoir en commun avec tous les hommes d'intelligence, » M. Ruskin l'interprète de manière à en conclure que toutes les qualités et les difficultés qui distinguent la peinture de la parole sont purement le langage et la grammaire de l'artiste, que celui qui a appris tout ce que l'on considère d'ordinaire comme la somme de l'art n'est pas plus près pour cela d'être un grand artiste qu'on n'est près d'être un grand poète pour s'être rendu maître de la grammaire et de la prosodie. Bref, il nie qu'il y ait des idées plastiques comme il y a des moyens plastiques d'expression ; il nie que la peinture ait pour but d'énoncer dans une langue à part des faits d'âme à part, des conceptions et des émotions d'un autre ordre que nos sentimens moraux et nos jugemens intellectuels. Il affirme absolument que le tableau doit être jugé comme le livre, que l'œuvre d'art ne peut avoir de mérite que par les mêmes pensées et les mêmes qualités qui font le prix de la littérature, que le peintre enfin ne saurait être éminent comme peintre qu'en se montrant éminent comme penseur, comme poète, c'est-à-dire en faisant preuve par ses couleurs des mêmes supériorités d'esprit qu'on peut avoir sans être peintre le moins du monde. « Le meilleur tableau, écrit-il, est celui qui renferme le plus d'idées et les idées les plus hautes, » à quoi il ajoute comme commentaire que « les plus hautes idées sont celles qui tiennent le moins à la forme qui les revêt, et que la dignité d'une peinture, comme l'honneur dont elle est digne, s'élèvent exactement dans la même me-

sure où les conceptions qu'elle traduit en images sont indépendantes de la langue des images. »

Ainsi, à ses yeux, si la *Construction de Carthage* par Turner est une œuvre de génie, c'est parce que le peintre a eu l'idée de représenter au premier plan un groupe d'enfans s'amusant à faire voguer de petits bateaux. « Le choix exquis de cet épisode, comme moyen d'indiquer le génie maritime d'où devait sortir la grandeur future de la nouvelle cité, est une pensée qui n'eût rien perdu à être écrite, qui n'a rien à faire avec les *technicismes* de l'art. Quelques mots l'auraient transmise à l'esprit aussi complétement que la représentation la plus achevée du pinceau. Une pareille pensée est quelque chose de bien supérieur à tout art : c'est de la poésie épique du plus haut ordre. » De même, en analysant une *Sainte Famille* de Tintoret, le trait auquel M. Ruskin reconnaît le grand maître, c'est un mur en ruines et un commencement de bâtisse au moyen desquels l'artiste fait symboliquement comprendre que la nativité du Christ était la fin de l'économie juive et l'avénement de la nouvelle alliance. Dans une autre composition du même Vénitien, une *Crucifixion*, il voit un chef-d'œuvre de peinture, parce que l'auteur a su, par un incident en apparence insignifiant, par l'introduction d'un âne broutant des palmes à l'arrière-plan du Calvaire, exprimer l'idée profonde que c'était le matérialisme juif, avec son attente d'un Messie tout temporel et avec la déception de ses espérances lors de l'entrée à Jérusalem, qui avait été la cause de la haine déchaînée contre le Sauveur, et par là de sa mort.

Si cette esthétique était vraie, il ne resterait plus aux peintres qu'à briser leurs brosses pour prendre la plume, et l'on se demande vraiment comment un homme qui n'estime dans la peinture que les pensées les plus abstraites et les plus indépendantes des formes et des couleurs, celles que la littérature énonce avec mille fois plus d'éloquence, a pu consacrer tant de temps à s'occuper de tableaux. Chez nous aussi, quoique nos artistes inclinent plutôt vers la superstition contraire, vers le métier et les méthodes de style, nous avons souvent vu les livres et les journaux demander aux peintres des idées, encore des idées. De fait, c'est là un vieille doctrine, qui au fond n'est que l'éternelle conspiration des esprits littéraires pour obliger tyranniquement les natures plastiques à travailler au profit de leurs seuls goûts à eux. De la part des écrivains qui se laissent aller à parler des tableaux sans être capables de goûter et de discerner les qualités et les intentions particulières de ces sortes d'œuvres, rien de plus facile à expliquer; mais de la part d'un homme aussi bien doué que M. Ruskin, une telle hallucination serait tout à fait incompréhensible, si l'on ne savait que les Albert Dürer, les

Hogarth et en général les artistes du nord l'ont plus ou moins partagée. Ne serait-ce pas là un trait de race? Cela ne viendrait-il pas de ce que l'homme du nord, si fortes que soient ses impressions, se laisse moins facilement déposséder de ses diverses facultés, et que de la sorte son imagination et son sens des couleurs parviennent rarement à faire taire ses besoins intellectuels? Ce ne sont pas les intuitions d'artiste qui manquent aux Anglais et aux Allemands; mais presque toujours ils sont arrêtés au milieu de leur sentiment par une réflexion intempestive, par une intention abstraite qui ne souffre pas que leur œuvre soit franchement et purement une expression de leur pensée plastique. Une partie des élémens du tableau est employée comme des lettres pour exprimer une idée, et l'effet d'ensemble est plus ou moins détruit : bien heureux quand l'œuvre ne devient pas une sorte de rébus, un ingénieux hiéroglyphe, car c'est là que mène tout droit la monomanie des significations philosophiques. Si sincère et si sérieuse que soit la conviction ou l'émotion que l'on voudrait faire passer dans l'âme du spectateur, il suffit que l'on veuille dire par des couleurs ce que les couleurs se refusent à dire pour que l'on soit condamné comme peintre à n'être qu'un bel esprit, un inventeur de subterfuges et d'images à double entente. Le résultat où l'on aboutit, c'est de peindre spirituellement une toile d'araignée sur la bouche d'un tronc d'église pour dénoncer et flétrir la dureté de cœur qui a oublié l'aumône; c'est de témoigner contre le vice et de glorifier la vertu, en écrivant leur histoire, comme le fait Hogarth, avec des *affiches* posées sur un mur, des lettres tombées à terre, et des flacons étiquetés *poison*.

II. — L'IMAGINATION.

A côté de la *vérité*, M. Ruskin fait sans doute une large place au *beau* et à l'*imagination*, et il semblerait qu'il rentre ainsi dans le domaine des qualités plastiques, ou du moins qu'il sente comment nous ne pouvons exprimer la réalité extérieure qu'en nous exprimant nous-mêmes. Et cependant c'est peut-être sur ce point, je veux dire c'est dans la partie de son œuvre qui touche non plus au but, mais aux moyens de l'art, que son idée fixe laisse éclater le plus violemment la tyrannie qu'elle exerce sur lui. Qu'il s'agisse du beau ou du vrai, que l'artiste se propose de rendre ce qu'il a vu ou ce qu'il a conçu, les images ont toujours à remplir leur rôle d'images : il faut toujours qu'elles soient propres à faire comprendre à d'autres esprits ce qu'a pensé le peintre. Comment peuvent-elles satisfaire à cette condition? Que doivent-elles être pour pouvoir parler à une âme humaine? Rien ne manque à M. Ruskin pour résoudre le problème : il en a saisi toutes les données, il décrit même avec une remarquable

précision ce qui fait d'une œuvre une parfaite conception d'ensemble, un parfait moyen d'élocution, et de quelle manière s'enfantent en nous ces créations de génie; mais à peine a-t-il décrit le fait que son idée fixe le touche de sa baguette, et par une série de faux-fuyans involontaires, par des mots à bascule et des équations spécieuses, elle le conduit à une interprétation qui fausse entièrement le sens de sa description.

L'imagination est un des côtés de l'esprit humain que la France s'est le moins efforcée de connaître. Nos philosophes ont tellement concentré leur attention sur les opérations de l'intelligence, et nous sommes tous si enclins à expliquer tout l'homme par ses idées, par ses décisions volontaires, que toutes les forces spontanées de notre être sont pour nous à peu près comme non avenues. Il en a été autrement en Allemagne et en Angleterre. Schelling et Schiller, Coleridge et Wordsworth ont étudié l'imagination avec une vive curiosité, et ils ont répandu autour d'eux dans le public une infinité d'aperçus que nous aurions grand intérêt à connaître. Cette science, M. Ruskin ne l'a pas seulement recueillie, il l'a accrue de plus d'un côté, il l'a surtout rendue plus nette et plus tangible. Personne que je sache n'a mieux dessiné que lui la différence si imperceptible, et pourtant si essentielle, qui sépare la composition de l'imagination. Nous composons quand nous combinons par calcul, en nous fixant d'abord un certain but et en choisissant ensuite parmi les matériaux amassés dans notre esprit ceux qui peuvent le mieux nous servir à l'atteindre. Je commence par dessiner un arbre, et sans penser à autre chose je cherche à lui donner une belle forme d'arbre : après avoir construit de mon mieux une première branche, j'en ajoute une seconde dans une autre direction, afin de satisfaire au principe de la variété; si elle ne me semble pas d'un bon effet, j'essaie d'une autre, et je vais ainsi jusqu'au bout, tâtonnant toujours, prenant pour chaque montagne et chaque pli de terrain une résolution à part, envisageant isolément chaque détail pour tâcher d'en faire une chose complète et irréprochable dans son genre. Ainsi produit l'artiste vulgaire, et vous avez un moyen infaillible de le reconnaître : si vous pouvez détacher d'un tableau le moindre de ses élémens sans que l'œuvre entière s'écroule, et si le fragment ne perd rien à être isolé, vous avez la preuve que le tableau n'est qu'une composition, c'est-à-dire n'est point une conception de l'imagination; car le propre de l'imagination est de créer d'un seul jet et d'enfanter ainsi un tout organique, un ensemble de parties qui se nécessitent l'une l'autre, qui sont individuellement imparfaites, mais dont les imperfections se compensent et se combinent merveilleusement pour constituer à elles toutes une unité vivante et parfaite. Et ainsi que le remarque M. Ruskin, une

telle création ne saurait s'expliquer, comme on a généralement tenté de le faire, par une simple action du jugement. Le jugement ne peut comparer et préférer qu'en vue d'un résultat voulu d'avance, tandis que dans ce cas les moyens se présentent d'eux-mêmes à l'esprit avant qu'il ait la moindre idée du résultat. Tout homme qui imagine vraiment ne peut l'ignorer. Il sait qu'il ne sait pas où il va ni par quelles voies il arrive; il est le premier à s'étonner de l'œuvre qu'il a conçue, et même lorsqu'elle est devant lui, il est incapable d'expliquer à quoi tient l'accord de ses parties; à plus forte raison il n'eût jamais pu concevoir à l'avance ce que chaque détail devait être pour s'accorder si bien avec tous les autres. C'est ainsi que son tableau lui est venu: voilà tout ce qu'il peut dire, et nul, ajoute M. Ruskin, n'est plus avancé que lui à cet égard. Le phénomène est absolument incompréhensible; le plus qui soit possible, c'est d'en donner l'idée par analogie : ce qui se passe dans l'imagination est quelque chose de tout semblable au fait chimique qui se produit dans l'eau en contact avec du zinc et où l'on verse de l'acide sulfurique. L'acide alors, par son affinité pour l'oxyde de zinc qui n'existe pas encore, détermine la décomposition de l'eau et le dégagement de l'oxygène, qui avec le zinc est propre à former cet oxyde auquel il tend à s'unir. De même, sous l'influence de l'imagination, les données capables d'entrer dans une même combinaison appellent d'elles-mêmes les autres élémens dont l'assemblage est nécessaire pour la réaliser.

A cette première fonction (que Coleridge, après Schelling, avait très bien caractérisée en désignant l'imagination comme la faculté *esemplastique* ou qui unifie, qui avec le multiple produit le un), M. Ruskin en rattache deux autres, qu'il nomme l'imagination *pénétrative* et l'imagination *contemplative*. Le jugement analyse, et il part de la circonférence des choses pour remonter autant qu'il le peut jusqu'au centre. S'il veut décrire un serpent, il dira tour à tour avec des mots ou des couleurs : telle était sa tête, telles ses écailles, tels ses replis. L'imagination ne connaît pas ces détours; elle va droit à la vérité essentielle de l'objet; elle le saisit en quelque sorte par l'individualité cachée qui est la cause génératrice de tout ce qui se voit à sa surface; quand elle en vient à retracer la tête ou les replis du serpent, elle ne fait plus que développer sous ces divers aspects la vérité centrale; elle déduit au lieu d'induire. Quant à l'imagination *contemplative*, M. Ruskin étudie sous ce nom ce qui avait le plus frappé Wordsworth dans l'imagination, à savoir la souveraineté avec laquelle elle transforme les choses par sa manière de les considérer, la puissance qu'elle a de revoir dans un objet l'image d'un autre objet, ou, comme dit l'auteur, d'extraire et d'isoler telles qualités partielles de la chose qu'elle envisage pour les contem-

pler en elles-mêmes comme des qualités qu'elle a déjà rencontrées ailleurs.

Malgré la brièveté de ce résumé, on y sent assez clairement une veine d'idées toute différente de celle à laquelle M. Ruskin nous a habitués. Volontairement ou involontairement il se préoccupe ici de la conformation que les images doivent avoir, non plus pour être en rapport avec la constitution des réalités du dehors, mais pour être propres à agir sur l'esprit du spectateur. Et j'ajouterai qu'en avançant en âge et en expérience, il a chaque jour accordé plus d'importance à ces qualités d'imagination. J'ai déjà fait allusion au changement qui me semblait s'être opéré dans ses opinions depuis le commencement de son ouvrage, c'est-à-dire depuis le temps où il s'en tenait volontiers à l'idée qui est vraiment la première notion que l'on se fait de la peinture, celle qu'a dû se former le premier homme qui s'est avisé de crayonner ce qu'il voyait, et qui naturellement ne pouvait avoir d'autre désir que celui de fixer dans une image ce qui l'avait frappé dans une réalité. Cette idée, sans vouloir rompre avec elle, sans le pouvoir peut-être, tant à force de réflexion il l'avait associée à ses sentimens les plus chers, il a étendu autant que possible la chaîne qui l'y rattachait. Sous le nom d'*idéal grotesque* (car il aime à dénommer les choses par leurs côtés les plus détournés), il en est venu à admettre toutes ces inspirations plus ou moins capricieuses qui représentent les objets tels qu'ils se reflètent sur l'eau troublée de notre esprit ou se métamorphosent sous l'illumination bizarre de nos émotions, toutes ces créations qui retracent, non pas ce qui existe hors de nous, mais ce qui se dessine en nous quand nous jouons avec nos pensées, quand les vérités sublimes ou terribles de la vie nous apparaissent à travers une humeur insouciante qui ne peut en saisir tout le sérieux, ou quand un objet trop immense pour l'étendue de notre esprit n'y projette qu'une ombre écourtée et tourmentée. De plus en plus aussi l'étude du gothique lui a révélé le prix de cette *vérité d'expression* qui n'a rien de commun avec la *vérité de définition*. En sentant les qualités de ces sculptures qui se résignaient d'avance à n'être que des ébauches, des espèces de croquis, et qui de la sorte permettaient aux humbles artistes d'indiquer mille intentions qu'ils n'auraient pas eu le temps de développer ou qu'ils n'auraient pas été capables de rendre scientifiquement, en sentant aussi comment le gothique avait renoncé à la prétention de rendre ses œuvres irréprochables et comment c'était par là même qu'il s'était assuré la liberté d'inspiration, M. Ruskin a mieux reconnu que l'exécution devait être avant tout au service du sentiment, que le premier mérite d'un tableau ou d'une statue était de se saisir de l'imagination, et qu'en conséquence toute œuvre ne devait renfermer que juste ce qui était

nécessaire pour suggérer la pensée de l'artiste, vu que l'imagination est de sa nature une faculté divinatoire qui refuse d'agir dès qu'on ne lui laisse plus rien à deviner. Malgré lui enfin, et quelles que soient les réserves et les précautions oratoires dont il enveloppe cet aveu, il est arrivé à dire en propres termes que le modèle légitime du peintre, l'original dont son tableau devait rendre fidèlement les traits, n'était point l'objet du dehors, mais l'*apparition* qui se produisait dans son propre esprit.

« Tous les grands hommes, écrit-il, voient ce qu'ils peignent avant de le peindre, le voient d'une manière entièrement passive : ils ne pourraient s'en empêcher quand même ils le voudraient. Que ce soit avec l'œil de l'esprit ou avec celui du corps, cela n'importe. De toute façon, ils reçoivent littéralement l'impression d'une image. Le site, le personnage, l'événement sont là devant eux, comme dans la seconde vue, et bon gré, mal gré, toutes ces choses veulent être peintes comme elles se montrent à eux : ils n'oseraient pas, sous la contrainte de leur présence, changer un seul iota à ce qu'elles leur enjoignent de retracer, car pour eux chacune d'elles, dans son genre et son degré, est toujours une véritable vision, une apocalypse, et au fond de leur cœur elles sont toujours accompagnées d'un sentiment qui est comme l'écho du commandement : *Écris les choses que tu as vues et les choses qui sont...* L'apparition d'ailleurs ne vient pas seulement d'elle-même, elle se déroule dans son ordre à elle, dans un ordre qui a été choisi pour le peintre et non par lui... L'harmonie des détails et de l'ensemble paraît avoir été combinée d'après les règles les plus délicates; pourtant la volonté, les connaissances, la personnalité du voyant n'y ont été pour rien. Il n'a été qu'un scribe... Et tout effort pour façonner de pareils résultats par des calculs et des principes, toute tentative même pour corriger ou remanier l'ordre premier de la vision n'est plus de l'invention. Que dis-je? si un peintre, en regardant des formes déjà couchées sur sa toile, en vient à décider que certaines modifications leur donneraient plus de force ou de beauté, il ne fait pas seulement ce qui n'est point de l'invention, il fait ce qui en est la négation même, car l'invention, c'est l'*affluence involontaire* d'une série d'images ou de conceptions qui se présentent d'elles-mêmes telles qu'elles doivent rester. Aussi la connaissance des règles et l'action du jugement ont-elles une tendance à arrêter ou à entraver l'imagination dans son essor. Plus un peintre s'entend aux principes du bien et du mal en fait d'art, plus il y a chance qu'il manque de génie créateur, et réciproquement plus il a de génie créateur, plus vous le trouverez ignorant des règles. Non qu'il les méprise, seulement il sent qu'entre elles et lui il n'y a rien de commun, que les rêves ne se laissent pas régulariser, que comme ils viennent, il faut les prendre, et qu'autant vaudrait régler un arc-en-ciel ou faire des entailles à l'aile d'un ciron pour le saisir plus aisément que de chercher à réglementer par des axiomes les allures d'une vision involontaire. »

Je me plais à le reconnaître, après une telle page, il n'y aurait

qu'à louer presque sans réserve, si dans tout son système M. Ruskin eût persisté à être de sa propre opinion; mais point. Au moment où il semble si convaincu qu'il s'agit de représenter les choses comme elles peuvent nous revenir à l'esprit et non pas comme elles sont en elles-mêmes, au moment où l'on croirait qu'il ne lui reste plus qu'à rétracter sa première théorie, on l'entend s'écrier : « Vous voyez donc que j'avais raison, et que le seul but comme le seul mérite de l'art est de faire connaître les œuvres de Dieu! Vous voyez que le seul critère pour apprécier l'art est de se demander : Est-ce un fait? en est-il bien ainsi? est-ce bien de la sorte qu'est une pierre, un chêne, un nuage? » Le fait est que tout fond littéralement entre les doigts de M. Ruskin, et que pour sa logique c'est un jeu d'arriver à Rome par tous les chemins. Vient-il de montrer comment l'imagination enfante d'un seul jet un tout organique, il observera, comme incidemment, que ses conceptions ont ainsi l'unité, la simplicité et les autres caractères qui distinguent les œuvres de la nature, et cela lui suffit. Son pont est construit : il n'a plus qu'un pas à faire pour conclure que l'imagination de la sorte consiste à créer suivant les lois de la nature, et qu'elle n'arrive à ses harmonies qu'en sachant saisir et rendre les vrais rapports qui dans la nature unissent les vérités partielles dans la vérité d'ensemble. Ou bien il fera ce que nous lui avons vu faire à propos de l'imagination *pénétrative*. Au lieu de dire que l'œuvre est une parce que l'objet a été conçu sous l'influence d'un sentiment dominant, il présentera sa pensée sous une forme objective, il dira que l'œuvre est une parce que l'artiste a saisi dans l'objet sa valeur dominante, — et comme l'imagination qui ne saisit que le faux ne saisit rien et n'est rien, « comme en tout cas, écrit-il textuellement, ce n'est pas de cette imagination-là qu'il entend parler, » il décide que l'imagination, loin d'être la mère du mensonge, est au contraire la faculté véridique par excellence, la faculté dont le propre est de percevoir l'essence même des choses, si bien qu'en glorifiant la vérité il n'a fait que glorifier l'imagination, puisque « la vérité est le caractère même de ses créations, le trait auquel on les reconnaît, si bien aussi qu'en glorifiant l'invention il n'a voulu glorifier que la vérité littérale, « puisqu'inventer (le jeu de mots est de lui), c'est littéralement *invenire* dans le sens du mot latin, ou, en d'autres termes, découvrir ce qui est. »

C'est dire qu'en dernier terme M. Ruskin réussit à dénaturer complétement l'imagination en la rattachant aux phénomènes de l'intelligence, et en la réduisant à n'être qu'une espèce de perception plus large et plus rapide que les autres. — Imaginer, répondrais-je pour ma part, c'est de tout point le contraire de voir; c'est ce qui a

lieu quand nous cessons de regarder et de subir l'action des choses du dehors, quand notre esprit use de ses propres forces pour les transporter en lui, pour s'en faire une représentation idéale, qu'il puisse embrasser et contenir. En réalité, il y a de l'imagination dans notre langage, il y en a dans l'opération involontaire de nos yeux, il y en a dans tout ce qui est un acte de notre personnalité. Nous avons beau ne pas nous en douter : lorsque nous voyons une chose, c'est nous qui composons l'aspect sous lequel elle nous apparaît. Par cela seul que notre attention ne peut se fixer sur un point sans que tous les autres restent plongés dans une sorte de pénombre, l'objet prend pour nous un centre; notre œil en fait ainsi une image qui ne renferme que des apparences partielles qu'il nous est possible d'apercevoir en même temps. Par cela seul encore que notre esprit ne peut avoir qu'une pensée à la fois, ou du moins qu'il ne peut penser à la fois que ce qui se rapporte à une même préoccupation, c'est nous qui donnons à l'objet un sens unique; notre intelligence ne le considère qu'à un seul point de vue et n'y laisse subsister que les documens et les indices par lesquels il peut témoigner sur une même question. Par cela seul enfin que notre sensibilité a ses lois, c'est nous qui faisons d'un objet un poème de lignes ou un tout poétique, un groupe d'élémens qui, comme les doigts du musicien, ne frappent en nous que des notes propres à se combiner. Le premier regard que je jette sur la chose qui est devant moi décide si elle m'apparaîtra comme un fait de clair-obscur ou comme un fait de couleurs manifesté dans telle ou telle gamme. Qu'une teinte jaune frappe d'abord mon œil, il m'est impossible sur le moment de voir les autres couleurs dont le propre serait de me causer une sensation incompatible avec celle qui me possède; si les rouges et les bleus ne sont pas anéantis pour moi, c'est à travers mon impression du jaune, comme à travers une atmosphère teintée, que j'en reçois les rayons. J'étais libre en commençant; mais le ressort de mon être a reçu une impulsion, et il a désormais ses volontés : il repousse ou transforme ce qui voudrait l'arrêter brusquement dans la ligne de son mouvement. De lui-même aussi il tend à revenir d'une vibration à une certaine autre vibration; il tend, après chaque ébranlement, à reprendre son repos, et naturellement mon œil s'ouvre aux nuances de l'objet qui peuvent m'affecter comme mon besoin le réclame. Telle est l'origine et la raison des rappels de tons, des équilibres de couleurs, des harmonies produites par l'unité d'intonation. L'artiste, le grand peintre ou le grand poète, n'est autre que l'homme qui sent ainsi énergiquement les exigences de sa nature propre : c'est le moi le plus intense et en même temps le plus délicat, qui ne cesse pas d'être sensible aux moindres ac-

tions du dehors, mais qui ne se laisse pas anéantir par elles, qui ne supporte pas ce qui va contre ses nécessités, et qui impose le plus au non-moi ses propres lois.

J'irais même plus loin, si je ne craignais de donner une définition trop arrêtée de ce qui reste encore vague pour moi : je dirais que l'imagination, à parler strictement, n'a rien à faire avec le monde extérieur, qu'elle est purement un acte de notre propre vie. Ce n'est point une réalité qui vient se faire pensée en nous, c'est une pensée ou un sentiment à nous, une aspiration ou une sensibilité de notre être, qui se définit sous l'apparence d'une réalité. Il se peut que notre esprit ait été mis en jeu par un objet sensible, et alors, comme la conception qui s'enfante dans notre esprit ressemble à cet objet, nous la prenons assez naturellement pour une simple représentation; mais, en examinant mieux, nous découvrons vite que cette conception n'est pas même une tentative pour nous figurer le fait extérieur, qu'elle ne traduit vraiment et ne cherche à traduire qu'une impression personnelle éveillée en nous par ce fait. Et il me semble que nous avons là le secret de l'énigme que M. Ruskin proclamait si complétement insoluble. Comment l'imagination peut-elle trouver avec tant de justesse les moyens d'atteindre un résultat qu'elle ne soupçonne pas à l'avance? Elle le peut précisément parce que sa conception est l'acte d'un sentiment qui ne se connaît pas encore, et qui fait effort pour se connaître. Le langage ici peut nous servir de parfait exemple. Quand nous prenons la parole, nous ne savons pas les mots qu'il nous faut, et il est impossible que nous le sachions, puisque c'est le besoin même de nous rendre compte d'une idée encore vague qui nous sollicite à parler; mais nous n'en portons pas moins déjà notre idée dans notre sein : déjà elle a son individualité, elle est ce qu'elle est, elle aspire à se manifester telle qu'elle est, et en se heurtant à tout ce qu'elle rencontre dans notre esprit, elle s'apprend elle-même mot à mot, comme chaque homme, dans la vie, apprend son propre caractère au contact des circonstances qu'il rencontre.

Maintenant, à la place d'une pensée qui se dégage de notre intelligence et qui cherche des mots pour s'individualiser, supposons un sentiment qui naît en nous de lui-même ou au contact d'une chose et qui cherche des images pour se rendre sensible : nous aurons le procédé exact de l'imagination. Sans métaphore aucune, elle n'est que la langue figurée avec laquelle notre esprit se raconte à lui-même ses impressions, et les accords d'images qu'elle produit n'ont pas plus de rapports avec la conformation des réalités que les accords de mots qui nous servent à parler d'un minéral n'ont de rapports avec les affinités chimiques qui relient ses élémens. La méta-

morphose est moins évidente sans doute que dans le langage, mais elle est aussi réelle. Les additions et les suppressions que je fais subir aux teintes et aux formes de la nature sont littéralement l'analogue des substantifs et des adjectifs que j'emploierais pour la décrire; ces teintes deviennent des types de qualités, des types de pensées humaines, et dans ses combinaisons mon imagination traite la réalité comme l'Égyptien la traitait dans ses hiéroglyphes : elle la brise pour la recomposer, elle laisse de côté ceux de ses élémens qui n'avaient pas concouru à mon impression, elle abrége et modifie ceux qu'elle lui a empruntés, afin de leur donner une éloquence nouvelle, et c'est ainsi seulement qu'elle a pu atteindre son but. Dans ce cas comme dans tous les autres, le pouvoir de l'imagination tient à sa liberté. Si elle crée des œuvres harmonieuses, c'est précisément parce qu'elle ne reproduit pas les harmonies de la nature et qu'elle ne s'inquiète pas de ses lois; c'est parce qu'elle est une inspiration indépendante qui choisit ses matériaux d'après ses seuls besoins, qui ne les accorde entre eux qu'en les accordant avec elle-même, qui ne leur donne une forme totale qu'en les moulant sur sa propre individualité.

Les mêmes remarques pourraient également s'appliquer à la théorie du beau qui complète le système de M. Ruskin. Il s'en faut que cette théorie soit sans valeur, car il a le plus vif sentiment de la beauté sous toutes ses formes, et qu'il se trompe ou non dans ses explications, cela ne l'empêche pas d'être admirablement perspicace pour analyser les combinaisons de lignes et de couleurs dont l'impondérable prestige s'appelle pour nous symétrie, unité, variété. Toujours est-il que sa doctrine n'a encore pour but que de confondre le beau avec le réel. Par antipathie contre l'esthétique qui l'a fait consister dans une sensation toute passive de plaisir, il le fait lui-même consister soit dans une pure idée, soit dans la conformation tout extérieure des choses. Chaque espèce de beauté, suivant lui, n'est que le reflet d'une perfection divine dont le Créateur a laissé l'empreinte sur son œuvre. Par rapport à l'homme, le beau dans sa théorie n'est donc plus qu'une perception émue du vrai; c'est la réalité contemplée avec amour, avec reconnaissance et adoration, c'est le *sentiment tout moral* qui accompagne la connaissance des œuvres de Dieu, comme l'intelligence peut les voir et les juger, et pratiquement ce système revient toujours à faire résider la beauté dans la seule manière d'être des choses.

En tout cas, cela revient certainement à ne point reconnaître que le beau tient à un rapport entre nous et les objets, à une concordance entre la manière dont une chose, vu sa nature, tend à faire jouer nos facultés et la manière dont, vu les limites et les tendances de nos facultés, il leur est à elles-mêmes possible, facile et agréable

de jouer. En quoi consiste ce rapport? Là n'est point la question importante. Comment nos œuvres doivent-elles être conformées pour présenter avec toutes les lois et toutes les parties contraires de notre être cet accord parfait qui est le beau? Ce n'est point pour n'avoir pas su l'expliquer que M. Ruskin est en faute, car ce mystère-là n'est rien moins, à mon sens, que le mystère même de notre nature, que l'inexplicable lien qui unit en nous le moral et le physique, l'infini et le fini. Le problème n'est pas de ceux que l'on résout en parvenant à en concevoir la solution : au contraire, il s'agit pour le résoudre de renoncer à notre raison, et de laisser faire les affinités secrètes de notre être, qui peuvent seules savoir ce qu'elles repoussent et réclament. C'est cela même qui rend si dangereuse la théorie de M. Ruskin : elle est plus qu'une erreur, elle est une influence funeste qui empêche le beau de se compléter dans l'esprit de l'artiste par l'accord spontané de ses propres sympathies et des propriétés de l'objet. En répétant que les lois de la lumière ou les lois physiques sont la raison et la règle des harmonies de lignes et de couleurs, en poussant le peintre à tendre sans cesse ses facultés pour épeler la nature, en l'habituant à croire que son œuvre ne peut devenir belle qu'en indiquant les élémens partiels des objets dans l'ordre même où ils s'y rencontrent, elle le livre à un parti-pris qui lui enlève la liberté de créer au gré de son inspiration, elle l'asservit à une volonté qui entrave la chimie involontaire de ses sentimens, et le miracle de l'art ne peut plus s'accomplir en lui.

En résumé, par sa théorie du beau comme par ses théories du vrai et de l'imagination, M. Ruskin vise au même résultat et nous donne le même spectacle, celui d'une nature admirablement douée, mais dont les idées sont constamment faussées par un biais d'esprit plus fort que tout ce qu'elle peut voir et sentir. Il possède par trop la grande qualité de sa race, la puissance d'examiner en détail. En présence d'une toile, son penchant irrésistible est de chercher si le caillou peint par l'artiste retrace fidèlement chaque particularité qu'il est arrivé à observer dans un caillou, de regarder si l'eau de l'image n'est pas ridée à l'endroit où, d'après ce qu'il sait des lois naturelles, elle devrait être tranquille. Malgré les réserves et les concessions que ses sentimens peuvent lui dicter, toujours son besoin d'analyse reprend le dessus, toujours sa curiosité intellectuelle le ramène à conclure que le meilleur tableau est celui qui est le plus près de retracer tout ce qu'il est possible de saisir dans les choses en les étudiant morceau par morceau. L'erreur est glorieuse, je le veux; elle vient plutôt chez lui d'un excès que d'un défaut de facultés. Avec l'activité de son intelligence et de son imagination, la réalité lui suffit : il est capable d'en tirer lui-même directement son festin de pensées et d'émotions; il aurait donc trop à perdre si les pein-

tures n'exprimaient qu'une impression humaine, et si pour l'exprimer elles laissaient de côté la multitude des détails et des indices par lesquels le moindre objet de la nature peut lui suggérer une infinité d'idées et de sentimens. Il n'est pas moins vrai que ses principes seraient mortels pour l'art, qu'ils conduiraient à des œuvres qui n'exprimeraient absolument plus rien. Personnellement il a beau apprécier et réclamer aussi les qualités d'imagination et de sentiment; en s'obstinant à soutenir que la valeur d'une œuvre est en raison directe du nombre et de l'importance des connaissances qu'elle nous transmet, il enseigne ce qui rend impossibles l'imagination et le sentiment, ce qui condamnerait les tableaux à ne plus avoir ni l'unité qui donne à une composition la puissance de nous émouvoir, ni la beauté de conformation qui lui permet seule de nous charmer, ni ce rapport avec nous-même qui fait qu'elle est vraie pour nous, propre à nous transmettre une idée. La peinture, telle qu'il tend à la rendre, ne produirait plus que des catalogues et des inventaires, des collections de matériaux pour servir à l'histoire de la nature. Au lieu d'un tableau, nous aurions une mosaïque de fragmens juxtaposés, un conflit d'intentions et d'aspects incompatibles, quelque chose qui n'existerait pas comme ensemble. Quand même le peintre aurait énuméré tous les caractères poétiques et plastiques de la réalité, quand même son travail révélerait chez lui un œil et une âme d'artiste, l'image ne serait rien comme tableau; elle n'aurait aucune action directe sur le spectateur, aucun magnétisme; elle serait à un vrai tableau ce qu'est à une musique exécutée le cahier où elle est notée : cahier rempli de signes algébriques qui indiquent toutes les parties du concert, mais qui ne le font point entendre, qui laissent au lecteur la tâche de se procurer lui-même un orchestre pour les déchiffrer.

Quant à l'autre côté de la doctrine de M. Ruskin, je veux dire quant à ses efforts pour faire de l'art une expression du développement général de l'homme, ils ne s'attaquent pas moins à l'individualité de la peinture. Depuis bien longtemps déjà les peintres subissent fâcheusement cette tyrannie de la littérature dont je parlais plus haut. Sous prétexte de les élever en dignité, la plupart de leurs amis ne les encouragent guère qu'à mépriser et à renier leur dignité propre pour aspirer à une gloire étrangères à leurs fonctions. L'intérêt humain, l'intérêt pathétique, l'intérêt philosophique ou moral, tous ces intérêts sont précisément et purement ce que cherche dans un tableau la foule ignorante, ou bien la foule instruite qui n'a jamais éprouvé les émotions particulières que l'art est appelé à rendre, qui, faute de pouvoir apprécier les qualités spéciales des images, ne peut leur demander que les mérites d'un récit ou d'un roman. Je ne dis pas que ces mérites n'aient aucune

valeur en peinture : ils sont bons jusqu'à un certain point, à peu près comme le sentiment poétique est bon dans un traité d'astronomie ou de géologie, ils le sont en tant qu'ils servent à rehausser l'intérêt plastique au lieu de lui disputer la prééminence; mais celui qui les proclame comme le seul ou le principal but de l'art n'en est pas moins un avocat qui ne fait qu'ériger en lois l'opinion et l'instinct de l'ignorance. Le peintre doit avant tout être un peintre : sa vocation est d'aller récolter à travers la nature les prestiges des tons et des formes, l'inépuisable poésie des flaques de lumières, des masses d'ombres, des effets de surface; c'est d'entendre et de faire entendre aux autres la musique des images, le concert des mélodies joyeuses ou plaintives, des harmonies solennelles relevées de fioritures imprévues que les aspects produisent dans l'âme par leurs contrastes et leurs accords, par leurs mouvemens, leurs repos, leurs richesses et leur simplicité; c'est de traduire enfin sur une toile tout un monde de charmes, de vertus secrètes et d'indicibles propriétés qui sans doute sont plus ou moins liés à ce que voit et conçoit notre intelligence, mais qui ne s'adressent pas à elle directement, qui sont au contraire l'action que les choses exercent sur des sensibilités et des facultés entièrement distinctes de notre raison.

Je m'explique très imparfaitement, je le sais; mais ce qui se laisse si mal définir se laisse bien mieux sentir. Pour peu qu'on ait la fibre de l'art, il suffit d'un regard jeté sur deux tableaux, et l'on ne peut pas les confondre. Dans l'un, il n'y a que des idées de romancier ou d'homme d'esprit : l'artiste peut avoir montré de l'imagination dans ses incidens, dans la conception ou la mise en scène du sujet; mais c'est de l'imagination littéraire qu'après coup il a traduite en images, et son œuvre, comme tableau, n'est toujours qu'une traduction, une œuvre de patience et de mélancolie. Devant la toile voisine, c'est un tout autre fluide qui me court sous la peau : j'y sens remuer, j'y sens jaillir une émotion et une imagination de peintre; je n'ai peut-être sous les yeux qu'une pose très insignifiante, un étrange agencement de lignes; pourtant cette pose parle aussi à mon intelligence et à mon cœur, elle imprime à tout mon être un certain rhythme, parce que l'être entier du peintre aussi a concouru à la concevoir, et c'est à cela que je reconnais le véritable artiste : je sais que j'ai affaire à un homme qui pense et sent en images, à un homme pour qui les images sont devenues la seule langue naturelle de toutes ses facultés. — Qu'importe qu'un tableau me retrace admirablement une salle d'hospice avec toutes les attitudes exactes de la décrépitude et de la maladie? Qu'importe qu'un nouveau Lavater écrive sur les visages de ses personnages tout un traité de science physiognomonique? Je pourrai être étonné, je serai amusé par le jeu d'esprit ou édifié par la savante étude; mais je ne serai pas enivré.

Le chef-d'œuvre d'observation et l'ingénieuse mimique ne vaudront pas pour moi la magie de l'œuvre qui me transporte dans le monde surnaturel des formes, qui me rend pour un moment l'étrange vision que j'ai parfois dans la rue ou dans la campagne, lorsque tout à coup les hommes et les choses semblent perdre leur relief, et que la terre autour de moi n'est plus qu'une surface plate, un jeu de silhouettes brodées de lumière, un effet scénique d'ombres sans corps et d'apparences sans substance qui vont et viennent avec une animation fantasmagorique.

M. Ruskin fait remonter à la renaissance le commencement de la décadence. C'est aussi mon avis dans un sens; mais ce qui commençait alors, et qui devait être funeste plus tard, ce n'était point le souci du beau. Que, dans sa préoccupation de l'effet, la renaissance apportât beaucoup de vanité, de sensualité, de formalisme et de prétention à la science, cela n'est pas douteux, et il ne l'est pas non plus qu'il y eût là un germe de mort. Toujours est-il que ces mauvaises tendances, qui dès le principe avaient dégradé l'élément plastique de la peinture, n'ont fini par amener la décadence qu'en étouffant cet élément même, en changeant les peintres en ouvriers qui ne sentaient plus rien, tant ils étaient occupés à raisonner et à calculer ce qui pouvait sembler convenable ou agréable à leur public. Le vrai mal ainsi, c'était le rôle que l'intelligence dès lors tendait à jouer dans la peinture au détriment de l'inspiration. C'était le rationalisme, cette même tyrannie de la raison que M. Ruskin ne fait qu'exagérer en lui donnant une autre forme. Il ne veut pas du raisonnement qui se dépense à concevoir des procédés et des méthodes de beau style, mais il veut le raisonnement au profit de la vérité; il ne veut pas le drame et l'expression de la physionomie au point de vue du bel effet, mais il les veut comme moyens de relater les événemens tels qu'ils se passent, et c'est toujours voter pour ce qui a tué la peinture. Nous pouvons le dire, appuyé sur trois siècles d'expérience: la recherche du drame et de l'expression, voilà surtout l'idolâtrie qui a frappé les artistes d'aveuglement et d'impuissance, voilà la prétention qui les a empêchés de peindre sous la dictée de leurs bonnes inspirations, voilà la cause qui fait de presque tous nos tableaux modernes un charivari de lignes grimaçantes, un laid assemblage de formes, de groupes et de teintes qui sont plus qu'insignifians pour le sens plastique, qui le heurtent et le déchirent comme à plaisir. Nos *Charlotte Corday*, nos *Jane Grey*, nos *Bataille d'Eylau*, sont un contre-sens pour les yeux. Malgré leurs qualités de détail, ils sont, comme intention d'ensemble, la négation même de l'art. Et ce n'est pas seulement que les lignes, quand on les combine en vue de faire comprendre un incident ou d'indiquer sur un visage certaines passions, ne peuvent plus obéir aux exigences d'une

idée de peintre; lors même qu'une intention de bon aloi est parvenue à se faire jour dans l'œuvre de l'artiste, lors même qu'à travers toutes ses entraves volontaires et ses nécessités de narration, il a su penser et exprimer un effet de clair-obscur ou un effet de groupe qui en eux-mêmes seraient de la plus franche valeur, c'est assez que son tableau veuille être un récit pathétique, c'est assez qu'il tourne notre attention vers la vie et le fond des choses, vers les joies et les douleurs signifiées par les lignes, pour qu'il ne puisse plus nous causer d'impression plastique. Il ressemble à un roman trop vrai et trop déchirant qui nous met en face des réalités de notre destinée. C'en est fait des ivresses et des attendrissemens de l'imagination : nous sommes remués dans la partie de notre être qui est susceptible de crainte et de désir, de plaisir et de douleur; nous ne pouvons plus éprouver ces autres émotions qui sont comme les échos prolongés de la terre à travers les profondeurs de notre esprit. Et qu'avons-nous après tout pour nous dédommager? Le peintre qui sait le mieux par cœur les attitudes possibles, qui connaît le mieux les combinaisons et les inflexions de lignes que le corps humain peut présenter dans ses divers mouvemens et ses raccourcis en perspective, ne nous donne encore que le sentiment d'une triste impuissance lorsqu'il veut rivaliser avec la nature et qu'il nous sollicite à le comparer avec elle. Il faut en prendre notre parti : comme récit des faits, la peinture sera toujours misérablement pauvre. Il n'y a pour elle qu'un moyen de s'assurer une supériorité décidée, c'est de se résigner franchement à être l'expression de nos propres idées de formes et de couleurs.

III. — LA MORALE DE L'ART DANS LE SYSTÈME DE M. RUSKIN.

Voilà bien des critiques. Pour ma propre satisfaction, on me permettra de le dire, ce n'est pas sans hésitation que j'ai pris cette position d'adversaire envers un penseur qui, sous tant de rapports, a combattu pour la bonne cause, et j'aurais mal transmis ma pensée, si l'espace que mes objections ont dû prendre pour se développer cachait le respect et la sympathie qui occupent en moi beaucoup plus de place que le dissentiment. Les écrivains se divisent en deux grandes classes : les uns sont purement des hommes d'intelligence et n'énoncent que des opinions; après avoir regardé autour d'eux, ils racontent, autant qu'ils ont pu le voir, ce qui en est des choses; les autres, que j'appellerai les hommes de génie dans le sens primitif du mot, ne restent pas ainsi en dehors des objets qu'ils tâchent de juger; ce qu'ils expriment, ce sont des convictions et des affections qu'ils ne peuvent s'empêcher d'avoir; ils disent ce qui les attire et les repousse; ils combattent *pro aris et focis;* leurs idées

fussent-elles fausses comme appréciation de ce qui existe, ou de ce qui est possible, ou de ce qui porterait de bons fruits, on est à peine en droit pour cela de les traiter d'erreurs : quand c'est notre âme qui crie malgré nous, ce n'est toujours qu'un besoin vrai, un instinct humain qui peut la faire crier. M. Ruskin appartient certainement à cette seconde classe. Alors même que ses écrits seraient sans valeur par rapport à l'art, ils n'en resteraient pas moins des œuvres de la plus grande valeur par le point de vue élevé où ils placent le lecteur et où ils le forcent à monter, par la droiture, le haut sentiment moral, la noble manière d'être homme et d'envisager le rôle d'homme qu'ils sont sûrs d'inoculer dans la mesure où ils portent coup. En ce qui touche l'art, il s'en faut aussi qu'il n'ait rien fait : il a déblayé le terrain de la vieille superstition du beau idéal, de cette dédaigneuse théorie qui n'est bonne qu'à stériliser l'imagination, en détournant l'artiste d'écouter d'abord la nature et d'apprendre par expérience toutes les formes d'émotion qu'elle peut éveiller en lui. Il a débarrassé la voie de la doctrine non moins dangereuse du XVIIIe siècle, de celle qui prétendait trouver le grand style en enlevant aux objets tout ce qu'ils ont de particulier et d'individuel, c'est-à-dire en leur enlevant aussi leur caractère plastique. Il a réagi de toute sa force contre la croyance au savoir-faire, contre cette foi d'ouvrier qui considère l'art comme une sorte d'ébénisterie, et qui s'imagine qu'il importe seulement de connaître les bonnes espèces de produits et les bons procédés pour être un habile ouvrageur en tableaux : funeste illusion qui ne saurait être trop souvent démasquée, funeste prétention de la raison qui pousse l'artiste à sortir sans cesse de lui-même pour chercher ce que doivent être les œuvres, et qui en définitive prétend assurer à tous le secret de façonner d'admirables peintures, en apprenant à tous à ne jamais tenir compte de leurs propres sentimens ! Ne nous y trompons pas, c'est encore cette éternelle espérance de la médiocrité qui sert de base à nos méthodes d'enseignement, à l'organisation de nos ateliers d'études, à toutes nos institutions et nos traditions en fait d'art. Nous n'avons pas cessé de poursuivre la science magique qui dispense d'avoir du génie, et M. Ruskin a été droit au cœur du mal en s'appliquant à montrer qu'on n'est artiste que par la grâce de Dieu, en répétant que la première condition pour communiquer une belle émotion, c'est de l'éprouver, que par conséquent il s'agit avant tout d'être sincère, de n'employer son savoir qu'à rendre fidèlement ce qu'on a senti, et qu'ensuite ceux-là seuls sont de grands maîtres à qui il a été donné d'avoir les sentimens qui sont d'un grand peintre, et qui, en se traduisant tels qu'ils sont, produisent les grandes œuvres.

Mais en vérité ce n'est pas telle ou telle pensée de détail qui mérite l'éloge. Si l'on pouvait séparer chez M. Ruskin les appréciations morales et les jugemens, les intuitions qu'il a sans raisonner et les idées par lesquelles il s'en rend compte, on s'apercevrait qu'il ne s'égare que dans ses jugemens. Creusons sous son réalisme, et qu'y trouvons-nous? Le sentiment intense et profondément juste qu'un art vivant et large, large comme la nature et comme l'homme, ne peut avoir sa source que dans une sympathie universelle, dans cette disposition qui est comme le génie d'aimer, de nous intéresser à tout, de découvrir, à force de nous oublier, la beauté et le côté frappant de chaque chose. Celui qui se renferme en lui-même pour rêver d'après ses goûts des types de perfection idéale, celui qui s'exalte le plus en imagination à l'idée de l'admiration que lui aurait causée Cincinnatus ou des transports qu'il éprouverait devant les montagnes de la Suisse n'est certainement pas l'homme qui sait le mieux rendre justice aux qualités de ses amis, ni qui excelle à tirer des campagnes et des buissons qui entourent sa demeure le contentement et les inspirations qu'ils pourraient fournir, — et ce n'est pas lui non plus qui sera le plus grand peintre. Que trouvons-nous encore sous la tendance de M. Ruskin à confondre le domaine du peintre avec celui de l'écrivain? Un sentiment non moins juste de la solidarité qui relie toutes nos facultés, un immense désir de vivifier l'art en le rattachant au mouvement de nos pensées et en lui prêtant la passion de notre nature morale, une profonde perception surtout de l'influence que les qualités et les défauts du caractère exercent sur les œuvres de la main, sur le tableau du peintre ou le clou que fabrique l'ouvrier. Et c'est ici surtout que M. Ruskin a été novateur et mérite d'être écouté, car il a en quelque sorte fondé la *morale de l'art*. A chaque instant je suis stupéfait, en lisant notre littérature populaire, de la manière dont on y parle de la morale. On dirait que ce mot-là dans notre vocabulaire est devenu synonyme de niaiserie, ou en tout cas qu'il signifie seulement, pour les critiques, un certain genre littéraire comme l'idylle ou les contes d'enfans, une espèce d'ouvrage que l'on entreprend parce qu'on le veut, et décidément la plus infime espèce d'ouvrage, la moins favorable au génie. En dehors de cela, qu'est-ce que la morale, et qu'a-t-elle à faire avec l'art? Nos meilleurs oracles se piquent de ne pas le soupçonner, et depuis plusieurs siècles déjà nous appliquons consciencieusement cette philosophie. Nous vivons sur une religion, — car c'en est une, — qui fait de la science le principe de tout bien, de l'ignorance le principe de tout mal, et qui ne promet le salut que par le jugement, par le talent de concevoir les moyens appropriés aux fins. Nous croyons que, dans toutes les directions de l'activité humaine, on réussit par la grâce

d'une instruction ou d'un développement spécial qui n'a rien à faire avec ce que l'on est comme homme, que l'on arrive rien que par l'intelligence à primer comme penseur, que l'on devient grand géologue rien qu'en vertu de certaines connaissances emmagasinées dans un coin de l'esprit, que l'on devient éminent comme poète ou comme peintre rien que par la dépense d'esprit que l'on a faite à l'égard de la peinture ou de la poésie, rien qu'en possédant une habileté ou un organe qui ne sert qu'à faire des vers ou des tableaux, et qui à lui seul suffit pour les bien faire, c'est-à-dire qui suffit pour nous rendre experts de ce côté en nous laissant d'ailleurs pleine liberté d'avoir les défauts qui peuvent nous égarer dans nos actes et de ne pas avoir les qualités qui enfantent les nobles sentimens, les volontés droites et les hautes pensées. Qu'on lise nos jeunes poètes et nos jeunes romanciers, et l'on verra si ce n'est pas ainsi qu'ils ont compris l'art de faire de beaux romans et de la belle poésie. Et ne serait-ce pas là précisément la cause de leur stérilité et de leur impuissance? Ne serait-ce pas encore une cause toute semblable qui a prédestiné notre politique à ne construire que des châteaux de cartes, notre religion à perdre toute influence sociale et tout pouvoir sur les âmes? Nous avons perdu le sentiment de l'unité de notre être; toutes nos convictions consistent justement à n'y pas croire, à ne pas reconnaître que nos œuvres de poète, de savant, de penseur, ne sauraient être avivées que par notre vie, ennoblies que par notre noblesse, qu'elles ne seront jamais qu'une grimace, un cérémonial appris ou un travail de manœuvre en tant qu'elles ne seront pas la manifestation de notre caractère entier, du même homme central d'où découlent à la fois nos actes, notre morale, nos affections et nos convictions de tout genre. Nous avons préféré rêver le rêve de l'insensé, caresser l'espérance commode que, lorsqu'on veut être peintre, on n'a que faire des vertus qui sont bonnes pour le saint et le héros. Nous-mêmes, de nos propres mains, nous avons brisé le fil qui pouvait seul conduire dans nos productions l'électricité de notre vie : nous nous sommes littéralement appliqués à trouver, à force d'habileté, l'art de mettre dans nos œuvres la dignité, l'émotion, l'infaillibilité et la beauté qui n'étaient pas en nous.

Je n'ai fait là qu'exposer à ma manière la pensée de M. Ruskin, l'esprit qui est répandu dans toutes ses paroles. On peut juger combien son regard porte au-delà des tableaux. Ce qu'il a tenté, ce n'est pas seulement de transformer l'art par un changement de méthode qui ne transformerait que lui : c'est de le renouveler en s'attaquant au tempérament d'esprit qui nous dirige dans toutes nos voies, de le régénérer par une conversion totale qui régénérerait tout aussi bien notre philosophie, notre politique et notre vie quotidienne.

Pour résumer sèchement son esthétique pratique, il a voulu dire que nous nous sommes entièrement trompés en pensant qu'il fallait nous guider sur des règles, des principes de style, des manières de faire, et que ce qui nous perdait était précisément cette impuissance à voir que les connaissances et les aptitudes spéciales de l'artiste sont simplement ses moyens. Il a voulu dire qu'au lieu de concentrer notre esprit sur les tableaux, au lieu de nous borner à rechercher ce qui pouvait être d'un bon effet sur une toile, il fallait au contraire faire affluer dans nos tableaux la vie de tout notre être, et qu'en dernier terme, notre imagination de peintre n'aurait jamais que la portée de nos pensées, le sérieux de nos affections, la noblesse de notre conscience. Il a voulu dire enfin que le secret du triomphe ou de la défaite n'était pas dans un code de bonnes ou de mauvaises recettes, mais dans le caractère moral, dans les bons et les mauvais mobiles qui du fond de notre cœur gouvernent à notre insu toutes nos facultés, les facultés plastiques aussi bien que les autres. Et je crois qu'en cela il a été plus près que d'autres de mettre le doigt sur le vrai principe de tout génie et sur le vrai principe de toute impuissance. Il se trompe en tant qu'il juge des conditions que les tableaux eux-mêmes doivent remplir, il se trompe très gravement lorsqu'il conclut que les idées abstraites de notre intelligence ou les sentimens purement moraux de notre conscience sont ce que la brosse doit directement exprimer; mais il a raison de croire qu'on n'est pas artiste à moins d'être d'abord un penseur et une nature généreuse. Il en est du peintre comme du poète : c'est ce que son esprit découvre et ce qui fait battre son cœur, c'est la part qu'il prend à tous les faits de ce monde qui seule peut féconder son talent. Chaque idée de son intelligence a pour contre-coup une idée de forme ou de couleur : chaque ébranlement ou chaque élan de ses affections détermine une émotion et une inspiration analogues dans ses facultés plastiques. Son génie de peintre n'est que l'écho par lequel son âme de peintre répond à toutes les vibrations de ses autres facultés. Et quant à l'influence qu'exercent les qualités et les défauts du caractère proprement dit, c'est toujours là qu'il en faut revenir. Après tout, comme le dit M. Ruskin, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais pour l'art que deux sources possibles : l'amour des œuvres de Dieu ou l'amour-propre, — le besoin de rendre hommage à quelque chose qui n'est pas nous, ou le désir de nous faire valoir nous-mêmes. Et de ces deux inspirations, celle qui a fait trouver tout ce que le monde a jamais connu de vrai, de beau et de bon est facile à nommer. Ainsi qu'il le dit encore : soyez musulmans, soyez chrétiens, mais croyez à quelque chose au-dessus de vous-mêmes. Comme l'Égyptien, adorez un faucon, et vous le peindrez comme ne le pein-

dra jamais celui qui n'y voit qu'un bipède emplumé, car l'extase que vous aurez éprouvée passera par votre main dans votre tableau, et elle lui donnera la puissance de communiquer à d'autres le même transport. Si les expositions nous apprennent quelque chose, c'est que le talent n'est pas ce qui manque, et que la médiocrité où restent tant d'artistes ne tient même pas à un défaut d'aptitude plastique, pas plus que nos bévues et nos erreurs ne tiennent d'ordinaire à une incapacité de voir. Sans doute nos qualités morales sont entièrement distinctes de nos qualités poétiques ou pictoriales, et toutes les perfections du caractère, en se manifestant dans un tableau, ne lui donneront point par elles seules la moindre valeur comme tableau; mais il n'est pas moins vrai que c'est la sincérité, l'enthousiasme et la droiture de l'homme qui peuvent seules bien diriger les aptitudes de l'artiste et leur faire porter de bons fruits. Ce qui a aveuglé le plus de penseurs et ce qui a condamné le plus de peintres à la banalité, c'est l'égoïsme, qui les a rendus insoucians, ou qui, avec ses aigreurs, a étouffé chez eux toute émotion sympathique; c'est la légèreté et le défaut de sincérité qui les ont empêchés de mettre à profit ce qu'ils avaient de puissance pour discerner et apprécier; c'est la vanité qui, en les rendant esclaves de leurs propres volontés, les a réduits à n'user de leurs moyens et de leurs forces que pour chercher ce qui pouvait plaire au public ou satisfaire leur propre ambition.

Je ne doute pas que cette tendance de moraliste ne soit le fond même de l'esprit de M. Ruskin. On s'en aperçoit à la qualité de son style, à la nature de son imagination, à celle de la poésie qui colore chacune de ses phrases. Entre tous les magiciens qui ont animé les choses inertes de leur propre vie, il a cela d'original que pour lui la terre se rattache au monde de la conscience par une sorte d'échelle de Jacob : au lieu de refléter les joies et les douleurs de l'homme, elle est à ses yeux comme un théâtre où les prototypes du bien et du mal, où la patience, l'amour, la soumission, le courage, révèlent dramatiquement leur énergie malfaisante ou salutaire. Toutes ses meilleures intuitions à l'égard de l'art lui viennent de la même source; il les a trouvées en étudiant la peinture avec l'œil du sens moral, avec cette clairvoyance qui ne regarde pas du côté de *l'effet* qu'un tableau peut produire, qui ne s'arrête même pas aux intentions que l'artiste a pu avoir, aux pensées qu'il a *voulu* exprimer, mais qui creuse encore plus avant, qui va jusqu'à son être intime, jusqu'à l'ensemble des organes et des impuissances qui, par leur opération, ont déterminé ses pensées et ses intentions. C'est de cette façon que M. Ruskin a surtout montré de belles qualités d'historien, un remarquable sentiment des époques, une perspi-

cacité supérieure pour surprendre la raison secrète et le lien des diverses écoles, la cause de leur développement et de leur décrépitude.

Malheureusement ce que M. Ruskin avait ainsi découvert, il ne l'a pas mis au service de l'art. Tout en aimant beaucoup l'architecture et la peinture, il ne les a point assez aimées pour elles-mêmes. Il a été plus préoccupé du développement de l'homme en tout sens, de son progrès intellectuel et religieux, de sa santé morale enfin que de ses facultés plastiques et de l'action que sa santé morale pouvait avoir sur elles ; en somme, c'est l'art lui-même qu'il a mis au service d'un but étranger à l'art. Il a évalué les tableaux d'après le profit que notre intelligence ou notre caractère en pouvait tirer ; il a voulu obliger les facultés plastiques à renier leur objet et leur œuvre propre pour travailler à communiquer toutes les pensées, tous les sentimens qui sont intrinsèquement bons et qui peuvent nous élever dans l'échelle des êtres. Ou plutôt, car je ne veux pas laisser échapper un des aspects intéressans de sa physionomie, il avait en lui, comme je l'ai dit, deux instincts opposés, les deux mêmes instincts qui existent côte à côte d'une manière si marquée dans sa race, et qui rendent si incompréhensible pour nous la rêveuse et positive Angleterre, cette patrie des Shakspeare et des Stephenson, des usines et des enthousiasmes religieux, cette terre où le bon sens le plus activement impitoyable coudoie l'imagination la plus visionnaire, où les esprits frappeurs, les tables tournantes et la vieille démonologie trouvent encore, au milieu du bruit des machines, leurs plus fervens adeptes. Pour ceux qui sont familiers avec la littérature anglaise, je pourrais dire que M. Ruskin tient à la fois des deux hommes qui ont le mieux personnifié cette soif de vie morale et ce besoin d'action du caractère national, Wordsworth et Carlyle. Comme Wordsworth évidemment, il est avide avant tout de dignité humaine : au fond, ce qu'il appelle de ses vœux, c'est l'avénement d'un art qui soit grand et beau par la puissance, l'activité et la beauté des facultés qu'il manifeste, d'un art qui représente les connaissances, les pensées et les sentimens que l'humanité pourrait avoir, si elle était en possession de toutes ses nobles aptitudes. D'un autre côté, le besoin d'observer et de connaître, le côté utilitaire de son esprit, l'amour de la nature enfin et sans doute aussi la contagion des idées répandues dans l'air ont poussé M. Ruskin dans les voies de Carlyle : il lui a emprunté ou il a partagé avec lui sa métaphysique écossaise, cette étroite psychologie qui confond sans cesse la vérité morale et la vérité physique, qui ne conçoit pas qu'une idée humaine puisse être vraie et bonne, si ce n'est parce qu'elle exprime une vérité qu'on a aperçue hors de soi, et qui ne reconnaît dans le monde

que deux grandes classes d'hommes : les génies qui sont propres à tout, parce que leur seule occupation est de déchiffrer dans les faits les lois éternelles de l'univers, et les logiciens qui ne sont propres à rien, parce que les brumes de leur propre cerveau les empêchent de lire dans les faits ces mêmes lois éternelles. Les lois de l'univers! est-ce donc en se tournant du côté des faits que l'on découvre les lois éternelles qui sont écrites dans l'Évangile, ou ces autres vérités dont les poètes ont été les interprètes? — Et l'homme donc, n'est-il pas lui aussi une réalité, une œuvre de Dieu? On en douterait en écoutant parler M. Carlyle et M. Ruskin, on en douterait en les entendant proscrire le roman et toutes les fictions des poètes, comme si tout ce qui n'est pas l'*histoire* d'un fait ou d'un événement ne pouvait être qu'un misérable mensonge.

Le résultat de ce conflit, nous l'avons vu. En voulant que l'art exprimât toute l'âme humaine, M. Ruskin a voulu en même temps que l'art ne se proposât que de faire connaître la nature et l'histoire. Plutôt que de mettre d'accord ces deux instincts par une concession réciproque, il a préféré croire à une sorte d'harmonie préétablie entre l'imagination et la réalité; il a préféré supposer que le tableau qui était le plus exact et le plus complet comme définition de la nature était par là même le plus grand et le plus complet comme expression de l'homme; en fin de compte, il s'est payé d'un compromis illusoire, qui, loin de concilier ses deux instincts, est tout entier au profit de son réalisme. De ce que moralement la disposition la plus salutaire et la plus noble est cet oubli de nous-mêmes qui nous porte à apprendre plutôt qu'à faire valoir nos propres pensées, à nous former une idée des choses plutôt qu'à décider d'après nos idées ce que doivent être les choses; de ce qu'il vaut mieux dépenser ses affections à rendre hommage aux beautés de ce qui est que de demander sans cesse à ses goûts et à ses désirs ce qu'ils peuvent imaginer de plus agréable pour eux, M. Ruskin a conclu que le seul but de l'art devait être de retracer ce qu'on pouvait connaître en regardant hors de soi, et qu'un pareil art résoudrait pleinement le problème dont il cherchait la solution, qu'il serait à la fois la représentation de la nature dans toute sa vérité et la manifestation de l'homme dans son plus bel état moral. C'est là une mauvaise logique, aussi mauvaise que celle du critique qui, sous prétexte que la conscience l'emporte en dignité sur l'intelligence et l'instinct dramatique, soutiendrait que le meilleur roman est celui qui se propose de développer directement les injonctions de la conscience. Dans l'intérêt même de la morale, ne fût-ce que pour enlever à ses adversaires l'occasion d'un triomphe sur ceux qui plaident sa cause, on ne doit pas laisser passer de telles aberrations. C'est le

romancier lui-même qui est tenu d'avoir le sentiment moral; c'est en lui que la conscience doit être pour lui ouvrir les yeux sur des mondes nouveaux, pour le rendre capable d'éprouver toutes les admirations et les répulsions que peuvent causer les noblesses et les bassesses de caractère, pour lui donner ainsi la puissance de créer des personnifications où le mal et le bien revivent dans leurs combinaisons infinies, où ils apparaissent sous des traits qui accentuent énergiquement leur beauté et leur laideur; mais vouloir que l'œuvre écrite soit une thèse de propos délibéré, c'est tout bonnement nier le roman, c'est dire au romancier de se faire prédicateur, et du même coup c'est enlever à la conscience un de ses moyens de propagande les plus efficaces, car celui qui parle avec le parti-pris de nous enseigner provoque la résistance de notre volonté, tandis que notre âme s'ouvre d'elle-même devant l'émotion et le laisser-aller de l'imagination. Les créations de celle-ci sont des épanchemens, et, sans que nous nous en doutions, nous sommes gagnés par les sentimens qui les ont fait naître.

De même, c'est dans l'âme de l'artiste que doivent se trouver l'amour de la nature, la soif de la vérité, l'oubli de soi et la pensée. Il n'en peut jamais avoir assez, et on ne peut trop le lui répéter: comme homme, il faut qu'il n'ait pas d'autre occupation et d'autre joie que d'étudier les œuvres de Dieu: comme peintre, il faut qu'il n'ait pas d'autre but que de traduire fidèlement les pensées et les sentimens qu'une étude incessante et passionnée de la réalité a pu faire naître en lui. Seulement ce qui est mauvais, c'est de l'asservir à une tâche, c'est de lui enlever le droit d'énoncer librement ses pensées et ses sentimens, le droit de les exprimer comme ils s'expriment en lui, de les retracer dans leurs libres mouvemens et leurs caprices, de représenter plutôt les tableaux qu'ils peuvent former dans son esprit quand ils se combinent au gré de ses instincts plastiques, quand chaque faculté apporte à l'imagination son expérience émue et ses souvenirs pour qu'elle les métamorphose en une vision de formes et de couleurs. Ce qui est funeste enfin, c'est de confondre la vérité et la sincérité, comme cela arrive perpétuellement à M. Ruskin. Cette seule erreur a empêché l'auteur des *Modern Painters* de lire juste la morale du passé et la leçon de l'avenir. Il a cru que la peinture primitive avait dû sa séve à ce qu'elle faisait passer le vrai avant le beau; il a cru que la foi avait vivifié l'art parce qu'elle le poussait au réalisme, et que l'incrédulité l'a tué parce qu'elle l'en a éloigné. Historiquement cela n'est pas exact. Il faudrait dire plutôt que la foi a été favorable aux artistes en contribuant à les rendre sincères, en faisant d'eux des hommes dominés par des sentimens intenses, et qui de la sorte étaient moins tentés de peindre en dehors de leurs

émotions véritables ou sans aucune émotion. Les premiers Florentins pouvaient penser qu'ils n'étaient que vrais comme l'entend M. Ruskin; mais cela signifiait simplement qu'ils étaient incapables de distinguer l'objet qui les frappait de l'impression qu'ils en recevaient. Ils ressemblaient à l'enfant qui ne parle que des choses sensibles et qui prend sans cesse ce qu'il s'imagine pour un fait qu'il voit. En réalité, ce qui nous attire encore vers leurs œuvres, ce n'est point la valeur qu'elles ont comme compte-rendu de la réalité. Si, malgré toutes leurs maladresses, elles gardent un je ne sais quoi qui vaut toutes les adresses, le secret du sortilége à mon sens est surtout dans leur naïveté. Il est dans la manière dont l'artiste trahit involontairement son âme à travers son récit, dans son indétermination absolue entre le beau et le vrai, entre ce qu'il aime ou conçoit lui-même et ce qu'il voit ou pense des objets. Les Giotto, les Angelico, les Memmi, les Gaddi, n'avaient aucun parti-pris, pas plus celui de représenter les réalités sans tenir compte de leurs affections que celui d'exprimer leurs affections sans représenter les objets; ils n'avaient aucune idée du beau qui n'est pas le vrai, aucune idée du vrai qui n'est pas le beau, et c'est pour cela même qu'ils ont si bien réussi à rendre à la fois leur sentiment du vrai et du beau, c'est pour cela qu'ils ont eu le privilége d'être inspirés à la fois par tout ce qui était en eux, par leurs instincts et leurs sympathies aussi bien que par leurs connaissances; c'est pour cela que leurs œuvres, au lieu d'être purement la formule d'une idée exclusive, sont l'incarnation de leur âme entière, de l'indicible unité de leur être.

De nos jours encore, quoique plus difficile à résoudre, le problème de l'art n'a pas changé : il s'agit toujours pour l'artiste de s'exprimer lui-même en exprimant les choses. Le véritable mal, celui qui a été et qui est la cause de tous les égaremens, c'est de ne plus sentir parce qu'on raisonne, c'est de ne plus peindre le beau ou le vrai comme on les sent, parce qu'on veut peindre l'idée qu'on peut s'en faire, c'est de sortir de sa propre pensée, de sa propre émotion, de ses propres affections, parce qu'on interroge son jugement, et qu'on s'applique à exécuter comme une inerte machine ce qu'on croit propre à causer aux autres telle ou telle impression. Le véritable mal, c'est le machiavélisme secret qui regarde du côté du public et qui ne vise qu'à agir sur le spectateur, qui combine ses tableaux comme un moyen d'action en vue de produire un effet voulu d'avance. Peignons ce que nous avons vu, peignons ce que nous avons imaginé, mais peignons naïvement, c'est-à-dire librement autant que sincèrement. Sortons de nos pensées, ouvrons notre cœur au large pour observer, apprécier, admirer, et laissons en-

suite notre récolte prendre en nous la forme qu'il lui plaira, celle d'une fiction, d'un rêve fantastique ou d'une histoire. S'astreindre à définir un fait, à relater un événement, à faire comprendre une idée, ce n'est que de la prose. Peinture, poésie, musique, l'art est la vérité humaine et vivante. Comme l'a dit Schiller, l'instinct qui l'inspire est un *instinct de jeu*. Nous sommes artistes quand nos facultés s'ébattent, quand, au lieu d'être attelées comme des chevaux de trait à un propos délibéré, elles s'enivrent en nous du plaisir d'exercer leurs forces, de s'abandonner à leurs seuls entraînemens, et que par là même elles ne révèlent que mieux leur nature.

D'échelon en échelon, si l'on remontait jusqu'à la cause première du système erroné de M. Ruskin, peut-être trouverait-on que son seul tort est d'avoir trop abondé dans le sens de sa race, d'avoir été, par son besoin de rendre la peinture pratiquement utile, un représentant et un organe trop fidèle du terrible sérieux de l'Angleterre; mais cela n'est pour sa théorie qu'une circonstance aggravante. Au lieu de contenir les penchans qui déjà dominent à l'excès autour de lui, il les flatte et les surexcite encore; au lieu d'ouvrir les yeux de l'école anglaise sur ce qui lui manque, il l'encourage à se faire un mérite de ses défauts. A l'heure qu'il est surtout, c'est d'une tout autre leçon que les esprits auraient besoin. Dernièrement on a construit à Oxford un musée destiné aux collections scientifiques, et tout autour de la cour principale du bâtiment quatre rangs de colonnes méthodiquement classées présentent comme une carte allégorique de la constitution du sol anglais. L'architecte n'a pas choisi ses matériaux en vue d'un effet architectural; il a voulu que les diverses espèces de marbre et de pierre colorée qui se trouvent en Angleterre fussent chacune représentée par un spécimen dans sa colonnade, afin que le cloître aussi eût un enseignement à transmettre. Le musée d'Oxford me semble un excellent symbole de ce qui se passe dans toute l'Angleterre à l'endroit des beaux-arts. Ailleurs on s'est occupé des tableaux parce qu'on les aimait, ou on les a négligés parce qu'on ne s'en souciait pas. Ici c'est une passion d'architecture et de peinture qui est enfantée par l'amour de la science; c'est une soif d'instruction qui a l'idée fixe de se satisfaire par des monumens, c'est un enthousiasme qui veut des œuvres plastiques, qui en veut encore, mais qui semble inspiré par le mépris même des sentimens plastiques, et qui n'entend admirer ou tolérer les sculptures et les tableaux qu'autant qu'ils seront devenus des leçons d'histoire, de morale ou de philosophie. « Au lieu des Jupiters, des Vénus et des Apollons, s'écriait un journal très répandu en réclamant la réforme de l'Académie royale, en lui reprochant la part qu'elle fait dans son enseignement aux études d'après l'antique, au

lieu des dieux et des héros imaginaires que nous a laissés le ciseau d'un Phidias, que ne donnerions-nous pas pour avoir un vrai portrait d'Homère? La simple image d'un jeune Grec que l'artiste nous eût fait connaître tel qu'il était serait plus intéressante pour nous que toutes ces figures idéales. » Oui sans doute, elle serait plus intéressante pour ceux qui ne s'intéressent qu'à l'histoire. Dans la poésie, le drame, le roman, la critique littéraire, ce sont là les principes qui règnent en souverains, c'est l'esthétique anglaise du jour, et jusque parmi les artistes elle trouve son armée militante dans ce groupe de jeunes peintres qui ont pris le nom de préraphaélites, quoique certainement ils soient loin d'avoir le laisser-aller et l'instinct de la grâce qui distinguaient les devanciers de Raphaël. Je ne voudrais pas juger ici sommairement des hommes qui sont dignes de respect pour leur bonne volonté; je ne voudrais pas leur contester un sentiment de miniaturiste et plus d'une autre qualité de franc aloi, mais je puis dire au moins que leur école est pour moi une sorte de miracle. C'est l'ascétisme absolu dans la peinture, c'est la fureur du renoncement poussée à ses plus extrêmes conséquences, c'est une petite église d'artistes qui s'acharnent positivement à s'imposer les tâches les plus rudes et à se sevrer de toutes les joies, à ne jamais se permettre de s'épancher sur leurs toiles, d'y laisser tomber ce qui leur vient à l'esprit, ce qui les a frappés, ce qu'ils auraient plaisir à peindre. Il y a environ un an, Londres entier était mis en émoi par un tableau où l'un des chefs de l'école, M. Hunt, avait représenté le Christ enfant enseignant les docteurs. Pour égaler les peines que l'artiste s'était données, l'enthousiasme n'eût jamais pu être assez grand. M. Hunt avait fait un long séjour en Judée afin d'y étudier le caractère des lieux; il avait consacré cinq ans à des lectures, des recherches d'érudition, des études de tout genre en vue de satisfaire les antiquaires, les théologiens, les physiognomonistes, en vue de faire dire à ceux qui s'étaient adonnés pendant des années à la science des chaussures d'Israël que ses chaussures étaient irréprochables; mais, hélas! il est difficile de contenter tout le monde. Après avoir examiné le tableau, une dame juive dit gravement : « Cela est fort beau, seulement on voit que l'auteur ne connaissait pas le trait distinctif de la race de Juda; il a donné à ses docteurs les pieds plats qui sont de la tribu de Ruben, tandis que les hommes de Juda avaient le cou-de-pied fortement cambré. » Voilà la Némésis, voilà ce que la peinture gagne à vouloir rivaliser avec chaque spécialité sur son propre terrain. — Chacun son métier, dirai-je, et les vaches seront bien gardées.

J. MILSAND.

ÉTUDES

D'ÉCONOMIE FORESTIÈRE[1]

LA VIE ANIMALE DANS LES FORÊTS DE LA FRANCE.

Cours de Zoologie forestière, par M. A. Mathieu, inspecteur des forêts.
Les Insectes nuisibles et les Oiseaux, par M. de Tschudi, 1860.

L'aspect d'une forêt produit sur les natures même les plus rebelles en apparence à toute émotion, les plus indifférentes à tout effet pittoresque, une impression dont elles ne peuvent se défendre. La majestueuse grandeur de ces arbres qui se succèdent à perte de vue les force à s'incliner devant une puissance supérieure et à lui rendre hommage. Aussi les forêts ont-elles été chez presque tous les peuples affectées au culte de la Divinité; les Grecs les croyaient peuplées de dieux, les Gaulois y célébraient leurs cérémonies religieuses, et de nos jours encore il n'est pas une contrée qui n'ait au plus profond des massifs quelque arbre consacré par la piété populaire.

Chaque forêt a son caractère particulier qui dépend des essences qui la composent. Le chêne au tronc gris et crevassé, au feuillage terne et découpé, a un aspect triste et monotone. Fier de sa force, il ne souffre pas d'être dominé, et dès les premières années il périt plutôt que de végéter sous l'ombrage. Il n'en est pas de même du hêtre; sa présence dans une forêt suffit pour y mettre de la variété.

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier, 1er juin, 1er novembre 1860, 15 mai 1861.

Son écorce blanche et lisse, ses feuilles d'un vert tendre, le font reconnaître au loin, et l'ombre épaisse dont il couvre le sol y étouffe toutes les herbes parasites. Le sapin se présente avec sa tige droite et élancée, son feuillage toujours vert; mais les rameaux, régulièrement disposés sur le tronc, obéissent à une loi inflexible et donnent à tous les arbres un aspect uniforme qui empêche qu'on ne les distingue les uns des autres. Il y a beaucoup plus de fantaisie dans les bois à feuilles caduques où chaque individu obéit en quelque sorte à sa propre inspiration. Toute forêt enfin a une physionomie propre, mobile, mais qui change à toute heure du jour, à toute saison de l'année. Cependant ce n'est là encore qu'un spectacle tout à fait superficiel. Pour qui sait en pénétrer les secrets, une forêt est un monde tout entier dans lequel on retrouve l'échelle complète des êtres organisés, depuis le plus parfait et le dernier venu jusqu'à celui dont la constitution rudimentaire trahit les premiers efforts de la création. La vie animale, qui s'y manifeste sous les formes les plus diverses, diffère essentiellement de celle que nous observons autour de nous. Vivant en liberté avec l'instinct que la nature leur a donné, les animaux qu'on y rencontre n'y sont soumis qu'à une loi, celle qui règle la propagation des espèces de manière à maintenir entre elles un équilibre nécessaire. Ils naissent et meurent sans avoir subi l'action de l'homme; mais ils n'en doivent pas moins être en sa puissance, car, suivant les usages auxquels ils sont propres, les substances dont ils se nourrissent, ils sont pour lui ou de précieux auxiliaires ou des ennemis dont il doit se débarrasser sans pitié. Un grand nombre d'entre eux d'ailleurs vivent aux dépens des arbres et exercent par conséquent sur la végétation des forêts une influence qu'il faut connaître quand on s'occupe de sylviculture.

I.

De tous les habitans des bois, les moins utiles à l'homme sont à coup sûr les insectes. Ils ont cependant, comme le fait remarquer M. Michelet, un rôle à jouer, et tiennent leur place dans l'harmonie générale. S'attaquant de préférence à tout ce qui est chétif et malingre, ils suppriment la maladie, précipitent la mort et accélèrent le retour de la vie; ils dissèquent les cadavres et purgent l'atmosphère des miasmes fétides qu'y répandrait la décomposition des corps organisés. Malheureusement ils ne s'en tiennent pas là, et avec une implacable voracité ils s'en prennent, faute de mieux, aux êtres pleins de vie. Chacune de leurs innombrables espèces a son jour et sa saison, chacune sa plante ou son animal, et si la multi-

plication n'en était rigoureusement contenue, ils finiraient par nous dévorer tous, vieux et jeunes, malades et bien portans. Quiconque a, pendant les fortes chaleurs de l'été, traversé certaines forêts humides sait quel fléau sont les taons et les cousins. Tournoyant par centaines autour des hommes et des animaux, ils les fatiguent de leur bourdonnement monotone, cherchant le point à attaquer. Aussitôt qu'ils l'ont trouvé, ils se mettent à l'œuvre, percent l'épiderme avec leur dard en pertuis et introduisent dans le sang cette salive âcre qui cause de si cuisantes démangeaisons. Ils ne quittent pas la place qu'ils ne soient repus : chassez-les, ils reviennent; tuez-les, ils sont remplacés par d'autres. Contre eux, pas d'autre remède que la fuite. Les tics ne valent pas mieux : ce sont d'autres parasites de la grosseur d'une tête d'épingle, qui vivent ordinairement dans les herbes et s'attachent aux jambes en se plongeant dans la chair jusqu'à mi-corps. On ne peut les enlever qu'en les enduisant d'huile, car ils laisseraient leur tête dans la plaie plutôt que de lâcher prise.

Ces insectes cependant sont plus désagréables que nuisibles, et ne présentent d'ailleurs au point de vue forestier qu'un intérêt secondaire. Il n'en est pas de même de ceux qui, exclusivement herbivores, causent parfois aux forêts un mal irréparable. Au premier rang figurent les chenilles, qui, dévorant les feuilles, privent les arbres de leurs organes respiratoires et en entravent la végétation, quand elles n'en occasionnent pas la mort. Destinées à devenir plus tard des papillons inoffensifs (1), aux brillantes couleurs, au vol timide et indécis, à la trompe en spirale, faite pour pomper les sucs des fleurs, elles sont, pendant la première période de leur existence, d'une voracité effrayante, qu'explique du reste une croissance très rapide, et dévastent des cantons entiers comme si le feu y avait passé. Si les chenilles mangent les feuilles, il est d'autres insectes qui s'en prennent à la tige, qui creusent le bois, le minent, le perforent en tout sens. Quelques-uns s'attaquent aux racines, d'autres aux bourgeons; tous font des blessures plus ou moins graves, dont la mort de l'arbre est la conséquence ordinaire. Ils occasionnent parfois des phénomènes de végétation assez curieux : tantôt ils font dévier les branches, tantôt provoquent des excroissances cornées

(1) On sait que, comme tous les insectes, les *lépidoptères* subissent plusieurs transformations avant d'arriver à l'état parfait. L'œuf produit la *larve* ou chenille, qui, après un temps plus ou moins long, passe à l'état de *nymphe* ou chrysalide. C'est de celle-ci que sort l'insecte parfait qu'on appelle *papillon*, et qui périt le plus souvent aussitôt après avoir pondu de nouveaux œufs. Ce fut Swammerdam qui le premier, vers la fin du XVII[e] siècle, constata ces diverses phases de la vie de l'insecte, et ce ne fut pas sans peine qu'il put faire accepter sa découverte.

sur les feuilles. La noix de galle, d'un emploi très répandu en teinture, est produite par la piqûre d'un insecte appelé *cynips*, qui pond ses œufs dans les bourgeons du chêne. En se développant, le bourgeon piqué donne naissance à cette petite noix sphérique qui renferme des principes colorans, et qu'on récolte vers le milieu de juillet.

Tous les insectes ne vivent pas indifféremment sur tous les arbres; ils ont leurs essences de prédilection, et ne s'adressent à d'autres que poussés par la faim. Les bois résineux souffrent beaucoup plus de leurs ravages que les bois feuillus, parce qu'une fois leurs aiguilles tombées, ils meurent infailliblement; la perte des feuilles dans les derniers, à moins qu'elle ne se répète plusieurs années de suite, n'est pas mortelle et n'occasionne qu'un simple arrêt dans la végétation.

De tous les arbres, le plus menacé c'est le pin. Depuis sa naissance jusqu'à sa mort, il est entouré d'ennemis. Dans sa jeunesse, c'est la larve du hanneton qui mange ses racines; c'est l'*hylobe*, coléoptère long de 2 centimètres environ, armé d'une trompe cornée, qui ronge l'écorce du jeune plant; c'est l'*hylésine*, qui perfore les nouvelles pousses, y creuse une galerie de bas en haut et les fait sécher; puis viennent les chenilles, et malheureusement elles sont nombreuses, les espèces qui dévorent cette essence : ce sont les *noctuelles*, les *pyrales*, les *bombyx pinivores*, les *liparis*, d'autant plus dangereuses qu'au lieu de commencer par l'extrémité des aiguilles, elles les coupent à la base, faisant ainsi tomber aussitôt la partie supérieure; c'est enfin la plus terrible de toutes, le *lasiocampe du pin*. A l'état parfait, c'est un papillon nocturne, au vol lourd et pesant, aux ailes brunes; la chenille est tachetée de noir, de rouge et de blanc, et armée de poils venimeux dont le contact avec notre épiderme suffit pour causer des inflammations. La femelle pond en moyenne deux cents œufs, qu'elle dépose sur l'écorce des arbres, à l'aisselle des branches, par tas irréguliers de cinquante environ. Après l'éclosion, qui se fait en été, les jeunes chenilles grimpent au sommet de l'arbre et y restent jusqu'au commencement de l'hiver, époque où elles s'enfouissent en terre pour reparaître au printemps et se transformer en nymphes au mois de juillet. Ces chenilles se multiplient rapidement et sont très mobiles; elles passent d'un arbre à l'autre malgré les obstacles qu'elles peuvent rencontrer, voyagent en colonnes serrées à de très grandes distances, et leurs ravages s'étendent parfois sur des forêts entières. C'est ainsi qu'en Allemagne, de 1791 à 1793, une invasion de lasiocampes détruisit 23,000 hectares de forêts et n'y laissa aucune trace de végétation. Lorsque les pins attaqués par cette masse d'ennemis

commencent à dépérir, arrive le tour des insectes *xylophages*, ou mangeurs de bois, qui, vivant dans l'intérieur même de l'arbre, n'avaient pu jusqu'alors, à cause du mouvement de la séve, s'installer dans le tissu ligneux. Ils achèvent l'œuvre de mort commencée par les premiers.

L'épicéa et le sapin, moins exposés que le pin aux ravages des chenilles, le sont davantage à ceux des xylophages. L'un de ces insectes, coléoptère de 2 millimètres de long, du genre *bostriche*, a mérité le nom de *typographe* à cause de la régularité des galeries qu'il creuse. Il commence par trouer l'écorce jusqu'au liber, et y pratique une chambre dans laquelle viennent s'accoupler un certain nombre d'individus. Chacune des femelles fécondées creuse aussitôt sa galerie particulière, où elle pond de vingt à cent œufs. A peine écloses, les jeunes larves ouvrent à leur tour de nouvelles galeries perpendiculaires à la première et vont se transformer en nymphes dans l'écorce. Bien que ces insectes séjournent de préférence dans les arbres languissans ou abattus, ils s'attaquent souvent aux plus vigoureux, et finissent par les faire succomber à leurs innombrables blessures.

Dans les forêts d'essences feuillues, l'insecte le plus à craindre est le *hanneton*. Les larves, connues aussi sous le nom de *vers blancs*, *turcs*, etc., sortent d'œufs déposés en terre; elles y passent trois années pendant lesquelles elles rongent les racines de toutes les plantes, n'épargnant pas plus les pépinières et les jeunes arbres des forêts que les blés et les fourrages. A l'état parfait, les hannetons ne sont pas moins nuisibles : ils se nourrissent de feuilles, les dévorent à mesure qu'elles poussent et n'en laissent parfois plus une seule sur les arbres décharnés. Ils sont si abondans dans certaines années qu'on a cherché à en tirer parti. On s'en sert comme engrais, on les donne en nourriture aux poules et aux bestiaux, on en fabrique de l'huile, du gaz, de la graisse à chariot, on en fait même une soupe fort savoureuse, dit-on, ayant quelque analogie avec celle d'écrevisse; mais il est douteux que ces différens services puissent jamais compenser le mal que font ces insectes aux productions de la terre. Les chenilles sont peu à redouter dans les forêts feuillues, quoique les *lyparis*, les *bombyx processionnaires*, les *cossus-gâte-bois*, y laissent cependant souvent des traces de leur passage.

La multiplication des insectes, surtout celle des chenilles, n'est pas constante, et s'opère parfois d'une manière irrégulière et par soubresauts. Il arrive souvent que pendant plusieurs années on aperçoit seulement quelques individus d'une même espèce, et qu'on se trouve un beau jour en présence d'une invasion formidable que rien

ne faisait prévoir. Il n'est pas nécessaire, pour expliquer ces phénomènes, de les attribuer, comme on l'a fait parfois, à des causes surnaturelles; il suffit de se rappeler la puissance des progressions géométriques. Lorsqu'on songe que, si les circonstances sont favorables, un seul couple de *lasiocampes* peut, en trois années, produire deux millions d'individus, il est inutile de parler de générations spontanées ou de pluies de chenilles : qu'il se rencontre deux ou trois couples par hectare, et la forêt est infestée. A l'époque de leurs diverses transformations, les *lépidoptères* sont très sensibles aux influences atmosphériques. Souvent alors un simple orage, un abaissement de quelques degrés dans la température en fait périr des quantités prodigieuses. A part ces courts instans, ils sont très robustes, et l'on a vu des chenilles supporter des froids de 50 degrés et se congeler complétement sans perdre leur vitalité. C'est dans les années aux hivers secs et froids et aux étés chauds que les multiplications excessives sont le plus à craindre.

En présence des dégâts causés par les insectes, les moyens employés pour en atténuer les effets et en empêcher l'extension sont, les uns préventifs, les autres répressifs. Les premiers sont les moins coûteux et souvent les plus efficaces. Ainsi le seul remède réel contre les insectes xylophages, c'est d'entretenir les forêts en bon état, d'en extraire les arbres morts ou dépérissans, d'écorcer ceux qui sont abattus et d'enlever avant le printemps, c'est-à-dire avant l'éclosion des œufs, tous les bois façonnés. Ces divers foyers d'infection écartés, la forêt n'a plus rien à craindre, puisque le mouvement de la séve empêche la ponte dans les arbres sains. La décortication partielle des ormes attaqués par les *scolytes* est également recommandée; mais ce procédé, trop dispendieux pour les forêts, ne peut convenir qu'aux arbres des parcs et des promenades. C'est l'opération qu'ont subie par exemple les ormes des Champs-Élysées et qui a longtemps été une énigme pour la curiosité parisienne. Si elle n'a pas complétement réussi, c'est que les causes de dépérissement ne se bornent pas pour ces arbres aux galeries du *scolyte*, mais qu'ils ont encore à souffrir de la poussière, des émanations du gaz, et surtout de la présence des décombres qu'on entasse à leur pied lorsqu'on nivelle le sol sur lequel ils se trouvent.

Un excellent moyen d'atténuer les dommages causés par les chenilles est de mélanger les essences feuillues aux essences résineuses. Les espèces qui attaquent les premières épargnent les secondes, et en cas d'invasion les unes ou les autres échappent au fléau. Trop souvent cependant ces moyens préventifs sont insuffisans, et, quelque onéreuse qu'elle soit, il faut recourir à une destruction directe. C'est en Allemagne surtout, où les forêts résineuses sont en majorité, où

par conséquent le danger est le plus à craindre, qu'on a étudié avec le plus de soin les procédés à employer à cet effet (1). C'est pour les forestiers allemands une branche de la sylviculture qui trouve sa place dans tous leurs ouvrages spéciaux; elle est même considérée par eux comme si importante, qu'elle est en permanence à l'ordre du jour dans les congrès forestiers qui se réunissent tous les ans. Chacun vient y communiquer les observations qu'il a pu faire dans les localités qu'il habite, indiquer les moyens qui lui réussissent le mieux pour lutter contre le mal. Lorsqu'un procédé nouveau est signalé, c'est une bonne fortune que s'empressent de répandre tous les recueils agricoles et forestiers du pays.

Pour défendre les plantations de pins contre les *hylobes*, les forestiers allemands les entourent de fagots de broussailles dans lesquels ces insectes viennent pondre leurs œufs, et qu'ils brûlent ensuite. Ils détruisent les chenilles, soit en faisant récolter les œufs, soit en les écrasant au moment de l'éclosion; ils vont même, quand ces moyens n'ont pas réussi, jusqu'à enduire les arbres de goudron pour empêcher les chenilles d'y monter, ou creuser des fossés remplis d'eau pour isoler les cantons infestés. Quand une invasion est à ses débuts, on peut ainsi en triompher; mais quand elle a une fois acquis un certain développement, tout devient inutile; il est trop tard d'ailleurs pour empêcher le mal, et la nature seule peut rétablir l'équilibre. C'est elle qui arrête alors la multiplication excessive des insectes par la multiplication plus grande encore du nombre de leurs ennemis. Le remède suit une progression plus rapide même que le mal, quand l'homme ne vient pas entraver l'action de la nature.

Ces ennemis sont nombreux et se rencontrent dans toutes les classes animales. Celle des insectes elle-même en fournit un certain nombre qui, essentiellement carnivores, se nourrissent des espèces herbivores : tels sont les *scarabées*, qui grimpent jusque sur les arbres pour y chercher leur proie, les *libellules*, qui chassent au vol les petits papillons, les *fourmis*, et surtout les *ichneumons*. Ceux-ci, connus aussi sous le nom de *mouches vibrantes*, sont essentiellement parasites; ils pondent leurs œufs dans le dos même des chenilles,

(1) M. de Tschudi, dans un ouvrage récent intitulée *les Insectes nuisibles et les Oiseaux*, rapporte que près de Torgau on a dépensé depuis plusieurs années plus de 25,000 thalers pour détruire les chenilles dans la forêt d'Annabourg, et que néanmoins il a fallu abattre 9,372 journaux de bois. En 1837, dans les forêts de Stettin, les *noctuelles* dépouillèrent de leurs feuilles tous les sapins sur une étendue de 860 arpens, et l'on dépensa plus de 1,000 thalers pour détruire 94 millions de ces insectes. Les chenilles de la *noctuelle piniperde* dévastèrent en deux années un septième de toutes les forêts de l'état. En Franconie, les chenilles du *lasiocampe* en 1839 dévorèrent 2,200 arpens de forêts malgré ce qu'on fit pour les détruire. On réussit mieux dans les forêts de Stralsund, où vers 1840 on fit ramasser 633 millions d'œufs du même insecte.

dont la substance sert de nourriture aux jeunes larves après leur éclosion. L'animal ainsi piqué ne périt pas immédiatement, il vit même assez longtemps pour se transformer en chrysalide; mais lorsque vient le moment de la transition à l'état parfait, au lieu d'un papillon, ce sont de jeunes ichneumons qui sortent de l'enveloppe. Le nombre de ceux-ci augmente donc plus rapidement que celui des chenilles, en sorte qu'ils finissent toujours par triompher d'une invasion, quelque menaçante qu'elle soit; mais ce n'est jamais qu'après plusieurs années qu'ils y parviennent, et pendant ce temps le mal causé est peut-être devenu irréparable. Dans sa lutte contre les insectes nuisibles, l'homme trouve encore de puissans auxiliaires dans des animaux dont au premier abord il semble qu'il ne puisse attendre aucun service. Les chauves-souris, les hérissons, les lézards, les crapauds, les couleuvres, les vipères même en détruisent d'énormes quantités, et si la physionomie de ces destructeurs d'insectes prévient peu en leur faveur, du moins ne faudrait-il pas étendre à tous une proscription que méritent seules les espèces dangereuses. Enfin de tous les ennemis des insectes le plus acharné, le plus impitoyable, c'est l'oiseau, qui en fait sa nourriture presque exclusive.

II.

« L'homme, dit M. Michelet, n'eût pas vécu sans l'oiseau, qui seul a pu le sauver de l'insecte et du reptile, mais l'oiseau eût vécu sans l'homme. L'homme de plus, l'homme de moins, l'aigle règnerait également sur son trône des Alpes. L'hirondelle n'en ferait pas moins sa migration annuelle. La frégate inobservée planerait du même vol sur l'Océan solitaire. Sans attendre d'auditeur humain, le rossignol dans la forêt, avec plus de sécurité, chanterait son hymne sublime. Pour qui? Pour celle qu'il aime, pour sa couvée, pour la forêt, pour lui-même enfin, qui est son plus délicat auditeur et le plus amoureux du chant. »

Rien de morne comme un paysage sans oiseaux. La forêt de Fontainebleau, si variée dans ses aspects, si pittoresque avec ses amas de roches entassées les unes sur les autres, si majestueuse dans les parties où se répand l'ombre épaisse d'arbres trois fois séculaires, est cependant d'une tristesse à donner le *spleen*; c'est parce qu'elle ne possède aucun oiseau, parce qu'aucun chant ne vient en interrompre le silence. Privée d'eau, car le sable altéré y boit avec avidité la pluie qui tombe, ne renfermant ni source ni ruisseau, elle est mortelle pour l'oiseau, qui s'en éloigne comme d'une contrée maudite; c'est tout au plus si de temps à autre on aperçoit quelque

épervier qui plane dans les airs en guettant sa proie, et dévore en s'éloignant quelque pauvre lapin. Tout entier à sa première impression, on ne sent d'abord que le besoin d'admirer; mais peu à peu le silence vous oppresse, et finit par vous rendre insensible à toutes les beautés qui vous entourent.

Parmi les trois cent soixante espèces d'oiseaux qui vivent dans notre pays, les unes sont exclusivement forestières, d'autres préfèrent le séjour des champs et recherchent la présence de l'homme, d'autres enfin habitent les forêts pendant une partie de l'année seulement, ou bien vivent indifféremment ici ou là suivant qu'elles trouvent à se nourrir. A part quelques exceptions, toutes celles qui habitent les bois sont éminemment utiles, les unes parce qu'elles détruisent une foule d'insectes et autres animaux malfaisans, les autres parce qu'elles nous fournissent un gibier succulent, et que, tout en servant à notre alimentation, elles sont pour nous une occasion de plaisir.

Par une série de minutieuses expériences qui n'ont pas duré moins de quarante années, M. Florent Prévost, aide naturaliste au Muséum, est arrivé à connaître mois par mois, semaine par semaine, le régime alimentaire des oiseaux de nos climats. En examinant les débris contenus dans leurs estomacs, il a su combien chacun mange de graines, combien il dévore d'insectes. Il a donc pu classer les espèces suivant leur utilité, et les tableaux qu'il a dressés serviront sans doute à réhabiliter quelques-unes d'entre elles, aujourd'hui généralement condamnées. De ce nombre sont les *rapaces nocturnes*, qui comprennent les hiboux, les ducs, les effraies, les chats-huans, etc. Il n'est pas d'animaux qui nous rendent plus de services, et cependant il n'en est pas à qui on fasse une guerre plus acharnée. Qu'ils ne paient pas de mine, nous le voulons bien : leur grosse tête, leurs grands yeux bordés de plumes, leurs oreilles saillantes, leur donnent un aspect peu avenant; mais que, sous prétexte qu'ils sont de mauvais augure, on les pourchasse avec tant de cruauté, c'est ce qu'on ne peut comprendre. Ce préjugé est si invétéré que dans les campagnes on les cloue vivans à la porte des granges, et qu'on les laisse mourir de faim, en plein soleil, dans les douleurs d'une atroce agonie, comme des victimes sacrifiées à la colère d'une divinité malfaisante. Pauvres ignorans, qui ne voient pas que les véritables victimes sont les bourreaux, et qu'en agissant ainsi ils se livrent eux-mêmes à leurs plus mortels ennemis! Ce que ces oiseaux détruisent de souris, de rats, de reptiles, d'insectes de toute espèce, est incalculable. On peut s'en faire une idée par ce que rapporte le naturaliste anglais White, qui constata par de nombreuses observations qu'un seul couple d'effraies prend par jour

jusqu'à cent cinquante souris. Grâce à une pupille très dilatable, ils peuvent voir pendant le crépuscule; c'est le moment qu'ils choisissent pour se mettre en chasse. Favorisés par la mollesse de leurs plumes, qui leur permet de voler sans bruit, ils surprennent leur proie à l'improviste, et s'en vont la dévorer dans les cavernes des rochers, dans le creux des arbres, où ils se blottissent pendant le jour, éblouis par la lumière du soleil. Les *rapaces diurnes* ne méritent pas la même protection, parce qu'ils font la guerre aux oiseaux plus faibles qu'eux, et nous privent par conséquent des services que nous rendraient ceux-ci.

L'ordre des *grimpeurs* nous offre deux espèces essentiellement insectivores, les pics et les coucous. Le premier de ces oiseaux, auquel M. Michelet propose de conférer le titre de conservateur des forêts, cramponné avec ses ongles d'acier sur le tronc des arbres, ramasse toutes les chenilles, guêpes, frelons, qu'il rencontre, puis, après avoir nettoyé complétement l'arbre, il l'ausculte en quelque sorte, pour reconnaître s'il ne renferme pas quelque ennemi intérieur qui le mine. Une fois sûr de son fait, il frappe l'arbre de son bec puissant et détache des copeaux de bois jusqu'à ce que le trou qu'il creuse lui fasse découvrir la larve dont il avait reconnu la présence. On poursuit souvent les pics comme des animaux nuisibles, on accorde même des primes pour leur destruction, parce que les trous qu'ils pratiquent rendent, dit-on, les arbres impropres au service. Rien cependant n'est moins fondé, car, ne s'attaquant qu'aux arbres déjà viciés, ils ne causent aucun dommage réel, et empêchent au moins le mal de devenir contagieux. Les coucous, dont le cri doux et monotone annonce au loin le retour du printemps, se nourrissent surtout de *noctuelles* et de *processionnaires*, que les autres oiseaux ne peuvent manger à cause des poils dont elles sont couvertes. On raconte qu'en 1847 une forêt de sapins de la Poméranie fut sauvée par une bande de coucous en migration, qui s'y installa pendant quelques semaines et la débarrassa complétement des chenilles qui la dévoraient.

Comme l'ordre des *grimpeurs*, celui des *passereaux* ne renferme que des espèces utiles. Si parmi elles il en est quelques-unes qui se nourrissent plus particulièrement de graines, il n'en est pas qui ne rachètent le dommage qu'elles causent de cette façon par les services qu'elles rendent d'une autre manière. Les moineaux eux-mêmes sont loin de mériter les malédictions dont ils sont l'objet de la part des cultivateurs. M. de Quatrefages rapporte dans ses *Souvenirs d'un Naturaliste* que Bradley a conclu, d'expériences répétées, qu'un couple de vieux moineaux porte à sa couvée au moins 40 chenilles par heure, soit 481 par douze heures de jour, ou

3,360 par semaine. Ces chiffres expliquent un fait qui s'est passé il y a une trentaine d'années : pour mettre les environs de Vienne à l'abri de la voracité de ces oiseaux, on avait ajouté aux contributions de chaque cultivateur deux têtes de moineau. L'impôt fut payé exactement et les moineaux disparurent, mais en revanche les arbres furent dévorés par les chenilles. Il fallut rapporter le décret et favoriser la multiplication de ces oiseaux qu'on avait voulu détruire. Il ne faut pas d'ailleurs s'imaginer qu'un oiseau est nuisible par cela seul qu'il mange des graines, car parmi celles qu'il absorbe un très grand nombre provient de plantes parasites. Ainsi les pigeons, les seuls oiseaux exclusivement granivores, vont, il est vrai, dans les champs piquer quelques épis de blé, mais ils consomment en échange une grande quantité de semences de nielle, de coquelicot, d'euphorbe, et autres espèces vénéneuses ou incommodes. Poursuivis trop souvent avec un acharnement singulier, les pigeons sont en Angleterre et en Belgique l'objet d'une protection particulière, et nous n'avons pas entendu dire que l'agriculture de ces pays ait eu à en souffrir. A l'ordre des passereaux appartiennent les pies-grièches, les mésanges, les alouettes, les gobe-mouches, les fauvettes, et la nombreuse tribu des becs-fins, dont fait partie le rossignol, le chantre mélancolique des nuits d'été. Ils se nourrissent tous de papillons, de mouches, de larves, de chenilles, qu'ils détruisent par millions (1).

Ce monde ailé est fort intéressant à observer de près, et bien souvent, immobile au pied d'un arbre, nous avons assisté à des scènes dont les acteurs paraissaient avoir pris leurs modèles parmi les hommes, tant les passions qui les agitent ressemblent aux nôtres. Ils connaissent comme nous la colère, la joie, la douleur et la jalousie; mais c'est l'amour qui paraît être le but exclusif de leur vie: c'est pour aimer qu'ils se parent de leurs plus belles couleurs, qu'ils chantent leurs plus doux chants. Nous avons entendu leurs cris d'allégresse quand le père rapportait à sa famille la pâture cherchée au loin; nous avons été témoin de leur frayeur quand ils sentaient l'approche de quelque ennemi; nous les avons vus se blottir en tremblant sous le feuillage quand un épervier planait en tournant au-dessus du buisson qui les abritait; nous avons compati à leur malheur quand un accident venait briser leur nid et en disperser les pauvres habitans. Les passereaux sont les plus jolis, les plus gais, les plus utiles, les plus agréables de tous les oiseaux, et cependant on leur fait une chasse des plus meurtrières. Ce sont eux qu'on vend

(1) D'après les tableaux de M. Florent Prévost, dix martinets tués le soir, au moment où ils rentraient dans leur nid, avaient dans leur estomac 5,432 insectes; c'est une moyenne de 543 par jour et par individu.

à Paris sous le nom de *mauviettes*, mets fort cher, comme on l'a fait remarquer avec raison, car si l'on tient compte des dommages causés par les insectes qu'ils auraient dévorés, chaque plat représente peut-être plusieurs sacs de blé, plusieurs tonneaux de vin, plusieurs stères de bois. Si encore le vandalisme s'arrêtait là, on pourrait à la rigueur le comprendre, parce qu'après tout cette chasse, si stupide qu'elle soit, a un but; mais ce qui ne s'explique pas, c'est l'enlèvement des nids et la recherche des œufs, dont on ne peut tirer parti d'aucune façon. Ce plaisir, auquel se livrent la plupart des enfans des campagnes, anéantit en pure perte plus de cent millions d'œufs par an, et c'est par milliers de milliards qu'il faut compter les insectes qu'auraient détruits les oiseaux qui en seraient sortis. Il serait facile cependant de réagir contre ces actes de sauvagerie; il suffirait, dans les écoles primaires, de faire comprendre aux enfans toute l'utilité de ces animaux. Les hommes ne sont méchans que par ignorance, et quand ils sauront discerner leur véritable intérêt, au lieu de persécuter les oiseaux, ils chercheront à en multiplier le nombre, à les attirer auprès d'eux en leur construisant des abris, en les nourrissant pendant l'hiver, en plantant autour des habitations des haies et des buissons où ils puissent faire leurs nids. Ces services ne seront pas perdus; ils trouveront leur récompense dans la destruction de toutes les chenilles et autres insectes qui sont la plaie des moissons, aussi bien que dans les chants joyeux qui ne cesseront de retentir dans les airs.

Ce sont surtout les Italiens qui s'adonnent avec fureur à cette chasse des petits oiseaux à l'époque des migrations. « Au printemps, dit un naturaliste allemand, M. de Tschudi, et surtout à l'automne, ils semblent pris d'une véritable rage. Gens de tout âge et de toute condition, enfans, vieillards, *nobili*, négocians, prêtres, ouvriers, manœuvres, paysans, tous abandonnent leur travail pour attaquer comme des bandits les troupes émigrantes. Au bord des ruisseaux comme dans les champs, l'air retentit de coups de feu, on pose des filets, on dresse des piéges, on place des gluaux... Pour se faire une idée de ces exterminations, il suffit de savoir que dans un seul district, au bord du Lac-Majeur, le nombre des oiseaux égorgés chaque année s'élève de 60 à 70,000, et que dans la Lombardie il se monte à plusieurs millions. Dans l'Italie du sud, c'est la même chose; l'extermination atteint des multitudes innombrables... Faut-il s'étonner dès lors si l'on entend rarement le chant d'un oiseau en Italie et si les moineaux mêmes y deviennent une rareté? Il règne comme une odeur de meurtre dans le riant pays des orangers... Mais c'est nous surtout, en-deçà des Alpes, qui avons le plus à souffrir de cet état de choses, et nous en ressentons les effets dans nos forêts

et dans nos champs. Nous ne pouvons empêcher les Italiens de se livrer à cet absurde plaisir national : ils sont trop légers pour en apprécier les conséquences; mais il serait digne du brave caractère allemand de montrer d'autant plus de sollicitude pour les petits oiseaux qu'ils sont poursuivis dans le sud avec plus d'acharnement. »

Pour compléter l'inventaire de la richesse ornithologique de nos forêts, il nous reste à parler des oiseaux de chasse, de ceux qui comme gibier ont une certaine importance au point de vue alimentaire. Nous avons en première ligne le coq de bruyère; ce bel oiseau, de la taille d'un dindon, d'un plumage noir à reflet bleuâtre, habite les forêts résineuses des hautes montagnes. Il est devenu fort rare en France, où l'on ne le rencontre plus aujourd'hui que sur quelques points des Vosges, du Jura, des Alpes et des Pyrénées. Des tentatives de multiplication cependant ont été faites avec un certain succès par quelques gardes et agens forestiers du département des Vosges, et ces efforts ont été récompensés par la Société d'acclimatation. Doué d'une vue perçante, d'une ouïe très fine, le coq de bruyère est ordinairement fort difficile à approcher; mais pendant la saison des amours, qui pour lui dure soixante jours, il semble ne plus connaître le danger. Perché soir et matin sur la cime la plus élevée d'un sapin, il lance dans l'espace son chant strident et étendu par lequel il appelle à lui les poules du voisinage. Il est à ce moment si aveuglé par l'amour que le chasseur peut s'en approcher facilement et le tuer à coup sûr. Sa réputation comme gibier est peut-être surfaite, et sous ce rapport il doit céder le pas au faisan. Originaire de la Grèce, celui-ci s'est propagé chez nous accidentellement; ce sont quelques couples échappés des parcs qui ont engendré tous ceux que nous possédons, et qui, à l'état libre, hantent les forêts de plaine humides et fourrées. Dans certaines grandes propriétés, notamment dans presque toutes les forêts affectées à la dotation de la couronne, il existe des faisanderies, c'est-à-dire des établissemens spéciaux où l'on élève ces oiseaux; on en fait couver les œufs par des poules ordinaires, et on lâche les petits dans des enceintes réservées d'où ils s'échappent rarement. Habitués à y trouver leur nourriture, ils ne vont pas chercher au dehors une pâture incertaine. C'est dans ces parcs, auxquels on donne le nom de *tirés*, et qui ont parfois 2 ou 300 hectares, qu'on vient les chasser, en se servant de rabatteurs, qui les amènent vers les tireurs.

A côté de ces deux espèces principales, il en est quelques autres également estimées. Ce sont les gelinottes, un peu plus petites que nos poules, et qui fréquentent les forêts peuplées de bois résineux et de bouleaux; les bécasses, qui deux fois par an, en automne et au

printemps, quittent la forêt pour la plaine, et réciproquement; les perdrix, qui séjournent habituellement dans les champs et ne viennent en forêt que pour s'y remiser sur les bords, sans s'aventurer dans l'intérieur; enfin les grives, dont quelques espèces sont émigrantes, et dont la chair est fort estimée, surtout dans les localités où elles ont pu se nourrir de baies de genévriers. Telles sont à peu près les seules espèces forestières qui, dans nos pays, peuvent être considérées comme gibier, les seules dont la chasse devrait être permise; quant à celle des insectivores et des oiseaux chanteurs, elle devrait être rigoureusement interdite (1).

III.

Si la plupart des oiseaux prennent indifféremment leur nourriture dans le règne animal et dans le règne végétal, il n'en est pas de même des mammifères. Chez ceux-ci, la différence entre les espèces herbivores et les espèces carnivores est beaucoup plus tranchée; il n'y a pas de confusion possible, car la construction de la mâchoire suffit pour caractériser le régime alimentaire. A n'envisager que la question forestière, tous les animaux herbivores seraient nuisibles, puisqu'ils ne vivent qu'aux dépens des arbres, dont ils dévorent les jeunes pousses; tous les carnivores au contraire seraient utiles, puisque, faisant leur proie des premiers, ils en entravent la multiplication et atténuent les dommages qu'ils peuvent causer; mais l'intérêt forestier n'est pas seul en cause, et les chasseurs s'y montrent en général assez peu sensibles. A leurs yeux, les animaux nuisibles au premier chef sont ceux qui détruisent le gibier, c'est-à-dire tous les carnassiers, et ils leur font à ce titre une guerre acharnée. Quelques-uns d'entre eux d'ailleurs, comme l'ours et le loup, sont dangereux même pour l'homme, et c'est avec raison qu'on ne les épargne pas.

Le premier, actuellement confiné sur les sommets les plus inaccessibles des Alpes et des Pyrénées, était autrefois beaucoup plus

(1) Elle l'est déjà dans plusieurs états de l'Allemagne, notamment en Saxe, où l'on a été jusqu'à imposer les oiseaux détenus dans les cages. Chaque rossignol y est taxé à 20 francs par an. On paraît vouloir suivre chez nous cet exemple, car le sénat, adoptant les conclusions d'un rapport de M. Bonjean (25 juin 1861), a prononcé le renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de plusieurs pétitions demandant que le gouvernement prenne des mesures pour la conservation des oiseaux utiles. Il est bien à désirer qu'une prompte satisfaction soit donnée à ce vœu, car, ainsi qu'on l'a fait spirituellement remarquer, du moment que la loi défend les industries nuisibles, il est difficile de s'expliquer pourquoi elle tolère la destruction des oiseaux, qui est une fabrication indirecte de chenilles et de vipères.

commun. On le rencontrait jusque dans les environs de Paris, comme paraît l'indiquer le nom d'*Ours-Camps* (Champs-des-Ours) que porte une forêt du département de l'Oise (1). Chassé de partout sans trève ni relâche, il s'est retiré devant l'homme, qui va aujourd'hui le relancer jusque dans les retraites où il s'est réfugié, et qui finira par en débarrasser complétement le sol de la France. Le même sort est également réservé au loup, auquel il faut pour vivre de vastes espaces de landes, de bruyères et de forêts. A mesure que les campagnes se peuplent, que les forêts se défrichent, que les terres se cultivent, il voit peu à peu se resserrer le domaine où naguère encore il régnait en souverain. Traqué de tous côtés, sa tête mise à prix, il n'échappera plus longtemps à une destruction absolue. On a même créé dans cette vue le service spécial de la louveterie. Ce service est composé de chasseurs auxquels l'administration forestière confère le titre de lieutenans de louveterie, et qui sont chargés de poursuivre les loups partout où leur présence est signalée. C'est une fonction purement honorifique, elle ne donne d'autre droit à ceux qui en sont revêtus que celui de chasser deux fois par mois le sanglier dans les forêts de l'arrondissement, afin de tenir leurs chiens en haleine. Les loups se chassent à courre; mais c'est une chasse difficile et pénible, car, doués d'un jarret infatigable, une fois qu'ils sont lancés, ils filent droit devant eux à travers les champs, les vignes, les vallées, entraînant à leur suite la meute, qui, bientôt dépaysée, abandonne la chasse. Le plus souvent on se contente de faire des battues. Quand un loup a été signalé dans une forêt, le lieutenant de louveterie convoque tous les chasseurs du pays et les poste sur la lisière du bois; puis, avec ses chiens, ses piqueurs et ses traqueurs, il pénètre dans l'intérieur des massifs en cherchant à faire débusquer l'animal sur la ligne des tireurs qui l'attendent au passage. En Angleterre, on assure qu'il n'en existe plus un seul.

Le chat sauvage, le blaireau, le renard, la fouine et autres carnassiers, plus petits que l'ours et le loup, ne sont pas à craindre pour l'homme; mais, grands destructeurs de gibier, ils sont le fléau des chasseurs, qui les poursuivent à outrance et cherchent à s'en débarrasser par tous les moyens, fût-ce par le poison. Dans les forêts qui sont affectées à la dotation de la couronne, où la chasse est chose fort importante, les gardes ont l'ordre de les anéantir jusqu'au dernier, et reçoivent des primes pour chaque tête qu'ils apportent. Ces animaux ne méritent peut-être pas tous une proscription aussi absolue, car plusieurs d'entre eux détruisent beaucoup de mulots

(1) Peut-être aussi ce nom vient-il du mot *urus* (aurochs), espèce de bœuf sauvage, auquel nos premiers rois faisaient la chasse dans la forêt de Compiègne.

et de reptiles. Le renard est le seul qui se chasse; c'est même en Angleterre un des plaisirs nationaux les plus goûtés. On sait que les Anglais font venir du continent une grande quantité de renards, qu'on appelle renards de sac. Comme ils ne connaissent pas le pays, ils ne se terrent jamais et se font chasser à courre.

Le nombre des bêtes de chasse est aujourd'hui assez restreint en France : le lapin, le lièvre, le chevreuil, le cerf et le sanglier sont à peu près les seules qui nous restent. Il n'en a pas toujours été ainsi, car les historiens nous rapportent que Charlemagne et ses successeurs chassaient autrefois dans les vastes forêts de leur empire l'aurochs et le bison, qui sont confinés aujourd'hui dans les plaines de la Pologne et de la Lithuanie. Les forêts étaient alors, suivant l'expression du poète, de véritables étables de bêtes sauvages, *stabula alta ferarum;* mais elles ont en grande partie disparu, et avec elles ceux de leurs habitans auxquels pour vivre il fallait des étendues sans limites. C'est ainsi que l'homme transforme sans cesse les pays où il s'installe; il en modifie l'aspect par les travaux qu'il exécute, il en change la production par la culture, il en fait varier la faune à son gré en détruisant certaines espèces, en introduisant certaines autres; véritable créateur, il ne produit pas, il est vrai, les élémens sur lesquels il exerce son action, mais il les combine de manière à en tirer le meilleur parti.

Parmi les herbivores dont la disparition serait le plus à désirer, il faut placer au premier rang le lapin, l'ennemi le plus dangereux peut-être que les forêts aient à redouter. Non content de manger au printemps les feuilles et les jeunes pousses, il s'attaque pendant l'hiver, alors que toute végétation est interrompue, à l'écorce même des arbres, qu'il ronge au collet de la racine. L'ascension de la séve ainsi arrêtée, l'arbre finit par périr. Il rend impossibles tous les travaux de repeuplement, car semis et plantations sont facilement dévastés par lui. Il se multiplie avec une grande rapidité. Un seul couple peut en une année produire jusqu'à cinquante individus, et par conséquent infester une forêt en moins de deux ans. Comme ces animaux creusent des terriers dans lesquels ils se réfugient au moindre danger, il est à peu près impossible de s'en débarrasser une fois qu'ils ont pris pied quelque part (1). On en tue chaque année des milliers dans les forêts de la couronne sans que le nombre en paraisse diminué. Les renards seuls pourraient en avoir raison, parce qu'ils les poursuivraient au milieu des rochers et jus-

(1) Strabon rapporte que deux lapins apportés du continent aux îles Baléares s'y multiplièrent au point de faire écrouler les maisons par les terriers souterrains qu'ils creusaient, et qu'ils obligèrent les habitans à quitter le pays; ceux-ci envoyèrent une députation à Rome pour réclamer une autre patrie.

qu'au fond de leurs terriers; mais comme la présence des renards est incompatible avec l'élève du faisan, ce sont des auxiliaires auxquels il faut renoncer. Les clôtures dont on entoure les coupes ne peuvent même pas empêcher le mal, puisque les lapins passent par-dessous, et que d'ailleurs les jeunes bois ne sont pas seuls exposés à leurs attaques. Dans les forêts de l'état, ils sont moins nombreux, car les adjudicataires de la chasse, responsables des dégâts qu'ils peuvent commettre, ont intérêt à ne pas les laisser pulluler outre mesure.

Les lièvres, quoique appartenant à la même famille, sont beaucoup moins nuisibles, parce qu'étant moins prolifiques, ils ne se multiplient pas avec la même rapidité, et que, préférant l'herbe au bois, ils cherchent, quand ils le peuvent, leur nourriture dans la plaine. Comme d'ailleurs ils ne se terrent pas, ils échappent plus difficilement que les lapins à leurs ennemis. La chasse au lièvre est une des plus agréables qu'on puisse imaginer : nous voulons parler, bien entendu, de la chasse au bois et au chien courant, car nous n'avons jamais compris la poésie de la chasse en plaine et l'agrément qu'on trouve à suivre pas à pas, en plein soleil, au milieu des terres labourées, les zigzags d'un chien d'arrêt. Nous ne contestons nullement les qualités de celui-ci. Pour le façonner au service qu'on exige de lui, il a fallu vaincre tous ses instincts, qui le porteraient à s'élancer sur le gibier, au lieu de rester immobile en le fixant. Chassant pour son maître et non pour lui, il est une création artificielle qu'il serait difficile de comprendre si l'on ne se rappelait que l'action du dressage se fait sentir non-seulement sur les individus qui y sont soumis, mais encore sur tous ceux qui descendent d'eux. C'est ainsi que se sont formées des races de chiens d'arrêt qui possèdent en naissant toutes les qualités voulues. Ils sont en général beaux, intelligens, dévoués. Les chiens courans au contraire sont peu sociables et ne reconnaissent leur maître qu'au fouet dont il se sert pour s'en faire obéir. Ceux-ci, les seuls qui conviennent à la chasse au bois, se rapprochent plus de l'état de nature; ils chassent pour leur propre compte, en donnant de la voix comme le loup et le renard, leurs congénères. Pour le lièvre, deux ou quatre suffisent; mais un plus grand nombre ne nuit pas, car le vrai plaisir du chasseur est moins de tirer que d'entendre à travers bois les voix sonores d'une meute bien créancée. Comme tous les êtres faibles qui n'ont aucune arme pour se défendre, le lièvre est très rusé. Ce qu'il fait de tours, de détours, de crochets, de sauts de côté, pour échapper à la poursuite, est presque incroyable quand on n'en a pas été témoin; aussi arrive-t-il souvent que les meilleurs chiens sont mis en défaut et perdent la piste. C'est au chasseur de savoir déjouer ces

ruses et relever ces défauts, et c'est dans l'étude de la nature qu'il trouvera pour cela les plus précieux enseignemens. « La meilleure arme de chasse, disait Ditzel, chasseur allemand émérite, est la connaissance de l'histoire naturelle. » Celui qui sait quelles sont les mœurs du gibier peut en effet tenir compte de l'état de l'atmosphère, de la configuration du terrain, des cultures qui le recouvrent, toutes choses qui influent sur la direction de l'animal poursuivi. C'est grâce à une observation constante que les gardes et les braconniers deviennent de si habiles chasseurs, et qu'ils savent toujours sur quels points ils doivent porter leurs recherches.

Le chevreuil se chasse soit, comme le lièvre, à tir avec des chiens courans, soit au moyen de traqueurs. Il en est de même du sanglier, pour lequel il faut des chiens spéciaux, très vigoureux, dressés à coiffer l'animal, c'est-à-dire à le saisir par les oreilles et à l'arrêter. Il arrive parfois qu'en leur faisant tête celui-ci en éventre quelques-uns avant l'arrivée du chasseur, ou même qu'il se tourne contre ce dernier. Ce sont des péripéties qui demandent beaucoup de sang-froid, mais qui donnent l'émotion qu'on recherche, et rappellent de loin le temps où l'homme disputait aux bêtes fauves sa place sur la terre.

La véritable bête de chasse, c'est le cerf. Il se plaît dans les hautes futaies de chênes et de hêtres entrecoupées de prairies, de ravins et de ruisseaux; mais il ne se rencontre plus guère en France que dans quelques grandes forêts du nord et du centre, comme celles de Lyons, de Villers-Cotterets, d'Orléans, et surtout dans celles de Compiègne, de Fontainebleau, de Rambouillet et de Saint-Germain, affectées à la dotation de la couronne. Les cerfs vivent ordinairement en troupes, et quand ils sont nombreux, ils sont très nuisibles. Exclusivement herbivores, ils vont pendant la nuit ravager les cultures voisines, et à leur défaut se rabattent sur les forêts. Ils broutent les jeunes arbres et en entravent la croissance pendant plusieurs années. On peut, il est vrai, diminuer le mal en entourant les coupes de clôtures jusqu'à ce que les bois soient assez forts pour ne plus rien avoir à redouter; mais c'est un remède fort dispendieux et qui ne peut être efficace que sous la condition d'une surveillance incessante.

Le cerf perd chaque année ses bois, qui repoussent en produisant de nouveaux *andouillers*. Le nombre de ces andouillers augmente jusqu'à sept ans; à partir de cette époque, l'âge de l'animal ne se distingue plus que par l'étendue de l'*empaumure*. Les noms de *faon*, *hère*, *daguet*, *deuxième tête*, *troisième tête*, *quatrième tête*, *dix cors jeunement*, *dix cors* et *vieux cerf*, caractérisent en langage de vénerie les diverses phases de la vie du cerf. La vénerie est une véri-

table science qui, comme le blason, a son langage spécial, incompris des profanes. Elle avait une importance réelle à l'époque où la chasse, *image de la guerre*, comme disent les anciens auteurs, était une des occupations les plus sérieuses auxquelles nos rois pussent se livrer, et fut l'objet de traités spéciaux fort nombreux, dont le plus estimé est celui que Jacques Du Fouilloux, gentilhomme poitevin, rédigea pour Charles IX. Cette science est assez négligée de nos jours, et l'on chasse maintenant un peu à l'aventure, sans trop s'inquiéter des préceptes des maîtres. La grande chasse d'ailleurs tend à disparaître en même temps que les grandes fortunes et les grandes forêts. Pour courre le cerf, il faut un équipage de soixante ou quatre-vingts chiens, de vingt-cinq ou trente chevaux, piqueurs et valets en proportion. Ce sont des dépenses auxquelles les fortunes seigneuriales peuvent seules faire face, à moins que le principe de l'association, passant des affaires aux plaisirs, ne vienne les répartir sur un certain nombre d'individus.

On force le cerf, on ne le tire pas, car l'intérêt de la chasse est dans la chasse elle-même et non dans l'animal qu'on tue. La France possédait autrefois des races de chiens excellens pour cet objet : c'étaient ceux de la Saintonge et du Poitou, généralement blancs ou fauves, au large poitrail, à la gorge sonore. Ils chassaient lentement, mais en donnant toujours de la voix, et mettaient parfois dix heures à forcer l'animal. Ils ont été remplacés de nos jours par des chiens anglais (*fox-hunds*) qui le forcent en une heure, mais à qui la rapidité de la course ne permet pour ainsi dire pas de donner un coup de voix. C'est un grand plaisir de moins, mais il faut avant tout aller vite. *Time is money.*

Pour chasser le cerf, on commence par faire le bois. Le piqueur, tenant en laisse un limier, c'est-à-dire un chien à l'odorat très subtil et dressé à ce service, se rend de grand matin en forêt. Il fait successivement le tour des divers massifs, épiant le moment où le limier, en pesant sur sa laisse et sans donner de voix, lui fait comprendre qu'un animal a dû pénétrer à cet endroit. Au pied, aux fumées, le piqueur doit reconnaître s'il a affaire à un daguet ou à un jeune cerf, à un dix cors ou à une biche. Il casse une branche pour reconnaître la place (cela s'appelle *faire une brisée*), et achève ensuite le tour du massif pour s'assurer que la bête entrée d'un côté n'est pas ressortie par un autre. On dit alors qu'elle est *rembuchée*, c'est-à-dire qu'on sait où, en revenant de la plaine, elle s'est retirée pour passer la journée. Il faut, on le conçoit, une grande habitude pour faire le bois et un grand esprit d'observation pour ne pas se tromper sur l'âge et la qualité de l'animal. Les chasseurs cependant se sont donné rendez-vous sur un point de la forêt pour entendre

les rapports de ceux qui ont fait le bois et décider le point d'attaque (1). L'heure est venue où commence ce petit drame qu'on appelle la *chasse à courre*, et dont nous n'avons point à décrire les péripéties bien connues. Ce serait peut-être s'écarter du cadre de ces études que d'envisager ici la chasse autrement que comme un simple épisode de la lutte soutenue de tout temps par l'homme contre les animaux nuisibles aux forêts.

IV.

Considérée au point de vue de l'économie forestière, la chasse a une histoire qui mérite de nous arrêter quelques instans. La chasse était autrefois, comme le droit de battre monnaie, l'apanage exclusif de la souveraineté. Le roi seul chassait dans les forêts royales, les seigneurs dans celles qui dépendaient de leurs domaines. Quant aux vilains, ce plaisir leur était absolument interdit. Tout acte de leur chasse était considéré comme une usurpation, comme un empiétement sur les priviléges de la noblesse, et puni des peines les plus sévères, des galères ou de la mort. Il n'était même pas permis au paysan de défendre ses champs contre le gibier, et bien souvent il fut obligé de les laisser incultes dans l'impossibilité où il se trouvait de sauver ses récoltes (2). Le bois alors n'avait que peu de valeur, les seigneurs n'y attachaient que peu de prix, et tandis qu'ils se réservaient exclusivement le droit de chasse, on les voit souvent

(1) Ce n'est pas une petite affaire que ce rendez-vous, c'est même une des phases de la chasse les plus intéressantes. Du Fouilloux l'a reconnu dans un naïf passage qu'on aime à citer ici. « L'assemblée, dit-il, doit se faire en quelque beau lieu, sous des arbres, auprès d'une fontaine ou ruisseau, là où les veneurs doivent se rendre pour faire leur rapport. Cependant le sommelier doit venir avec trois bons chevaux chargés d'instrumens pour arrouser le gosier, comme coutrets, barils, flacons et bouteilles, lesquelles doivent être pleines de bon vin d'Arbois, de Beaune, de Chaloce et de Grave. Lui, étant descendu de cheval, les mettra en l'eau, ou bien pourra faire refroidir avec du canfre; après il étendra la nappe sur la verdure. Ce fait, le cuysinier s'en viendra chargé de plusieurs bons harnois de gueule, comme jambons, langues de bœuf, groings, oreilles de pourceau, cervelas, eschines, pièces de bœuf de saison, carbonnades, jambons de Mayence, pastez, longes de veau froides, et autres menus suffrages pour remplir le boudin, lesquels il mettra sur la nappe. Lors le roy ou le seigneur avec ceux de sa table étendront leurs manteaux sur l'herbe, et se coucheront le côté dessus, beuvans, mangeans, rians et faisant grande chère. Puis, quand tous les veneurs seront arrivés, ils feront leur rapport, présenteront leurs fumées au roy ou au seigneur, racontant chacun ce qu'il aura vu. »

(2) Le droit de garenne, exercé et reconnu jusqu'en 1270, consistait dans une défense absolue faite aux vassaux de chasser sur leurs propres terres, en sorte que, ne pouvant vivre en présence des animaux féroces qui se multipliaient impunément, ils étaient obligés d'émigrer en abandonnant leurs biens aux seigneurs.

concéder aux populations riveraines de leurs forêts les bois de feu et de charpente qui leur sont nécessaires. En supprimant tous les privilèges féodaux, la nuit du 4 août fit rentrer la chasse dans le droit commun. Aujourd'hui chacun peut s'y adonner en se conformant aux prescriptions de la loi, et moyennant un *permis*, simple mesure fiscale, chasser pendant une certaine partie de l'année sur ses propriétés et sur celles de l'état ou des communes qui lui ont été louées pour cet usage. Mise en adjudication dans les forêts domaniales et concédée au plus haut enchérisseur, la chasse n'est pour l'état qu'une source de revenu dont l'importance se mesure à la somme qu'elle rapporte. A ce titre, elle se place bien après les coupes de bois, qui produisent cent fois plus (1). Elle est devenue une chose secondaire aux yeux de l'administration des forêts, qui, préoccupée sans cesse d'accroître et d'améliorer la production ligneuse, se borne à veiller à l'exécution de la loi et à empêcher le braconnage, sans rien faire pour augmenter ni propager le gibier. Il n'en est pas de même en Allemagne, où la chasse est au contraire une des branches du service forestier.

Les privilèges féodaux, supprimés en France dès 1789, se sont maintenus dans la plupart des états de l'Allemagne jusqu'en 1848. Jusqu'à ce moment, les seigneurs ont continué à exercer le droit qu'ils s'étaient arrogé de chasser sur les terres des paysans, sans jamais leur payer aucune indemnité pour les dégâts qu'ils leur causaient, ou les dommages que le gibier faisait subir à leurs récoltes. Ils étaient si jaloux de leurs prérogatives qu'ils refusèrent toujours de les abandonner volontairement. Le souffle démocratique, qui, partant de la France, fit alors le tour de l'Europe, put seul mettre fin à des abus que nous avons peine à comprendre aujourd'hui. Cette année 1848 fut pour l'Allemagne une véritable nuit du 4 août, et des lois sur la chasse y furent promulguées dans presque tous les états. A voir l'empressement que mirent les peuples à les exiger dès leur première heure de liberté, on peut se rendre compte de l'impatience avec laquelle ils supportaient ces privilèges oppressifs d'une autre époque; mais la réaction politique qui ne tarda pas à se produire se fit également sentir sur ce point, et quelques-unes des concessions que le pouvoir avait été obligé de faire dans le premier moment furent retirées dès 1850 (2).

(1) Le produit annuel de l'amodiation de la chasse dans les forêts domaniales est d'environ 300,000 francs; celui des coupes de bois, de plus de 30 millions.

(2) En Bavière par exemple, aux termes de la loi du 20 mai 1850, le droit de chasse est toujours un corollaire du droit de propriété, comme il l'était dans la loi de 1848; mais ce droit ne peut être exercé par le propriétaire lui-même que dans les circonstances suivantes : 1° dans les jardins et parcs attenant immédiatement aux habita-

Dans presque toutes les forêts domaniales de l'Allemagne, la chasse est exploitée en régie. Ce sont les agens forestiers qui en sont chargés et qui vendent en bloc à des entrepreneurs tout le gibier tué. Ils adressent chaque année à l'administration centrale un état dans lequel figurent d'une part le compte aussi exact que possible des animaux existant dans les forêts soumises à leur gestion et ce qui pourra en être tué dans le courant de l'année, d'autre part les recettes provenant des ventes et le détail des dépenses qu'occasionnera le service. Ces dépenses comprennent le paiement des piqueurs, la nourriture du gibier, l'achat et l'entretien des chiens, les instrumens et appareils de chasse, les frais de transport des animaux tués jusqu'aux maisons forestières, où l'entrepreneur est tenu de venir les prendre, etc. D'après un état que nous avons eu sous les yeux, les recettes se sont élevées, dans une forêt de 2,540 hectares, à 2,800 fr. et les dépenses à 900 francs. C'est un produit net de 75 centimes par hectare.

Pour satisfaire aux exigences de ce service, les agens forestiers allemands doivent connaître à fond tous les détails de la science cynégétique; ils ont à ce sujet dans leurs écoles des cours spéciaux, sur lesquels ils passent des examens : aussi chez eux la dénomination de forestier est-elle synonyme de celle de chasseur. Comme ils aiment à se rendre compte de tout, ils ont recherché quelle quantité de gibier une forêt peut renfermer sans être exposée à de grands dégâts, et le nombre de têtes de chaque espèce qu'on peut y tuer chaque année pour conserver cette quantité à peu près toujours la même. Ils ont déterminé ainsi le rendement exact d'une forêt en gibier, comme ils en déterminent le rendement annuel en bois. D'après Beckstein, un parc à gibier de 1,000 hectares, clos de murs et renfermant 100 hectares de marais, 160 hectares de champs et prés, et le reste en bois, peut contenir 259 cerfs et biches, 52 daims, 47 sangliers, 43 chevreuils, 200 lièvres, 100 lapins, et des faisans en nombre indéterminé. Il faut, pour nourrir ces animaux pendant l'hiver, leur donner 122,864 livres de foin, et 22,309 livres de pommes de terre. Dans un parc ainsi constitué au printemps, on peut tuer pendant le courant de l'année 80 cerfs, 22 daims, 32 sangliers, 20 chevreuils, 1,100 lièvres et 800 lapins. Dans les forêts non closes, peuplées de bois feuillus, entrecoupées de prairies, on peut conserver par

tions, 2° sur les pièces de terre entourées d'une clôture pleine, 3° sur les propriétés qui ont au moins 240 arpens (environ 80 hectares) en plaine et 400 arpens (130 hectares en montagne, 4° enfin sur les lacs et étangs d'au moins 50 arpens (16 hectares). Dans tous les autres cas, le droit de chasse passe du propriétaire à la commune, qui le met en location au profit de la caisse municipale. La commune d'ailleurs est responsable des dégâts commis par le gibier.

1,000 hectares 24 cerfs, 24 chevreuils et 18 sangliers; dans les forêts résineuses, ces nombres devront être réduits à 18 cerfs, 18 chevreuils et 9 sangliers. S'il se trouve à proximité de ces forêts des cultures susceptibles d'être endommagées par ces animaux, il faudrait les restreindre encore. Les forestiers allemands, on le voit, font ici de l'histoire naturelle pratique dont le résultat se manifeste au profit de l'état par un accroissement de revenu.

Si les autres habitans des bois étaient étudiés avec le même soin et au même point de vue que le gibier, nul doute qu'on n'en retirât des avantages analogues. Les insectes et les oiseaux sont encore si peu connus, il existe à cet égard tant de préjugés, l'influence bonne ou mauvaise qu'ils exercent sur la production ligneuse est si mal appréciée, qu'on ne saurait trop demander aux naturalistes de diriger leurs observations vers ces questions pratiques plutôt que vers les considérations purement spéculatives dont ils s'occupent de préférence. Le genre de vie des animaux est pour nous bien plus important à connaître que des caractères parfois difficiles à apprécier, tels que la longueur de leurs membres ou la conformation de leurs antennes, et leur nourriture habituelle nous en dira plus que le nom grec ou latin de la famille dans laquelle on les a classés. Pour des travaux de cette nature, personne n'est mieux placé que les agens forestiers. Appelés par leurs fonctions à parcourir les bois à toute heure et dans toutes les saisons, ils peuvent suivre les diverses manifestations de la vie animale dans toutes les phases de son développement. Ils ont d'ailleurs dans les gardes placés sous leurs ordres d'intelligens auxiliaires, doués pour la plupart de cet esprit d'observation que développe ordinairement la solitude. C'est ainsi que M. Mathieu, à qui ses travaux ont valu le titre de professeur à l'école forestière de Nancy, est arrivé à publier un *Cours complet de zoologie forestière*, dont les praticiens ont pu apprécier l'importance. Sans parler des progrès que de telles études suivies avec persévérance imprimeraient aux sciences naturelles, les agens y trouveraient des distractions qui leur permettraient de supporter plus facilement l'absence de société. Placés en effet par les exigences administratives dans des localités parfois dépourvues de toute ressource intellectuelle, ils empêcheraient, en les dirigeant vers ces utiles travaux, leurs facultés morales de s'engourdir dans une énervante inaction. Le docteur Pfeil, qui est arrivé en Prusse au grade le plus élevé de la hiérarchie forestière, raconte que c'est grâce à sa passion pour l'histoire naturelle qu'il a pu supporter, sans s'adonner à la boisson comme tant d'autres, un séjour de douze années dans une maison forestière située au milieu des marais de la Pologne, sans autre société que celle de paysans grossiers avec lesquels au-

cune conversation n'était possible. Une des choses les plus intéressantes à étudier suivant lui, c'est le langage des animaux. Il est certain en effet que tous les individus d'une même espèce se comprennent entre eux; ils ont des cris différens pour l'amour ou la colère, la crainte ou la joie : pourquoi l'homme ne chercherait-il pas à saisir les diverses expressions de ces sentimens? Le chasseur par exemple ne reconnaît-il pas à la voix de son chien quand le gibier est lancé, quand il est en vue, quand la piste est perdue? Persuadé qu'une observation attentive le rendrait maître de ces secrets, le savant docteur se mit tous les jours, pendant plusieurs mois, en embuscade auprès d'un marais sur lequel venait s'ébattre une bande de canards sauvages, cherchant à deviner l'énigme de leurs discours peu harmonieux. Il affirme y avoir réussi au point de reconnaître à leur accent ceux qui venaient d'un pays étranger, et assure, ce que nous n'avons pas trop de peine à croire, que leur langage était devenu plus intelligible pour lui que celui des philosophes de sa patrie.

Au point de vue de l'application, il reste donc beaucoup à faire. La nature, en créant une multitude d'espèces animales, ne s'est aucunement préoccupée de celles qui pouvaient être utiles à l'homme, et ne les a distinguées des autres par aucune propriété particulière. Elle ne leur a donné ni une vitalité plus grande, ni des moyens de défense plus puissans, ni une fécondité plus énergique : elle les a soumises comme toutes les autres à la loi qui en proportionne la multiplication aux chances de destruction qu'elles courent; mais cette loi, qui suffit à elle seule pour maintenir l'harmonie générale, est une loi brutale, sur laquelle l'homme peut exercer son action comme sur toutes celles que la physique et la chimie ont déjà mises à sa disposition. Ainsi, dans le règne animal comme pour le règne végétal, il faut qu'il cherche à multiplier toutes les espèces qui peuvent lui être utiles, et qu'il se débarrasse sans pitié non-seulement de toutes celles qui sont nuisibles, mais aussi de celles dont il ne peut tirer aucun avantage, et qui sont des parasites vivant à ses dépens.

J. CLAVÉ.

LES

RÉGIONS SEPTENTRIONALES

DE L'OR

VANCOUVER ET LA COLOMBIE ANGLAISE.
LES VILLES NAISSANTES ET L'ÉMIGRATION.

I. *Vancouver Island and British Columbia*, by J. Despard Pemberton, surveyor general. London, Longman, 1860. — II. *Report from the select Committee on the Hudson's bay Company*, 1857.

Parmi les régions de l'or, il en est une qui tient une place modeste à côté de l'Australie et de la Californie, sa voisine. Tandis que les descriptions, les études et les considérations sociales, les récits de toute nature abondent touchant ces terres privilégiées, à peine si de loin en loin une mention isolée, un *manuel* à l'usage des émigrans vient rappeler à la Grande-Bretagne qu'elle possède sur le cours supérieur de la Colombie, dans les vallées fortunées du Frazer et du Thompson, sur la côte où s'allonge la grande île de Vancouver, de riches exploitations aurifères, avec les ressources plus sûres et plus durables qu'offre la nature dans une région bien arrosée, couverte de vastes forêts, abondamment fournie de houille et munie de bons ports. La faute en est à l'éloignement et au climat. Pour aller de Londres et de Liverpool à la Colombie anglaise, il y a un trajet long et pénible, soit que l'on double le cap Horn, soit que l'on coupe l'Amérique à Panama ou à San-Juan-de-Nicaragua. Et puis cette région, enfermée entre le plus septentrional des territoires des États-Unis et l'Amérique russe, les Montagnes-Rocheuses

et le Pacifique, semble aux émigrans sévère et froide plus qu'elle ne l'est en réalité; le bruit de l'or n'y a pas pour eux un attrait aussi entraînant que plus au sud ou dans l'Australie.

Il ne faut pas croire cependant que cette région reste inoccupée; dans l'île de Quadra-et-Vancouver aussi bien que sur les cours d'eau aurifères, la vie européenne se substitue à la vie sauvage, et à côté des Anglais les Chinois apportent là, comme sur tout coin de terre où il y a des bénéfices à réaliser, le contingent de leur immigration compacte et laborieuse. Au point de vue de la situation géographique, ce pays a pour l'Angleterre une grande importance : il lui donne un pied, à côté des États-Unis, sur le Pacifique; il se relie, à travers les Montagnes-Rocheuses, à leurs belles possessions du Canada; on parle d'établir un chemin le long des lacs qui mette en communication, par l'Ontario, l'Érié, le Michigan, le Winnipeg, Montreal avec New-Westminster et Victoria de Vancouver. Enfin il se fait là en ce moment un travail nouveau; une conquête de l'homme s'y accomplit sur la nature sauvage, et c'est à ce titre surtout que la Colombie anglaise et Vancouver méritent pour un moment de nous arrêter.

I.

Les visiteurs de ces côtes disent qu'un spectacle plein de grandeur et de nouveauté frappe les yeux du voyageur qui pénètre de l'ouest à l'est, entre les deux phares dressés sur le sol anglais et sur le sol américain, dans le détroit Juan de Fuca, au sud de l'île Quadra-et-Vancouver. A droite s'étend le territoire Washington, sillonné par une haute chaîne de montagnes neigeuses, du sein desquelles se dresse un pic auquel des souvenirs classiques transportés sur cette terre lointaine ont valu le nom de Mont-Olympe. Les pentes descendent souvent jusqu'à la mer, et quelquefois elles s'en éloignent de quelques milles; elles sont coupées de vallées vertes et profondes qui revêtent, sous le jeu du soleil et des nuages, les aspects les plus variés. A gauche, l'île Vancouver semble comparativement basse, bien que plusieurs de ses pics soient encore en juin chargés de neige; en avant s'ouvre le golfe George, tout semé d'îles verdoyantes. Dans un enfoncement apparaît sur le territoire de la Colombie anglaise la chaîne des monts Cascade, dominée par le sommet étincelant du Baker, haut de 3,500 mètres, et qui, en 1853, a vomi des flammes. Des bois s'étendent à perte de vue : les pins, sur le penchant des hauteurs, enferment les plaines dans leurs sombres verdures, les chênes, les érables, mêlent leurs feuillages, tandis que des saules, des peupliers, bordent les lacs de leurs luxu-

rians ombrages. Les cris d'un nombre infini d'oiseaux aquatiques éveillent les échos, et l'homme lui-même anime de son activité cette nature forte et primitive : des *steamers* courent de la pointe sud-est de Vancouver à l'embouchure de la rivière Frazer, et des barques chargées d'Indiens à la peau rouge, zébrée de peintures, frappent en cadence de leurs pagaies l'eau paisible du golfe.

Il y a deux cent soixante ans, alors que l'on commençait à chercher ce passage nord-ouest sur le chemin duquel tant de marins ont depuis trouvé la mort, le navigateur Juan de Fuca, en pénétrant dans le détroit qui a pris son nom, crut avoir du premier coup résolu ce grand problème. Il se trompait; mais voici que les Anglais prétendent aujourd'hui changer en vérité son erreur : au lieu des routes impraticables et glacées de la mer du pôle, ils proposent au commerce, comme voie de transit de l'Atlantique au Pacifique, cette longue ligne des lacs canadiens dont nous avons déjà parlé et sur laquelle il faudra revenir. La principale cause qui peut, suivant eux, déterminer le commerce à préférer ce chemin, c'est la parfaite sécurité qu'offrent le détroit et ce golfe George dans lequel il débouche.

De San-Francisco aux régions glacées de l'Amérique russe, sur cette longue partie de la côte du Pacifique, il n'existe pas de bons ports : celui de Humboldt, au-dessus de San Francisco, vers le 42e degré de latitude nord, est vaste et paisible à l'intérieur; mais une forte houle et une ligne de brisans, qui s'étend au loin dans l'ouest, en rendent l'accès des plus périlleux. De même l'entrée du grand fleuve Colombie, avec sa terrible barre, est l'effroi des marins. Au contraire, dans l'intérieur du détroit de Juan et du golfe qui lui fait suite, les espaces libres, les ports profonds et sûrs n'ont à redouter que les brouillards de l'hiver et l'épaisse fumée qui s'élève des forêts où les Indiens mettent le feu en automne. Port San-Juan, Sook-Basin, Beecher-Bay, les ports Victoria et Esquimalt peuvent donner asile à un nombre indéfini de navires. Ce dernier, à cause de son étendue et de sa sécurité, a été désigné par le gouvernement comme dépôt naval du Pacifique, et tout le long de cette côte privilégiée s'étendent de vastes espaces d'une terre fertile et propre aux grandes cultures.

La Colombie anglaise, telle que les limites en ont été fixées par les derniers traités avec les États-Unis, s'étend sur le vaste territoire que la géographie avait coutume d'appeler Nouvelle-Calédonie, de l'embouchure du Frazer à l'Amérique russe, entre les 49e et 56e degrés de latitude nord environ. En largeur, elle va de la Rivière-Rouge et des Montagnes-Rocheuses au Pacifique; sa superficie est plus que double de celle de la Grande-Bretagne, et l'île de Quadra-et-Vancou-

ver, sa précieuse annexe, est à peu près égale à la moitié de l'Irlande. Elle a 500 milles de côtes (1), et sa hauteur varie entre le niveau de la mer et 16,000 pieds anglais (2). Beaucoup des caractères de son sol couvert de bois, de pâturages, coupé de cours d'eau et de lacs nombreux, rappellent le Canada. Le climat y est très divers; cette côte du Pacifique est généralement plus douce que celle de l'Atlantique, à la même latitude sur le continent américain. Les vents du sud y amènent des pluies en juin. Vers le sud et dans les vallées du Frazer, de Lillooette, de la Colombie, du Thompson, la température, les produits, les oiseaux, rappellent assez le Devonshire, tandis qu'au nord et au pied des montagnes on retrouve le climat plus sévère de la baie de Hudson et du Labrador. De vastes espaces y sont ouverts à l'exploitation des *settlers*. Il en est de même dans la partie méridionale de Vancouver, la seule encore qui ait été bien reconnue. Les terrains non défrichés sont recouverts d'une fougère épaisse et qu'on arrache difficilement; ailleurs s'étendent des forêts, des marécages, des déserts qui, de longtemps encore, ne seront pas acquis à l'exploitation humaine. Diverses espèces de graines et des racines abondantes fournissent aux Indiens un de leurs moyens de subsistance. La flore de cette région, assez semblable à celle de la Colombie américaine, n'est pas non plus sans offrir quelque analogie avec celle de la Grande-Bretagne. Les pommes de terre, le houblon, le blé, l'orge, l'avoine, y viennent à merveille; on y trouve aussi une espèce de chanvre particulier au pays. Les indigènes cultivent des pommes de terre jusqu'à la hauteur de l'île de la Reine-Charlotte. Le long de la côte nord-ouest, dans de vastes espaces marécageux, croît une plante dont la feuille, assez semblable à celle du thé, donne une boisson de saveur agréable et piquante qui produit sur le cerveau des effets d'excitation et de gaieté pareils à ceux du vin. Il est à remarquer que la fertilité du sol augmente dans le voisinage des terrains aurifères; la décomposition des roches volcaniques, la silice, l'alumine, la chaux, la potasse, en se désagrégeant, communiquent à la terre une puissante fécondité. Ce phénomène, qui a été observé au pied du Vésuve et de l'Etna, est également sensible autour du volcan Baker.

Parmi les arbres, c'est une espèce de cyprès assez semblable au cèdre qui atteint les plus fortes dimensions; on en voit de 30 pieds de diamètre et de 400 de hauteur; les pins ont jusqu'à 270 et 300 pieds; ils sont très résineux et portent une écorce pareille au liége et épaisse de 8 ou 9 pouces, qui donne une flamme éblouis-

(1) Le mille anglais égale 1,610 mètres.

(2) Le pied anglais égale 0,m 305.

sante; on défriche les espaces couverts de pins en y portant le feu. Les chênes sont généralement de qualité inférieure; les bouleaux, les ifs, les genévriers croissent pêle-mêle avec les érables, les peupliers, les sorbiers, offrant des ressources immenses à la charpente et à la mâture des vaisseaux.

L'île de Vancouver a des races de moutons-mérinos remarquables; le petit bétail espagnol, les beaux bœufs Durham, importés en Californie, sont remontés de là jusque sur le Frazer. On trouve aussi une race indigène de chevaux excellens pour la selle et durs à la fatigue, mais très difficiles à dresser aux voitures. Qu'on ajoute à ces avantages les ressources de la pêche, de la chasse, des exploitations aurifères, de la houille : tout cela constitue une riche contrée; il faut voir maintenant comment l'homme s'est installé au sein de cette libérale nature.

La population comporte trois élémens très inégaux en nombre : les indigènes, les Chinois et les Européens. Les premiers, que l'on évalue à 80,000 à l'ouest des Montagnes-Rocheuses, à environ 10,000 dans Vancouver, appartiennent à la race rouge et se rattachent, par leurs dialectes aussi bien que par les traits du visage, aux tribus qui peuplent la partie septentrionale du continent américain. Les notions relatives à leurs habitudes, à leur état social, à leurs croyances, sont encore incomplètes et incertaines. Quelques voyageurs les ont très sévèrement jugés, prétendant qu'ils sont déformés par l'habitude d'aplatir les crânes des enfans, peu sociables et parfois anthropophages. Aucun fait à la connaissance des Européens leurs voisins n'est venu confirmer cette dernière assertion. Il est certain qu'ils ont, depuis une haute antiquité, l'habitude de presser le crâne de leurs enfans, puisqu'une de leurs tribus, sur la Colombie, porte le nom de *Têtes-Plates*. Toutefois cet usage ne paraît pas être commun à tous les indigènes, et on en voit autour des établissemens anglais un grand nombre aux traits réguliers, à la physionomie intelligente; ils font preuve de vigueur et d'adresse, et beaucoup réussissent à imiter certains produits de l'industrie européenne. Dans l'état tout à fait sauvage, au pied des Montagnes-Rocheuses et sur la Haute-Colombie, ils ont conservé leurs habitudes nomades, vivant de chasse et de pêche, échangeant des fourrures contre des fusils et de l'eau-de-vie. Leurs tribus ont des chefs militaires souvent en guerre, et qui ont, comme les autres peaux-rouges, l'habitude de scalper leurs ennemis. Ils ne prennent généralement qu'une femme, bien que la polygamie ni le divorce ne leur semblent interdits, et, comme tous les sauvages, ils croient à de bons et à de mauvais esprits; leurs prêtres sont en même temps leurs médecins.

Quelques-uns d'entre eux ont pris dans le voisinage des établis-

semens européens des habitudes sédentaires et bâti de petits villages formés de huttes à toits plats ou coniques. Ceux-ci se livrent à quelques cultures, louent leurs services dans les fermes, et même travaillent dans Vancouver aux mines de houille. Vers 1857, les indigènes de cette île entrèrent en lutte contre les Anglais; un blanc ayant été tué à la baie de Cowichin, vers la pointe sud-est de l'île, le gouverneur se saisit de deux indigènes et les fit pendre. De là des représailles et des hostilités qui sont apaisées aujourd'hui. Il n'est pas inutile cependant que les Anglais se tiennent sur leurs gardes. Là comme dans toutes leurs autres colonies, ils ne sont pas sympathiques aux indigènes. L'esprit anglo-saxon, exclusif et dur, prend peu de souci des races étrangères; déjà, au contact des nouveaux occupans du sol, les naturels de la Colombie anglaise reculent et s'effacent; les comités de colonisation admettent, comme un fait auquel on voudrait en vain s'opposer, la disparition future des peaux-rouges devant l'invasion blanche. Ces malheureux en effet s'abrutissent avec l'eau-de-vie. Cependant on a formé une société de protection pour les aborigènes, ouvert des églises, des écoles, quelques missionnaires ont même pénétré jusque sur les bords de la Rivière-Rouge; mais tout cela est froid, triste, dénué de bienveillance cordiale et de charité réelle. Les immigrans n'ont guère qu'un souci, l'occupation du sol, l'exploitation de ses produits. A l'égard des indigènes, ils se tiennent quittes au prix de quelques phrases de compassion banale et de quelques institutions qui ne sont pas en harmonie avec les habitudes, le caractère et le goût du peuple qu'ils se sont soumis.

Les Chinois sont plus heureux : immigrans comme les Européens et plus passagers qu'eux, ils ont l'avantage de demeurer indifférens à leur inimitié et à leurs mépris. La seule chose qu'ils demandent, c'est une place, fût-ce la plus restreinte et la dernière. Du moment qu'on les a accueillis, armés d'une indomptable persévérance, prêts à tous les labeurs, préservés des influences étrangères par l'isolement, ils travaillent sans relâche et entassent leurs profits jusqu'à ce que leur ambition de fortune soit satisfaite. Alors, munis d'un pécule péniblement amassé, quelquefois traînant avec eux le cercueil d'un parent ou d'un ami, ils regagnent les rivages de la Terre-Fleurie. La Colombie anglaise est des régions aurifères celle qui jusqu'ici accueille le mieux ces égoïstes auxiliaires; elle a besoin de bras, et trouve en eux des domestiques actifs, des industriels ingénieux et variés. Quoique fort sales de leur personne, ce sont eux qui monopolisent le blanchissage partout où ils s'établissent. En Californie, leur nombre montait, dans ces dernières années, à 50,000 environ. Là on les déteste et on les maltraite; des restrictions leur sont au-

tant que possible imposées; beaucoup, pour échapper aux dures conditions qui leur sont faites par les inhospitaliers *Yankees*, ont remonté vers le nord et se sont répandus sur le territoire anglais, où n'existent pas d'entraves qui leur soient spéciales; ils jouissent même aux mines des droits et de la protection accordés aux autres immigrans. Aussi en 1860 leur nombre ne s'élevait pas à moins de 10,000; au mois de juin, deux vaisseaux, venant de San-Francisco et directement de Chine, en amenaient 800, et d'autres étaient en chemin. Ce n'est d'ailleurs pas au hasard qu'ils envahissent la Colombie anglaise : un journal de la localité prétend que les immigrations sont précédées d'explorateurs chargés d'étudier les ressources du pays, l'état des mines, et d'adresser des rapports à leurs compatriotes.

La population européenne n'est pas encore très considérable, surtout par rapport à la vaste étendue du sol; mais en général elle est composée de colons sérieux et travailleurs. Il n'y a pas que des mineurs et des artisans, il y a aussi des agriculteurs débarqués avec un petit capital, qui leur a permis d'acquérir de bons territoires et d'en bien aménager les premières cultures. Ils créent de vastes fermes, et parmi les colons, ce sont eux qui réussissent le mieux.

Les premiers essais d'établissement de l'Angleterre à cette extrémité du Pacifique datent de la fin du dernier siècle. En 1786, quelques marchands de la compagnie des Indes orientales fondèrent un comptoir dans la baie de Nootka, à la côte occidentale de Vancouver. Trois ans plus tard, l'Espagne, qui avait alors dans ces mers un navigateur distingué, Francesco de la Bodega y Quadra, prit possession de l'île; mais elle fut obligée de la restituer l'année suivante, après diverses négociations entre les deux cours, et c'est à l'occasion de la rencontre de Quadra et de Vancouver pour opérer cette cession que l'île prit le nom de ces deux marins. Pendant plus d'un demi-siècle, l'Angleterre fut détournée, par les événemens politiques et par l'essor même de ses autres colonies, de s'occuper de son petit établissement de Vancouver. Enfin le gouvernement songea à relier le territoire occidental de l'Amérique à ses possessions du Canada, et concéda l'île à la compagnie de la baie d'Hudson, à charge de la coloniser. Quelques essais d'établissement furent aussi tentés sur le continent; mais la compagnie imposa à l'immigration un programme si restreint et si peu libéral que la concession lui fut retirée. Dans l'intervalle, les gîtes aurifères avaient été découverts, l'île et le territoire rentrèrent sous la direction immédiate de la couronne, qui a pris, il est juste de le reconnaître, de sages mesures pour y porter une émigration honnête et sérieuse. C'est le 2 août 1858 que la colonie de la Colombie anglaise a été instituée par acte

du parlement, et de cette époque récente datent les développemens qu'ont pris ses jeunes cités, des mesures bien réglées pour la distribution des terres et l'exploitation des mines, en un mot les premiers et solides élémens de sa prospérité.

II.

Tout en restant bien loin encore des opulentes cités qui sont sorties si promptement, sous la double influence de l'or et de la grande culture, du sol de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les villes naissantes de l'île de Vancouver et du Frazer ne sont cependant pas sans intérêt et sans importance. D'abord elles ont pour elles le mérite de leur position, et, comme nous l'avons déjà dit, l'excellence de leurs ports. C'est à l'extrême pointe sud-est de la grande île qu'est situé leur chef-lieu. Les Anglais, par un choix qui témoigne de la constance de leur courtoisie et de leur patriotisme, mais qui n'est pas sans inconvénient pour la clarté géographique, lui ont donné, comme à tant d'autres lieux, le nom de Victoria.

En fondant une ville dans leurs possessions de cette côte du Pacifique, les Anglais ne cachaient pas qu'ils n'aspiraient à rien moins qu'à donner une rivale à San-Francisco et à organiser une sérieuse concurrence contre cet entrepôt des richesses de l'Amérique et de l'Océanie. Tant s'en faut qu'ils soient arrivés à ce point, et il est douteux qu'ils y parviennent jamais. Cependant, on ne peut le nier, le site a été bien choisi. Il avait été désigné dès l'année 1842 par le gouverneur Douglas, un des hommes qui connaissaient le mieux les moindres ressources et les baies du littoral. En 1846, sir George Simpson applaudissait à ce choix, et vantait l'excellence de la position, du climat et du mouillage. Aussi la ville ne tarda-t-elle pas à s'élever. Son emplacement est uni, étendu, bien disposé, à l'est du port, entouré de vastes terrains fertiles, et dominé au loin par des montagnes souvent chargées de neige. Elle a le désavantage de n'avoir pas d'autre eau que celle des puits; mais il est question d'en amener de sources et de lacs situés à peu de distance. Les rues, droites et régulières, sont larges et macadamisées; les maisons, généralement en bois et surmontées de cheminées en briques, sont propres et bien entretenues. On a bâti des églises, un palais pour le gouverneur, des magasins, un hospice. A la porte de la ville, il y a un parc ombragé de chênes. Les faubourgs sont également plantés d'arbres. Le port, sans valoir celui d'Esquimalt, est intérieurement vaste et profond; l'entrée en est gênée par un banc de sable étroit qu'il est question d'enlever. La population de cette ville monte aujourd'hui à trois mille âmes.

A côté d'Esquimalt et de Victoria se trouvent encore les ports et les centres naissans de Beecher-Bay à la pointe méridionale de l'île, de Cowichin à la côte sud-est, de San-Juan dans un îlot détaché du détroit. C'est dans cette extrémité méridionale de l'île que, pour le moment, la vie et l'activité européennes sont concentrées. Au-delà de ce petit espace et du rayon étroit de terres défrichées qui l'entoure commencent les régions sauvages, dans lesquelles n'ont pénétré encore qu'un très petit nombre d'explorateurs. L'île Vancouver, inclinée du nord-ouest au sud-est, le long de la côte occidentale de l'Amérique, entre le groupe des îles de la Reine-Charlotte et le territoire de Washington, qui se rattache à la Colombie américaine et à l'Orégon, est longue de cent quinze lieues sur trente environ dans sa plus grande largeur. Le marin Vancouver en avait fait le tour et avait jeté un regard à la côte ouest, sur les points de Nootka et de Clayoquot, qu'il représentait comme couverts de forêts de grands arbres pouvant fournir de vastes ressources. En 1852, M. Hamilton Moffat, employé de la compagnie de la baie d'Hudson, poussa une reconnaissance dans l'intérieur. Parti du fort Rupert sur la côte nord-est de l'île, il se dirigea vers une rivière qui porte le nom des Nimkish, tribu d'Indiens pêcheurs; puis il prit un canot, et, accompagné de six indigènes, il suivit la rivière jusqu'en un lac appelé Tsllelth, large seulement d'un mille et demi, mais long de vingt-cinq, et dont la sonde, à quarante pieds, ne pouvait pas atteindre le fond. Une seconde rivière, l'Oakseey, met ce lac en communication avec un autre lac, le Kanus, puis descend jusqu'à la mer, coupant ainsi la partie supérieure de l'île par une ligne navigable à peu près en forme de diagonale, et qui a l'utilité de mettre les deux côtes en communication directe. Ce même phénomène se reproduit au centre de l'île. En partant de la baie Quallchum, sur le golfe George, le plus récent explorateur, M. Pemberton, traversa en 1856 le lac auquel un de ses prédécesseurs, M. Horne, avait donné son nom, et atteignit par le canal Alberni l'Océan-Pacifique. Plus au midi existe encore un troisième lac étroit et long, que M. Pemberton a également visité dans une excursion faite en novembre 1847 de Port-Cowichin à la rivière False-Nitinat. Tel est donc le caractère général que présente l'île : de longues crevasses volcaniques changées en lacs dont on cherche souvent en vain sur les côtes mêmes à mesurer la profondeur, des falaises abruptes, des montagnes escarpées, puis dans les intervalles de vastes prairies bien arrosées et des forêts épaisses dans lesquelles la hache n'a pas encore jeté d'éclaircies. Le lac Horne est à cent cinquante pieds au-dessus de la mer; le lac Central, un peu plus à l'ouest, forme une large cuvette au milieu des montagnes; on n'en a pas trouvé le

fond à cent *fathoms* (1). Il gèle durant l'hiver à une grande profondeur et n'a guère d'autre poisson alors que la truite. Le canal Alberni roule ses eaux profondes et libres de toute entrave entre deux rangées de montagnes hautes de quinze à dix-huit cents pieds, bordées et surmontées de pins de la plus grande espèce. Dans les étroits espaces que les arbres laissent libres, une végétation exubérante de fougères couvre le sol. Les castors et les loutres sont très nombreux dans les cours d'eau; on rencontre assez souvent des ours noirs, quelquefois des ours gris; les daims errent en troupes, et les coqs de bruyère fournissent aux chasseurs une proie inépuisable. Les Indiens sont dispersés dans des villages rares et médiocrement peuplés. On dit qu'il faut se défier de ceux qui habitent les côtes; mais dans l'intérieur ils firent aux explorateurs un accueil bienveillant, échangeant avec joie les riches fourrures que la chasse leur procure contre des couvertures et quelques objets de l'industrie européenne. A la baie Friendly, les Nootkas célébrèrent par une grande danse la visite que leur faisaient les hommes blancs. Quelquefois, et pour des causes futiles, ces malheureux se font entre eux des guerres d'extermination.

Victoria de Vancouver a été jusqu'en 1858 le chef-lieu de toute la côte; mais quand la Colombie anglaise fut devenue colonie de la couronne, on songea à lui donner une capitale séparée.et à fonder un établissement important vers l'embouchure du Frazer. Déjà existait une ville à l'entrée du delta de ce fleuve, New-Westminster; mais la situation en a été reconnue très désavantageuse : elle est enveloppée de marécages et de forêts qui en rendent le séjour malsain, et d'où s'élèvent en été des myriades de moustiques. De plus elle est d'un accès difficile aux bâtimens venant du Pacifique et du détroit de Puget, situé entre le territoire de Washington et le continent. Il fallut donc se reporter vers un autre point. A la suite de divers tâtonnemens, on s'était arrêté à un fort anciennement bâti par la compagnie de la baie d'Hudson, *old fort Langley*, sur la rive gauche du Frazer, à quelques lieues au-dessus de New-Westminster. Les incommodités qui ont condamné cette dernière ville n'existaient plus ici : la situation est élevée, bien aérée, à proximité de terres défrichées et ouvertes à la colonisation. Un chemin la relie, par-delà la ligne de séparation tracée entre les deux Colombies, à Whatcome et à d'autres villes américaines; la rivière est libre d'embarras et fournit aux bâtimens un assez fort tirant d'eau.

On se mit sans retard à l'œuvre; trois mille lots furent assignés, et en deux jours seulement le prix de trois cent quarante-deux d'entre

(1) Le *fathom* vaut 0,m 829.

eux fut soldé pour la somme de 13,000 livres sterling, sur lesquelles les acquéreurs déposèrent 10 pour 100. On voit que sous le 49e degré de latitude nord, à la côte du Pacifique, les terrains se vendent encore assez cher. Cette première impulsion ne s'arrêta pas. Une cour de justice, une prison, un presbytère, une église furent bâtis, et les habitans, au nombre de 500 environ, commençaient à communiquer leur activité commerciale et industrielle à la nouvelle cité, quand subitement on apprit que, sans autre motif que les caprices d'une administration peu soucieuse de ses propres intérêts, le titre de capitale était transféré en un lieu situé à quelque distance, sur la rive droite du fleuve. Toutefois, comme les décisions d'un arrêté administratif n'ont pas la vertu de prévaloir sur l'importance d'une bonne situation topographique, il est présumable que Langley continuera de se développer et gardera sa suprématie. Il ne semble pas en effet que la nouvelle fondation obtienne un grand succès; malgré les plans et les projets de ses ingénieurs, les colons l'ont baptisée du nom de *cité fantôme*.

Deux petites villes encore sont situées sur le Frazer : Hopetown, au confluent de la rivière Quequealla, point extrême de la navigation sur le fleuve en *steamer*, et Yalé, à quelque distance au-dessus. Il est à remarquer que ces postes anglais ont pris la place de villages indigènes, qu'ils sont très avantageusement situés, et que les Indiens apportent une sagacité étonnante dans le choix des endroits où ils se fixent. Ils savent fort bien prendre en considération les ressources du sol, l'eau, le combustible, et même la beauté du site.

La société dans ces villes naissantes a quelque chose des caractères de rudesse primitive qui les signalent elles-mêmes; les femmes y sont peu nombreuses, et bien que des concerts, des bals et même des représentations scéniques y soient organisés à l'imitation des grandes villes de l'émigration anglo-saxonne, cependant c'est surtout dans les jouissances actives de la chasse et de la pêche que les colons trouvent les distractions de la vie extérieure. Sous ce rapport, ils sont amplement favorisés; le gibier de terre et d'eau, qui fait le fond de l'alimentation indigène, leur est aussi d'une grande ressource. Des élans de grande taille descendent en troupes, durant l'hiver, dans les vallées de la côte; en été, ils remontent vers les lacs et les hauteurs pour y respirer à l'aise. Ces animaux, excellens nageurs, se jettent souvent à la mer pour gagner les îlots du détroit. Les chasseurs de Victoria les poursuivent dans ces retraites; ils organisent des expéditions de quinze jours ou trois semaines, à la suite desquelles ils rentrent avec un butin de trente ou quarante pièces pesant de 100 à 150 livres. Les Indiens suppléent par la ruse à l'infériorité de leurs armes, et prennent ces animaux dans des piéges

ingénieusement dressés. En hiver ils en font quelquefois de grands carnages, en les poussant sur les lacs et les rivières, quand la glace, assez forte pour porter un homme, cède cependant sous les pieds pointus et les bonds des élans.

Les ours noirs descendent souvent des montagnes, et on les rencontre en assez grand nombre quand les baies des arbrisseaux sont mûres et abondantes. Quelquefois aussi ils s'en vont à la dérive sur la rivière, accroupis sur un tronc d'arbre aussi foncé qu'eux. Jamais ils n'attaquent l'homme que s'ils ont été blessés ou s'ils croient leurs petits menacés. Beaucoup sont de grande taille. Quand ils sont jeunes, leur chair a un goût agréable, elle est assez semblable à celle du porc; mais en vieillissant elle devient dure et prend une odeur forte. Il est très rare qu'une balle, même bien dirigée, suffise à les tuer.

L'espèce de panthère appelée puma, bien que d'un aspect terrible, est peu redoutable à cause de sa lâcheté, la vue du moindre chien la fait fuir sur un arbre; mais c'est un terrible ennemi pour les troupeaux : si elle pénètre dans un parc, elle égorge en un instant les brebis et leur suce le sang. Les loups, de diverses couleurs, sont nombreux et de la taille d'un gros chien anglais, mais ils sont très timides.

Pour trouver un large champ à ses exploits, le *sportsman* n'a que quelques milles à faire hors de l'établissement; il doit être muni d'un *rifle* à deux coups, d'un couteau de chasse, d'une couverture, et accompagné d'un ou de deux Indiens chargés de porter le gibier et aussi d'en suivre ou d'en retrouver les traces, exercice difficile auquel les indigènes excellent. On se sert peu de chiens. Parmi les oiseaux, le meilleur coup de fusil sur la côte, dit un amateur qui l'a longtemps parcourue le *rifle* à la main, c'est le canard, dont il existe des variétés très nombreuses. Les meilleures espèces se trouvent dans les deltas des rivières et sur les marécages. Il n'est pas difficile à un chasseur exercé d'en tuer trente ou quarante dans sa journée; mais il lui faut un bon retrouveur, sans quoi il risque de perdre une partie de son butin. Les oies sauvages sont si nombreuses que l'on voit les enfans indiens se glisser doucement vers elles et les tuer à coups de flèches. Quant aux coqs de bruyère, il faut aller les chercher dans les embarras des forêts; ils passent le jour dans le creux d'un pin ou dans un trou de rocher, n'en sortant que le matin et le soir pour chercher leur nourriture. Les cygnes sont difficiles à aborder; ils s'abattent en troupes sur les lacs. Les aigles, les faucons, les milans ne sont pas rares, mais ils fuient le voisinage des établissemens, auprès desquels au contraire les pigeons, les grives et toute la foule des petits oiseaux chanteurs semblent se multiplier.

La pêche aussi fournit d'abondantes ressources à la colonie et

d'agréables distractions aux colons. Placés dans les limites de la pêche à la baleine, Vancouver et les ports de la Colombie anglaise peuvent devenir des points de station et de refuge habituels pour les baleiniers; déjà Victoria en a reçu un grand nombre depuis qu'Honolulu, dépossédée par une mauvaise administration d'une partie de ses avantages, n'a plus à leur offrir ni docks, ni approvisionnemens certains, ni facilités pour le radoub et l'hivernage. Les saumons, en nombre incalculable, remontent les rivières de l'île et du continent; les meilleurs sont ceux que l'on prend du milieu d'avril à la fin de juillet. Il y a une espèce plus petite, dont les individus ne pèsent guère plus de huit livres, qui se montre de juin en août; il y a aussi de larges saumons blancs, des saumons rayés, des saumons bossus, d'autres au nez crochu : toutes les variétés de ce genre se multiplient avec une incroyable abondance dans les cours d'eau et dans les lacs de ces côtes. Il n'est pas difficile de les prendre à la ligne, au filet, et parfois on voit sur un banc de sable un ours les pêchant à coups de griffes. Ceux de la grosse espèce atteignent un poids de 50 livres. Les Indiens les prennent de toutes les façons, dans des piéges ingénieusement tendus, dans des baquets disposés de manière à les recevoir quand ils sautent; lorsque les eaux sont basses, ils les tuent à coups de flèches et de pierres. Des esturgeons, souvent d'un poids énorme, se rencontrent en grand nombre sur les barres, à l'entrée des rivières. Les truites et les truites saumonées sont également très abondantes. On trouve encore des raies, des carrelets, des plies, des écrevisses. A la côte, il n'y a pas de homards, mais beaucoup d'huîtres.

La chasse et la pêche, avec leurs produits faciles, ne sont pas un mince attrait pour quelques-uns des émigrans de la Grande-Bretagne; ils se vantent de pouvoir se donner, à moindres frais, plus de plaisir que les opulens gentlemen dans leurs parcs d'Angleterre et d'Écosse. Ils deviennent aussi propriétaires fonciers à meilleur compte. De vastes espaces de terrain dans Vancouver et dans la Colombie ont été marqués pour l'occupation coloniale, et tout sujet anglais peut acquérir 160 acres, excepté sur les territoires réservés aux Indiens et marqués pour l'établissement de villes ou pour quelque autre appropriation publique. Pour garantir son titre à la possession, ce que dans les colonies anglaises on appelle *claim*, le *claimant* n'a qu'à se présenter au juge le plus voisin et à lui faire consigner le fait de l'occupation avec la description des limites occupées. Il ne paie rien pour la terre, mais seulement un léger droit d'inscription. C'est plus tard seulement, quand la mise en valeur a été commencée, que le gouvernement perçoit des droits. L'immigrant ou ses héritiers acquièrent alors un titre de propriété moyennant une somme de

10 shillings qui peut être réduite par le gouvernement à 5 par acre. Ce mode d'acquisition, avec jouissance antérieure au paiement, est ce que l'on appelle du nom particulier de *preempting*. Les États-Unis ont mis ce système en vigueur il y a une trentaine d'années, dans les premiers temps où l'immigration commençait à pousser son flot vers l'Amérique.

Pour favoriser le défrichement, il a été convenu qu'un colon, après avoir fait subir à un lot une amélioration évaluée à 10 shillings par acre, pouvait le vendre et en transférer le titre de propriété. Aux 160 acres qu'il a primitivement acquis, l'immigrant peut en ajouter une quantité indéterminée au prix de 10 shillings l'acre, dont moitié comptant et le reste à terme. Les terres prises, puis abandonnées, sont données aux mêmes conditions à d'autres immigrans, avec les travaux de défrichement qui peuvent y avoir été faits. Les différends de limites entre voisins sont portés au magistrat le plus proche, avec appel aux cours supérieures. La loi donne aux étrangers qui prêtent le serment d'allégeance les mêmes droits et priviléges qu'aux sujets anglais.

Un esprit fort libéral a présidé à cette organisation; les entraves imposées aux immigrans sont peu nombreuses; l'administration a sagement compris qu'en réduisant le plus possible les taxes et les difficultés, elle attirait une population propre à mettre la terre en valeur, à en tirer profit par un juste retour, et à diminuer les fatigues des premiers colons. Des mesures non moins prudentes ont présidé à l'organisation des mines, et sous ce rapport la vallée du Frazer va nous donner le spectacle singulier d'une région aurifère épargnée par la misère et le crime.

III.

On a vu déjà que deux grands cours d'eau, la Colombie et le Frazer, arrosent la Colombie anglaise; du premier, elle n'a que les sources et le cours supérieur. C'est aux riches territoires de la Colombie américaine et de l'Orégon qu'appartient la plus grande partie navigable de son cours; mais la région dans laquelle la Colombie prend sa source a été vantée pour sa beauté, sa richesse et la douceur de son climat. Elle sort du pied des Montagnes-Rocheuses, un peu au-dessus du 50e degré de latitude nord; elle remonte entre deux chaînes de montagnes, puis vers le 52e degré redescend brusquement vers le sud; elle traverse ensuite, avant de franchir la ligne qui sépare les deux Colombies, anglaise et américaine, deux lacs, l'Arrow supérieur et l'Arrow inférieur, et reçoit à l'est un affluent important, le Mac-Gillivray ou *Flatbow-River*. Le territoire des In-

diens kootanies que cette rivière traverse, entrecoupé de prairies et de forêts, n'est pas moins heureusement doté que celui où la Colombie prend naissance; le chef des Mormons, Brigham Young, le fit reconnaître; ses explorateurs le lui représentèrent pour sa température et sa fertilité comme un vrai paradis, et le grand-prêtre eut un moment l'idée, qu'il n'a pas encore réalisée, de diriger là son dernier exode.

Le Frazer appartient tout entier aux possessions anglaises; il naît sur une de leurs limites, et elles finissent peu au-dessous de son embouchure. Son nom indigène est Tacoutché-Tessé; celui sous lequel il est aujourd'hui connu lui vient d'un employé de la compagnie de la baie d'Hudson qui, en 1806, fonda un établissement sur le lac auquel il a donné également son nom, et d'où sort une des branches du fleuve coulant de l'ouest à l'est. La vraie source, celle qui donne au fleuve son plus long parcours, sort du même massif des Montagnes-Rocheuses, d'où découle en sens opposé l'Athabasca, pour aller arroser les prairies indiennes. Comme la Colombie, qu'il égale en volume et en rapidité, le Frazer court d'abord du sud au nord; puis, arrivé à environ quinze minutes au-dessus du 54e degré de latitude nord, il s'infléchit subitement vers le sud et coule avec une inclinaison de l'ouest à l'est jusqu'entre les 50e et 49e degrés, où il va, par un brusque mouvement vers l'ouest, se jeter dans l'Océan-Pacifique, en face de la pointe méridionale de Vancouver, après un cours de plus de trois cents lieues. Une barre sablonneuse de cinquante milles carrés coupe son embouchure; mais elle est moins dangereuse que celle de la Colombie, parce que les fortes houles du Pacifique sont brisées par la chaîne d'îlots qui entourent comme d'une ceinture protectrice la bouche du fleuve.

Jusqu'à Hopetown, à environ cent milles de son embouchure, le fleuve est navigable pour les *steamers*. Dans le milieu de l'été, il se gonfle à la suite de la fonte des neiges dans les Montagnes-Rocheuses, et son courant prend alors une rapidité de six nœuds à l'heure. A Yalé, douze milles au-dessus de Hopetown, les rapides commencent, et de ce point jusqu'à sa jonction avec Thompson's-River, affluent de la rive gauche, le Frazer présente un aspect magnifique, mais plus goûté de l'artiste que du navigateur. Son bassin, semé de rochers, s'élargit, puis tout à coup il se resserre entre deux montagnes; le fleuve, démesurément gonflé, écume, et, impatient de ses limites, s'élance, comme pour les surmonter, le long de ses murailles rocheuses. Pour éviter cet impraticable passage, on a ouvert un chemin par la rivière et les lacs Harrisson et Lilooette, qui se jettent dans le Frazer, à sa rive droite, au-dessous de Hopetown. Ce chemin, long de cent huit milles, conduit le voya-

geur, par une succession de petites rivières, de lacs et de canaux, au-dessus du confluent du Thompson avec le Frazer. Il y a une façon fort curieuse de pénétrer au cœur de la Colombie anglaise : un *steamer* conduit le voyageur par la rivière Colombia jusqu'aux Cascades, à la hauteur du 48e degré; puis de là, par les vallées des rivières Okanagan et Simil-Kameen, il rejoint celle du Thompson. La facilité des communications par eau est une des grandes faveurs que la nature ait accordées à la Colombie. Les principaux affluens du Frazer, outre le Thompson et le Harrisson, sont, sur la rive gauche, l'Axe et le Quesnel; le Salmon et le Chilcotin se jettent à la rive droite. Presque tout ce vaste bassin est aurifère.

C'est seulement en 1858 qu'a commencé l'exploitation des mines d'or de la Colombie; cependant déjà il était arrivé à plusieurs reprises que des Indiens fissent quelques trouvailles importantes. L'or est peu considérable à l'embouchure des rivières : on en trouve davantage à mesure qu'on les remonte; d'ordinaire on le rencontre en petites parcelles; dans certains endroits, il n'est pas assez abondant pour payer la peine du mineur; il en a été ainsi à Colville. Au voisinage de Fort-Thompson et des lacs Kamloops et Shoushwap, sur le cours moyen de la rivière Thompson, les profits ont commencé à être plus considérables; puis Yalé et Bridge-River sont devenus les principaux centres d'attraction; enfin les chercheurs ont remonté le Frazer jusqu'aux forts Alexandria et George, et ils ont découvert que c'était dans les échancrures des montagnes d'où sort Quesnel-River que l'or se présentait le plus fréquent, le plus massif, et que là se rencontreraient les meilleurs profits. En effet quelques mineurs réalisèrent tout d'abord de beaux bénéfices, et l'on en cita plusieurs qui, dans la saison, amassèrent 4 ou 500 livres d'or.

La nouvelle de la découverte de cette région de l'or ne fut pas longue à se répandre; la Californie l'apprit la première, et aussitôt un flot de trente-cinq mille mineurs déborda de San-Francisco sur Victoria de Vancouver. Cette invasion de tous les déçus et de tous les vagabonds de la Californie pouvait changer radicalement les destinées de la région du Frazer et lui créer des conditions toutes différentes de la vie paisible et réglée dont elle jouit; mais la foule mal préparée qui se jetait sur elle n'y trouva pas de ressources : à Victoria, les moyens d'existence étaient insuffisans; le continent présentait de vastes espaces déserts, à peine des routes et pas de chariots pour mener aux mines; cette foule repartit comme elle était venue. La presse locale déplora cet abandon; elle regrettait la population qui eût été ainsi tout d'un coup répandue sur la colonie, ainsi que l'expérience des mineurs californiens, sans comprendre que cette multitude, dénuée de ressources immédiates, apportait le désordre,

et que si elle eût exploité les mines de la Colombie, c'eût été au profit des marchands et des armateurs de San-Francisco. Rendue à la solitude, peuplée seulement des gens sérieux qui ne prétendaient réussir qu'à l'aide d'un travail persévérant, la colonie établit dans ses mines l'ordre et la régularité par des prescriptions datées de septembre 1859.

Les mines sèches, *dry diggins*, furent partagées en lots appelés *bench diggins*, d'une superficie de cent pieds carrés, ou formant des bandes de vingt-cinq pieds, le long des rochers, sur les bords des rivières. Chaque mineur dut recevoir un et dans certains cas deux de ces lots, à charge d'y entretenir le chemin public et les conduites d'eau suivant la direction indiquée par les commissaires des mines. L'eau est aux mines une des grandes causes de querelles et de réclamations; elle est indispensable au travail, et les mineurs sont sans cesse disposés à reprocher à leurs voisins qu'ils l'absorbent et l'épuisent. C'était donc une mesure d'ordre importante que d'en assurer la distribution. En arrivant aux mines, chaque travailleur est tenu de prendre une licence. On s'accorde à reconnaître que les mineurs dans la Colombie anglaise valent mieux que ceux des autres régions aurifères. Ils sont en général sobres et intelligens; il n'y a point parmi eux d'exemple des rixes terribles qui ont quelquefois ensanglanté les *placers* du Sacramento et ceux de l'Australie. Un assez grand nombre de vagabonds et de vauriens s'étaient jetés d'abord à leur suite sur le Frazer; mais ils ont été rebutés par les fatigues et écartés par la sévérité des autorités anglaises. L'ordre et une certaine régularité ont été ainsi établis; cependant l'existence du mineur est pénible à cause des vastes espaces déserts qu'il doit franchir, des provisions et des instrumens qu'il lui faut porter au loin. Les profits ne sont pas considérables; en voici la mesure moyenne : en 1858, l'extraction de l'or des diverses mines de la Colombie anglaise a produit 1,494,211 livres sterling, en 1859 près de 2 millions, ce qui, d'après le nombre des mineurs, établi par la liste des licences, donne un peu plus de 100 livres pour chacun; or les frais d'existence peuvent être évalués à environ 60 livres.

Il en est donc de la Colombie comme des autres régions aurifères, à quelques exceptions près que le hasard ramène de loin en loin, et comme pour exciter la passion des chercheurs, l'existence des mineurs y est ingrate, et leurs gains n'apportent pas une compensation suffisante à leurs privations et à leurs fatigues. Aussi l'avenir de cette contrée n'est-il pas dans l'exploitation de l'or, mais plutôt dans le sage développement des autres richesses plus durables dont la nature l'a dotée. Nous avons vu qu'elle doit devenir, grâce à ses ports, l'entrepôt d'une partie du commerce du Pacifique, et que ses

immenses forêts peuvent fournir un long aliment à un commerce de bois considérable. De plus, elle possède des mines de charbon de terre. Vancouver n'exploite pas l'or de ses rochers et de ses cours d'eau, parce qu'il y est trop clair-semé pour payer les frais de l'extraction; mais cette île a dans la houille une autre source de profits qui, sur les bords du Pacifique, n'est guère moins précieuse. La consommation qui s'en fait sur le Grand-Océan atteint le chiffre énorme de 200,000 tonnes par an. San-Francisco seul en a importé en 1859 79,000 tonnes et 70,000 en 1860. Soixante-dix *steamers* environ sont annuellement employés à porter au *railway* de Panama un chargement qui s'élève à environ 100,000 tonnes. Les côtes du Pacifique ne fournissent guère plus de 10 pour 100 de cette énorme consommation, et c'est le Chili presque seul qui apporte ce contingent. La question de la houille est une de celles qui ont le plus d'importance sur tout le littoral; souvent les feuilles californiennes célèbrent des découvertes de gîtes houillers à Mary'sville, Stockton, sur le Sacramento et le San-Joaquin. Rien de sérieux cependant ne s'est encore produit à cet égard, et il n'existe au nord du Pacifique d'exploitation vraiment importante qu'à la baie de Bellingham, dans la partie septentrionale de la Colombie américaine. Or des gisemens de houille considérables ont été récemment découverts dans toute la région inférieure de l'île Vancouver, de Nitinat à Nanaïmo, sur les deux côtes. L'exploitation en est facile, et déjà elle alimente les *steamers* de la colonie et ceux de la compagnie de la baie d'Hudson. Ce charbon est, à ce qu'il paraît, sous le rapport de la qualité, assez semblable à celui que l'on extrait des mines de l'Angleterre. La compagnie de la baie a installé des machines, des travailleurs à Nanaïmo, qui est ainsi devenu subitement un centre actif d'industrie. Un assez grand nombre d'Indiens y sont employés. Dans le nord de l'île, la houille a été signalée aussi à Koskeemo, près de *Beaver's harbour*, le port des Castors. Sur le continent, on en a reconnu plusieurs lits dans le delta du Frazer, mais situés d'une façon défavorable pour l'exploitation; il en existe aussi à l'entrée du canal Burrard, un peu au-dessus du fleuve, et enfin aux dernières limites septentrionales de la colonie, à Port-Essington, vers le 54e degré de latitude, en face de l'archipel de la Reine-Charlotte. L'exportation du charbon de Vancouver a commencé en 1858; elle s'est élevée à 1,700 tonnes, et elle a été de 2,000 l'année suivante.

A cette richesse minérale de Vancouver, il faut ajouter les sources salées de cette île; elles sont nombreuses. Nanaïmo en possède une qui donne un gallon d'eau par minute et une livre de sel par gallon. Ce n'est pas, il est vrai, la quantité fournie par les sources de l'Utah, qui donnent en sel le tiers de leur poids.

Aujourd'hui les routes qui conduisent de l'Europe dans le Pacifique, et surtout à la côte nord-ouest de l'Amérique, sont longues et difficiles. Sept principales sont habituellement suivies : la première consiste à s'embarquer à Londres ou à Liverpool sur un bâtiment qui traverse l'Atlantique et double le cap Horn. Il ne faut, pour l'accomplir, guère moins de cinq mois. Vient ensuite le passage par Panama; un *steamer* conduit le voyageur de New-York à Aspinwall; on sait qu'un chemin de fer livré en partie à la circulation en 1852 et terminé en 1855, avec des travaux et des frais considérables, traverse aujourd'hui l'isthme de Panama en quelques heures. De Panama, un trajet de quatorze jours mène à San-Francisco, d'où l'on peut gagner les points plus septentrionaux de la côte; les *steamers* américains accomplissent le passage de San-Francisco à Esquimalt, à Victoria de Vancouver, en quatre ou cinq jours. Une troisième route entre les deux Amériques conduit au nord de celle de Panama par le fleuve San-Juan et le lac de Nicaragua, où un service régulier et assez prompt a été organisé en attendant que les compagnies françaises ou américaines coupent l'isthme à cet endroit, comme elles se le sont proposé.

Telles sont les routes maritimes. Il y en a quatre autres, dites terrestres, *overland*, coupant la partie septentrionale du continent américain dans sa grande largeur : d'abord la plus fréquentée de toutes, la grande voie de Saint-Louis et de Memphis, de El-Paso à San-Francisco. Le trajet est de vingt-deux jours, très régulier, bien organisé, avec deux départs par semaine, durant la saison des voyages. Il coûte 20 livres, plus 5 livres pour les repas. Des stations militaires ont été établies tout le long de la route; chacune d'elles a une garnison de vingt-cinq hommes. La seconde route est celle de San-Antonio à San-Diego par El-Paso; elle est desservie par une malle hebdomadaire. La troisième route, monotone et peu fréquentée, consiste en un service mensuel par le Kansas et Stockton; la dernière va à San-Francisco de San-Joseph et de Placerville par la cité du Lac-Salé. C'est la route qui communique le plus directement avec l'Orégon et le territoire de Washington; elle est hebdomadaire, et a été suivie dans ces dernières années par un grand nombre d'émigrans qui se dirigeaient sur la Californie. A ces quatre grandes voies, qui mettent le Mississipi en communication avec la côte occidentale, le gouvernement des États-Unis accorde des subsides annuels : à la première 600,000 livres, à la seconde 200,000, à la troisième 80,000, à la dernière 320,000.

A ces voies l'Angleterre a l'intention d'en ajouter une nouvelle pour relier ses colonies américaines de l'Atlantique à celles du Pacifique. Les brigades de la compagnie de la baie d'Hudson suivent

un passage qui leur est particulier par les Rivière-Rouge et Sascatchewan, et franchissent en une passe dite Bol-de-Punch (*Punch-bowl-Pass*) les Montagnes-Rocheuses; mais cette voie, praticable pour de hardis trappeurs, familiers avec les forêts et les déserts de ces régions, ne sauraient convenir à de simples voyageurs chargés de bagages. On en propose donc une nouvelle, plus méridionale, côtoyant les grands lacs du Canada et presque entière desservie par la vapeur. Il existe un chemin de fer anglais qui de Montréal remonte le Saint-Laurent, longe le lac Ontario en passant par Toronto, et aboutit à la pointe méridionale du lac Huron. De là, un autre chemin de fer, appartenant aux États-Unis, se dirige vers le lac Michigan, passe à Chicago, et arrive à Lacrosse sur le Mississipi. Il s'agit d'établir la nouvelle route sur cette ligne, de la faire ensuite remonter vers la Rivière-Rouge, qui peut porter de petits *steamers* jusqu'à Assiniboia, au midi du lac Winnipeg. De là, par une série de lacs et de rivières, on parvient sur une branche méridionale du Sascatchewan, et l'on franchit dans les Montagnes-Rocheuses la passe Vermillon. Il ne reste plus ensuite qu'à établir une route à wagons, longue de 400 milles, dans la direction de Hopetown, tête de la navigation du Frazer. Pour accomplir ce chemin, qui, en y joignant les trajets de Portland à Montreal et de Hopetown à Victoria, c'est-à-dire deux ports, l'un sur l'Atlantique, l'autre sur le Pacifique, n'embrasse pas moins de 3,178 milles, il ne faudrait, suivant l'estimation d'un des auteurs du système, qu'une durée de vingt-cinq jours.

Le gouvernement anglais se déterminera-t-il à subventionner cette grande entreprise? Verra-t-on la vapeur étonner les Indiens jusque dans leurs derniers campemens, et porter des populations européennes dans ces régions si longtemps inabordables à l'homme blanc? Si ce projet se réalise, ce sera surtout au profit de la Colombie et de la côte nord-est du Pacifique. La colonie, que nous avons vue naissante et chétive encore, aura peut-être ses jours de grandeur et de prospérité; mais ce ne sera pas non plus sans de grands avantages pour l'Angleterre. Il y a quelques années, dans les premiers temps de la découverte de l'or, la foule qui se pressait dans les ports de la Grande-Bretagne, demandant aux régions lointaines les ressources de son existence, suivit un double courant. Des émigrans, les uns se tournèrent vers les régions de l'or; le sol privilégié du Victoria et les bords aurifères du Sacramento les attirèrent par milliers. On sait quelles dures épreuves les y attendaient : pour quelques favorisés du sort, combien ont misérablement péri, ou sont revenus épuisés et pauvres comme ils étaient partis! D'autres, mieux avisés, ou instruits par l'expérience, s'en allè-

rent dans Adélaïde et dans la Nouvelle-Zélande demander à un sol fécond et bien arrosé les ressources plus durables et plus sûres qu'il accorde au travail persévérant et régulier de l'agriculteur. Ainsi s'est formée une classe de colons munis d'un capital qui s'élève quelquefois à 50 ou 60,000 francs; ils bâtissent des fermes, entretiennent de nombreux troupeaux, introduisent dans les pays fertiles où ils se sont fixés toutes les améliorations de la culture.

La Colombie et Vancouver, bien que la première de ces colonies possède aussi des mines d'or, s'ouvrent à cette classe particulière de sages colons qui, mieux que les exploiteurs de mines et les spéculateurs de terrains, paraissent appelés à faire la force et la prospérité de la colonisation anglaise, et c'est dans cette voie surtout que l'Angleterre doit pousser ses émigrans. Les contrées tropicales semblent moins lui convenir que les régions plus sévères qui s'étendent, comme le Canada et la Colombie, vers le nord. La race anglo-saxonne a éprouvé combien les régions du tropique étaient, même pour elle, pleines de péril; vers le nord au contraire, elle trouve une source abondante et irréprochable de richesses dans la culture du sol, dans la conquête de pays longtemps incultes et sauvages. La vie y est plus calme, sans y manquer d'intérêt et de charme. Dans ces régions, la nature se plaît aussi à déployer sa magnificence : ces vastes forêts de chênes et d'érables, ces sombres couronnes de sapins, avec leurs verdures au ton foncé et un peu triste, ont leur charme et leur grandeur. La terre, plus rebelle, rappelle à l'homme les devoirs sérieux de l'existence; mais, si elle lui rend plus rude l'accomplissement de sa tâche, elle entretient sa vigueur. Là il ne s'est pas avili en substituant à son travail celui de l'esclave. Au souffle âpre et vivifiant des montagnes et de la mer, il ne s'endort pas dans l'indolence où souvent les hommes des tropiques énervent leurs facultés, et si la nature est moins facile, moins spontanée, si elle exige plus d'efforts, en revanche elle trouve devant elle des adversaires plus robustes et mieux préparés.

Alfred Jacobs.

UN

POLITIQUE ITALIEN

DE LA RENAISSANCE

GUICHARDIN ET SES ŒUVRES INÉDITES.

Opere inedite di Francesco Guicciardini. [1]

Les temps troublés, comme le fut la grande époque de la renaissance, par l'enfantement laborieux d'idées nouvelles et par une transformation intellectuelle et morale voient s'opérer un partage uniforme des esprits. Le passé et l'avenir deviennent comme deux camps, chacun avec son armée : ici les ardens, là les timides et les humbles; les premiers se mêlant au monde par l'action, par la parole, par les écrits, pour l'entraîner à leur suite dans les voies non frayées; les autres se réfugiant dans la retraite et remontant même, s'ils peuvent, le cours du temps pour échapper à une lumière qu'ils croient fausse et dangereuse. Si quelqu'un de ces derniers, animé par une intelligence puissante et libre, conçoit la courageuse entreprise de sanctifier les élémens épurés du passé par une alliance étroite avec les plus purs élémens des idées nouvelles, on a l'héroïsme d'un Savonarole; mais le plus souvent cet essai de conciliation n'est tenté qu'au prix de l'abaissement des caractères, dont la fleur s'est flétrie aux compromis de ce qu'on appelle la vie pra-

(1) Illustrate da Giuseppe Canestrini e publicate per cura dei conti Piero e Luigi Guicciardini. — Firenze 1857; Barbera e Bianchi.

tique. Entre les deux partis, à qui un dogmatisme obstiné, généreux, austère, concilie le respect, flotte, sans parler de la vague multitude, le grand nombre des esprits qu'une expérience mal mise à profit a rendus indifférens, sinon sceptiques. Ce ne sont pas les consciences les plus délicates, puisqu'elles acceptent, toujours trop à l'aise, l'indécision et l'ajournement; mais ce sont très souvent des intelligences dignes d'être comptées parmi les plus vives, les plus exercées, les plus perspicaces de leur temps, parmi celles qui ont le plus curieusement interrogé les diverses connaissances et les innombrables échos du siècle, et qui se sont jetées avec le moins de réserve dans la mêlée des affaires de chaque jour et des questions contemporaines. La lumière mondaine les a enveloppées de toutes parts et a confondu devant elles tous les sentiers; en vain le plus épineux est-il le plus droit: leur sens moral émoussé n'a plus de vue distincte que pour la doctrine funeste de l'intérêt. Au milieu de la renaissance italienne, Machiavel, Guichardin et toute leur école comptèrent dans cette foule. Ils furent de beaux et brillans esprits; mais la grandeur morale leur manqua, et ils subirent sans défense la contagion d'un siècle qui connut l'orgueil d'une civilisation nouvelle et déjà raffinée en même temps que les maux d'une dernière phase d'ancienne barbarie. Cette barbarie du moyen âge communiquait du moins aux caractères une mâle rudesse qui laissait place à la vertu. Dante n'a pas assez de malédictions et d'injures contre ses adversaires, il est vrai, et le prédécesseur des historiens politiques de l'Italie moderne, Dino Compagni (1), écrit, à proprement parler, un manifeste de parti; mais ces esprits sont convaincus et sincères: ils ont cru distinguer entre tous le chemin de la vérité, celui de la justice et du devoir, celui du salut pour la patrie, et ils s'y sont engagés, quelque dur qu'il fût, au prix de la persécution et de l'exil. Il n'en est plus de même à l'époque de la renaissance: l'ardeur des partis s'est éteinte; elle a fait place à une politique plus savante, plus exercée, bien autrement habile, mais aussi moins sévère et à la fois moins généreuse. Sans doute l'Italie, irritée des infortunes innombrables de son moyen âge, a voulu alors conquérir quelque repos à tout prix. Non contente de sacrifier sa liberté, elle a renié ses anciennes croyances et y a substitué ou des imitations factices de l'antiquité, ou des calculs égoïstes et quelquefois perfides, ou de décevantes et vaines utopies.

Tant que nous n'aurons pas les dix volumes inédits de Machiavel et de Guichardin que doit publier le laborieux et savant M. Canes-

(1) Voyez l'intéressante monographie publiée tout récemment par M. Carl Hillebrand, *Dino Compagni, étude historique et littéraire sur l'époque de Dante*, Durand, in-8°.

trini à Florence, nous ne pénétrerons point jusque dans le détail le génie de ces deux éloquens témoins de la renaissance; mais les volumes déjà publiés de Guichardin (1), en nous révélant sa pensée intime, suffisent à nous montrer comment en lui l'historien a été préparé par le raisonneur et le politique du XVI[e] siècle. Ce n'est pas sans réflexion ni calcul, ni même sans un certain combat intérieur qu'il a atteint le sang-froid dont il fait preuve dans sa grande *Histoire d'Italie*. Ses œuvres inédites nous révèlent cette lutte et nous offrent ainsi l'attachant intérêt d'un double spectacle, à la fois politique et moral.

De concert avec les comtes Pierre et Louis Guichardin, restés en possession des manuscrits de leur illustre aïeul, M. Canestrini fit paraître en 1857 un premier volume des *Œuvres inédites*, contenant des *Considérations sur les discours de Machiavel concernant la première décade de Tite-Live*, des *Maximes* (*Ricordi*) *politiques et civiles* et des *Discours politiques*. L'année suivante, il donna un second volume, qui comprenait un *Dialogue sur le gouvernement de Florence* et des *Discours sur les changemens et réformes du gouvernement florentin*. Un troisième volume enfin, qui parut en 1859, était occupé tout entier par une *Histoire de Florence* (*Storia fiorentina*), dont jamais personne n'avait entendu parler. De tous ces ouvrages, on ne connaissait absolument qu'un certain nombre de *Ricordi* publiés pendant le XVI[e] siècle, si épris des compositions de ce genre. Les événémens récens de l'Italie ont seuls empêché les éditeurs de faire paraître en 1860 le quatrième volume, qui doit comprendre les ambassades (*legazioni*) de Guichardin. On a peine cependant à imaginer, ce semble, une lecture plus instructive et plus piquante à la fois en ce moment même. La carrière publique de Guichardin a été singulièrement active. Au dehors, il a eu à défendre la politique italienne en face de princes jaloux et rusés; au dedans, il a administré les Romagnes, toujours révoltées contre le gouvernement pontifical, et il a eu occasion d'étudier les conditions particulières de ce gouvernement. Il est permis de penser que les avertissemens de son expérience ne seraient pas sans intérêt pour l'Italie dans son œuvre présente de régénération.

Les esprits tels que Guichardin, dans un temps agité et fécond comme le XVI[e] siècle, sont avant tout d'habiles et fins observateurs. L'observation et l'expérience d'un grand nombre de phénomènes politiques et moraux, avant d'ébranler chez ces hommes doués d'une vive intelligence les opinions dogmatiques, ont aiguisé en eux l'hu-

(1) On n'a publié de Machiavel qu'un premier volume, contenant des écrits d'administration militaire.

maine sagesse et en ont fait par certains côtés d'attentifs et curieux annalistes. C'est pour cela que, parmi les œuvres nouvellement connues de Guichardin, l'*Histoire de Florence* doit appeler d'abord notre attention. Il est naturel d'estimer que le premier rang dans la série de ses œuvres suivant l'ordre du développement intellectuel doive appartenir à ses travaux historiques, car l'observation générale a naturellement précédé en lui soit l'expression des théories politiques telle que nous la rencontrerons dans le *Dialogue*, soit la composition de ces *Ricordi*, résultat suprême de ses méditations et dernier travail de sa vie. Nous verrons d'ailleurs des preuves matérielles confirmer ces conjectures. Si l'*Histoire d'Italie* de Guichardin, seule connue jusqu'à ce jour, et dont les nouveaux éditeurs promettent de nous donner enfin un texte authentique, ne semble pas prendre dans la série de ses travaux une place conforme à ce développement, c'est qu'elle est une œuvre un peu factice et moins personnelle, en dehors de ce développement intime, et nous montrant l'écrivain, — nous allions dire le rhéteur, — plutôt que l'homme lui-même. L'homme avec sa finesse et sa vivacité d'esprit, avec ses aversions et ses sympathies mal dissimulées, avec ses froids calculs, avec toute cette science pratique qui, le révélant à nos yeux, nous révèle aussi son temps, c'est dans les *Œuvres inédites* que nous le découvrirons. Il faudra interroger quelques-unes de ces pages où Guichardin étudie lui-même les diverses faces de sa pensée, où il pénètre les motifs variables de ses impressions, où néanmoins il cherche à distinguer un mobile supérieur à toutes ces influences passagères et intéressées. Ce mobile, chez Guichardin, est d'une morale plus haute qu'il ne semble à première vue, car il tient d'un côté à un amour sincère de la patrie, de l'autre à l'inquiétude qui saisit l'âme humaine en présence de la lutte constante que se livrent ses aspirations idéales et ses imperfections natives.

I.

Guichardin a pris soin d'indiquer lui-même, dans le texte de son *Histoire florentine*, la date de cet ouvrage. Il l'a écrit en 1509, quand il n'avait encore que vingt-sept ans. La grande histoire de Machiavel n'était sans doute pas encore commencée; Guichardin, son ami, l'aurait su et l'aurait dit, et cette œuvre en effet n'a été achevée et présentée au pape Clément VII qu'en 1525. L'*Histoire florentine* n'a pas été entreprise par suite de quelque dessein d'imitation; c'est une œuvre toute personnelle et non destinée à la publicité : Guichardin n'a voulu que fixer ses premières impressions sur les événemens dont il avait été le témoin, et sur ceux qu'il avait en-

tendu raconter à son père. Il a fait de la sorte son apprentissage de futur historien. A vrai dire, il l'est déjà dans ce livre, et plus à découvert peut-être que dans son *Histoire d'Italie.*

L'*Histoire florentine* diffère de l'*Histoire d'Italie* par le choix du sujet, par la forme et par le fond. Celle-ci, comme son titre l'indique, est un récit de l'histoire générale de l'Italie, où ne se trouve traitée qu'en passant l'histoire particulière de Florence; elle ne remonte d'ailleurs qu'à l'époque de la première invasion des Français en Italie avec Charles VIII. L'*Histoire florentine* au contraire, dont le récit commence au milieu du xv[e] siècle, au temps de Côme de Médicis et de la paix générale établie par les traités de Lodi et de Naples, se borne à peu près exclusivement aux révolutions intérieures de ce petit monde de quelques lieues à peine que Florence composait avec sa banlieue et ses villes sujettes.

Outre le choix du sujet, la forme extérieure diffère, avons-nous dit. On sait combien le style de la grande histoire de Guichardin est régulier et classique; il n'en est pas de même de celui de l'*Histoire florentine.* La phrase est ici peu travaillée, assez abrupte, semée de mots latins qui sentent le jeune littérateur à peine sorti des écoles cicéroniennes de la renaissance. L'expression y est moins soignée, mais aussi plus franche, plus naïve et plus abondante. On ne trouve ici aucune de ces harangues par lesquelles Guichardin se fit plus tard l'émule de Thucydide et de Tite-Live. Ce n'est pas que l'auteur s'y abstienne des réflexions que suscite à son esprit le rôle politique des personnages qu'il voit agir; mais il se préoccupe peu de mettre habilement ces figures en scène, et ne songe pas ici à donner du relief à ses pensées en les plaçant dans la bouche de quelque orateur. Cela donne à cet ouvrage un caractère de sincérité et de naturel qui met le lecteur en présence d'une réalité vive, soit qu'il veuille pénétrer l'auteur de cette sorte de *mémoires*, soit qu'il se propose d'étudier l'époque au milieu de laquelle il a vécu.

La seconde moitié de l'*Histoire florentine* concorde pour les dates avec la première moitié de l'*Histoire d'Italie*. Cette concordance nous permet de comparer dans les deux ouvrages quelques récits communs revêtus d'expressions fort diverses. Il y a par exemple un épisode dont l'auteur a été témoin dans ses premières années, et qui a vivement ému son patriotisme : c'est l'invasion de l'Italie par les Français. Son étonnement a égalé sa colère, car lui aussi, comme tous les grands esprits de son temps, il veut les barbares, c'est-à-dire les étrangers, hors de l'Italie; il veut l'indépendance de sa patrie garantie par une fédération avec un chef. Pour lui d'ailleurs, l'Italie était l'asile unique et inviolable de la civilisation; par quelles fautes avait-elle mérité ce terrible fléau de voir sur les rives de l'Arno et

du Tibre les grossiers compagnons de Charles VIII? Pour résoudre ce problème, — car déjà l'auteur mêlait à ses émotions de patriote le sang-froid du calculateur politique, — il fallait d'abord s'en rendre compte par une patiente analyse, en séparer les divers élémens, en signaler un à un les effets, d'où l'on remonterait ensuite vers les causes. La courte narration de la grande histoire nous montrait à peine cette patiente recherche et cette secrète curiosité de l'auteur : quelques lignes, formant un résumé concis et habile, y cachaient le dépit du politique sous la calme sévérité de l'historien. Le nouveau récit nous fait beaucoup mieux juger du procédé de son esprit et nous révèle même des émotions dont la trace disparaîtra entièrement plus tard :

« Déjà une partie des troupes du roi Charles VIII avait passé les Alpes. Lui-même entra bientôt en Italie avec le reste de l'armée, composée d'un très grand nombre d'hommes d'armes, d'infanterie et d'artillerie. Je n'en sais pas au juste le nombre, mais je sais qu'avec eux entrèrent en Italie un incendie et une peste qui changèrent non-seulement les conditions des états, mais encore toutes les habitudes du gouvernement et de la guerre. L'Italie étant jusque-là divisée en cinq états principaux, le pape, Naples, Venise, Milan et Florence, l'étude de chacun d'eux était de veiller à ce que l'un ne dépassât point l'autre et ne vînt point à s'accroître d'une manière dangereuse pour tous, et pour cela on tenait compte du plus petit changement, on faisait grand bruit de l'acquisition de la moindre citadelle. S'il fallait enfin en venir au combat, les secours étaient si bien balancés, les troupes si lentes à se former, l'artillerie si molle à agir, que dans le siége d'un seul château se consumait un été, et que tous les faits d'armes se terminaient avec peu ou point de sang répandu. Mais par cette arrivée des Français, comme par une subite tempête, toutes choses furent bouleversées (*rivoltatasi sottosopra ogni cosa*), l'équilibre de l'Italie fut rompu et mis en lambeaux, et avec lui disparurent tout soin et tout souci des intérêts communs. Cités, duchés et royaumes furent envahis et livrés au désordre; chacun ne s'occupa plus que de ses propres affaires, ne s'inquiétant pas même si cet incendie qui éclatait à droite, si cet écroulement qui retentissait à gauche pouvait enflammer ou ébranler son propre état. Alors naquirent les guerres subites et violentes; alors on vit les royaumes gagnés ou livrés en moins de temps qu'il n'en fallait jadis pour s'emparer d'une maison de campagne; on vit les assauts rapides, les villes prises non pas en quelques mois, mais en un jour, en une heure; on vit les coups de main les plus hardis et les plus sanglans. Et depuis lors, en réalité, les états furent conservés ou ruinés, donnés ou enlevés non plus par de lentes négociations et avec la plume, comme par le passé, mais en campagne et les armes à la main (*alla campagna e colle arme in mano*). »

Qu'on pardonne à la traduction si elle ne peut rendre tantôt l'ampleur, tantôt la concision elliptique de ce style. L'*Histoire florentine*

offre sous ce rapport des difficultés particulières, parce que l'écrivain y a déposé souvent, en des traits à peine achevés, ses impressions et ses remarques. Ce qu'on y perd en bonne ordonnance et en pureté d'expression, on le regagne à coup sûr en franchise et en variété, et ce n'est pas un médiocre avantage que de voir agir sans entraves et avec toute sa liberté une intelligence aussi vive et aussi déliée que celle de Guichardin. Si le récit des mêmes faits dans l'*Histoire italienne* offre un tableau sévère, d'une énergique concision, et que de justes proportions unissent heureusement à ce qui l'entoure, la première esquisse en était précieuse à connaître, comme ces dessins qui ont précédé les œuvres des maîtres, et dans lesquels on aime à saisir, avec quelques-uns des secrets de leur talent, la spontanéité des intentions et la richesse des aperçus que le travail émondera et coordonnera plus tard. Poursuivons la comparaison des deux ouvrages. Ne nous arrêtons plus à la surface, c'est-à-dire à la différence de l'exposition et du style. La manière de juger diffère aussi quelquefois : entre les deux histoires, il y a toute la distance du jeune homme à l'homme fait, du jeune homme imparfaitement brisé à la dure école de la vie pratique et des affaires, et accessible encore aux impressions morales, à l'homme endurci par une froide expérience, devenu insensible aux manifestations de la nature humaine, et curieux seulement des combinaisons et des résultats politiques. L'unité de caractère se montre à la vérité, et l'auteur paraît bien, dans l'une et l'autre occasion, panégyriste du succès et admirateur à peu près exclusif de l'habileté; mais enfin l'*Histoire florentine* nous le montre un peu déconcerté, par exemple, de l'héroïque vertu de Savonarole, et ce n'est pas certainement au même âge ni avec le même esprit qu'il a écrit les deux jugemens qu'on va lire sur le moine réformateur. Voici d'abord le morceau inédit, Guichardin n'a pas trente ans :

« Les commissaires du pape étant arrivés et ayant de nouveau examiné l'affaire, frère Jérôme et les deux autres furent condamnés au feu. Le vingt-troisième jour de mai, ils furent amenés sur la place des Seigneurs, dépouillés des habits de leur ordre, puis pendus et brûlés au milieu d'un concours de peuple plus grand encore que celui qui se rendait à leurs prédications. Et ce fut jugé une chose admirable que pas un d'eux, même le frère Jérôme, n'ait dit publiquement un seul mot ni pour s'accuser ni pour se défendre.

« Ainsi mourut d'une mort ignominieuse frère Jérôme Savonarole, duquel il ne sera point hors de propos de parler plus longuement ici, puisque ni dans notre temps, ni dans celui de nos pères et de nos aïeux, on ne vit jamais un religieux réunissant tant de vertus et obtenant tant d'autorité et de crédit. Ses adversaires mêmes convenaient qu'il était très docte en beaucoup de sciences, particulièrement dans la philosophie qu'il possédait et appelait à son aide en toutes ses propositions comme s'il l'avait faite, mais par-dessus tout

dans la connaissance des saintes Écritures, où l'on peut croire qu'il n'y avait pas eu depuis bien des siècles un homme pareil à lui. Il montra un grand jugement non-seulement dans les belles-lettres, mais encore dans les affaires de la vie pratique, comme le prouvent, suivant moi, ses prédications. Son éloquence dépassa par ces mérites celle de tous ses contemporains; en outre elle n'était point artificielle et forcée, mais simple et naturelle; l'autorité et le crédit de cette parole étaient admirables, puisqu'on le vit prêcher continûment avec succès pendant tant d'années, non-seulement les carêmes, mais la plupart des jours de fête, dans une ville pleine d'esprits très difficiles et dédaigneux (*sottilissimi e fastidiosi*), et où jusqu'à lui les prédicateurs les plus excellens, au bout d'un carême ou deux, ne faisaient plus qu'ennuyer. Son triomphe fut manifeste; tous le reconnurent, ses adversaires aussi bien que ses partisans et ses disciples.

« Mais la grande question est de juger sa vie. Il faut remarquer à ce propos que s'il y eut quelque vice en lui, il n'y eut donc qu'une feinte conseillée par l'orgueil et par l'ambition; car, en observant attentivement sa vie et ses mœurs, on n'y trouve pas le plus petit vestige d'avarice, de luxure ni de quelque autre faiblesse ou passion, mais au contraire l'exemple d'une vie très religieuse, pleine de charité, de prière et d'observance, non l'écorce, mais la moelle même de la piété; on ne put, dans son procès, noter le moindre défaut de ce côté, malgré les efforts de ses adversaires. Il accomplit, en poursuivant la réforme des mœurs, des œuvres saintes et admirables : il n'y eut jamais dans Florence tant de religion et de vertu que de son temps, et cela décrut de telle sorte après sa mort qu'on vit clairement que ce qui s'était fait de bien de son temps n'avait été créé et soutenu que par lui. On ne jouait plus en public, dans les maisons rien qu'avec retenue. Les tavernes, refuge ordinaire de la jeunesse corrompue et de tous les vices, s'étaient fermées; les femmes avaient quitté en grande partie les vêtemens déshonnêtes et lascifs; les enfans, élevés pour la plupart dans l'habitude du vice, avaient été amenés à une vie modeste et sainte; sous la conduite du frère Dominique, ils avaient été partagés en compagnies, fréquentaient les églises, portaient les cheveux courts, poursuivaient de pierres et d'injures les hommes joueurs et débauchés et les femmes vêtues avec inconvenance. Ils allaient, pendant le carnaval, saisissant les dés, les cartes, le fard, les livres et tableaux impurs, qu'ils brûlaient publiquement sur la place des Seigneurs, et ces jours qui d'ordinaire voyaient mille iniquités, ils les commençaient par une procession avec beaucoup de sainteté et de dévotion; les hommes faits se convertissaient à la religion, venaient à la messe, aux vêpres, au sermon, se confessaient et communiaient souvent; durant le carnaval surtout, un très grand nombre de personnes se présentaient à la confession; il se faisait beaucoup d'aumônes et de charités. Frère Jérôme encourageait tout le jour ceux qui, laissant les vanités et les pompes, se réduisaient à une simplicité de vie religieuse et chrétienne; même il établit, pour réprimer le luxe des femmes et des enfans, ces lois qui lui suscitèrent tant d'attaques... Ses prédications attirèrent dans les rangs de son ordre beaucoup d'hommes de tout âge et de toute qualité, des jeunes gens des premières familles de la ville et des hommes d'une grande réputation : Pandolfo Rucellai,

qui était de l'assemblée des dix et qui avait été désigné pour haranguer le roi de France; messire Giorgio-Antonio Vespucci et messire Malatesta, chanoines savans et vertueux; maître Pietro Paolo da Urbino, médecin renommé et de bonnes mœurs; Zanobi Acciajuoli, très versé dans les lettres grecques et latines, et beaucoup d'autres, si bien qu'en toute l'Italie il n'y avait pas un seul couvent semblable au sien. Lui-même y dirigeait les jeunes gens dans leurs études latines, grecques, hébraïques, de manière à en faire plus tard les ornemens de la religion.

« S'il fit œuvre si utile pour les choses spirituelles, il ne fit pas une œuvre moins grande pour le gouvernement de la ville et pour le bien public. Après la chute de Pierre de Médicis, le pays restait de toutes parts divisé; les partisans de l'ancien état se voyaient en grande haine et en grand péril, de telle sorte que, malgré la protection que leur accordaient Francesco Valori et Piero Capponi, il eût été impossible de les sauver, cela au grand dommage de la cité, car il y avait parmi eux des hommes estimables, sages et riches, de grande famille et d'illustre parenté. Les violences eussent engendré la désunion des gouvernans, les révolutions, les exils, et peut-être, comme dernière extrémité, une restauration de Pierre de Médicis avec une extermination et une ruine complète de la cité. Frère Jérôme lui seul empêcha ces violences et ces désordres : par l'institution du grand-conseil, il mit un frein aux ambitions; par l'appel à la seigneurie (1), il opposa une digue aux excès populaires; il fit enfin *la paix universelle*, qui, en coupant court à toute recherche du passé, détourna les vengeances dont les partisans des Médicis étaient menacés.

« Ces mesures firent sans aucun doute le salut de la cité, et, comme il le disait avec vraisemblance, le profit des nouveaux gouvernans aussi bien que des vaincus. Véritablement les œuvres de cet homme furent excellentes, et de plus quelques-unes de ses prédictions s'étant réalisées, bien des gens n'ont point cessé de croire qu'il avait été vraiment envoyé de Dieu et prophète nonobstant son excommunication, son procès et sa mort. Je ne sais qu'en croire, et n'ai pas sur ce point d'opinion arrêtée en aucune façon, m'en rapportant, si je vis, au temps qui éclaircira tout; mais je conclus volontiers à ceci, que, s'il fut sincère, nous avons vu de nos jours un grand prophète, et, si ce fut un fourbe, un très grand homme. En effet, indépendamment des lumières de son esprit, s'il fut capable de dissimuler si publiquement pendant tant d'années sans être une seule fois pris en faute, on doit confesser qu'il eut une intelligence, une adresse et une habileté d'une profondeur extraordinaire. »

Tel est le récit de l'*Histoire florentine*. Ouvrons maintenant l'*Histoire d'Italie*. Guichardin n'y est plus qu'un froid témoin. Prenant acte du mauvais succès des tentatives de Savonarole, il recherche et

(1) Par une loi due à l'initiative de Savonarole, tout condamné politique avait acquis le droit d'en appeler à la seigneurie, qui ne pouvait elle-même rendre son arrêt définitif qu'après un délai de quarante jours écoulés depuis le premier jugement. C'était donner aux passions populaires le temps de se calmer et sauver finalement la plupart des accusés.

énumère les fautes qui doivent expliquer son échec. Il lui reproche sérieusement d'avoir indisposé le pape dans un moment où il fallait le ménager pour reprendre Pise par son aide. Négligeant enfin l'histoire intérieure de Florence, passant entièrement cette fois sous silence l'influence exercée par Savonarole sur le gouvernement de la cité et sa réforme passagère des mœurs, prenant une vue plus large, Guichardin s'étend sur le rôle que Savonarole aurait voulu jouer comme réformateur de l'église au moyen d'un concile général. Il termine enfin son récit de la mort de l'illustre dominicain par ces lignes équivoques et glacées : « Il mourut avec constance, mais sans rien dire qui pût faire juger s'il était innocent ou coupable, et sa mort ne fixa point les jugemens passionnés des hommes. Beaucoup demeurèrent persuadés que c'était un imposteur; d'autres restèrent convaincus que l'interrogatoire rendu public était une pièce fabriquée, ou que la force des tourmens plutôt que celle de la vérité avait vaincu sa complexion, qui était faible et délicate; même ils excusaient cette faiblesse par celle du prince des apôtres, qui, sans être emprisonné, ni torturé, ni violenté d'aucune manière, mais sur de simples paroles de serviteurs et de servantes, renia le maître dont il avait entendu les divins préceptes et vu de ses yeux tant de miracles. »

Peut-être faut-il du moins savoir gré à Guichardin de ces dernières lignes. Peut-être y a-t-il de sa part quelque reste de sympathie à se faire également l'écho de ceux qui ont condamné et de ceux qui ont excusé Savonarole, et à rapporter même l'excuse dont ses persévérans admirateurs couvraient ses derniers aveux. Peut-être est-ce le souvenir de ce qu'il a vu et entendu pendant son enfance qui suspend encore son jugement en présence de cette question : Savonarole fut-il fourbe ou sincère? Mais, chose remarquable, la pensée de l'insuccès final semble maintenant non-seulement l'empêcher de reconnaître la grandeur du prophète, mais encore lui faire révoquer en doute cette habileté de l'homme pour laquelle tout à l'heure il réservait dans tous les cas son admiration. Tout à l'heure il pouvait, en suspendant sa réponse, ne pas dissimuler quelques évidentes et sincères émotions; maintenant l'avenir avait parlé : l'œuvre de Savonarole avait péri, son échec était incontestable; adieu donc au sympathique et inutile souvenir d'une entreprise éphémère! Ce n'était pas en effet de bonnes intentions, d'honnêtes et vains efforts que l'Italie du XVIe siècle avait besoin, mais de solides réalités, d'énergiques et durables réformes, de force et de succès. Dans le premier de ces deux ouvrages, on entendait parler la conscience de Guichardin aux prises avec le froid calcul; dans le second, nous avons l'historien ou plutôt le politique, préoccupé non

du mérite, mais du résultat des œuvres. Sans l'*Histoire florentine*, nous ne connaissions que ce dernier; par elle, nous apercevons Guichardin sous un autre aspect, nous savons ce que lui coûte son scepticisme, et jusqu'à quel point il a subi le joug de son temps.

Nous n'avons signalé encore que des différences entre les deux ouvrages de Guichardin; mais il règne aussi entre eux une ressemblance générale qui fait bien reconnaître dans l'un et dans l'autre la même plume et la même intelligence, et qui confirme la conjecture suivant laquelle l'*Histoire florentine* aurait servi de préparation à l'*Histoire d'Italie*. Au fond déjà l'identité de caractère et d'esprit, sauf les transformations qui résultent presque toujours de l'expérience et du passage de la jeunesse à l'âge mûr, nous est apparue à travers les différences mêmes. Nous avons vu dès le premier morceau sur Savonarole, à côté d'un témoin étonné et même involontairement ému des grandes choses, un juge surtout épris de l'habileté. Quant à la forme, l'*Histoire florentine* n'offre pas de harangues, il est vrai, mais on y rencontre çà et là des réflexions et des considérations conformes à la situation des principaux personnages, et réunies pour ainsi dire à l'état de sommaires qu'un développement en discours directs mettait aisément en saillie. S'il est vrai enfin que, moins travaillée, cette histoire ne contienne pas en général de morceaux particulièrement destinés à faire montre de style et d'imitation de l'antique, on y reconnaît pourtant l'élève à peine échappé des écoles de la renaissance, et qui, même dans une esquisse, dans une étude rapide destinée à ne pas sortir de l'atelier, ne saurait s'abstenir de distribuer son dessin et de grouper ses masses suivant les préceptes de l'école et l'exemple des maîtres. Le morceau qui suit montre bien ces habitudes classiques d'esprit et de style, fort en honneur dans l'Italie du XVIe siècle, et auxquelles Guichardin restera fidèle dans son grand ouvrage. Il contient d'ailleurs un curieux portrait de Laurent de Médicis. Après le jugement de Guichardin sur Savonarole, héros de la liberté florentine, nous aurons son appréciation sur le plus illustre de ceux qui avaient supprimé cette même liberté; il l'avait fait au prix de compensations que Guichardin n'était pas homme à dédaigner.

« La cité était dans une paix profonde; son gouvernement était uni et fort, et si puissant que nul n'osait hasarder le moindre signe d'opposition. Chaque jour, le peuple, satisfait par l'abondance des choses nécessaires à la vie et par la prospérité du commerce, se délectait dans les fêtes, les spectacles et les nouveautés de tout genre. Les hommes de science et de mérite applaudissaient en voyant les honneurs et les récompenses se répandre sur les œuvres de l'intelligence, des lettres et des arts. Jouissant de ce complet et heureux repos à l'intérieur, la cité atteignait au dehors le plus haut degré

de réputation et de gloire pour la grande autorité de son gouvernement et de son chef, pour l'accroissement récent de son domaine, pour avoir procuré enfin en grande partie d'abord le salut de Ferrare, et ensuite celui du roi de Naples. Alliée de Naples et de Milan, disposant en entier du pape Innocent, la république tenait pour ainsi dire la balance de toute l'Italie, quand un accident renversa tout cet édifice de prospérité, et amena le trouble et le désordre non-seulement dans Florence, mais dans l'Italie entière.

« Dès l'année 1491, Laurent avait souffert d'une assez longue maladie, que les médecins avaient jugée de peu d'importance. Cependant, soit qu'il eût été soigné trop tard, soit que le mal eût fait des progrès cachés, au mois d'avril 1492 il mourut. L'importance de cet événement fut signalée par de nombreux présages : une comète avait paru peu de temps auparavant; on avait entendu hurler des loups; dans l'église de Santa-Maria-Novella, une femme prise de fureur s'était écriée qu'un bœuf avec des cornes de feu incendiait toute la ville; les lions (1) s'étaient battus, et un des plus beaux avait été tué par les autres; enfin, un jour ou deux avant la mort de Laurent, la foudre était tombée de nuit sur la lanterne de la coupole de Santa-Maria-Liperata, et en avait détaché quelques grosses pierres qui avaient roulé du côté de la maison des Médicis. On regarda aussi comme extraordinaire ce qui arriva à Piero Lione de Spolète, le plus célèbre médecin de toute l'Italie, et qui soigna Laurent de Médicis. Laurent mort, il se jeta de désespoir au fond d'un puits et s'y noya; — il est vrai que quelques gens ont dit qu'on l'y avait jeté.

« Il y eut en Laurent beaucoup et d'éclatantes vertus. Il y eut aussi plusieurs vices, en partie naturels, en partie devenus nécessaires. Il s'empara d'une si grande autorité qu'on ne peut dire que de son temps la cité fût libre. Elle jouit du moins de toute la gloire et de toute la félicité que peut posséder un état libre de nom, asservi de fait par un seul de ses citoyens. Les choses qu'il a faites, bien qu'à blâmer sur quelques points, furent néanmoins pleines de grandeur. Il y manque, non par sa faute, mais par suite de l'humeur de son temps, ce fracas des armes, cette science et ce régime de la guerre qui donnaient la renommée chez les anciens. On ne racontera point de lui la défense d'une ville, la prise d'une forteresse, un stratagème habile, une victoire sur l'ennemi; mais, si l'histoire de sa vie ne resplendit pas des éclairs de cette sorte de gloire, on y trouvera du moins tous les signes des vertus qui peuvent briller dans la vie civile. Parmi ses adversaires mêmes, nul ne refuse une grande et singulière intelligence à celui qui a gouverné pendant vingt-trois ans, avec une perpétuelle augmentation de puissance et de gloire, une ville comme Florence, remplie d'esprits subtils et inquiets, où le parler est si libre, où les charges de l'état, peu nombreuses, ne peuvent appartenir qu'à une petite partie des citoyens, au risque de mécontenter la majorité; à celui qu'honorèrent de leur amitié particulière tant de princes en Italie et hors d'Italie : le pape Innocent, le roi Ferdinand, le duc Galéas, le roi Louis de France, jusqu'au Grand-Turc et au Soudan, dont il reçut en présent dans les dernières années de sa vie

(1) De la ménagerie.

une girafe, un lion et des béliers...; à celui dont les discours publics et privés étaient d'une pénétration et d'une habileté qui, en diverses occasions, notamment à la diète de Crémone, lui valurent de grands avantages; à celui enfin dont les lettres respirent le plus vif esprit, que rehaussaient une grande éloquence et la parfaite élégance de l'expression (1)... Il aima la prééminence et la gloire plus qu'homme au monde, et on peut lui reprocher d'avoir porté cet appétit jusque dans les choses minimes, ne voulant être surpassé ou imité par personne, ni dans les vers, ni dans les jeux, ni dans les exercices du corps, sachant mauvais gré à qui le tentait, et voulant de même égaler et surpasser dans les grandes choses les autres princes de l'Italie, ce qui déplaisait fort au duc Louis Sforza. Néanmoins, à tout prendre, *in universum,* cette passion de gloire fut digne d'éloges, et son nom n'eût point été célébré en tous lieux, même hors de l'Italie, s'il n'eût voulu que de son temps les arts et toutes les choses de l'intelligence fussent cultivés plus excellemment à Florence qu'en aucune autre ville du monde.

« Quant aux lettres, il établit à Pise une école pour la philosophie et pour les arts libéraux, et, comme il lui était démontré par beaucoup de raisons qu'elle ne pourrait rivaliser pour le nombre d'étudians avec les écoles de Pavie et de Padoue, il dit qu'il lui suffisait que la réunion des professeurs y fût la première par le mérite. On y vit professer en effet, généreusement payés, les hommes les plus éminens et les plus fameux de toute l'Italie, Laurent n'épargnant pour les avoir ni argent ni peine. C'est ainsi que l'étude des humanités se développa sous messire Ange Politien, l'étude du grec sous messire Démétrius, puis sous Lascaris, la philosophie et les sciences sous Marsile Ficin, maître George Benigno, le comte de La Mirandole et d'autres hommes excellens. Il accorda une même faveur à la poésie en langue vulgaire, à la musique, à l'architecture, à la peinture, à la sculpture, si bien que la cité était remplie de toutes ces délicatesses (*gentilezze*), lesquelles surgissaient (*emergevano*) d'autant plus innombrables que Laurent, d'un esprit universel, en donnait son jugement et savait discerner les habiles, qui, pour lui plaire, travaillaient alors à l'envi l'un de l'autre. Ajoutez sa libéralité infinie, fournissant à tous les hommes de mérite les instrumens et les moyens du travail, comme par exemple lorsque, pour composer une bibliothèque grecque, il envoya Lascaris, savant homme qui enseignait le grec à Florence, chercher jusqu'en Grèce même des livres anciens et précieux.

« Cette même libéralité maintenait sa réputation au dehors et ses bonnes relations avec les princes Italiens et étrangers, car il n'y avait sorte de magnificence qu'avec ses grandes richesses il ne se permît pour obliger les hommes illustres de son temps. Aussi, ses dépenses augmentant sans cesse à Lyon, à Milan, à Bruges et en d'autres villes où étaient ses comptoirs de commerce, et ses gains diminuant par la mauvaise direction d'agens comme Lionetto de' Rossi, Tommaso Portinari, etc., lui-même ne s'entendant pas

(1) M. Canestrini promet la publication de ces *Lettres de Laurent le Magnifique relatives à son gouvernement,* encore inédites.

au négoce et ne s'en souciant que fort peu, ses affaires tombèrent en un tel désordre qu'il fut tout près de faillir, et dut recourir à la bourse de ses amis et même aux finances publiques...

« Ses dernières amours, qui durèrent plusieurs années, furent avec Bartolomea de' Nasi, femme de Donato Benci, laquelle n'était point belle, mais aimable et gracieuse. Il en était tellement épris que, pendant un été qu'elle passait à sa villa, il partait en poste à cinq ou six heures du soir pour aller la trouver, la quittant d'assez bonne heure chaque matin pour être de retour à Florence avant le jour. Luigi dalla Stufa et il Butta de' Medici, qui l'accompagnaient, ayant déplu à la dame, elle les mit si bien en disgrâce auprès de Laurent qu'il envoya Luigi en ambassade près du Soudan et il Butta près du Grand-Turc : chose folle en vérité qu'un homme si haut placé, de tant de réputation et de tant de sagesse, à l'âge de quarante ans, fût dominé par une femme ni jeune ni belle au point de faire des choses déshonorantes même pour un jeune homme !

« Il passait aux yeux de quelques-uns pour cruel et vindicatif à cause de la dureté dont il usa dans l'affaire des Pazzi, lorsqu'après tant de supplices il emprisonna des enfans innocens et défendit aux filles de se marier; mais l'attaque avait été si violente qu'il n'était pas étonnant que le ressentiment en eût été extraordinaire : il s'adoucit d'ailleurs avec le temps. Le plus fâcheux de son caractère, c'est qu'il fut défiant et soupçonneux, non pas tant par nature que parce qu'il régnait sur une cité qui avait connu l'indépendance et où les affaires devaient se traiter encore par les mains des magistrats d'une manière conforme à la coutume, avec l'apparence et selon les formes de la liberté. C'est pourquoi dès le commencement de son autorité il s'appliqua à abaisser tous les citoyens qui, par leur noblesse, leur fortune ou leur réputation, étaient en estime auprès du public... Ceux qui n'étaient point écartés absolument des affaires se trouvaient mêlés dans le conseil des cent, dans les élections et dans l'administration des impôts à une quantité d'hommes de rien, avec lesquels Laurent s'entendait, et qui étaient les maîtres du jeu.

« Par suite du même caractère soupçonneux, il empêchait les familles puissantes de s'unir par des mariages, et s'ingéniait à leur trouver des alliances qui ne pussent lui donner ombrage, obligeant des jeunes gens de qualité à prendre des femmes qu'ils n'auraient nullement choisies. Les choses en étaient venues à ce point qu'il ne se faisait plus un mariage, même d'importance plus que médiocre, sans son ordre ou son consentement. C'est encore ainsi qu'il voulut, les ambassadeurs n'étant pas choisis par lui-même, qu'ils eussent auprès d'eux un chancelier payé par le trésor public, qui fût chargé de correspondre directement et secrètement avec lui. Je ne veux pas mettre sur le compte de cette défiance habituelle cet entourage d'hommes armés qui ne le quittaient pas et qu'il attachait à lui par toute sorte de faveurs, jusqu'à leur donner les revenus d'hôpitaux et de fondations pieuses. La conjuration des Pazzi avait motivé cette façon d'agir; on peut dire toutefois qu'elle était d'un tyran et d'une ville asservie plutôt que d'une cité libre et d'un citoyen. En résumé, si Florence ne connut point sous lui la liberté, elle ne pouvait avoir un meilleur tyran... »

Suit un parallèle entre Laurent et Côme, un parallèle conforme aux règles classiques et qui termine bien ce morceau, dans lequel apparaissent clairement l'élève de la renaissance et le politique du XVI[e] siècle. Spectateur attentif et curieux, mais en général insensible, Guichardin semble adresser, il est vrai, quelques reproches à Laurent de Médicis pour la légèreté de sa conduite privée en un si haut rang, pour cet entourage d'hommes armés convenant mal dans une démocratie, enfin pour l'élévation de gens de rien égalés aux mieux nés de la république; mais on sent qu'il accueillera vite certaines explications à titre d'excuses, et il lui paraît qu'en somme, si Laurent de Médicis exerça la tyrannie, il fut le meilleur des tyrans. Il est clair que, dans cette première période de sa vie et de ses travaux, Guichardin veut n'être qu'observateur et se défendre même contre ses propres émotions. A peine l'avons-nous vu se trahir un instant en présence de l'héroïsme de Savonarole; à peine le voyons-nous ici désapprouver quelques allures qui dénotent la tyrannie. Il contemple avec intérêt les passions humaines s'appliquant à la politique, il étudie ce jeu complexe et en attend les effets. Toutes les combinaisons diverses qu'offre à ses yeux le gouvernement changeant de Florence lui sont autant d'objets de calcul et de froide réflexion. Quelle riche matière du reste que cette scène étroite, mais animée, qu'il observe et décrit! Florence, comme jadis Sparte et Athènes, nous a fait mesurer la gloire humaine, non pas à l'étendue de la puissance matérielle, mais à la vitalité, à l'énergie, à la puissance de l'esprit. Avec quelques lieues carrées de domination non incontestée, elle est devenue un des plus mémorables états dans l'histoire du monde. Ses agitations intérieures ont montré l'ardeur incomparable et la fécondité du génie italien au temps de la renaissance. L'*Histoire florentine* de Guichardin et ses *Discours sur les changemens du gouvernement de Florence*, compris dans le second volume des *Œuvres inédites*, reproduisent le tableau de cette vivante diversité.

Mais Guichardin se bornait-il enfin à observer, quelque attachant qu'il fût, un tel spectacle? Au milieu de ces conceptions politiques, qui dans Florence entretenaient l'activité du citoyen et y servaient de base, en dépit des disgrâces de la liberté, à tout un magnifique développement intellectuel et moral, n'allait-il manifester aucune préférence ni prendre aucun parti? Des problèmes inévitables naissaient de la vue même de tant d'agitations. Guichardin devait-il s'y soustraire pour rester le jouet d'une perpétuelle incertitude? Une incontestable hauteur d'intelligence, à défaut d'une grande élévation de cœur, devait le préserver, en partie seulement, de cette faiblesse et nous le montrer inclinant vers la vérité, mais sans qu'on

puisse lui en savoir beaucoup de gré, et grâce uniquement à l'attrait presque irrésistible de la vérité pour un esprit clairvoyant et délié.

II.

La république florentine du XVIe siècle n'offrait pas seulement le vain tumulte d'un forum étroit envahi par de mesquines ambitions; cela n'eût point suffi à la solidité du génie toscan, qui parut bien plutôt épris de la science politique et préoccupé du grand problème de savoir comment gouverner les hommes. On peut dire que presque toutes les formes de gouvernement imaginables ont été mises en pratique par les Florentins de la renaissance, et qu'ils ont fait toutes les épreuves, celle de la monarchie despotique, celle de la division des pouvoirs et de la représentation restreinte ou étendue, celle de la république, celle même de l'extrême démagogie. Guichardin n'était point parmi eux l'esprit le moins curieux de cette mâle étude des institutions et des lois; il se plaisait à rechercher les principes sur lesquels reposent les sociétés, et nous trouvons précisément dans ses œuvres inédites de pareilles méditations, les plus dignes à son gré d'un homme vraiment libre.

Le *Dialogue sur le gouvernement de Florence* a été écrit après l'*Histoire florentine*. Nous le savons d'abord par Guichardin lui-même : il l'a composé, dit-il expressément aux premières pages, sous le pontificat de Clément VII (1523-1534), et au moment où ce pontife lui montrait une entière confiance, c'est-à-dire sans aucun doute lorsque, comme lieutenant-général du saint-siége, il commandait les troupes du pape, ligué avec la France. Quand nous n'aurions pas ce témoignage non équivoque de l'auteur, la lecture du *Dialogue* suffirait à nous démontrer que Guichardin l'a rédigé dans son âge mûr (il avait en 1530 quarante-huit ans). Ce n'est plus ici, comme tout à l'heure, la simple narration des faits auxquels il a assisté ou qu'il a entendu raconter par des témoins oculaires. S'élevant à un point de vue plus général, il demande à l'expérience un moyen de juger les théories politiques dont il a considéré les effets et une lumière pour la conduite de son esprit. Montant même plus haut encore et dans une région plus abstraite, il veut sonder les principes avec le secours d'une discussion paisible, sans doute marquée de bel esprit, mais inquiète et sincère :

« C'est, dit-il dans son *proemio*, une chose si belle, si honorable et si magnifique de considérer le gouvernement de la chose publique, d'où dépendent le bien-être, la sécurité et la vie même des hommes, et toutes les grandes actions qui s'accomplissent dans ce monde inférieur, qu'on ne peut

refuser sa louange à celui qui applique son esprit à la contemplation d'un si grand et si digne objet, encore qu'il n'en puisse pas toujours tirer des enseignemens appropriés à la pratique de son temps, et qu'il n'ait aucune espérance de voir jamais ses pensées et ses desseins réalisés. Quand Platon méditait et écrivait sur la république, assurément ce n'était pas dans l'attente que son gouvernement idéal pût être adopté et suivi par les Athéniens, devenus dès lors si indisciplinés et si insolens, que, désespérant, comme il l'écrit dans une de ses lettres, de les voir jamais se bien gouverner, il ne voulut jamais se mêler de leurs affaires.

« Il ne sera donc en aucune manière répréhensible de penser et d'écrire sur le gouvernement de notre cité, d'autant moins que si, par l'autorité des Médicis à Florence et du souverain pontife à Rome, la liberté y semble perdue, cependant, par un de ces accidens ordinaires aux choses humaines et qui peuvent renaître à toute heure, comme en un instant Florence a passé du gouvernement populaire au gouvernement d'un seul, elle pourrait avec la même facilité retourner du gouvernement d'un seul à sa première liberté. S'il en devait arriver ainsi, il se pourrait que ces pensées et ce discours ne fussent pas tout à fait inutiles. L'exemple encore récent du temps où Pierre Soderini fut gonfalonier, et pendant lequel cette cité semblait avoir accepté la forme d'un bon et louable gouvernement, permet de croire que ce peuple n'est pas encore corrompu à ce point qu'il faille le regarder comme incapable de la liberté. »

Ce n'est pas en son propre nom que Guichardin veut instituer la discussion et adresser à ses concitoyens ses méditations et ses conseils; il ne s'attribue pas tout le crédit qu'il faudrait pour cette grande tâche, mais il se souvient des entretiens graves et animés au milieu desquels s'est formée son enfance. Dans ces temps si troublés, son père et ses oncles ont pris part aux affaires, et ils ont eu pour amis ou pour adversaires les hommes les plus distingués de la république. Par la pensée, il ressuscite ces témoins respectés; il leur rend la parole suivant leurs caractères, il écoute leurs réflexions et les transcrit sous leur dictée. Le moment qu'il choisit pour y placer ce dialogue est l'année 1494, quelques mois après l'invasion de Charles VIII et l'expulsion de Pierre de Médicis, et quand l'influence de Savonarole commence à fonder le gouvernement populaire. Les quatre interlocuteurs sont des personnages historiques. — Piero Capponi est assez connu : éloquent, spirituel, ambitieux, son crédit dans Florence l'avait fait déjà redouter de Laurent; il contribua pour beaucoup à la révolution qui renversa Pierre et chassa les Médicis. Lorsque les Français furent entrés dans la ville, c'est lui, avec Francesco Valori et quelques autres, qui alla présenter à Charles VIII les conditions que prétendait imposer Florence. Le jeune roi, à qui elles ne plaisaient point, avait fait rédiger un autre projet de traité, mais qui contenait, dit Guichardin lui-

même (1), des choses déshonorantes. « Capponi prit le papier des mains du roi, le déchira avec colère, disant que, puisqu'on ne voulait pas s'accorder, les choses se termineraient d'autre manière : que le roi fît sonner ses trompettes, la république ferait sonner ses cloches (*che lui sonerebbe le trombe, e noi le campagne*). » A son retour, Capponi fut plus puissant que jamais. S'étant montré ensuite ennemi de Savonarole, il devint suspect à la multitude, et fut tué d'un coup d'arquebuse dans une des petites batailles qui se livraient aux environs de Florence.

Pagol-Antonio ou Paul-Antoine Soderini (qu'il ne faut pas confondre avec Pierre Soderini, gonfalonier après la mort de Savonarole), quoiqu'allié par le sang aux Médicis, avait blâmé les excès de Pierre et tenté d'arrêter sa tyrannie. Lorsque Pierre, se voyant menacé, avait cru devoir consentir à des concessions, Soderini avait été nommé ambassadeur à Venise; il revenait, jeune encore, de ce poste élevé au moment où se place le dialogue. — Le troisième interlocuteur, Pierre Guichardin, est l'ami des deux précédens: il a rempli des fonctions élevées sous les Médicis; mais son caractère est à peine indiqué dans le dialogue, où il se borne le plus souvent à donner la réplique. — En face de ces trois interlocuteurs jeunes, ardens, enivrés de la récente révolution qui est en partie leur œuvre et qu'ils vantent sans cesse, l'auteur a placé un vieillard, Bernardo del Nero, qui ne partage pas leur triomphe ni leurs espérances. Bernardo regrette les Médicis, sous lesquels il a occupé dans l'état des charges importantes. Il les regrette d'abord pour l'affection qu'il portait à cette famille, et ensuite parce qu'il sait bien que les changemens sont le plus souvent nuisibles. Soderini et Capponi ont beau lui dire que cette révolution-ci est la dernière, et qu'en inaugurant enfin le gouvernement modéré des *ottimi*, comme à Venise, à une égale distance de la tyrannie et du gouvernement purement populaire, elle clôt la période d'instabilité politique dont il a été le témoin : il répond en invoquant la froide et triste expérience ; il leur montre qu'ils sont déjà dépassés en dépit de leur bon vouloir et de leur patriotisme, et que l'influence de Savonarole a constitué l'autorité populaire. Pour lui, tenant pour chimérique leur modération impuissante et ne voulant rien entendre à leurs tempéramens, il préfère, une fois la domination des Médicis détruite, le gouvernement de tous à ce qu'il traite de fiction; mais tout cela est dit avec une douce franchise, pleine d'aménité, et reçu avec beaucoup de marques de respect. Bernardo reconnaît lui-même que les jeunes gens sont à présent plus instruits qu'on ne l'était de son temps. Grâce aux tra-

(1) *Histoire florentine*, page 118.

vaux de Toscanelli et d'autres, les sciences ont fait de grands progrès : Marsile Ficin et maints philosophes ont tenu des écoles de politique; Bernardo ne dédaigne pas chez des adversaires tous ces avantages; il n'a reçu, lui, que les enseignemens des affaires et de l'expérience, il parle suivant les seules inspirations du bon sens (*posposta ogni autorità de' filosofi, parlando naturalmente*): aussi écoute-t-il les objections attentivement et fait-il volontiers la part de sa propre faiblesse. Habile contraste entre ces jeunes gens aimables, tout épris de l'avenir, et ce prudent vieillard, content du passé; contraste que rend plus touchant encore la confidence où est le lecteur du sort qui attend les deux principaux interlocuteurs! Comme Capponi, Bernardo paiera de sa vie le malheur des guerres civiles; pour n'avoir pas révélé un complot en faveur de Pierre, il sera décapité. Les souvenirs et les regrets que Guichardin met sur ses lèvres pendant tout le cours du dialogue empruntent à la pensée de cette vertu et de cette prochaine infortune un nouveau caractère de noblesse et de loyauté.

A cette scène ingénieuse, l'auteur a su dessiner un cadre d'une rare élégance, qui fait revivre à nos yeux toutes les grâces de la renaissance florentine. On se rappelle l'admirable exposition du *Phèdre* de Platon. Phèdre a conduit Socrate au-delà des portes d'Athènes, jusque sur les bords de l'Ilissus, au pied d'arbres qui semblent être là en fleur seulement pour embaumer l'air : « Par Jupiter! dit Socrate charmé, quel beau lieu de repos! Comme ce platane est large et élevé! Quoi de plus gracieux que cette source dont nos pieds attestent la fraîcheur! Ce lieu pourrait bien être consacré à quelque nymphe et au fleuve Achéloüs, à en juger par ces figures et ces statues. Goûte un peu l'air qu'on y respire: est-il rien de si suave et de si délicieux? Le chant des cigales a quelque chose d'animé et qui sent l'été. J'aime surtout cette herbe touffue qui nous permet de nous étendre et de reposer mollement notre tête sur ce terrain légèrement incliné. Mon cher Phèdre, tu ne pouvais mieux me conduire... » Telle est la peinture empruntée par le philosophe grec au doux climat de l'Attique et qui s'accordera si justement avec la sérénité de l'entretien. Il s'attache un peu du même charme à l'exposition du dialogue sur le gouvernement de Florence. L'élévation du sujet annoncé est presque la même; la politesse florentine prendra la place de l'urbanité grecque; les bords de l'Arno rappelleront les bords de l'Ilissus, les hauteurs de Fiesole celles du Pentélique et de l'Hymette, le ciel de Florence celui d'Athènes. — Les trois jeunes hommes, Capponi, Soderini et Guicciardini, revenant d'un pèlerinage à l'église de Santa-Maria-Impruneta, s'arrêtent chez Bernardo del Nero, qui, dans la solitude et la paix de la campagne et

au milieu des soins de l'agriculture, se repose des honneurs qu'il a perdus. Le vieillard, qui les accueille avec bonté, se défend d'abord de reprendre avec eux les souvenirs et les discussions de la vie politique : « Allons plutôt, s'il vous plaît, leur dit-il, visiter l'habitation ; je vous montrerai beaucoup de belles cultures que je veux entreprendre, non plus pour moi, mais pour ceux qui viendront après moi. Je vous montrerai le projet d'une belle construction qui se pourrait faire, non par moi, car, après un si long temps employé aux affaires de l'état, je ne suis pas assez riche pour me passer de telles fantaisies ; mais vous verrez quel plaisir je prends à l'agriculture, et comme on peut honnêtement profiter du repos... » Il dit, mais les jeunes gens ne connaissent pas le repos ; ils sont venus pour s'entretenir avec un ami respecté des affaires de la république, ou plutôt pour interroger sa prudence comme des fils qui consultent un père (*non dirò tra amici, ma più tosto tra padre e figliuoli*). « C'est un si grand plaisir d'entendre parler de ces grandes choses un homme qui les a apprises non dans les livres des philosophes, mais avec le temps, par l'expérience et l'action... Laissons, s'il vous plaît, laissons à un autre moment l'agriculture, les jardins et les bâtimens, et dites-nous, nous vous en prions, votre avis sur notre dernier changement. » Bernardo se laisse persuader ; il prend bientôt plaisir lui-même à sentir renaître ses anciennes pensées ; il les livre tout entières, écoute et réfute les objections ; le soir venu, il fait souper ses hôtes, les retient dans sa demeure, et consacre encore la matinée du lendemain à l'entretien que tout à l'heure il redoutait. « Les nuits sont longues, dit-il en les abordant de nouveau, et d'ordinaire les vieillards dorment peu ; j'ai donc eu plusieurs heures pour réfléchir à notre conversation d'hier soir : plus j'y ai songé, plus m'ont semblé vraies les choses que je vous ai dites. Toutefois, comme je puis facilement me tromper, j'entendrai avec plaisir ce que vous avez encore à me répondre, non pour disputer (ce ne serait que gagner de l'ennui), mais pour nous instruire mutuellement et éclaircir cette matière. De toute façon, vous ne me quitterez point sans avoir dîné ici : nous ne sommes donc pas pressés ; ne soyez pas plus avares de vos pensées que je ne l'ai été moi-même hier, car je serai heureux de vous entendre. » Telle est l'urbanité, tel est le ton d'exquise politesse qui règne dans tout le dialogue, et grâce auquel chaque opinion se produit à l'aise, avec le respect de l'opinion contraire et la conscience de sa propre honnêteté.

Les deux journées forment deux livres : dans le premier, chacun s'efforce de montrer l'excellence de la forme de gouvernement qu'il soutient et les défauts de celle que vante son interlocuteur ; dans le second, l'état actuel de Florence étant accepté de part et d'autre,

on se réunit à chercher ensemble comment on pourra mener à bien la dernière révolution et la conduire vers les meilleurs résultats. A vrai dire, deux opinions seulement sont en présence, celle de Bernardo et celle de ses trois visiteurs.

« Il n'y a, dit Bernardo, que trois formes imaginables de gouvernement : celui d'un seul, celui de quelques-uns, celui de tous. Le premier peut seul être bon. » Pour le démontrer, Bernardo n'aura pas recours à des théories qu'il croit vaines: c'est l'expérience qui doit, à l'entendre, décider en pareille matière. « Voyons donc quels ont été les résultats du gouvernement des Médicis, et nous chercherons ensuite quelles seront les conséquences naturelles des deux autres gouvernemens. Ne sera-ce pas la meilleure route? — Non, disent les jeunes gens. Ce n'est pas par l'expérience, ou du moins ce n'est pas par elle uniquement qu'il faut se déterminer en politique. Il y a ici, comme en morale, des principes dont il ne faut pas se départir et qui dominent tout. Du reste, si ces principes sont fondés sur la raison et la vérité, l'expérience les vérifiera nécessairement. » Cela dit, on accepte la discussion sur le terrain où Bernardo l'a placée, et elle s'engage d'abord à propos des mérites et des vices du gouvernement des Médicis.

Capponi surtout les charge avec l'ardeur d'une conviction généreuse. Dans un état comme celui de Florence, il faut considérer, pense-t-il, trois choses : l'administration de la justice, la distribution des honneurs et la politique du dehors. Pour ce dernier point, qu'arrive-t-il sous le gouvernement d'un seul? Ce n'est plus l'intérêt de la république, mais celui d'un individu ou d'une famille qui devient la règle des alliances et des traités. Le peuple, qui s'aperçoit bien qu'on ne traite pas ses propres affaires, ne supporte plus si volontiers les charges de la guerre. Enfin la gloire ou la honte de l'état dépend des talens ou des fautes d'un seul homme qui peut tout compromettre, témoin la perte de Pise, qu'il faut reprocher éternellement à la mémoire de Pierre de Médicis. — Au dedans, comment sont distribués les honneurs et les grâces auxquels tout citoyen participant aux charges de la république doit avoir, s'il les mérite, un facile accès? S'il s'agit des Médicis, qu'on se rappelle leur favoritisme exclusif, l'oubli de la naissance et de la vertu, les grâces prodiguées aux flatteurs, aux femmes et au plus bas domestique, toute une partie des citoyens, par exemple les Strozzi et leurs partisans, exclus à jamais, eux, leurs familles et leurs descendans, de tous les emplois publics, les plus grands honneurs au contraire confiés à des gens de la plèbe ou à des familles déshonorées. Quant à l'administration de la justice, si les Médicis évitaient de peser eux-mêmes sur les juges, leurs ministres et leurs favoris le faisaient sous leur nom

sans aucun scrupule, et l'iniquité se produisait finalement « par ce vice naturel attaché à l'autorité des tyrans, dont les désirs sont tenus en telle adoration que ce qu'ils ne disent point, on cherche à le deviner autour d'eux (*le voluntà de quali sono avute in tanto rispett, che eziandio tacendo loro, gli uomini cercano di indovinarle.*) » Ne les vit-on pas enfin, ces Médicis, refuser absolument d'établir des lois fixes pour la perception des impôts, afin d'accabler à leur gré les familles qui leur étaient hostiles et d'étendre aussi leur joug sur les citoyens qui leur eussent échappé par leur éloignement des affaires publiques ou leur indifférence?

Voilà ce que démontre l'expérience; mais encore une fois certaines questions de principes la dominent : « ceux qui ont l'âme grande et l'esprit généreux ne peuvent ni ne doivent vivre contens sous la servitude; » ils ne peuvent ni ne doivent préférer la soumission sous le bon plaisir d'un maître à la responsabilité envers la patrie et eux-mêmes. « Au tyran déplaisent tous les esprits élevés, tous les mérites éminens, surtout quand leur crédit vient de la vertu, qui se peut le moins abattre... Je ne veux appliquer ces paroles à personne en particulier, mais vous savez tous que je ne les dis pas au hasard. » Si le premier objet de tous ceux qui ont gouverné avec justice, si le premier soin des philosophes qui ont écrit de la politique a été de favoriser la vertu et le perfectionnement des intelligences, combien doit-on blâmer un gouvernement qui met tous ses soins à éteindre la générosité dans les âmes! Quelle honte ce fut pour notre patrie (*che vituperio! che vergogna!*) le jour où la nouvelle se répandit dans toute l'Italie et dans le monde entier que Florence, jusqu'alors une si noble ville, si généreuse, si respectée, qui passait pour être la plus ingénieuse des cités, était devenue esclave contre sa volonté, étouffée par ses richesses mêmes et par le poignard des *bravi* et des partisans, devenue esclave, lâche et pusillanime jusqu'à être gardée en cet état, non par des armées ni par quelques bataillons, mais par vingt-cinq estafiers! Je ne sais pas de malheur plus grand pour une république, à moins d'être mise à sac par le fer et le feu, que de perdre son honneur et sa bonne renommée, de se laisser enlever timidement cette dignité et cette splendeur qui lui avaient coûté tant d'argent et tant de nobles vies! »

Tels sont les argumens des adversaires de Bernardo. L'un, Soderini, a surtout invoqué les principes; l'autre, Capponi, s'est chargé de condamner les Médicis par les témoignages de l'expérience. La parole est maintenant à Bernardo; les jeunes gens se pressent autour de lui et l'écoutent avec déférence. Suivons-le nous-mêmes, et n'allons pas imaginer, à entendre ses maximes, qu'il puisse s'agir ici d'une autre époque que le XVIe siècle italien.

« Vous venez de parler, dit-il, en si bon ordre et avec de si fermes souvenirs sur les défauts du gouvernement des Médicis, qu'il est facile de voir que vous y avez réfléchi bien souvent. Ces défauts, je ne veux pas les nier ou les atténuer outre mesure, car nous raisonnons ici pour trouver la vérité et non pour disputer; mais je crois bien qu'il me sera facile de vous montrer que ce gouvernement nouveau dont vous attendez un âge d'or ne manquera pas d'offrir un bon nombre de ces mêmes défauts et quelques autres encore, si bien qu'en balançant soigneusement l'un et l'autre, vous trouverez peut-être les choses fort différentes réellement de ce que vous imaginez. Mais voilà Soderini qui me veut sans cesse barrer le chemin avec le mot de liberté, disant que c'est un si grand bien qu'il faut l'acheter même au prix de quelques malheurs... J'en parlerai donc d'abord, afin de ne pas laisser entre nous d'équivoque.

« J'ai considéré souvent que ce nom de liberté sert plutôt à ceux qui veulent en faire un prétexte et un voile pour leur ambitieuse passion qu'il n'exprime un désir vraiment naturel aux hommes... Ce qui est naturel aux hommes, si je ne me trompe, c'est le désir de la supériorité et de la domination sur leurs semblables, si bien qu'il en est fort peu qui, trouvant occasion de se faire les maîtres, ne le fassent volontiers. Au fond de ces discordes civiles suscitées au nom de la liberté dont on éblouit les simples, que trouverait-on le plus souvent, si ce n'est des ambitions personnelles? N'a-t-on pas vu presque toujours celui qui renverse le tyran au nom de l'égalité et de la liberté se mettre ensuite à sa place?... Et quels sont d'ordinaire les ennemis du tyran? Ceux à qui il refuse des honneurs dont ils se croient dignes, ceux qu'a irrités quelque injure personnelle, ceux enfin qui comptent profiter du désordre qui suivra sa chute. Pour ceux qui ne détestent le tyran que par amour de la liberté et de la patrie, certes je consens à ce qu'on leur accorde une suprême louange, d'autant plus méritée qu'ils sont plus rares : en vérité, il y en a si peu qu'on n'en peut pas tirer une conséquence générale; comme dit le proverbe, une hirondelle ne fait pas le printemps (*una rondine non fa primavera*)... Notre temps est corrompu, c'est pourquoi je dis que la plupart de ceux qui prêchent la liberté, s'ils croyaient rencontrer pour eux-mêmes sous un gouvernement despotique une meilleure condition, y courraient, et par la poste, — et ces grandes âmes, ces esprits généreux dont Soderini a tant parlé, n'y arriveraient peut-être pas des derniers...

« Laissons donc les théories (continue Bernardo), et revenons à l'expérience : un gouvernement se juge à ses résultats. Quels qu'aient été les défauts de celui des Médicis, ceux du gouvernement du grand nombre doivent être plus grands encore; l'élection populaire aura de pires effets que le choix d'un maître. Le peuple n'a pas de discernement, il va à la grosse (*va alla grossa*). Si un homme lui plaît, il le croit propre à tout. Point de contrôle pour l'administration de la justice sous le gouvernement populaire; bien plus, le magistrat craignant de mécontenter le peuple, les corruptions sont plus multipliées, principalement s'il s'agit de juger des personnes appartenant à d'importantes familles. Sous les Médicis au contraire, par exemple sous Laurent, le magistrat se sentait soutenu, et cet appui lui permettait de

résister. — Vous accusez la répartition des impôts. Craignez que, sous le gouvernement populaire, les pauvres, facilement envieux, ne frappent les riches jusqu'à les réduire outre mesure, au grand détriment de la cité, car leurs richesses font l'honneur de la patrie et tournent finalement à l'avantage du pauvre. Comment d'ailleurs pourrez-vous établir l'assiette fixe de l'impôt? L'impôt foncier est de peu d'importance dans un pays où la fortune territoriale fait défaut, et quant aux propriétés mobilières, il est en partie impossible de les atteindre : l'argent se dissimule de mille manières. Tiendrez-vous compte aisément de tous les contrats et de toutes les transactions particulières? Irez-vous, quand ce serait possible, publier l'état réel des affaires d'un négociant dont toute la fortune repose sur le crédit? Vous accusez la mauvaise distribution des emplois, comme s'il était possible que le maître ne sentît pas le besoin de s'appuyer sur des hommes de mérite et de talent, et comme si les mauvais choix n'étaient pas encore plus funestes sous un gouvernement populaire, où le fonctionnaire supporte seul tout le poids de sa charge, que dans l'état despotique, où il se sent dirigé et corrigé. S'il s'agit enfin de la politique étrangère, combien plus d'unité, combien plus de secret dans les vues, combien plus de rapidité dans les entreprises sous le gouvernement d'un seul!

« — Souhaitez-vous donc le retour de Pierre de Médicis?

« — Je parlerai librement et sans passion. Je voudrais que Pierre n'eût pas été renversé, parce que je ne vois pas ce que nous aurons gagné à ce changement;... mais, comme je l'ai dit aussi, je ne crois pas que les changemens fassent du bien à notre cité. Puisque Pierre est chassé, je ne désire pas qu'il revienne. D'ailleurs il ne pourrait rentrer maintenant que ramené par les armes étrangères, pour le malheur et la honte de notre patrie, ou bien par suite des divisions qui pourraient naître parmi nous, rappelé par un parti au milieu de nos déchiremens civils. Que rapporterait-il enfin, sinon de toute nécessité certains désirs de vengeance et la volonté d'assurer désormais son pouvoir par la force et de réparer sa fortune détruite?... Non, je ne désire pas une restauration, je ne demande pas le retour des Médicis; je vous supplie au contraire de faire en sorte qu'il devienne impossible, c'est-à-dire de maintenir l'union dans la république. Cette union dépend de vous; il faut vous contenter de ce que les circonstances vous apporteront de succès réels, sans prétendre à la satisfaction de vos derniers désirs. Il faut aussi que les principaux citoyens oublient leur propre ambition, afin d'éviter les divisions intestines qui préparent l'élévation d'un nouveau tyran ou livrent carrière à la dissolution et à l'anarchie... Mais comment me laissé-je entraîner à vous donner des conseils, à vous qui savez tout cela mieux que moi? L'affection, non la présomption, m'a emporté; mais vous m'excuserez. Voici l'heure du repas : s'il vous plaît ainsi, nous en resterons là pour aujourd'hui; puisque de toute façon vous ne me quitterez pas demain matin sans avoir déjeuné, nous aurons le temps d'ajouter ce qui resterait à dire. *Andiamo dunque a cena.* — *Andiamo.* »

Ainsi se termine le premier livre. Dans le second, nous l'avons dit, le champ de la discussion se restreint : il ne s'agit plus du

passé; on examine quelles sont les conditions qu'a faites à Florence la dernière révolution, et quels sont les moyens de faire réussir le mieux possible le nouveau gouvernement. Malgré son loyal désir d'y contribuer par ses conseils, Bernardo retrouve sans cesse des objections. « Vous voulez imiter Venise, dit-il, et vous avez tort; Venise et Florence ne sont pas faites pour le même gouvernement. Venise a des institutions séculaires que la tradition consacre aujourd'hui à ses propres yeux et qu'elle respecte par une longue habitude; Florence au contraire va de changement en changement. Venise a une noblesse à la fois puissante et habile, qui laisse parvenir aux honneurs et aux principaux emplois de la république tous ceux qui s'en montrent dignes; Florence au contraire a perdu son aristocratie, et elle est éprise d'un sentiment d'égalité qui n'exclut pas l'envie. Venise a un vaste empire au dehors, qu'elle gouverne par sa marine et par sa diplomatie; Florence a un territoire continental relativement peu étendu, compacte, mais qui lui crée des relations constantes avec beaucoup d'états voisins. Pour Venise, un immense commerce et une incomparable richesse comptent parmi les secrets de sa grandeur, tandis que, pour Florence, la prospérité matérielle est devenue, dès avant le règne des Médicis, une source d'affaiblissement moral... »

Joignons à ces lignes le souvenir de la curieuse page de l'*Histoire florentine* où nous avons vu décrite en un style d'une admirable ampleur cette prospérité italienne que l'arrivée des Français grossiers et barbares était venue subitement interrompre : quels magnifiques témoignages n'avons-nous pas de ce que fut au commencement du XVIe siècle l'Italie de la renaissance, et quel précieux tableau d'ensemble à côté des minutieuses descriptions qu'on trouvera dans le second livre du dialogue! Quant à la comparaison de Florence avec Venise, qu'on mette à la place de ces deux noms de villes ceux des deux nations les plus puissantes de notre temps : ne croirait-on pas entendre les mêmes argumens qu'invoquent pour expliquer une rivalité et une diversité contemporaines les politiques d'aujourd'hui? Que d'enseignemens dans ce dialogue du XVIe siècle, qui agite les mêmes problèmes si ardemment discutés au XIXe! Renvoyons au plaidoyer de Capponi ceux qui traitent de paradoxes inventés par quelques beaux-esprits de nos jours ces principes que la liberté et l'égalité ne sont pas une même chose, que la liberté est bonne en soi, qu'il faut s'obliger à l'aimer, mais qu'on en doit remplir les devoirs avant d'en réclamer les droits, qu'elle mérite enfin d'être achetée même au prix de quelques maux, que le souverain bien d'un peuple n'est pas la prospérité matérielle, mais la dignité et l'honneur. Non, toutes ces croyances ne sont pas inventées d'hier; loin de là, elles sont déjà vivantes dans les ouvrages de l'antiquité, dans

Cicéron, Tite-Live et Tacite. Héritière de ces grands esprits, la renaissance italienne a remis ces croyances en honneur, sinon en pratique; c'est du moins un mérite de Guichardin de s'en être fait çà et là l'intelligent interprète.

L'interprète a-t-il été convaincu? Pour les avoir exprimées, ne fût-ce qu'en passant, avec tant de fermeté, il faut bien qu'il les ait embrassées avec quelque ferveur. Quand il fait parler Capponi et Soderini si chaleureusement en faveur de la liberté, c'est sans doute qu'il l'aime au fond du cœur, qu'il la croit désirable et qu'il honore ceux qui s'y dévouent; mais Bernardo vient ensuite avec ses désillusions, avec Bernardo parle la triste expérience. Pour avoir mêlé à son langage cette douce, mais profonde ironie, il faut bien que l'auteur l'ait ressentie lui-même. A tout prendre, Guichardin a déposé dans le discours de Bernardo le dernier mot de sa pensée. Guichardin est de ceux qui inclinent leurs principes devant ce qu'ils appellent la nécessité pratique, et qui prennent le succès pour règle de leurs jugemens. Or le succès appartient également au mal comme au bien sur la terre; mais il est vrai que Bernardo peut nous apparaître ici comme le vulgaire hónnête homme des temps fort éclairés et à la fois fort troublés, qui voit du bien et du mal dans toutes les opinions, qui, après s'être indigné peut-être, prend en pitié son indignation, se raffermit et redevient calme, non par la sérénité pure d'une ardente conscience pleinement satisfaite, mais par une contemplation désormais indifférente des affaires humaines et d'une agitation regardée comme stérile.

Est-ce là cependant tout Guichardin, et le double jugement que nous en avons déjà porté rend-il compte de tout son caractère? L'indifférence ou au moins l'indécision prolongée en matière d'intérêts publics, fort précieuse à qui place en première ligne le souci de son repos, aurait-elle encore le privilége d'être saine pour le cœur et l'esprit? Ce seraient, en échange de peu de mérites, trop de récompenses à la fois. Poursuivons notre étude; grâce au volume de *Maximes* ou *Ricordi* que Guichardin a laissé, observons la troisième phase de sa pensée et le dernier résultat de sa méditation. On l'a vu observateur et historien ou s'exerçant à le devenir; on l'a vu théoricien politique, demandant à une critique générale de l'histoire un enseignement et une règle, et n'y trouvant, quant à lui, que l'indifférence : il va s'élever à une vue plus abstraite encore des choses humaines et de leurs vicissitudes, et c'est là que nous l'attendons. Nous apprendrons une fois de plus quels liens intimes rapprochent la politique et la morale, ce qu'on risque à les dédaigner, et quelle distance sépare l'indifférent citoyen ou ce qu'on nomme quelquefois l'homme pratique du véritable honnête homme.

III.

Les *Ricordi* de Guichardin ne sont pas un travail entièrement inédit. En 1576, Jacques Corbinelli en traduisit cent cinquante environ sous les auspices de la reine-mère Catherine de Médicis, *zelatrice solennissima di cosi spirituale esercitio*, et il intitula son livre : *Plusieurs conseils et avertissemens de M. Guichardin, gentilhomme de Florence, en matière d'affaires publiques et privées...* Un chevalier de Lescale en donna encore un certain nombre en 1634 dans un petit volume publié à Paris, et qu'il désigna ainsi : *l'Art de manier sagement les grandes affaires et de se maintenir auprès des princes.* En effet, l'ouvrage de Guichardin ne pouvait manquer de plaire dans un temps où la littérature et les mœurs italiennes étaient de mode parmi nous, quand sa grande *Histoire*, publiée en 1561, était partout admirée, quand dominaient enfin dans la société française à la fois le goût sentencieux des maximes républicaines et l'esprit de cour; mais, bien qu'il y eût réellement dans les écrits de Guichardin de quoi satisfaire ces différentes humeurs, les éditeurs y faisaient leur choix et traduisaient suivant leurs convenances, de telle sorte que l'original disparaissait presque entièrement sous un travestissement étranger. M. Canestrini nous donne, d'après les manuscrits autographes, plusieurs centaines de *ricordi*, et il a eu sous les yeux, entre autres documens, un manuscrit de 1528 en tête duquel l'auteur a écrit qu'ayant pu profiter pendant cette année même, après la nouvelle expulsion des Médicis, d'un repos profond, qui ne devait pas durer, il avait fait une révision complète de tous les *ricordi* rédigés pendant les années précédentes. M. Canestrini a trouvé encore d'autres *ricordi* épars çà et là dans les papiers de Guichardin, sur des feuilles séparées, en marge de ses manuscrits ou même de ses livres; évidemment c'est un genre de composition qu'il a continué pendant toute sa vie, surtout depuis 1512, époque de son voyage en Espagne. Ce n'est pas l'œuvre factice d'un bel-esprit oisif : c'est le résultat des continuelles réflexions d'un homme mêlé aux grandes affaires, d'un observateur spirituel et fin, préoccupé de la signification des événemens politiques, avide d'apprendre comment on peut attirer et fixer la fortune, comment on achète le succès ici-bas ou par quels chemins on s'en éloigne à jamais. C'est un livre de méditation et de morale pratique, où nous verrons aux prises l'action et la pensée, l'homme de l'expérience et le moraliste.

Une preuve que ces *ricordi* ont été écrits pour la plupart au mi-

lieu de l'action, c'est que les manuscrits joignent souvent à une maxime le nom du personnage ou l'indication de la circonstance qui l'a inspirée. C'est un nouveau lien qui unit les *Ricordi* au *Dialogue* et à l'*Histoire florentine*. Une autre preuve serait le grand nombre de portraits évidemment tracés d'après nature qui se rencontrent parmi ces fragmens détachés. On ne s'étonnera pas que Guichardin ait étudié avec soin des caractères comme ceux du roi Ferdinand le Catholique, des papes Jules II et Clément VII, de Ludovic Sforza et de tant de princes italiens de son temps qu'il a vus à l'œuvre et avec lesquels il a dû traiter. Ferdinand surtout paraît l'avoir étonné par l'habileté et par le succès :

« J'observais, quand j'étais ambassadeur en Espagne auprès du roi Ferdinand d'Aragon, prince sage et glorieux, que, lorsqu'il méditait une entreprise nouvelle ou quelque affaire importante, loin de la publier d'abord pour la justifier ensuite, tout au contraire il s'arrangeait habilement de manière à ce qu'on entendît premièrement répéter dans le public : « Par telles raisons, le roi devrait faire ceci ou cela, » et alors il publiait son dessein, disant qu'il voulait accomplir ce que chacun regardait déjà comme nécessaire, et il est incroyable avec quelle faveur et quels éloges on recevait après cela ses propositions.

« Une des plus heureuses fortunes est d'avoir occasion de montrer qu'on a été déterminé par la pensée du bien public à des actions où l'on était engagé par son intérêt particulier. C'est ce qui donnait tant d'éclat aux entreprises du roi catholique; toujours faites en vue de sa propre grandeur ou de sa propre sûreté, elles paraissaient avoir pour but la défense de l'église ou l'accroissement de la foi chrétienne.

« Nous avons eu en Jules II et Clément VII deux papes fort différens de caractère : l'un d'un vaste et grand esprit, quoique impatient et emporté, d'une humeur franche et libérale; l'autre d'une âme médiocre et timide, mais très patient, modéré et dissimulé. Des hommes si différens ont accompli l'un et l'autre de grandes actions. C'est que chez les maîtres (*nei gran maestri*) la patience et la fougue sont également propres à enfanter de grandes choses : l'une opère en emportant les hommes et violentant les choses, l'autre en lassant les uns et les autres, en les subjuguant à l'aide du temps et de l'occasion. Les posséder ensemble et les employer chacune en son temps serait un don divin; mais c'est à peu près impossible, et je crois que, pour conduire à bonne fin les plus importantes affaires, mieux valent, *omnibus computatis,* la patience et la modération que la précipitation et l'impétuosité. »

Nous pourrions multiplier les citations qui montreraient l'auteur ne se séparant pas de l'étude particulière de son temps et restant historien; mais ce serait donner une imparfaite idée des *Ricordi*, qui doivent surtout révéler dans Guichardin le moraliste. Si quel-

quefois on le voit encore instituer à ce qu'il semble, comme dans le *Dialogue*, une sorte de discussion sur les différentes formes de gouvernement, ce sera, on peut le dire, par exceptions. Il n'en est plus ici à chercher la solution d'un problème si ardu; il admet toutes les formes, il n'en repousse aucune, il plane au-dessus de ces difficultés dont il s'est affranchi, et en homme pratique il donne des conseils pour la conduite à tenir dans chacune des conditions diverses. Certes le sentiment de la justice et du droit, celui du désintéressement et de l'honneur et l'amour de la patrie n'ont pas été choses inconnues de Guichardin; mais ils ne composent pas la trame principale de son livre, ils n'apparaissent que comme de rares et vagues souvenirs sur un fonds de scepticisme; on en jugera par les maximes qui suivent :

« Une nature sincère et libérale est chose généreuse et qui plaît d'ordinaire, mais nuit quelquefois; d'autre part la dissimulation est utile et même souvent indispensable à cause de la méchanceté des hommes; il est vrai qu'elle est détestée et a quelque chose de vil: cela fait qu'on ne sait comment choisir. Je croirais volontiers qu'on peut user de la première généralement sans pour cela renoncer à la seconde, c'est-à-dire qu'on peut, dans l'habitude commune de la vie, s'en tenir à la première manière, de façon à gagner le renom de personne sincère et libérale, et néanmoins, dans certains cas importans et rares, appeler à soi la dissimulation, laquelle devient d'autant plus utile et plus assurée du succès qu'ayant le renom contraire on trompe plus facilement. — Par ces motifs, je ne loue pas celui qui se conduit toujours avec artifice et dissimulation, mais j'excuse celui qui en use quelquefois.

« Ne combattez jamais contre la religion ni contre les choses qui semblent dépendre de Dieu, parce que cet article-là a trop de prise sur l'esprit des sots (*questo obietto ha troppa forza nella mente delli sciocchi*).

« Ce que disent les personnes pieuses que celui qui a la foi fait de grandes choses, ou que, selon la parole de l'Évangile, « celui qui a la foi commande aux montagnes, » ne signifie rien autre chose, sinon que la foi engendre l'obstination. Avoir la foi, c'est croire avec fermeté et presque avec certitude des choses qui ne sont point selon la raison, ou, si elles sont selon la raison, d'y croire avec une résolution plus grande que celle que donnerait la raison seule. Celui donc qui a la foi devient obstiné dans ce qu'il croit, et marche dans sa voie intrépide et résolu, surmontant les difficultés et le péril et supportant toute extrémité, d'où il arrive que, les affaires humaines étant soumises à mille traverses, un secours inespéré peut naître des innombrables vicissitudes qu'enfante une longue période de temps pour celui qui a persévéré dans l'obstination. Cette obstination venant de la foi, on dit avec raison que la foi fait de grandes choses. Notre temps en a vu un grand exemple dans cette obstination des Florentins, qui, malgré toutes les raisons du monde, s'étant mis à soutenir la guerre contre le pape et l'empereur sans espérance d'aucun secours, désunis et assaillis de mille difficultés, ont

défendu depuis sept mois leurs murs (1) quand on n'aurait pas cru qu'ils pussent les défendre sept jours, et conduit les choses à ce point que s'ils étaient désormais vainqueurs, nul ne s'en étonnerait. Leur obstination n'a d'autre source que la foi qu'ils ont de ne pouvoir périr, suivant la prédiction de Jérôme Savonarole.

« Ce n'est pas un bien suprême que d'avoir des amis. Cependant, quand vous pouvez, ne perdez point l'occasion d'en acquérir, car les rapports sont fréquens entre les hommes; les amis servent et les ennemis nuisent en des temps et des circonstances qu'on n'a pas prévus.

« Priez Dieu de ne vous point trouver mêlé aux vaincus, — *dove si perde,* — parce que, n'eussiez-vous aucune part réelle dans la défaite, il en rejaillira quelque chose sur vous; pouvez-vous aller sur toutes les places et dans toutes les assemblées pour vous justifier? Par contre, celui qui se trouve mêlé aux vainqueurs, — *dove si vince,* — en remporte toujours quelque profit, n'eût-il absolument rien fait pour cela.

« Nie obstinément ce que tu ne veux pas qui soit su, affirme obstinément ce que tu veux qu'on croie, car, quand même l'effet contraire aurait toute probabilité et presque toute certitude, nier ou affirmer gaillardement met toujours quelque trouble dans la cervelle de celui qui t'écoute.

« La vraie et ferme sécurité consiste en ceci, que celui qui voudrait te nuire ne le puisse pas faire; celle qui se fonde sur la sagesse et la bonne volonté d'autrui est trompeuse, tant il y a peu de foi et de justice parmi les hommes. »

Ce n'est pas assez de mettre à profit la faiblesse et les fautes des hommes; Guichardin veut encore (c'est de sa part une principale étude) tourner en instrumens utiles leurs bonnes qualités et leurs vertus : par là surtout, ces qualités et ces vertus vaudront à ses yeux. Il n'oublie pas d'ailleurs qu'on pourrait bien ressentir un certain plaisir à agir noblement, et cela serait un nouveau profit; bien plus, il se pourrait que ce fût avantageux et bon par soi-même : en tout cas, le plus sûr est peut-être de devenir vertueux réellement pour paraître tel. Guichardin descend jusque-là; il conduit jusqu'à ces extrémités sa théorie de l'utile :

« Ni Alexandre le Grand, ni César, ni les autres capitaines qui ont eu cette gloire n'usèrent jamais de la clémence lorsqu'elle eût pu affaiblir ou mettre en péril leur victoire : c'eût été de la démence; mais ils ne manquèrent pas d'en user dans les cas où, sans diminuer leur sécurité, elle pouvait leur attirer l'admiration des hommes.

« Se venger n'est pas toujours l'effet de la haine ou d'une mauvaise nature; c'est quelquefois nécessaire pour se faire craindre. Il se peut très bien qu'on se venge sans avoir dans l'âme aucune sorte de rancune.

« Faites plus de fondement sur celui qui a besoin de vous ou dont les intérêts sont d'accord avec les vôtres que sur celui dont vous avez été le bien-

(1) Il s'agit du siége de 1529.

faiteur, car les hommes sont ingrats. Prenez cette vérité pour mesure, si vous ne voulez pas vous tromper.

« J'ai posé la maxime qui précède parce que je connais la vie et sais ce que valent les choses, mais non pour vous dégoûter de répandre des bienfaits; outre que c'est une chose généreuse et qui procède d'une belle âme, on voit encore quelquefois qu'un bienfait est reconnu et d'une manière qui compense beaucoup de déceptions. Il est d'ailleurs permis de penser que cette puissance qui est au-dessus des hommes se plaît aux actions nobles, et ne permet pas qu'elles restent toujours sans récompense.

« Fais tout pour paraître bon, cela sert à beaucoup de choses; mais comme les opinions fausses ne durent pas, difficilement tu réussiras à le paraître longtemps si tu ne l'es en effet. Mon père me le disait déjà. »

Restons-en sur ces dernières citations. Nous avons ici le vrai Guichardin, l'homme qui, dans une époque féconde, mais troublée, a pris en pitié ce combat de la vie qui, bien soutenu, porte en lui-même sa récompense, parce qu'il élève et fortifie les âmes; l'homme qui a oublié, pour le gain passager du succès matériel et extérieur, l'inaliénable et viril triomphe de la grandeur morale; l'homme qui s'est résigné à ce que la froide expérience devînt la règle finale de sa vie, après avoir réduit l'expérience aux étroites limites d'un calcul entre la somme des revers et la somme des succès que comporte la vie humaine, comme à l'égoïste satisfaction d'une moyenne de bonheur à conquérir à tout prix et par tous les moyens. Celui-là seul est sage, selon Guichardin, qui ne porte pas plus loin ses vœux; celui-là seul est sage qui sait marcher invinciblement vers ce médiocre but : s'il l'atteint sans qu'on ait pénétré ses intrigues, c'est un habile homme; il est bien plus habile s'il a su n'employer que d'estimables armes; s'il a échoué faisant bien, c'est un sot, d'autant plus sot s'il méritait davantage. Du reste, il faut rendre cette justice à Guichardin qu'après avoir parcouru laborieusement la route, il s'efforce d'instruire les autres hommes à sa manière, leur signalant les instrumens et les obstacles ou ce qui est tel à son gré, leur dénonçant les piéges, les guidant de son mieux, cela sans leur dissimuler pourtant le néant du succès tel qu'il se l'est proposé, tel qu'il l'a lui-même atteint.

« J'ai désiré, comme font tous les hommes, la richesse et les honneurs, et souvent j'en ai obtenu au-delà de mon désir et de mon espérance. Néanmoins je n'ai jamais trouvé en eux cette satisfaction que j'avais imaginée. Quelle raison, si l'on y pensait bien, pour rabattre la vaine cupidité des hommes!

« La grandeur et les honneurs sont communément souhaités, parce que tout ce qu'ils contiennent de beau et de bon apparaît au dehors, gravé sur la surface, et que les soucis, les fatigues, les dégoûts, les périls intérieurs,

sont cachés. Si ceux-ci se montraient aussi bien que le reste, il n'y aurait plus de raison à ces convoitises des hommes, si ce n'est que plus on est honoré, respecté, adoré, plus il semble qu'on devienne presque semblable à Dieu. Et qui ne voudrait ressembler à Dieu?

« Ne croyez pas à ceux qui font profession d'avoir laissé la grandeur et les honneurs volontairement et par amour du repos; presque toujours il y a quelque raison secrète : légèreté ou nécessité; ce qui se voit bien à l'épreuve, si on leur offre la moindre ouverture pour retourner à leur première vie : abdiquant le repos si vanté, ils s'y rejettent avec la même ardeur que le feu met à s'emparer d'un bois sec et baigné d'huile.

« Je ne sais à qui plus que moi pourraient déplaire l'ambition, l'avarice et la mollesse des prêtres, soit parce que chacun de ces vices est haïssable en lui-même, soit parce qu'ils s'accordent si peu avec une vie consacrée à Dieu, soit enfin parce que, réunis, ils me semblent dénoncer une corruption d'âme singulière. Néanmoins la place que j'ai occupée auprès de plusieurs pontifes m'a forcé d'admirer leur grandeur. N'était ce sentiment personnel, j'aurais, quant à moi, aimé Martin Luther, non pour secouer les règles prescrites par la religion chrétienne, telle qu'elle est interprétée et comprise généralement, mais pour voir réduire ce troupeau de scélérats à de justes termes : je veux dire à vivre sans vice ou sans autorité (*arei amato Martino Lutero... per vedere ridurre questa caterva di scelerati á termini debiti, cioè a restare o sanza vizii o sanza autorità*). »

Voilà, de la part d'un ministre de plusieurs papes, une curieuse confession qui jette soudainement une vive lumière sur les périls et les abus de toute sorte où les difficultés d'un temps aussi agité que le XVI[e] siècle entraînaient le pouvoir temporel de la cour de Rome. Nous verrons de tout près Guichardin aux prises avec ces abus et ces difficultés dans le prochain volume que publiera M. Canestrini, et qui doit contenir les *Legazioni;* maintenant on sait à quel dépit l'avait entraîné ce spectacle, et nous en pouvons conclure de quel effet il devait être sur l'esprit des peuples. Il semble peu douteux d'ailleurs que Guichardin ait accepté, dans le domaine des idées religieuses, un compromis entre une entière liberté de croyances et un acquiescement traditionnel au dogme. Les *Ricordi* contiennent plusieurs témoignages pareils à celui-ci, et il faut avouer que cette explication s'accorderait avec ce qu'on sait de tout l'homme. Ils donnent aussi de nouvelles lumières sur le philosophe politique, et confirment les résultats auxquels nous avait conduit la lecture du *Dialogue*. Guichardin déteste la tyrannie assurément, car il en aperçoit tous les maux; il déteste également la démagogie, et par surcroît il la méprise. Le gouvernement des plus instruits et des meilleurs, devenus les mandataires de leurs concitoyens, a sans doute ses intimes préférences; mais au demeurant il ne conseille ni les conspirations ni la révolte : il met son expérience au service de tous,

des tyrans comme des victimes; gloire à qui réussira et malheur aux vaincus!

« A qui vit sous le despotisme, dit-il, Tacite peut bien enseigner la manière de se gouverner librement; mais il n'enseigne pas moins bien aux tyrans les moyens de fonder la tyrannie.

« Pour se préserver d'un tyran brutal et cruel, il n'y a précepte ni remède qui vaille, si ce n'est celui qu'on donne contre la peste : fuir le plus vite et le plus loin possible.

« Rien de plus contraire à la réussite d'une conjuration que d'y vouloir trop de sécurité, et de prétendre presque à la certitude du succès. En effet, celui qui en agit de la sorte emploie nécessairement plus d'hommes, plus de temps et plus de moyens : autant d'occasions de se faire découvrir. Et voyez donc combien les conjurations sont choses dangereuses : ce qui fait la sécurité en d'autres affaires devient péril dans celles-ci! — Serait-ce que la fortune, qui a tant de force en pareilles occurrences, s'indigne contre celui qui veut limiter sa puissance?

« C'est folie de s'irriter contre ceux qui, par leur élévation, sont au-dessus de notre vengeance. Si vous vous sentez offensé par quelqu'un de ceux-là, il faut pâtir et dissimuler.

« Qui dit un peuple dit vraiment un animal fou, plein d'erreurs, de confusion, sans jugement, sans stabilité, sans intelligence.

« J'ai désiré voir trois choses avant ma mort; mais, quelque longue que ma vie doive être, je désespère d'en voir une seule : un état de république bien ordonnée dans notre cité, l'Italie délivrée des barbares, et le monde délivré de la tyrannie de ces prêtres scélérats! »

Telles sont les maximes de Guichardin, et au travers de ses maximes nous pénétrons ses vœux, ses déceptions, sa fausse sagesse; elle a le tort, sinon d'avoir pour but constant l'intérêt, au moins de se tenir toujours d'accord avec lui et de le ménager sans cesse : mauvaise manière de faire croire à du dévouement. Évidemment Guichardin avait cru d'abord à la liberté; il n'en a pas moins servi tous les pouvoirs, ne se dévouant en entier à aucune fortune, ne sombrant aussi dans aucun naufrage. Jurisconsulte, ambassadeur, administrateur dans le gouvernement des Romagnes, lieutenant-général des armées pontificales contre Charles-Quint, il a participé à toutes les grandeurs de son siècle et il a méprisé tous ses maîtres. La dernière formule de cette vie a été le scepticisme et l'égoïsme. Les œuvres inédites publiées par M. Canestrini répandent une vive lumière sur les replis de cette âme, à laquelle, par des faiblesses communes, beaucoup d'âmes ressemblent. Pour mieux calculer ses fautes, il fallait mieux connaître ses grandes qualités, l'étendue de son intelligence, les ressources de son esprit, la libéralité de son éducation. Voilà ce que les *Œuvres inédites* nous mon-

trent sans réserve; elles nous permettent de porter sur son caractère et sa vie un jugement mieux informé et d'en retirer une plus grande leçon. Le moderne annaliste des Italiens, M. Cantu, qui ne connaissait pas encore les volumes publiés par M. Canestrini, nous semble trop sévère, ne parlant guère que de sa « bassesse, » de son habitude des manœuvres honteuses, de ses perpétuelles apostasies et de son déshonneur. Par contre, M. Thiers nous paraît trop indulgent lorsqu'il croit reconnaître dans le ton chagrin et morose de son *Histoire*, « comme dans la sévérité sombre de Tacite, la tristesse de l'honnête homme. » Les temps agités, qui rendent la ténacité dans le bien difficile, éprouvent les grandes âmes; celle de Guichardin ne s'est pas élevée au-dessus de l'épreuve, il faut le reconnaître. Cela n'empêche pas d'admirer les efforts, la résistance, la lutte, et après la défaite même les protestations de son énergique esprit. Le spectacle n'en est que plus intéressant. Tâchons seulement qu'il soit pour nous instructif, et qu'après en avoir imposé à ses contemporains, celui qui a recommandé la fausse doctrine de l'utile n'en impose pas à la postérité. — Un dernier mot. Il serait injuste de ne pas faire valoir en faveur de Guichardin la seule vertu peut-être qu'il ait pratiquée, le patriotisme. Si à l'exemple de Machiavel, son maître et son ami, il a invoqué la force et glorifié le succès, nous avons dit en commençant que c'était peut-être au nom de l'Italie : l'Italie avait inutilement essayé des autres moyens de salut; il n'était pas de douleur qu'elle n'eût subie, de déchirement auquel elle n'eût été en proie. La doctrine que soutinrent Machiavel et Guichardin s'inspira du désespoir; il faut se rappeler leurs angoisses et les cruelles humiliations dont ils furent témoins pour porter aujourd'hui sur eux un jugement équitable : on rencontrerait peut-être cette équité en se plaçant à une égale distance du blâme énergique qu'on doit aux doctrines sceptiques et de la pitié que réclame le découragement d'une passion vive et généreuse dans son principe.

A. Geffroy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 août 1861.

Si les idées de l'ancienne politique, où l'on voyait son bien dans le mal des autres, étaient encore de mise, la France pourrait en ce moment goûter certaines satisfactions égoïstes. L'Angleterre exceptée, à laquelle pourtant nous avons le plaisir de donner de mauvais rêves, tous les états qui pouvaient contre-balancer notre influence subissent des déchiremens intérieurs, sont en proie à de graves angoisses. L'Autriche est moins près que jamais de se réconcilier avec la Hongrie et les nationalités dissidentes; les agitations douloureuses de la Pologne affaiblissent la politique moscovite et la teignent d'une vilaine couleur de barbarie; la Prusse est plus que jamais empêtrée dans ses velléités et dans ses réserves; les sorcières ont beau lui crier : « Tu seras roi! » les cauchemars de l'ambition ne font que tourmenter et n'ont pas le pouvoir d'entraîner ce Macbeth qui veut rester honnête. Nos amis eux-mêmes sont plongés dans de grands embarras, et comme un de nos plus subtils moralistes a prétendu que dans le malheur de nos amis il y a toujours quelque chose qui nous plaît, nous pourrions ajouter à nos satisfactions l'agrément de voir le nouveau royaume d'Italie battu en brèche par la cour de Rome, — une autre amie que nous protégeons en l'humiliant, — et par l'anarchie des provinces napolitaines; nous pourrions nous féliciter même de voir l'insolente démocratie américaine s'épuiser dans une guerre fratricide et y perdre son prestige. Voilà les malignes joies dont se repaissaient les politiques de l'ancien régime, celles par exemple que Louis XIV devait goûter quand il châtiait la cour de Rome, quand il soudoyait les Stuarts, quand il mettait l'empereur d'Allemagne aux prises avec le Turc et le Transylvain, quand il couvait de l'œil l'étisie de l'Espagne, quand il voyait les provinces-unies immoler leur meilleur citoyen. C'est en de pareils momens sans doute qu'il savourait l'orgueil du *nec pluribus impar*. Les Louis XIV de notre époque sont peut-être plus grossiers encore dans

leur égoïsme que ceux du XVIIe siècle, car Louis XIV aujourd'hui, c'est le *mob*, la vile multitude. Cependant les esprits éclairés et les cœurs élevés répudient l'étroit et méchant sentiment qui fait que l'on contemple le malheur d'autrui en se frottant les mains. On connaît mieux maintenant la solidarité qui unit les peuples : on sait qu'il n'est pas possible que les souffrances des autres profitent à aucun d'eux; on sait au contraire que ceux qui sont placés dans les conditions les plus heureuses ont besoin du bien-être des autres pour consolider et accroître leur propre prospérité. Si donc nous remarquons que pour le moment la France est préservée des maux profonds dont d'autres nations sont atteintes, ce n'est point pour en tirer vanité. La prospérité et la vraie grandeur de la France sont plutôt paralysées par les difficultés qui travaillent les autres états. Néanmoins c'est quelque chose, c'est beaucoup de ne point éprouver soi-même ces difficultés, de n'en avoir que le spectacle et de n'en ressentir qu'indirectement le contre-coup. C'est dans ces limites que nous définissons l'avantage dont jouit la France, comparée à la plupart des autres états. Cet avantage est considérable, et à défaut d'autres on peut le constater avec une satisfaction légitime.

Ce bonheur de n'être que spectateur des orages dont nous sommes entourés sied assez à la vie végétative à laquelle la saison nous invite. Un repos amusé de spectacles, que peut-on souhaiter de mieux en été? C'est la saison où les chefs d'état voyagent, où, en bons princes qu'ils sont, ils font de leurs excursions des amusemens publics; c'est la saison des belles revues, des fêtes sur la place publique, la saison où en effet l'édilité devient la magistrature la plus affairée et la plus populaire. Ce n'est pas à nous de parler du côté pittoresque des voyages de souverains; nous n'avons le droit et le goût d'intervenir dans les passe-temps de ces grands personnages que lorsque des affaires politiques s'unissent à leurs plaisirs. Quelque intérêt politique a-t-il réellement attiré à Paris et conduit-il maintenant à Londres le petit-fils de Bernadotte, le jeune roi Charles XV de Suède? On a paru le craindre de l'autre côté du Rhin, où l'on s'offusque de la perspective d'un mouvement scandinave auquel viendraient se heurter les sempiternelles chicanes que l'Allemagne cherche au Danemark. Le roi de Suède a été accueilli avec une sympathie marquée par les populations françaises, et pour notre part il nous semble que l'appui de la France, appui du reste conforme à toutes nos traditions, est dû à toutes les tentatives qui pourront fortifier et pousser en avant les races scandinaves. Un autre voyage royal a pendant quelques jours préoccupé l'opinion : c'est celui du roi de Prusse. L'on a voulu un instant qu'il vînt au camp de Châlons, et l'on a cru qu'il y viendrait. *Le Moniteur* nous a informés que la visite du roi de Prusse à Napoléon III était ajournée au mois d'octobre. N'étant point initiés à la politique ésotérique, nous ignorons les combinaisons qui pourraient se rattacher à l'entrevue des deux souverains. Nous n'y voulons rien voir au-delà de l'ac-

quittement d'une dette de courtoisie. Notons d'ailleurs que le projet de voyage au camp de Châlons avait éveillé les unanimes ombrages de l'Allemagne; il faut peu de chose pour agiter l'Allemagne.

Entre la visite du roi de Suède et les manœuvres du camp de Châlons, l'empereur a inauguré le boulevard Malesherbes. L'ouverture de cette magnifique voie ajoute un élément considérable aux embellissemens de Paris. Il est fâcheux seulement qu'à l'extrémité du nouveau boulevard, dans le beau parc de Monceaux, on se heurte à de pénibles souvenirs de confiscation. Faisons un effort pour oublier ces idées, évoquées naturellement par les lieux mêmes; repoussons doucement d'importunes réminiscences. Aussi bien les embellissemens de Paris sont devenus de nos jours une question politique. Lorsque nous ne regardons qu'au résultat matériel de ces travaux, qui assainissent nos villes, y ouvrent aux populations et au mouvement du commerce des voies spacieuses et commodes, en agrandissent la surface habitable, nous sommes de l'avis qu'exprimait naguère ici M. de Rémusat dans ses charmantes *notes de voyage*. Au point de vue du goût et de l'art, on peut trouver parfois à redire à certaines parties de ces grands travaux improvisés : il faut pourtant convenir qu'ils sont en somme une expression grandiose et séduisante de l'activité commerciale et du génie industriel de notre époque. Ce mouvement de démolitions et de constructions donne lieu dans Paris à des controverses de plusieurs sortes. Nous écartons, quant à nous, la controverse personnelle; nous ne nous rangeons point parmi les adversaires du préfet de la Seine. Pour tenter et mener à fin cet immense remaniement de Paris, il fallait assurément un homme doué de facultés peu ordinaires, et M. Haussmann peut avec un légitime orgueil opposer son œuvre à ses détracteurs personnels. L'homme d'exécution dans le préfet a été surtout remarquable; mais l'impulsion donnée aux travaux de Paris soulève deux questions, l'une économique, l'autre politique, qui à nos yeux dépassent la compétence et la responsabilité du préfet, et sur lesquelles il nous est impossible de donner raison au gouvernement. La question économique est celle-ci : en imprimant une impulsion extraordinaire aux travaux du bâtiment dans les grandes villes, et surtout à Paris, le gouvernement ne s'est-il pas exposé à donner un développement artificiel à une branche particulière de l'industrie? N'est-il pas périlleux de n'avoir point laissé cette industrie dans ses conditions normales, de ne l'avoir pas laissée s'étendre sous l'influence naturelle de l'offre et de la demande, d'avoir ajouté une surexcitation extraordinaire à l'aiguillon des besoins qu'elle était destinée à satisfaire? L'industrie des constructions est régie par les mêmes lois économiques que les autres industries. Ses développemens, pour être sains, doivent être spontanés et proportionnés au mouvement des autres branches du travail. A trop faire, à faire trop vite dans une industrie spéciale, on s'expose à de funestes réactions. Qu'arrive-t-il en effet? La spéculation s'échauffe et dépasse la mesure, les capi-

taux se portent avec surabondance sur le point où la spéculation les appelle; les prix s'élèvent avec exagération; on paie la matière première et la main-d'œuvre trop cher, au détriment des autres matières premières et des autres bras. Il y a un moment d'exaltation où le spéculateur se croit dans une période de prospérité sans limites. Tout à coup, au premier choc que reçoit la spéculation, la débâcle éclate, et alors viennent l'avilissement des prix et le chômage des ouvriers. C'est cette perspective de la question économique que le gouvernement, nous le craignons, n'a pas eue assez présente à l'esprit en voulant tout entreprendre et tout achever en si peu de temps. Nous souhaitons que l'événement démente nos appréhensions; mais en tout cas le public se servira lui-même et servira le gouvernement en modérant par ses avertissemens, en refrénant par une opposition salutaire l'ardeur excessive que le gouvernement apporte dans le remaniement des villes, et l'excitation artificielle qu'il donne ainsi à la spéculation et à l'industrie des constructions. Cette intervention de l'opinion, comment devrait-elle s'exercer? Cette opposition, comment pourrait-elle être efficace? Nous touchons ici à la question politique soulevée par les embellissemens de Paris. Contre les erreurs possibles de l'initiative administrative, il ne peut, en une telle matière, exister pour l'opinion qu'un seul frein, un seul contrôle, le contrôle des administrés s'exerçant par leurs représentans élus. Au lieu d'une commission municipale nommée par l'administration elle-même, il faudrait un conseil municipal élu par les habitans de Paris.

Ce n'est que par ce moyen que l'opinion pourrait s'associer franchement à l'œuvre poursuivie par l'administration, ou résister à des entraînemens dangereux. M. Haussmann, dans son discours à l'empereur, se plaint des erreurs et des injustices que l'opinion commet à son égard. Les plaintes de M. Haussmann, nous n'en voulons pas douter, sont fondées; mais c'est le régime exceptionnel de la municipalité parisienne bien plus que les préventions de ses adversaires que M. le préfet de la Seine devrait accuser des injustices commises à son endroit. Tant que le public parisien ne sera pas associé aux actes de l'administration par une représentation librement élue, tant qu'il demeurera passif devant l'initiative de cette administration, il est naturel qu'il demeure envers elle frondeur et défiant. Quoi qu'en pense M. Billault, il faut, comme disait M. Picard, rendre Paris aux Parisiens. On se vante, et nous ne nous en plaignons pas, de nous doter d'un *West-End;* puisqu'on est en veine d'imitation, qu'on nous permette d'avoir nos *aldermen,* et nous promettons à notre lord-maire qu'il n'aura rien à perdre en popularité. M. Haussmann s'est livré dans sa péroraison à des rapprochemens historiques qui nous autorisent à émettre ce vœu politique. Il nous est impossible de voir une flatterie adroite dans les réminiscences où l'on assimile le régime de la France actuelle au funeste empire des césars. M. le préfet a cru relever l'édilité moderne en la comparant à l'édilité romaine.

L'édilité était à Rome une magistrature curule; la préfecture urbaine était réservée aux personnages consulaires. Il est vrai qu'il nous reste des édiles de la république peu de monumens de pierre : les Romains de cette époque n'ont laissé que des monumens moraux qui vivent indestructibles dans la mémoire et la conscience du genre humain. L'édilité menait au consulat quand le consulat était la magistrature suprême; le consulat menait à la préfecture urbaine quand le consul n'était plus que la créature d'un césar. Quel a été, à vrai dire, le beau temps de l'édilité romaine? Est-ce celui où l'édile était l'élu de ses concitoyens? Est-ce celui où il devait ses fonctions à la faveur d'un seul?

Mais ces questions dorment encore chez nous. On dirait même que l'indifférence qui paralyse les classes actives de la France à l'endroit de la politique intérieure commence à les gagner aussi à l'égard des questions extérieures, qui naguère excitaient parmi elles des préoccupations si vives. Les symptômes de ce retour des classes commerçantes et financières à une sorte de sécurité relative touchant la politique étrangère ne sont pas seulement visibles chez nous; les organes les plus importans de l'Angleterre les remarquent aussi parmi leurs compatriotes. Que voulez-vous? il faut bien s'accoutumer à vivre avec son mal. Le commerce anglais paraît donc entrer dans une période de rassérénement. Il croit la paix assurée, au moins jusqu'au printemps prochain; il est beaucoup moins en peine de ses approvisionnemens de coton depuis le rude échec que l'Union américaine a essuyé au début de sa lutte avec les sécessionistes. Il voit que l'argent est abondant, et qu'il subvient très facilement aux demandes immenses manifestées par les emprunts de divers états. Enfin il constate que l'Angleterre, qui, dans la crainte des perturbations américaines et à la suite de la mauvaise récolte de l'année dernière, avait fait d'énormes achats et s'était constitué de grandes réserves de grains, aura cette année une récolte satisfaisante. Ces diverses circonstances réunies paraissent devoir être chez nos voisins le point de départ d'une active campagne d'affaires. En sera-t-il de même chez nous? Il serait difficile que la confiance se rétablît, que l'activité se réveillât au sein du commerce anglais, sans que la France ne s'en ressentît dans une certaine mesure. Il est vrai que tout ne se ressemble point dans la situation économique des deux pays. La France passe par l'épreuve de l'application du traité de commerce, et l'on annonce que nous n'aurons cette année qu'une très médiocre récolte. Pour ce qui concerne la transition du régime prohibitif au système libéral en matière douanière, nous sommes de ceux qui ne doutent point que cette épreuve ne soit heureusement franchie. L'industrie française tiendra victorieusement tête à la concurrence anglaise; plusieurs faits particuliers en sont des présages certains. Rien de plus encourageant sous ce rapport que ce qui se passe dans l'industrie métallurgique. Nos usines ne peuvent pas fournir tous les rails que nos chemins de fer leur demandent. Il faut faire avec elles des marchés à plusieurs années d'échéance, et elles traitent à des prix inférieurs à ceux

que l'on pourrait obtenir de l'Angleterre. Nos industries cotonnières auront-elles plus de peine que l'industrie métallurgique à lutter avec la concurrence étrangère? Nous ne le pensons pas, car, même sous le régime du traité, leurs produits jouissent d'une protection qui sera, dit-on, plus efficace que celle qui couvre les fers. Dans son discours à l'empereur, M. Haussmann nous a révélé un fait très intéressant, qui montre que, dans certaines branches de notre industrie, le traité de commerce a communiqué une énergie singulière à notre production. L'exportation des articles de Paris a doublé depuis le traité de commerce; ce fait est d'autant plus significatif qu'il y avait lieu de craindre que cette industrie ne fût en souffrance, la crise politique traversée par l'Amérique lui fermant un de ses débouchés les plus considérables. Quant à la question des récoltes, nous croyons qu'il ne faut pas la juger cette année d'après les erremens fournis par l'expérience de notre ancien régime économique. Il y a d'abord une circonstance favorable dont on doit tenir compte. D'ordinaire les mauvaises récoltes en France coïncident avec des récoltes encore plus mauvaises en Angleterre. Dans les cas d'insuffisance commune aux deux pays, l'Angleterre avait à faire au dehors, en même temps que nous, d'énormes demandes de céréales. Nous rencontrions sa concurrence sur les marchés étrangers, et nous avions à payer des prix plus élevés. Ce n'était point le seul contre-coup fâcheux que nous eussions à ressentir de la simultanéité de cet accident dans les deux pays. L'Angleterre était, comme nous, obligée de payer ses blés en métal : les caisses de sa banque se vidaient en même temps que les nôtres. De là entre les marchés monétaires des deux pays une concurrence qui poussait l'intérêt de l'argent à des taux exorbitans, et souvent entraînait des crises commerciales. C'est donc une circonstance très heureuse cette année, si la récolte en France est insuffisante, que la récolte en Angleterre ne présente point d'insuffisance extraordinaire et soit plutôt favorable. Nous n'aurons du moins à redouter ni un renchérissement excessif du prix du blé par l'effet d'une vive concurrence étrangère sur les marchés où nous irons nous approvisionner, ni une trop grande cherté de l'argent accompagnée d'une crise commerciale. Une branche de notre commerce, le commerce des céréales, sera très active : nos importations extraordinaires de grains exciteront la production et l'exportation de nos marchandises d'échange; nos chemins de fer, qui auront à répartir sur tous les points du territoire les blés importés, auront un trafic animé. Il ne serait donc pas impossible, si l'insuffisance de la récolte, comme tout permet de l'espérer, ne prend pas des proportions graves, que la fin de cette année fût marquée en France, comme elle le sera en Angleterre, par une activité plus productive qu'on ne l'eût imaginé il y a quelques mois. Que nos espérances soient confirmées ou démenties par les faits, c'est dans la perspective des conséquences de la récolte et de la prochaine campagne industrielle qu'est la véritable question intérieure du moment.

Les ténébreux amans du silence doivent être contens : le parlement an-

glais a terminé sa session. On ne parle plus publiquement de politique nulle part en Europe. Nous n'avons pas trop à regretter que les débats soient clos dans les chambres anglaises. Le ton à l'égard du gouvernement français y avait pris une croissante aigreur. L'on ne sait où se serait arrêtée cette âpreté de langage, si la session n'eût pris fin elle-même. Dans une des dernières séances des communes, lord Palmerston avait écarté avec affectation la suggestion un peu sentimentale de M. Disraeli touchant les armemens maritimes de la France et de l'Angleterre. A l'exemple de M. Cobden, M. Disraeli avait demandé si l'on ne pouvait arriver à une entente sur la limite et la proportion qu'il convenait de donner aux armemens maritimes des deux pays. « A quoi sert la diplomatie, s'était-il écrié mélancoliquement, si elle ne peut réussir à prévenir à l'amiable ce gaspillage de capitaux et ces mutuelles menaces par lesquelles les deux peuples s'irritent à l'envi l'un contre l'autre? » Lord Palmerston a opposé son bon sens narquois à cette aspiration humanitaire; son argument a été identique à celui que nous avions présenté nous-mêmes. Des armemens limités par un arrangement réciproque obligeraient les deux contractans à se surveiller et à se contrôler mutuellement; cette surveillance et ce contrôle seraient une cause incessante de conflits entre les deux pays, et mieux vaut pour le maintien de leur bonne intelligence qu'ils conservent leur entière liberté d'action. On a remarqué le silence du discours de clôture sur la France, l'affectation que met le gouvernement anglais, comme pour établir une ligne de démarcation entre lui et nous, à bien constater qu'il s'est abstenu de toute intervention en Italie, la sécheresse presque dédaigneuse avec laquelle notre expédition de Syrie est qualifiée, nos soldats n'étant désignés que sous le nom de troupes européennes, leur action n'étant définie que comme une coopération donnée aux troupes et aux autorités turques. Nous le répétons, il était temps que cette session eût un terme : nous n'avions point à nous féliciter de la tournure qu'elle prenait à notre égard. Le mouvement qui s'y est accompli au sein des partis a été caractéristique. L'école de Manchester, qui était à l'origine en liaison étroite avec le cabinet, a été peu à peu repoussée par lord Palmerston, et a beaucoup perdu en influence et en importance aussi bien auprès du public qu'au sein du parlement. Les flatteries trop maladroites de M. Bright et de ses amis pour la démocratie américaine, qui joue maintenant un si triste rôle, et pour la démocratie militaire et centralisatrice qui règne en France, ont ruiné l'autorité du chef de l'école de Manchester auprès de ses compatriotes. La session laisse deux ministres meurtris et chancelans, et ce sont justement les amis de M. Bright : M. Milner Gibson et M. Gladstone. Les imprudences de M. Bright ont surtout contribué à augmenter les forces du parti tory. Ce parti serait à coup sûr arrivé au pouvoir dès cette année, si plusieurs de ses membres, dociles en cela au sentiment public, ne préféraient au succès personnel de leur parti le maintien de lord Palmerston à la tête du gouver-

nement, et ne conféraient pas, avec une abnégation rare dans les pays libres, une sorte de dictature morale à l'homme extraordinaire qui a aujourd'hui le privilége de personnifier en lui les qualités et les défauts, les préjugés et la vigueur du patriotisme anglais.

Reconnaissons-le : c'est un bonheur singulier pour les peuples libres que de rencontrer dans leur sein ces hommes dont la prééminence est reconnue, et qui savent si bien s'identifier aux nécessités d'une situation et aux penchans de l'opinion populaire, que du consentement de tous ils sont investis d'une sorte de dictature. M. de Cavour était un homme d'état de cette trempe, et il apportait cet immense avantage à la conduite de la révolution italienne. Son habileté, ses antécédens, son prestige procuraient au gouvernement de l'Italie, dans la crise que ce pays traverse, une certaine fixité qui donnait à ce gouvernement à la fois les avantages de la liberté et ceux de la dictature, sans les inconvéniens de l'une et de l'autre. Il était l'homme de la situation, et tous ses compatriotes reconnaissaient son ascendant. Aux embarras qui naissent de l'agrégation en un seul royaume de populations qui étaient, il y a trois ans, partagées entre neuf gouvernemens, de l'anarchie des provinces napolitaines, d'une grande force militaire à organiser, de l'état de choses indéfini qui se perpétue à Rome sous la protection d'une troupe française, etc., s'ajoute donc pour l'Italie la difficulté intime de la composition même du ministère appelé à la gouverner. Il doit arriver en Italie ce qui arrive chez tous les peuples libres lorsque les hommes de la puissance de M. de Cavour font défaut, ou lorsque les partis n'y sont point encore constitués et disciplinés dans des cadres solides. Le pouvoir tente les ambitions, et elles ne reculent pas devant l'intrigue pour l'obtenir. M. Ricasoli ne saurait posséder un ascendant égal à celui de M. de Cavour; cependant son caractère, sa réputation, l'estime dont il jouit dans son pays et à l'étranger, placent, pour le moment du moins, sa personnalité au-dessus des ambitions qui peuvent convoiter le pouvoir, et qui voudraient, sans l'en exclure, le partager avec lui. Que de telles ambitions existent à Turin, on est bien forcé de se l'avouer, et c'est seulement par leur activité inquiète que l'on peut s'expliquer les bruits de crise ministérielle qui ont été systématiquement répandus en ces derniers temps dans la presse européenne. Ces bruits n'étaient pas fondés : le cabinet ne songeait point à se dissoudre; la majorité qui l'a soutenu jusqu'à la fin de la session par des votes imposans n'avait aucun désir de voir changer un ministère composé d'hommes qui seraient considérés en tout pays comme très distingués, et dont plusieurs viennent de se faire remarquer par une énergique application au travail et des succès singulièrement profitables à l'Italie. Les propagateurs du bruit d'une crise ministérielle qui n'a point existé ne pouvaient être par conséquent que ceux qui rêvent dans un changement de cabinet leur accession au pouvoir. En démentant les bruits de remaniement ministériel, nous n'entendons pas dire assurément qu'il n'y ait point dans l'organisation du système adminis-

tratif qu'il faudra donner au nouveau royaume des questions qui soient de nature à faire éclater des divergences au sein de la majorité parlementaire et des dissidences parmi les ministres; mais ces questions ne sont point posées actuellement, elles ne sont pas mûres; elles ne seront pas soumises à la discussion décisive du parlement avant six mois : pourquoi donc iraiton embarrasser le présent, où de si graves difficultés affluent, de controverses réservées à l'avenir? Ceux qui s'adonnent à ce travail de dissolution comprennent bien peu les intérêts de leur pays; ils semblent ignorer combien il importe au crédit de l'Italie en Europe que l'unité du ministère actuel soit maintenue. Le ministère italien ne doit avoir aujourd'hui en vue qu'une chose, le rétablissement de l'ordre dans les provinces napolitaines. Qu'il seconde avec vigueur le général Cialdini en méprisant les fausses rumeurs qui annoncent sa dissolution, et que les ambitieux aient au moins assez de patriotisme pour ajourner leur impatience jusqu'au moment où Cialdini aura terminé son œuvre.

Les Italiens ne sont point le seul peuple dans le monde dont la France ait activement favorisé la naissance politique. Seuls en Europe, nous avons coopéré à la fondation de la république américaine : sans doute dans leur lutte avec la métropole, les États-Unis auraient été vainqueurs à la longue et auraient forcé l'Angleterre à reconnaître leur indépendance; mais l'intervention généreuse de la France abrégea certainement la guerre de l'indépendance et avança l'heure où l'Angleterre dut se résigner à l'émancipation de ses colonies. Il nous est impossible de nous soustraire au souvenir de cette participation glorieuse de la France à la fondation de la grande république américaine quand nous voyons cette république se démembrer, et dans ce déchirement le parti qui représente l'union des états subir une sanglante humiliation par la déroute de Manassas. Ne semble-t-il pas que le coup qui déchire l'Union frappe la France dans une de ses œuvres vivantes? Nous ne parlerons pas de la place que la république occupait dans l'équilibre maritime et du concours que nous sommes exposés à perdre pour le maintien de cet équilibre, si la séparation devient irrévocable, si l'antagonisme se perpétue entre les états du nord et ceux du sud. Notre regret est plus désintéressé. Le gouvernement américain a été parmi les gouvernemens du monde moderne celui qui a eu au plus haut degré ce caractère d'être une création de la raison humaine. Sous cette constitution essentiellement rationnelle, l'égalité la plus entière devait se concilier et avait jusqu'à présent coexisté avec la plus complète liberté. Il y avait là comme le type de la justice sociale et politique que toutes les sociétés humaines doivent aspirer à réaliser. Même pour les intelligences qui vivent au sein des nations auxquelles leur histoire et les accidens de leur situation ne permettent point d'espérer le règne prochain de la justice politique, c'était une consolation et un orgueil de pouvoir montrer par un exemple si éclatant que ce n'est point une utopie que de croire en politique à la réalisation pratique d une

conception rationnelle. Ce qui nous afflige et nous humilie dans la triste guerre civile où viennent sombrer les États-Unis, c'est l'avortement possible de ce plan d'une société construite par la raison humaine. Nous ne comprenons pas qu'une résolution héroïque ne s'empare point, devant un tel spectacle, de quelques intelligences européennes, de quelques cœurs français. Pourquoi des hommes éminens de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne, n'iraient-ils pas, au nom de la raison et de l'humanité, offrir leur médiation aux Américains divisés? Nous ne conseillerions point à des gouvernemens de se charger d'un tel arbitrage, qui pourrait paraître inspiré par l'égoïsme, qui prendrait peut-être le caractère d'une ingérence offensante, et serait exposé à provoquer des défiances et des ressentimens. De simples particuliers, des particuliers illustres, des libéraux connus du monde, devraient être tentés par ce rôle de médiateur qui n'aurait à imposer d'humiliation à personne. Les volontaires français qui allèrent combattre sous Washington n'avaient aucune mission de la cour de Versailles; ils s'étaient au contraire embarqués contre le gré de leur gouvernement, qu'ils entraînèrent à leur suite. L'Europe actuelle ne pourrait-elle envoyer aux États-Unis des volontaires de pacification? N'a-t-elle pas assez de foi, d'autorité morale, d'humanité, pour pousser quelques hommes d'élite vers une œuvre semblable?

Hélas! l'Europe n'aurait elle-même que trop d'occupations à donner chez elle à de tels missionnaires, en admettant que notre étiquette monarchique, dont ces pauvres Américains se moquaient tant autrefois, permît à des particuliers d'intervenir entre les peuples et les rois. L'empereur d'Autriche et les Hongrois n'auraient-ils pas grand besoin d'un de ces négociateurs spontanés et bénévoles que nous rêvons? Il doit exister sans doute un terrain commun où il serait possible à l'empereur d'Autriche et aux Hongrois de se rencontrer. Il ne semble pas que ni l'empereur d'Autriche ni les Hongrois veuillent aller d'eux-mêmes sur ce terrain. L'empereur a cru être très libéral, et il l'est d'intention, on nous l'assure et nous en sommes convaincus, en dotant ses états d'institutions représentatives; mais il n'a pas pris garde qu'au lieu de reconnaître les libertés des Hongrois comme des droits préexistans, il les leur octroyait comme un don de sa grâce impériale. La résolution inflexible des Hongrois est de revendiquer leurs droits comme émanant de contrats antérieurs entre la royauté et la nation, et ils ne veulent point échanger leurs vieux titres contre une concession du bon plaisir que le bon plaisir pourrait retirer. L'Autriche a ergoté, et en fait de distinctions logiques et de dialectique politique elle a trouvé à qui parler. Son dernier mot sera-t-il la raison du plus fort? Nous espérons que non. L'empereur d'Autriche est loyal dans sa nouvelle politique. Pourquoi ne fait-il pas lui-même le sacrifice d'un procédé qui conserve la forme de l'autocratie jusque dans l'inauguration d'un système libéral? Pourquoi ne traite-t-il pas avec les Hongrois sur le terrain où ceux-ci se placent? Pourquoi ne s'en-

gage-t-il pas par un lien contractuel, et n'en appelle-t-il pas au cœur des Magyars en se mettant avec franchise et simplicité dans leurs mains? Ainsi fit Marie-Thérèse, et l'histoire ne dit point qu'elle s'en soit mal trouvée. Si le pédantisme de la cour de Vienne et l'obstination des Hongrois rendent toute réconciliation impossible, une occasion unique aura été perdue pour la diffusion de la liberté à l'est de l'Europe et la régénération de l'empire qui devrait réunir les races et les forces qui s'enchevêtrent et se paralysent sur les bords du Danube.

Depuis quelque temps, le conflit allemand-danois nous avait laissés en repos, et ce repos n'a point été perdu, car il paraît que nous allons être délivrés une bonne fois de ce fastidieux procès. On sait que les négociations se continuaient entre le Danemark d'une part, l'Autriche et la Prusse de l'autre, et que pendant la durée de cette négociation les comités de la diète germanique devaient se borner à préparer leur rapport concernant le mode de l'exécution fédérale dans le cas où les négociations n'aboutiraient pas. Le Danemark de son côté, poussé par l'Angleterre, faisait des efforts pour éloigner ou du moins ajourner cette éventualité. Il paraît en effet qu'une note identique vient d'être adressée par le cabinet danois aux cabinets de Vienne et de Berlin, indiquant les concessions que le Danemark ferait à l'Allemagne. Parmi ces concessions, on cite celle-ci : le Danemark renoncerait pour cette année à la quote-part imposée au Holstein dans les dépenses générales du royaume. Ce serait là, comme on voit, une mesure purement provisoire. Le Danemark s'engagerait en outre à ne plus faire rendre de loi concernant les affaires générales du royaume sans l'avis et le consentement des états du Holstein. Cette dernière concession serait beaucoup plus importante. Il semble en somme que la diète de Francfort est satisfaite des propositions danoises, puisqu'elle a décidé, avant de prendre ses vacances, qu'il ne serait pas donné suite à la résolution relative à l'exécution fédérale. N'est-il pas étrange que les Allemands, qui ont soutenu avec tant d'opiniâtreté et de violence les droits historiques du Holstein contre le roi de Danemark, aient tant de peine à comprendre pourquoi les Hongrois préfèrent à une constitution octroyée leurs droits historiques, fondés sur des contrats?

L'assemblée générale du *National Verein* se tiendra le 26 août à Heidelberg. On fait de grands efforts pour donner à cette réunion tout l'éclat et le retentissement possibles. Ces efforts sont secondés par le gouvernement badois, qui, avec celui de Cobourg, se pose de plus en plus en patron avoué du *National Verein,* tandis que la Prusse, subissant les exigences complexes de sa situation, louvoie dans sa conduite envers la grande société unitaire. Les journaux de Prusse et du parti de Gotha avaient fait grand bruit au sujet des garnisons autrichiennes des forteresses fédérales de Mayence et de Rastadt. Ils se récriaient sur ce que ces garnisons étaient en partie composées d'Italiens et de Hongrois, et sur le péril auquel était exposée par là la

sûreté de ces forteresses. On annonçait même une motion du gouvernement badois à la diète concernant ce sujet. Le gouvernement autrichien vient d'enlever ce prétexte à ses adversaires en retirant les troupes hongroises et italiennes, et en les remplaçant par des régimens allemands; mais les ennemis de la Prusse constatent avec malice que les journaux, en annonçant ce fait, ont en même temps informé leurs lecteurs que la Prusse va envoyer un régiment polonais tenir garnison dans la forteresse fédérale de Luxembourg. Ce qui vaut mieux toutefois que ces chicanes politiques, ce sont les grands festivals où excelle le génie germanique. Telle est cette grande fête musicale de Nuremberg, où assistaient cinq mille chanteurs venus de toutes les parties de l'Allemagne; telle est encore la grande fête gymnastique de Berlin, donnée en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de Jahn, qui introduisit il y a cinquante ans et popularisa la gymnastique en Allemagne. Cet anniversaire sera célébré dans l'Allemagne entière. La musique, la gymnastique, sont sans doute pour l'Allemagne des façons de satisfaire ses aspirations à l'unité; peut-être faut-il désirer pour son repos qu'elle n'emploie pas de moyens moins innocens pour réaliser son rêve.

Peut-être en ce moment, dans un coin de l'Europe qui depuis quelques années a plusieurs fois attiré l'attention, au Montenegro, se prépare un drame politique que les grandes puissances devraient s'efforcer de prévenir. On sait que le prince Danilo, qui pendant sa courte existence avait fait une figure originale dans les événemens d'Orient, a eu pour successeur un jeune homme, le prince Nikitsa, qui ne s'est montré guère capable jusqu'à présent de continuer l'œuvre de l'homme énergique et intelligent qu'il a remplacé. Le prince Nikitsa est pourtant le seul espoir du Montenegro. S'il résignait son pouvoir, les Monténégrins ne pourraient mettre à leur tête que des chefs de *nahia*, des capitaines de districts, et ces clans de montagnards perdraient la cohésion qu'avaient su leur donner les descendans de Pétrovitch. Il y a lieu de craindre que le général turc, Omer-Pacha, ne cherche à obtenir l'abdication du prince Nikitsa en l'intimidant par la grandeur des préparatifs qu'il fait contre les Monténégrins. L'humiliation et l'assujettissement du Montenegro seraient un succès qui exalterait l'orgueil turc, et donnerait dans cette partie de l'empire ottoman le signal d'une réaction fanatique. Le plus grand service que l'on pût rendre aux Turcs, ce serait de les préserver d'une telle victoire en étendant sur le Montenegro la protection de l'Europe, car la fermentation que la défaite des Monténégrins exciterait dans les régions avoisinantes mettrait en péril la domination des Turcs dans leurs provinces situées entre le Danube et l'Adriatique.

E. FORCADE.

LE CABINET DE MADRID ET L'INSURRECTION DE LOJA.

Il devient quelquefois difficile, on ne peut le méconnaître, de démêler la vérité dans ces mouvemens des peuples qui n'ont rien de commun en apparence, et qui en réalité ne sont que les élémens indissolubles d'une situation générale. Qu'on tourne les yeux vers l'Italie, la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne, l'Orient, la Russie elle-même : une multitude de problèmes s'élèvent à la fois et se déroulent confusément à travers des alternatives de précipitation et de ralentissement. Ces questions, qui font leur chemin sous nos yeux, on ne peut les séparer; elles se rejoignent en quelque sorte, réagissent les unes sur les autres, et sont dans leur ensemble l'expression émouvante et profonde de la crise qui agite l'Europe. L'Espagne, par sa position, n'entre sans doute qu'assez indirectement et de loin dans ce mouvement des choses : elle s'y rattache pourtant encore plus qu'on ne le croit par une certaine solidarité générale, par le travail des esprits et des partis, par le retentissement inévitable que les affaires européennes ont au-delà des Pyrénées, et même de temps à autre par quelqu'un de ces incidens imprévus d'où jaillissent des lumières soudaines, comme cette insurrection qui a éclaté récemment dans le midi de la Péninsule.

Pour le moment, la cour de Madrid et le monde politique sont en voyage; la reine Isabelle visite les côtes de l'Océan, et elle est reçue à Santander, comme la royauté est toujours reçue en Espagne, par des acclamations et des ovations populaires. Tout est donc calme à la surface; le fond de la situation cependant ne laisse point d'avoir ses troubles et ses obscurités. « Ne montrez-vous pas, nous écrivait récemment un Espagnol de libre esprit, ne montrez-vous pas une curiosité bien grande de prétendre savoir ce que nous faisons, où nous allons? Dans tous les cas, c'est une curiosité qui dépasse la nôtre. Pour nous, depuis quelque temps nous nous accoutumons à ne plus savoir où nous en sommes et où nous allons. Nous sommes au lendemain de l'insurrection de Loja, insurrection fort extraordinaire dont on n'a pas encore le secret, et en attendant les répressions suivent leur cours. On ne fusille plus, on exécute par le *garrote vil* ceux qui sont réputés les chefs et qu'on peut prendre, et le reste est envoyé aux présides. Pour notre politique extérieure, qu'en savons-nous? Resterons-nous en paix avec le Maroc, qui ne solde pas l'indemnité promise? Recommencerons-nous la guerre? L'an dernier, pour nous faire accepter la paix sans conquête territoriale, on nous disait que Tetuan ne serait qu'un mauvais poste, un camp ruineux, que mieux valait une grosse somme, qui accommoderait nos finances; aujourd'hui on recommence à nous dire que Tetuan serait une précieuse pos-

session à conserver à défaut d'argent. En Amérique, nous avons avec le Mexique et le Venezuela des affaires désagréables, qui ne se terminent pas à notre honneur, ou qui, à vrai dire, ne finissent pas du tout. En Europe, nous écrivons des dépêches pour le pouvoir temporel du pape, et nous avons auprès de François II un ambassadeur que l'ancien roi de Naples a fait prince. Nous avons des vœux stériles pour tout ce qui s'en va et de la mauvaise humeur également stérile pour l'Italie. Notre cabinet, qui préside à tout cela, fait dire, chose dangereuse, par ses amis et partisans, qu'il est la providence de la monarchie, le dernier ministère possible, et malgré tout, sans qu'il y ait aucun fait bien palpable, une vague inquiétude gagne de proche en proche. On se fait tout bas cet aveu, que cela ne peut point durer ainsi, que les affaires du pays sont assez tristement conduites, ou plutôt ne sont pas conduites du tout, qu'on va à l'aventure, et que les aventures conduisent aux catastrophes, dont Dieu nous garde!

« Vous avez bien votre part dans ce tumulte bourdonnant d'appréhensions. Ce n'est pas qu'on craigne bien sérieusement que la France vienne un de ces jours nous demander les provinces de l'Èbre. C'est une plaisanterie qu'on tire du fourreau de temps à autre pour la circonstance. Ceux qui connaissent les choses savent bien que la France n'y songe guère. D'ailleurs notre ministère est le meilleur ami de l'empereur. Il n'est pourtant pas certain qu'il ne soit bien aise de voir quelquefois amis et ennemis agiter autour de lui ces questions, quoique les uns et les autres soient mus par des causes très différentes. Cela sert notre ministère, cela lui donne un air de défenseur de l'indépendance nationale menacée, et quand au dehors on le juge rigoureusement pour sa politique indécise et contradictoire, ces sévérités sont évidemment le fait d'une conspiration étrangère! Combien de temps cela durera-t-il? Cela durera, penserez-vous, jusqu'à ce qu'un parlement en juge autrement. Vous serez dans l'erreur, car il n'y a jamais eu chez nous un parlement qui ait renversé un ministère ou qui lui ait dicté une politique, et il n'y a jamais eu un ministère qui, faisant des élections, n'ait trouvé dans le parlement une majorité docile. Seulement, à force d'expériences, les ressorts s'usent, les mœurs politiques s'affaiblissent dans la confusion au lieu de se fortifier, et le régime constitutionnel est à la merci des incidens. Il y a de quoi réfléchir...

« Le ministère O'Donnell aurait pu exercer une grande et utile influence, opérer beaucoup de bien; malheureusement il n'a réussi qu'à vivre, grâce à nos divisions, car nous sommes tous divisés. D'ailleurs, soit dit entre nous, notre cabinet ne vit que par son président, qui est moins une tête politique qu'un chef militaire; les autres ministres tombent dans l'insignifiance, et c'est peut-être pour cela que le duc de Tetuan les garde auprès de lui. Notre ministre de l'intérieur, M. Posada Herrera, plie sous le poids des lois de réforme qu'il devait faire, qu'il a présentées au parlement et qu'il n'a pu soutenir jusqu'au bout. M. Calderon Collantes conduit notre diplomatie

avec une ingénuité verbeuse qui dissimule à peine l'absence de toute idée, qui se prend dans tous les lieux-communs ou dans tous les piéges. M. Negrete, le ministre de la justice, traite gaiement les affaires de son département. Le ministre des travaux publics, le marquis de Corvera, trouble à chaque instant ses collègues par la naïveté de ses aveux dans les chambres, et le ministère n'a pas mieux réussi depuis trois ans à se créer un parti qu'à se donner une politique. Le parti ministériel est un assemblage d'hommes de toutes les opinions, qui votent exactement au jour voulu, et qui sont dans les emplois ou qui aspirent à y entrer. Passez-moi une petite histoire irrévérencieuse. Il y a quelque temps, un de nos orateurs, voulant définir le parti ministériel, racontait qu'un jour dans ses voyages, étant à Londres, il avait vu ces mots sur un écriteau : *l'heureuse famille!* Il voulut savoir ce que c'était que cette famille qui affichait une telle prétention, et il entra. Le maître lui montra une cage renfermant les ennemis les plus acharnés dans l'ordre zoologique, qui, grâce à lui, vivaient pourtant dans la plus parfaite intelligence. Tout le secret du maître consistait à ne laisser jamais la faim atteindre un de ses élèves. C'était là *l'heureuse famille*... Telle est aujourd'hui la situation de l'*union libérale* vis-à-vis de son chef, ajoutait l'orateur. Le mot est resté. Je ne vous dis pas de croire qu'il soit absolument juste, car enfin il faut aussi tenir compte du bien; mais il vous donne une idée de nos polémiques... »

Les traits sont un peu vifs en effet, comme on nous le dit, et ne sont pas d'un ami. Il reste toujours que tout ne va pas le mieux du monde au-delà des Pyrénées, et que l'Espagne s'engage de plus en plus dans une de ces situations qui conduisent à une crise, si elles ne sont pas renouvelées ou redressées à propos par l'intelligence d'un chef habile. Un des faits les plus curieux assurément dans la politique actuelle de la Péninsule, c'est cette insurrection qui éclatait récemment à Loja, en Andalousie. Par elle-même, elle n'avait rien de bien sérieux, on peut le dire : elle n'était ni organisée, ni suffisamment armée; elle n'avait ni mot d'ordre ni but bien précis. Les partis actifs de la Péninsule semblent être restés étrangers à ce mouvement, dont le chef principal, Rafael Perez Alamo, était un maréchal-ferrant de Loja. L'insurrection n'a même pas livré de combat, et on ne voit pas trop pourquoi les troupes envoyées contre elle ne sont pas entrées immédiatement dans la ville, un moment occupée, puis bientôt désertée par les insurgés. En lui-même, ce mouvement étouffé dans son germe n'était donc pas sérieux; il a cependant une certaine gravité par le caractère nouveau qu'il révèle. Jusqu'ici en effet, presque toutes les insurrections étaient militaires. Les révolutions qui se sont succédé en Espagne n'avaient point un autre caractère et une autre origine que le soulèvement d'une partie de l'armée entraînée par un chef. Pour la première fois peut-être on a vu une insurrection ayant en quelque sorte une couleur civile, un chef d'une classe inférieure se mettant à la tête de paysans soulevés au nombre de six

ou huit mille hommes. Que se proposaient ces insurgés en prenant les armes? qu'allaient-ils faire à Loja? Il serait difficile de le dire; le savaient-ils eux-mêmes? Ici ont commencé les commentaires et les explications. On a voulu y voir soit une intrigue du parti carliste, soit une inspiration du protestantisme et de la Société biblique, qui se sont glissés en Andalousie, soit enfin et mieux encore l'action du socialisme. Il se peut en effet qu'il y ait une certaine couleur socialiste; seulement c'est un socialisme qui s'explique par l'état économique de ces contrées. Il faut bien se souvenir que certaines parties de la Péninsule, et l'Andalousie notamment, sont divisées en immenses propriétés appartenant à quelques familles anciennes qui pour la plupart vivent en bonne harmonie avec les paysans attachés à la culture des terres; mais l'immense étendue de ces domaines empêche que le maître puisse avoir l'œil partout. Les abus s'introduisent, les régisseurs manquent d'habileté. Il n'est pas rare de voir de magnifiques *vegas* en friche servant à nourrir des troupeaux, lorsque l'homme trouve à peine de quoi élever misérablement sa famille. Les *vegas* de Cordoue, du Bas-Guadalquivir, de Grenade, de Malaga, sont dans cette situation; là où l'agriculture pourrait être florissante paissent de nombreux troupeaux de taureaux de course. Dans de pareilles conditions, il est souvent arrivé que des masses faméliques s'ameutaient et se partageaient des terres dont le propriétaire connaissait à peine l'existence. Ces mouvemens, qui se produisaient d'habitude à la suite de troubles politiques ou sous l'influence d'une administration mauvaise, finissaient le plus souvent par s'arranger entre maîtres et paysans. Le mouvement récent de Loja n'aurait donc sous ce rapport rien d'essentiellement nouveau. Ce qui fait toutefois qu'il est plus grave, c'est qu'en procédant d'une situation économique déjà ancienne, il se complique bien réellement de quelques idées politiques très peu définies, que les insurgés n'ont pas même su énoncer, mais qu'un état vague de malaise a pu contribuer à développer. Ce mouvement n'est donc rien, si on ne le considère que dans ce qu'il a été : il peut être sérieux et menaçant comme symptôme, comme signe de mécontentement. Quoi qu'il en soit, la répression a commencé : quelques-uns des chefs ont péri par le *garrotte;* d'autres, en plus grand nombre, sont envoyés aux présides. Le gouvernement a été pris un peu à l'improviste; il ne s'attendait pas à cette explosion, et il met d'autant plus de rigueur dans ses poursuites qu'il s'est laissé surprendre. Chose plus grave, cédant un peu à l'effroi de ce fantôme de socialisme, le ministère se laisse aller volontiers à ce courant de réaction que produit une crainte exagérée. Depuis quelques jours, il traite la presse de Madrid comme les insurgés de Loja. Tous les journaux d'opposition, modérés, progressistes ou démocratiques, sont assaillis de poursuites et d'amendes. Quelques-uns sont obligés de cesser de paraître. Le ministère peut se créer ainsi une sécurité momentanée; il ne voit pas qu'il affermirait bien plus efficacement son existence et son pouvoir par une fermeté libérale et vigilante, par une

impulsion plus largement intelligente, en un mot par une politique nette et claire qui tracerait un cours régulier à tous les intérêts libéraux de l'Espagne.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

DE LA MUSIQUE RELIGIEUSE.

On a beaucoup écrit de tout temps sur la musique religieuse. Si l'art musical est celui qui a suscité les plus grandes divagations depuis Platon jusqu'à l'abbé de Lamennais (1), la musique religieuse est la partie de l'art de Palestrina et de Mozart sur laquelle on a débité les plus folles théories. Les catholiques surtout ne se sont point épargné les systèmes sur un sujet aussi important, et ils ont toujours été portés à croire que hors de leur église il n'y avait de salut ni pour les âmes ni pour les œuvres de l'esprit. Le catholicisme a tracé autour de sa sphère d'action un cercle imaginaire où il a cru enfermer le genre humain, et le fameux livre de Bossuet sur l'histoire universelle n'est pas plus faux que les principes de certains pères de l'église et de grands théologiens sur les arts qui doivent exprimer le sentiment religieux. Dès la naissance du christianisme, on voit éclater dans la lutte de saint Pierre et de saint Paul l'antagonisme de deux familles d'esprits qui se sont disputé la direction de l'église jusqu'à nos jours : les rigoureux et les tempérés, les sectaires mystiques, les jansénistes, qui se sont forgé un homme à leur image, sans entrailles et sans passions, et les politiques sensés, qui ont tenu grand compte de la nature, des temps, des mœurs, et qui se sont efforcés de bien diriger les consciences, au lieu de les étouffer. Si l'esprit qui a inspiré l'*Imitation de Jésus-Christ* et qui anima plus tard l'école de Port-Royal l'avait emporté dans l'église, les admirables monumens de l'art catholique n'existeraient pas. L'auteur d'une *Histoire générale de la Musique religieuse* récemment publiée, M. Félix Clément, fait partie de ce groupe d'ultra-catholiques modernes qui méconnaissent la grande loi du développement dans les choses humaines, et qui placent à une date arbitraire de l'histoire le complet épanouissement des forces créatrices de l'esprit humain. Comme M. de Montalembert et ceux qui partagent ses vues erronées, M. Félix Clément croit sérieusement qu'il n'y a pas de musique vraiment religieuse hors du plain-chant grégorien, qui aurait atteint au XIII[e] siècle sa forme définitive, et il pense que l'âge des Raphaël et des Palestrina est une époque d'irrémédiable décadence. Ce plaidoyer curieux en faveur de l'enfance de l'art, qui serait la manifestation la plus parfaite du sentiment religieux, mérite que nous l'examinions de près.

Le chant est une partie nécessaire du culte religieux chez tous les peu-

(1) Voyez le troisième volume de son *Esquisse d'une Philosophie*.

ples du monde. Il est naturel à l'homme de chanter ce qu'il adore. La prière qui s'élève du cœur sous la forme d'un chant semble plus efficace et plus éloquente que celle qu'on exprime par la simple parole. On pourrait dire que la parole est plutôt l'organe de l'esprit et de ses vues particulières, tandis que le chant est la manifestation du sentiment de tous. Dès le berceau de l'église chrétienne, on a chanté les louanges du divin fondateur, la gloire des apôtres et celle des martyrs. Les catacombes retentissaient de chants d'allégresse, d'hymnes pieuses qui exaltaient la foi des néophytes et leur donnaient la force de braver la persécution. Il appartenait à la religion de l'amour d'employer la langue par excellence du sentiment, et de faire du chant public le fondement de son culte.

Aussitôt que l'église eut conquis le droit d'ouvrir des temples et de confesser publiquement sa foi, elle se trouva en face de deux grandes difficultés. Voulant que les fidèles prissent une part directe à la célébration de l'office divin, il lui fallait trouver un moyen facile de répandre dans la foule les paroles liturgiques et de les graver promptement dans la mémoire des plus humbles chrétiens. L'église fut obligée alors d'adapter le texte sacré sur des chants populaires qui servirent d'artifice mnémonique à la propagation de sa doctrine. Tel est au fond le sens qu'il faut attacher à la création du chant ecclésiastique opérée tour à tour par saint Ambroise et saint Grégoire. Ces grands personnages, bien plus occupés de l'enseignement moral de l'église que de la constitution matérielle des mélodies, durent simplifier tous les moyens de vulgarisation qu'ils employaient et choisir dans les chants connus ceux qui pouvaient être le plus facilement retenus par l'oreille inexpérimentée de la foule. Cette opération très simple, qui a été souvent renouvelée depuis, et qui fut moins une réforme doctrinale et scientifique qu'un acte d'administration et de propagande morale, a fait écarter du chant ecclésiastique les modes trop compliqués du système musical des Grecs, qui était le seul existant alors. En un mot, l'église, qui est née au déclin d'une grande civilisation qu'elle venait remplacer, s'en est approprié les élémens, qu'elle a fait servir à de nouveaux besoins. Elle a transformé le monde antique sans rien créer d'absolument nouveau.

Les phénomènes de l'ouïe se divisent en deux grandes catégories : les simples *bruits*, que l'oreille perçoit confusément sans pouvoir leur attribuer d'autre caractère que celui d'une intensité plus ou moins grande, et les *sons* proprement dits, qui produisent une impression distincte. Les sons musicaux, dont on mesure l'acutesse par le nombre de vibrations, forment une longue échelle sonore que se partagent la voix humaine et les divers instrumens créés par l'industrie des hommes. L'échelle sonore se subdivise en degrés ou intervalles plus ou moins distans les uns des autres, qui sont contenus et comme résumés dans l'unité plus grande de l'octave. C'est de la manière dont on parcourt l'espace limité par l'octave que résulte la sensation générale qu'on appelle *tonalité*. Y a-t-il plusieurs manières de diviser l'octave? Quels sont les degrés ou intervalles qu'on y peut faire entrer? L'oreille est-elle indifférente à toutes les combinaisons qu'on pourrait lui offrir? Quelle est l'influence de l'habitude et quelle est l'exigence de la nature dans les jouissances de cet organe mystérieux? Jusqu'où va sa tolé-

rance? où s'arrête-t-elle en fait d'intervalles soit isolés, soit rattachés à une série mélodique? Répondre efficacement à ces différentes questions, ce serait écrire une véritable philosophie de la musique, qui, à notre avis, fait encore défaut. Deux historiens de la musique ont touché à ce problème, Forkel en Allemagne et M. Fétis en France.

M. Fétis considère les différentes manières de constituer la série mélodique enfermée dans l'octave, les différentes gammes ou tonalités qu'on trouve chez les divers peuples du monde, comme le signe où se révélerait l'influence des mœurs et de la race. Il va jusqu'à dire « qu'à l'audition de la musique d'un peuple, il est facile de juger de son état moral, de ses passions, de ses dispositions à un état tranquille ou révolutionnaire, de la pureté de ses mœurs ou de ses penchans à la mollesse. Quoi qu'on fasse, on ne donnera jamais un caractère véritablement religieux à la musique sans la tonalité austère et sans l'harmonie consonnante du plain-chant (1). » Ainsi donc M. Fétis pense qu'il n'y a de musique religieuse qu'en Europe et chez les catholiques; il pense que l'*Ave verum* de Mozart, écrit dans la tonalité moderne, n'est pas un morceau divin de vraie musique religieuse, et il se fait fort de nous prouver que le plain-chant grégorien chanté par les furieux qui ont fait la guerre des Albigeois, les croisades, la Saint-Barthélemy, exprime pourtant la piété calme et austère d'un peuple doux et soumis, d'une époque de paix et de concorde! D'après cette belle doctrine, le moyen âge serait la période la plus calme et la plus sereine de l'histoire, parce que des voix barbares hurlaient dans les églises les mélodies vagues et tronquées du plain-chant, dont on n'a jamais pu définir le caractère ni fixer la tonalité!

Les Grecs avaient trois manières de constituer la série de l'octave, qu'ils divisaient en deux tétracordes; ils avaient trois modes : le *diatonique*, le *chromatique* et l'*enharmonique*. Dans le mode diatonique, il n'entrait que des intervalles d'un ton et de demi-ton; le chromatique procédait par demi-tons, et l'enharmonique contenait des intervalles minimes de quart de ton. Il est fort douteux que le genre enharmonique ait été autre chose qu'une ingéniosité des théoriciens. Aristide Quintilien dit formellement que le genre enharmonique était trouvé trop difficile par un grand nombre de musiciens qui pensaient qu'on devait écarter de la musique l'intervalle de quart de ton. Il est possible qu'il ait existé chez les Grecs quelques rares mélodies anciennes et typiques renfermant des intervalles de quart de ton; mais ce ne pouvait être qu'une exception, une curiosité savante et archaïque propre à intéresser l'oreille des philosophes. Le peuple d'Athènes, qui assistait à la représentation d'une tragédie de Sophocle ou d'Euripide, n'aurait point apprécié des chœurs et des mélopées chantés sur le mode enharmonique, mode artificiel, qui était moins de la musique que de la prosodie, et qui depuis longtemps était tombé en désuétude. Il en devait être de la musique chez les Grecs et du mode enharmonique comme de la vieille langue latine, qu'Auguste trouvait trop savante et trop artificielle pour être facilement comprise et parlée par le peuple romain.

(1) *Résumé philosophique de l'histoire de la Musique*, en tête de la *Biographie universelle des Musiciens*.

Lorsque l'église organisa peu à peu les divers élémens de son culte, ce qui ne se fit pas en un jour, elle eut à choisir parmi les chants connus et populaires ceux qui étaient bâtis sur les modes les plus simples du système musical des Grecs. Aux quatre échelles ou tons *authentiques* choisis par saint Ambroise à la fin du IVe siècle, le pape saint Grégoire le Grand en ajouta quatre autres, et ainsi se forma le système musical de l'église, composé de huit échelles diatoniques, c'est-à-dire de huit octaves différemment combinées. Ce qui distingue matériellement chaque ton ou échelle du chant ecclésiastique, c'est la mobilité du demi-ton, qui, dans nos deux modes, majeur et mineur, occupe une place déterminée, c'est la variabilité de la dominante et de la note finale. Quant au caractère esthétique qu'on a voulu attribuer aux différens tons du chant de l'église, il est aussi arbitraire, aussi subjectif, aussi personnel que ce qu'Aristote et Platon ont écrit sur l'expression inhérente aux divers modes de la musique grecque. Ce n'est pas seulement de la constitution matérielle de l'échelle que résulte le caractère moral d'un morceau de musique: il provient de la fusion de divers élémens de la mélodie, du rhythme qui la vivifie, des paroles qu'on y adapte, du lieu, des temps et des mœurs. Changez un de ces élémens, et l'effet ne sera plus le même. De saint Ambroise au pape saint Grégoire, dans l'espace de deux cents ans, il se fait dans le système de la musique ecclésiastique un travail sourd d'altération et d'élimination analogue à celui que l'église avait déjà opéré d'instinct sur les modes nombreux et artificiels de la musique des Grecs. On sait d'une manière presque certaine que les chants choisis par saint Ambroise, et qu'il avait empruntés à l'église grecque, renfermaient des délicatesses vocales, des variétés d'accens et de rhythmes qui ne se trouvent plus dans le *cantus planus* de saint Grégoire. Les Barbares, qui surviennent, bouleversent tous les élémens de la civilisation romaine, et la langue latine, dépouillée de sa prosodie savante, se change peu à peu en un langage grossier, mais plus simple, d'où sortiront les langues modernes de l'Europe méridionale.

Ainsi de cette variété d'échelles ou plutôt de formes mélodiques qui semblent être le partage des peuples primitifs de l'Orient, les Grecs, héritiers de ces peuples, dégagent quinze échelles différentes, qu'ils divisent en trois modes, dont le plus simple, le *diatonique,* est presque le seul qui subsiste encore à l'avénement des Romains. L'église, dont le premier souci est le gouvernement des âmes, écarte du système musical des Grecs toutes les combinaisons mélodiques qui lui paraissent trop compliquées pour le but qu'elle se propose, et elle constitue sa mélopée sur huit échelles diatoniques, qui se distinguent les unes des autres par la place qu'occupe le demi-ton, par la mobilité de la dominante et de la finale. Le chant de l'église, qui à l'origine de sa formation, sous saint Ambroise, conserve encore le rhythme, les accens chromatiques et certaines délicatesses vocales de la musique grecque, d'où il est sorti, ne sera plus, sous saint Grégoire et ses premiers successeurs, qu'une mélopée lente et de courte haleine, enveloppant les mots liturgiques note par note, et n'ayant d'autre rhythme que celui qui résulte inévitablement de l'émission de la parole humaine.

Voilà donc le chant liturgique, dit *chant grégorien* ou *plain-chant,* formé,

non point par l'opération du Saint-Esprit, comme le pensent quelques bons catholiques de la force de l'abbé Lambillotte, mais par cet instinct de simplification qui est un besoin de l'esprit humain et qui se manifeste surtout dans la formation des langues, avec lesquelles les tonalités musicales ou séries mélodiques ont tant d'analogie. A peine les mélodies grégoriennes sont-elles recueillies et répandues dans le monde catholique par le chef de l'église romaine qu'elles s'altèrent, et qu'on en méconnaît le caractère esthétique ainsi que l'accent tonal. On ne s'entend plus ni sur le nombre des tons, ni sur l'étendue de chacune des échelles, ni sur la manière de rendre le sens de la parole liturgique. Personne n'ignore la discussion qui eut lieu à Rome devant Charlemagne entre les chantres du pape et ceux de l'empereur sur la manière d'interpréter le chant grégorien. La décision de Charlemagne fut un trait de bon sens en indiquant par une image que l'eau la plus pure devait être celle qui approchait le plus de la source; mais cette décision souveraine ne trancha pas la difficulté, et l'on peut affirmer sans exagération que le fond du débat a duré tout le moyen âge et qu'il subsiste encore de nos jours. Les docteurs, les conciles, les papes, n'ont cessé de protester contre l'altération incessante du chant grégorien, de poursuivre l'idéal d'un chant vraiment religieux qui n'a jamais existé autre part qu'à la chapelle Sixtine. C'est sur ce fond prétendu immuable du chant grégorien, dont on n'a jamais pu se procurer le type sacré, c'est sur ces huit échelles arbitrairement édifiées, qui ne communiquent à l'oreille que la sensation d'une tonalité vague, c'est sur ces mélodies solennelles, courtes, sans rhythme et sans accent, que la fantaisie humaine s'est donné libre carrière et qu'elle a créé un art tout nouveau. L'harmonie et le dégagement de la tonalité dite *moderne* sont le résultat de cette longue élaboration de l'esprit qui forme l'histoire de la musique pendant le moyen âge. Quelle est la signification philosophique de cette évolution de l'art musical que Monteverde acheva d'accomplir à la fin du XVI[e] siècle, en faisant surgir par un coup d'audace, et mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, la tonalité de la musique moderne? Il faut y voir un nouvel effort du besoin de précision et de simplification qui est inhérent à l'esprit humain, et qu'il manifeste dans tous ses actes. La tonalité qui nous est familière, avec la régularité et l'accent qui la caractérisent, est un plain-chant grégorien mobile et flottant; elle est ce que la langue précise et générale d'un peuple civilisé est aux dialectes primitifs qui ont servi à la former. Personne n'a créé la série mélodique d'où résulte le sentiment de la tonalité moderne; elle est dans la nature, et, comme l'a très judicieusement remarqué M. Félix Clément, elle se trouve comprise dans les modes du système musical des Grecs et dans les tons du chant grégorien. « Nous allons même plus loin, ajoute l'auteur du livre que nous examinons; plusieurs textes anciens et l'observation des pièces de chant appartenant à ces deux modes nous font croire que le sentiment si impérieux de la tonalité et l'exigence de la tonique finale ne sont nullement modernes; ils sont devenus exclusifs, voilà tout (1). »

A la bonne heure donc! et M. Félix Clément n'avait pas besoin de s'appe-

(1) *Histoire générale de la Musique religieuse*, p. 17.

santir sur de vieux textes pour trouver une vérité si simple, d'où il ne tire pas les conclusions logiques qu'elle renferme. Oui, la série mélodique qui constitue les deux modes majeur et mineur de la musique moderne est aussi ancienne que la musique et que l'homme, qui en perçoit les élémens. Elle se dégage lentement de la multiplicité des tonalités primitives, des prétendues gammes des peuples orientaux, qui ne sont que des types mélodiques consacrés par les mœurs, des caprices de la sensibilité immobilisés dans la tradition par le respect des générations, par l'imperfection des signes et l'absence de méthode. Comprise parmi les modes de la musique grecque et dans les tons du chant grégorien, cette tonalité pénètre dans les mélodies populaires, et, pressée par les tâtonnemens de l'harmonie, elle surgit au XVIe siècle, et devient la langue universelle du sentiment et de la passion. Cette révolution, que l'église combat vainement, couronne la grande époque de la renaissance et met un terme au règne de la scolastique. Avec la prépondérance de la tonalité moderne concordent le développement de l'harmonie dissonante, la naissance de l'opéra et celle de la musique idéale. Le plain-chant s'altère de plus en plus et succombe dans cette lutte de l'esprit de liberté contre les formes hiératiques de l'église.

M. Félix Clément, qui raconte à sa manière la formation, les vicissitudes et la décadence du chant grégorien, confond perpétuellement dans son livre le vague, l'impuissance d'accent de la tonalité de l'église avec l'idéal de la musique religieuse. Selon ce beau système d'interprétation historique, les statues raides et informes qui sont entassées autour des cathédrales gothiques, les figures niaises et béates des tableaux monochromes de l'époque byzantine, seraient la reproduction la plus parfaite de la nature. Le *Moïse* de Michel-Ange, *la Transfiguration*, le *Spasimo* de Raphaël, *l'Adoration des Mages* du Corrège, un motet de Palestrina, de Leo ou de Mozart, une prière de Fénelon ou de Bossuet, seraient des manifestations moins complètes du sentiment religieux que le patois latin du moyen âge, que les images grossières de saints qu'on vend à la porte des églises, que le balbutiement des enfans qui n'ont pas conscience de la valeur des mots qu'ils profèrent! Il est curieux de voir jusqu'où peut aller cette théorie de l'art religieux des ultra-catholiques modernes, qui osent soutenir que le monde expliqué par la science d'un Kepler, d'un Newton et d'un Laplace est moins digne de la pensée divine qui l'a créé que le récit légendaire de la Genèse! D'après cette manière de voir, on pourrait dire sérieusement, avec un écrivain distingué, que « plus un art serait chrétien et moins il serait art; plus il serait art et moins il serait chrétien (1). »

M. Félix Clément professe pour le moyen âge une admiration sans bornes, qui tient moins de la critique historique que de la foi. Il y voit tout ce qu'il lui plaît de voir, et il écarte de ses considérations les faits les mieux connus qui pourraient attiédir son pieux enthousiasme. Il s'indigne contre cet esprit d'innovation qui travaille l'humanité depuis qu'elle est sur la terre, et il regrette cette grande période de l'église où la musique religieuse, croit-il, avait atteint ce degré de simplicité majestueuse, de calme et de

(1) M. Edmond Scherer, parlant de *la peinture religieuse d'Ary Scheffer*.

force que le catholicisme communique à tous les arts qui s'éclairent de sa lumière. Il a des paroles sévères contre cette maudite renaissance, qui est venue émanciper l'esprit humain, et qui a renoué la chaîne des temps, brisée par l'ignorance et la barbarie scolastiques. Certes le moyen âge a sa grandeur, que nous sommes loin de méconnaître. Il a laissé de beaux témoignages de sa foi, d'admirables monumens où le catholicisme a imprimé le cachet de sa force, de sa poésie et de l'infinité de ses espérances. L'église est l'une des plus puissantes institutions que présente l'histoire, et rien n'égale la pompe, la magnificence, la variété et la profondeur des cérémonies et des rites qui traduisent aux yeux les mystères de son dogme. A ne considérer l'office de l'église catholique qu'au point de vue de l'art, il présente un magnifique spectacle, un grand drame plein de péripéties terribles et touchantes, où sont exprimés dans une langue sublime les états les plus changeans et les dispositions les plus diverses de l'âme. Aucune religion ne possède un symbolisme plus riche et plus varié que le catholicisme, aucun culte n'a fait à l'art et au sentiment du beau une plus large part que celui de l'église romaine. L'église a poursuivi pendant seize cents ans un idéal qu'elle n'a pu atteindre, mais qui est le plus grand que puisse se proposer une institution humaine : elle a voulu enfermer la vie dans les profondeurs de sa doctrine, et satisfaire à la fois et toujours aux besoins éternels de l'âme et à ceux de la raison. Elle n'a pu réussir dans sa vaste ambition; mais la lutte a été longue et glorieuse, et si l'église a été vaincue enfin par le libre examen et la pensée humaine, elle a laissé dans l'histoire du monde, qu'elle a gouverné pendant si longtemps, une trace indélébile de sa grandeur et de sa puissante vitalité.

De tous les arts qui ont concouru à l'œuvre de l'église, la musique est celui que le christianisme a soumis le plus fortement à son influence. Il en a fait presque un art nouveau, car il a créé l'harmonie et la division mathématique du temps ou la mesure proportionnelle, qui en est la condition fondamentale. Sur les mélodies simples du chant grégorien sans rhythme, sans accent et sans unité tonale, la fantaisie et l'ignorance des interprètes ont brodé un ensemble d'artifices vocaux qui ont altéré incessamment la forme solennelle de la mélopée ecclésiastique. L'introduction de l'orgue dans les églises, vers le IXe siècle, donne naissance aux premières combinaisons grossières des sons simultanés où l'instinct prépare les élémens de l'harmonie. Après l'orgue viennent les autres instrumens qui pénètrent aussi dans l'église avec les chansons populaires et les paroles profanes qui transforment le chœur des cathédrales gothiques en un véritable théâtre de la foire. Rien n'est plus connu et plus certain que le fait étrange de l'invasion des paroles profanes et souvent obscènes dans les belles cérémonies de l'église catholique. Ce scandale du mauvais goût, qui date du XIII[e] siècle, se prolongea jusqu'au milieu du XVI[e] et provoqua en 1320 la fameuse bulle du pape Jean XXII, *Docta sanctorum patrum,* qui ne fit pas cesser le mal. Depuis le concile de Laodicée, celui de Trèves en 1227, jusqu'aux conciles de Bâle et de Trente, l'autorité ecclésiastique ne cessa de proclamer et de dire : *Ne in ecclesiis cantilenæ seculares admisceantur;* mais sa protestation ne fut pas plus efficace dans cet ordre de faits que dans une sphère supé-

rieure, et elle ne put arrêter ni le libre examen de la raison, ni l'expansion de la fantaisie humaine. Lorsqu'en 1563 le pape Pie IV nomma une commission, présidée par les cardinaux Vitelozzi et Borromée, à l'effet de s'entendre sur l'exécution du décret du concile de Trente contre les indécences qui s'étaient introduites dans les chants de l'église, on sait que ce furent trois messes composées expressément par Palestrina qui décidèrent la commission et le pape à maintenir la musique dans les temples catholiques. Il y a lieu de croire que si le chef de l'église eût sanctionné la sentence du concile de Trente, cela n'eût rien changé aux destinées de l'art. La réforme était née, qui devait imprimer à la musique religieuse une impulsion profonde, dont M. Félix Clément ne paraît pas se douter. L'œuvre de Palestrina et de toute l'école romaine, qui pendant un siècle vit de sa tradition et propage sa manière, est la première forme de musique religieuse que possède le catholicisme. C'est l'esprit, la noble gravité, le vague imposant du chant grégorien fécondé par l'art et le génie d'un grand musicien. L'école de Palestrina, qui se répand dans toute l'Europe, marque un point d'arrêt dans l'histoire de l'art musical entre la tonalité indécise de la mélopée ecclésiastique et celle de la musique moderne, qu'elle fait déjà pressentir. Avec l'épanouissement de la tonalité nouvelle et celle de l'harmonie dissonante qui l'accompagne, le style de la musique religieuse prend d'autres allures et suit les progrès et les transformations de l'art.

L'histoire de la musique religieuse du christianisme peut donc se diviser en trois grandes époques : celle de la formation du chant ecclésiastique, expression simple, vague et populaire de la parole liturgique que le prêtre chante alternativement avec la foule des fidèles, époque de labeur et de gestation où se préparent tous les élémens d'un art nouveau; l'époque de Palestrina et de l'école romaine, dont la musique purement vocale et harmonique est l'expression savante de l'idéal religieux des hautes classes de la société. Forme admirable et pure, qui s'inspire du chant primitif de l'église dont elle garde la profonde sérénité, la musique de Palestrina et de son école ne peut être bien interprétée que par des chanteurs exercés. C'est la musique religieuse du chef de l'église, des hauts dignitaires, des chapelles princières et des grands centres de la catholicité. Vient enfin l'époque de la renaissance et de la tonalité moderne, qui ne commence qu'au milieu du XVII[e] siècle, et qui produit d'admirables chefs-d'œuvre de musique religieuse où se distinguent surtout les maîtres de l'école napolitaine : Scarlatti, Leo, Pergolèse, Jomelli.

Qu'est devenue la mélopée ecclésiastique? qu'est devenu le chant *hiératique* de l'église, comme dit M. Félix Clément, au milieu de ces révolutions du goût, de l'art musical et de la fantaisie? Il a perdu son caractère traditionnel, et sa vague tonalité n'a pu résister à la pression de l'harmonie naissante, au souffle des mélodies mondaines qui pénétraient dans le sanctuaire, à l'ignorance des interprètes, à l'imperfection des signes graphiques qui devaient le fixer et le propager. Forme flottante et sans accent qui revêtait la parole liturgique d'une sonorité avare et monotone, expression naïve, enfantine et populaire du sentiment religieux, dont il ne peut rendre les nuances délicates, le plain-chant ou chant grégorien va toujours s'alté-

rant, sans qu'on puisse désigner une époque où il aurait atteint sa complète floraison. L'abbé Baini, qui n'est pas suspect, assure dans son bel ouvrage sur la vie et les œuvres de Palestrina que le chant grégorien était déjà méconnaissable dès la seconde moitié du XIII[e] siècle. Glarean, un grand théoricien de la première moitié du XVI[e] siècle, qui a fait une réforme importante dans le système tonal du plain-chant, accuse Josquin Després, un des plus illustres prédécesseurs de Palestrina, d'avoir méconnu dans ses compositions le caractère du chant ecclésiastique. Ces plaintes, qui sont incessantes pendant tout le moyen âge, deviennent plus vives à l'éclosion de la tonalité moderne. Le pieux et savant Mortimer, de la secte des frères moraves, rapporte, dans l'excellent ouvrage qu'il a publié en 1821 sur le chant choral, que le vieux Hiller se plaignait dans son temps, vers 1760, que la tonalité du chant ecclésiastique était perdue et n'était plus enseignée dans les écoles de l'Allemagne du nord. Sébastien Bach et toute son école ont appliqué aux tons du plain-chant l'harmonie moderne, et Mortimer prétend que la dissonance n'est pas contraire à la vieille tonalité de l'église. De nos jours, particulièrement en France, de nombreuses recherches historiques ont été faites pour retrouver, pour restaurer ce type idéal du chant grégorien, que l'église n'a jamais possédé, même aux jours de sa puissance et de sa grandeur.

Le livre qui nous a inspiré les considérations qu'on vient de lire est divisé en trois parties. Dans la première partie, l'auteur raconte l'histoire de la formation du chant grégorien au point de vue exclusivement catholique; dans la seconde, il donne une longue analyse des drames liturgiques dans les églises du moyen âge; dans la troisième, il fait l'historique de la musique religieuse moderne. L'ouvrage se termine par des considérations sur les différentes réformes qui ont été essayées du chant grégorien, par la traduction du traité du chant ecclésiastique du cardinal Bona, et par une vive polémique d'un prêtre catholique anglais contre la musique moderne. Écrit avec talent, mais avec plus de passion que de véritable savoir, le livre de M. Félix Clément ne justifie pas entièrement le titre pompeux qu'il lui a donné. L'auteur aurait mieux circonscrit l'idée qui le préoccupe en donnant à son ouvrage le titre de *considérations historiques sur la formation, la convenance et la beauté du chant grégorien.* Toutefois ce livre peut être consulté avec fruit, car il renferme des documens intéressans sur un sujet dont quelques réflexions finales vont faire apprécier l'importance.

L'expression de la pensée et du sentiment religieux est le plus grand effort de l'art. Toutes les religions qui ont existé dans le monde ont accusé leur esprit dans des formes plus ou moins riches et puissantes, qui en ont perpétué le souvenir. On peut affirmer que les premiers monumens qui annoncent l'avénement de l'homme sur la terre sont des monumens religieux. Après l'architecture, après la statuaire et la poésie, la musique est la manifestation la plus intime et la plus profonde des besoins religieux de l'âme. On ne peut concevoir la prière sans un accent musical qui l'accompagne et qui en exprime l'essence comme une vibration du cœur. Aussi la musique a-t-elle fait partie de tous les cultes et de toutes les grandes cérémonies publiques.

On ne sait rien de précis sur la musique religieuse des grands peuples de l'Orient, tels que les Égyptiens, les Indiens, les Mèdes, les Perses. Nous savons un peu mieux que, chez les Hébreux, dont l'histoire est la source des origines du christianisme, la musique occupait une place très importante dans le culte de Jéhovah. Sans prendre au pied de la lettre les récits légendaires de la Bible, il est certain qu'un grand nombre de voix et d'instrumens, divisés en groupes que dirigeait un chorége, prenaient part aux cérémonies religieuses dans le temple de Salomon. Que pouvait être la musique qu'on y exécutait et qui exprimait les sublimes élans des psaumes du roi David? Sans doute une courte mélodie, une mélopée solennelle chantée à l'unisson par toutes les voix réunies, et répétée ensuite par chacun des groupes du chœur, quelque chose de semblable au chant grégorien des premiers temps de l'église. Il est certain que ce n'est pas dans l'enfance d'un art qu'il faut chercher la manifestation distincte et saisissable d'un sentiment particulier de l'âme, et tout nous autorise à croire qu'il n'a pas existé de musique religieuse proprement dite avant les Grecs. Ce peuple si merveilleusement doué, qui a parlé la plus belle langue du monde, qui a laissé des monumens désespérans de son goût, de sa finesse et de l'universalité de ses connaissances, a possédé aussi un système musical dont les différens modes pouvaient s'approprier aux nuances les plus délicates de la poésie. Les Grecs ont dû avoir une musique religieuse qui différait de la musique mondaine autant que les cérémonies et la poésie de leur culte se distinguaient de leurs fêtes dramatiques et nationales : de beaux chœurs à l'unisson, accompagnés par divers instrumens, tels que des flûtes et des lyres; de courtes et larges mélopées, suivant les sinuosités des rhythmes d'une poésie sonore et incomparable; de grands effets d'ensemble où quelques intervalles euphoniques de tierce et de sixte réunissaient les voix d'hommes aux voix de femmes et d'enfans. Le christianisme a tiré les élémens de sa musique du système musical des Grecs, dont il a simplifié les procédés. La mélopée grégorienne, née du besoin de répandre promptement dans le peuple païen la parole liturgique, est devenue le chant public de l'église. Sur cette forme rudimentaire du plain-chant, qui manque de mouvement, de précision et d'accent, qui ne peut guère exprimer qu'une disposition calme et solennelle de l'âme, le temps, les besoins croissans de la fantaisie et de la passion ont créé un art tout nouveau qui a envahi les temples catholiques, et dont l'église n'a pu arrêter les développemens. Tout le long du moyen âge, qui est une grande époque de travail et d'enfantement, on n'entend que des plaintes amères sur l'altération que subit incessamment le chant grégorien, sur les profanations de la fantaisie mondaine et populaire qui font irruption dans le drame liturgique. De ce désordre fécond, qui se prolonge jusqu'au concile de Trente, se dégage la première musique religieuse qu'ait possédée l'église catholique, la musique de Palestrina et de son école, qui forme la transition entre le moyen âge et la musique moderne, qui apparaît au commencement du XVIIIe siècle. De beaux monumens de musique vraiment religieuse ont été créés par les successeurs de Palestrina dans l'école romaine, par les maîtres de l'école napolitaine, Scarlatti, Leo, Pergolèse, Jomelli, et une foule de compositeurs moins célèbres, par les

deux Haydn, Mozart et les musiciens distingués de l'Allemagne catholique. Ce n'est donc pas la musique religieuse qui manque à l'église, mais le goût, les moyens d'exécution, les artistes capables d'en rendre les effets sublimes, profonds et touchans.

L'église en général, mais surtout l'église de France, est dans une position extrêmement difficile. Hostile depuis longtemps à la libre expansion de l'esprit humain qu'elle n'a pu contenir dans les limbes de la scolastique, elle s'est concentrée dans un coin de la société morale et politique où elle essaie vainement de retenir le siècle qui marche ailleurs. Quoi qu'en disent ses chefs et ses prétendus docteurs, l'église voit lui échapper le gouvernement des âmes et des esprits d'élite; elle n'a plus d'art et plus de poésie qui lui soient propres. Son idéal s'est écroulé, et il ne peut plus satisfaire aux ardeurs généreuses, aux espérances infinies d'un peuple libre qui voit Dieu face à face et qui l'adore dans les grandes lois qui régissent le monde qu'il a créé. Jamais le sentiment religieux n'a été plus intense, plus profond et plus universel que de nos jours; jamais la notion de Dieu n'est apparue plus clairement à la raison humaine, et jamais l'art catholique n'a été plus misérable et plus indigne de son objet. Cette décadence de l'art religieux est si visible qu'elle a frappé le clergé lui-même, puisqu'il cherche, par des moyens artificiels, à en renouveler la séve. Réussira-t-il dans sa louable entreprise? Il ne serait peut-être pas plus difficile de trouver le secret de la transfusion du sang. Une école de musique religieuse a été fondée à Paris, il y a quelques années, par un homme de talent qui vient de mourir, M. Niedermeyer; un congrès pour la restauration du même art s'est formé également dans cette grande ville sous l'influence de plusieurs esprits distingués, de nombreuses éditions du chant grégorien ont été publiées tant en France qu'en Belgique, des recherches curieuses et savantes ont été faites pour retrouver ce type du chant de l'église dont saint Bernard nous a laissé une si admirable définition. De tous ces efforts il n'est encore sorti que cette grande vérité : que l'église n'a plus d'art particulier qui s'inspire de son esprit, que le chant grégorien est une forme usée et insuffisante qui ne répond plus aux besoins religieux de notre époque, et ne peut se maintenir à côté de l'art et de la tonalité modernes. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question de la musique religieuse, qui touche à des idées d'un ordre si élevé.

P. SCUDO.

MIECISLAS KAMIENSKI tué à Magenta, *Souvenir*. [1]

Les événemens où se joue la destinée des peuples font bien des blessures individuelles; ils cachent bien des faits obscurs qui se perdent dans ces crises gigantesques dont le dénoûment est quelquefois l'avénement victorieux d'une nation, quelquefois aussi sa défaite. Parmi toutes ces têtes in-

(1) 1 vol. in-18. Librairie-Nouvelle, boulevard des Italiens, 1861.

telligentes et fières qui partent pour la guerre, combien en est-il où la vie s'éteindra à l'improviste dans le feu d'un combat! L'homme tombe et disparait, sa blessure va plonger dans le deuil une famille, et les événemens suivent leur cours. Ce petit livre n'a point l'ambition de raconter encore une fois la guerre d'Italie à propos d'un des humbles et obscurs acteurs de cette lutte; il n'a la prétention ni d'être une œuvre littéraire hors ligne, ni d'exagérer la figure à laquelle il sert pour ainsi dire de cadre: c'est tout simplement un *souvenir* consacré à un jeune homme qui avait du feu, de l'esprit, de l'imagination, de la bonne grâce, qui aurait pu se dispenser d'aller au combat, et qui, au premier bruit de la guerre d'Italie, ne craignit pas de quitter les plaisirs de la jeunesse, les faciles attraits de la vie de Paris, pour revêtir la casaque du soldat dans un régiment de la légion étrangère. Miecislas Kamienski, son nom le dit assez, était de cette héroïque race polonaise toujours prête à se jeter dans la mêlée, espérant retrouver partout une patrie. Son père, le colonel Kamienski, soldat de 1831, émigré depuis, commandait la légion polonaise en Italie pendant la guerre de l'indépendance de 1848, et il fut gravement blessé dans un combat contre les Autrichiens. Le fils, Miecislas, ne faisait que suivre ces traces en s'engageant comme volontaire au premier coup de trompette qui entraînait nos bataillons en Italie. Ce n'était pas un jeune homme vulgaire; il avait l'esprit ouvert à tout, aux arts, à la poésie, à la littérature; il écrivait et non sans grâce. Il avait voyagé beaucoup et avait essayé de tout, même de la vie de novice de la marine pour revenir à la vie mondaine de Paris; c'était en un mot une nature ardente, enthousiaste, ayant le tourment de l'exil et sentant vivement ce qu'il y a de pénible dans la condition de l'émigré. La guerre de 1859 semblait lui ouvrir une nouvelle carrière où il se jetait avec intrépidité, passant gaiement de la vie dispersée et inquiète à la vie active. Il partait plein d'espoir, il fut arrêté tout à coup, au premier pas, à Magenta, par une balle qui lui fracassa le bras. La blessure n'eût été rien peut-être; elle s'aggrava par une série de contre-temps. Le jeune blessé vécut assez cependant pour recevoir la croix de la Légion d'honneur comme prix de sa bravoure; il vécut assez surtout pour supporter d'horribles souffrances, se voyant mourir jour par jour en quelque sorte à l'âge où tout sourit, même la guerre. C'est cette longue et cruelle agonie d'un fils que M. le colonel Kamienski raconte lui-même avec une émotion communicative, de façon à laisser voir combien de drames poignans et obscurs se mêlent aux grands drames de la guerre, de manière aussi à montrer que, dans cette veine polonaise qu'on a crue si souvent tarie, il y a toujours du sang prêt à couler pour les causes généreuses.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-QUATRIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXIe ANNÉE.

JUILLET — AOUT 1861

Livraison du 1er Juillet.

Livraison du 15 Juillet.

O.K'm'

Livraison du 1er Août.

Livraison du 15 Août.

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE, rue Saint-Benoît, 7.